

Créé en France en 1665 pour fabriquer du verre plat, **Saint-Gobain** a opéré, une profonde mutation de ses activités. D'abord caractérisé dans les années 1970, à l'issue de sa fusion avec la société Pont-à-Mousson, comme un producteur de biens intermédiaires, il a consacré dix ans (1986-1996) à d'importants

mouvements de réorientation

stratégique, avec la cession de métiers trop éloignés de ces critères et l'acquisition de nouveaux métiers et de nouvelles compétences.

60 % du chiffre d'affaires actuel proviennent de ces **années de croissance externe**, tandis que 50 % des activités de 1986 ne font plus partie du périmètre du Groupe.

Les compétences de Saint-Gobain en matière technologique et de *marketing* ont été complétées par une **plus forte orientation des métiers vers le client final**, grâce notamment à la Distribution.

L'internationalisation du Groupe, déjà

forte en Europe et Amérique Latine, s'en est trouvée renforcée en Amérique du Nord, en Europe Centrale et en Asie.

La croissance et le redéploiement des activités ont permis la constitution progressive de **trois pôles**

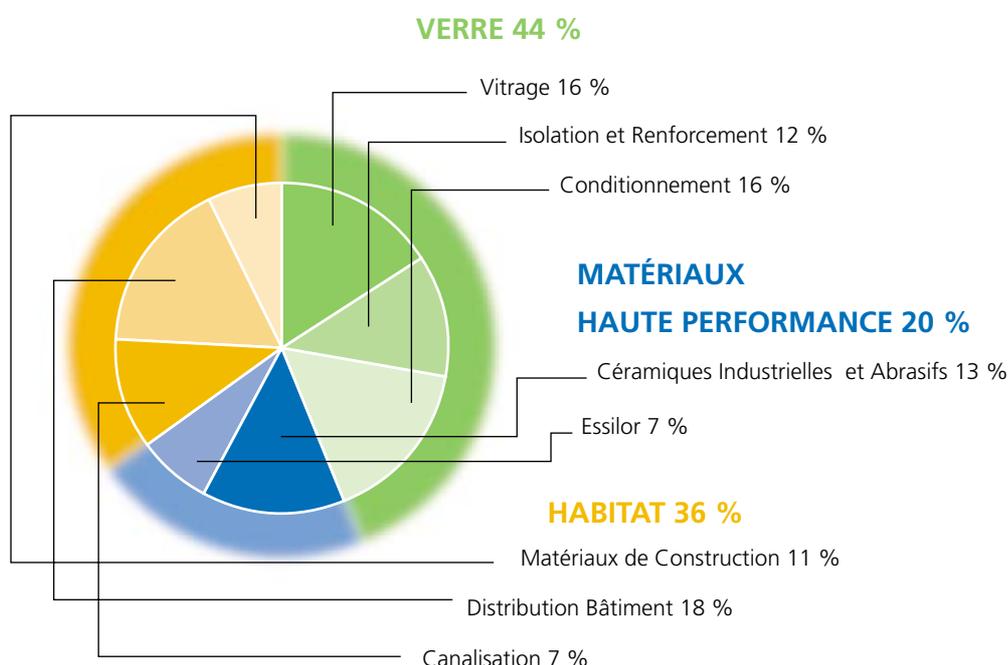
de compétence, qui regroupent chacun

plusieurs branches où s'exerce la gestion

opérationnelle des métiers. **Saint-Gobain** est

leader

Répartition des ventes par Pôle et par Branche

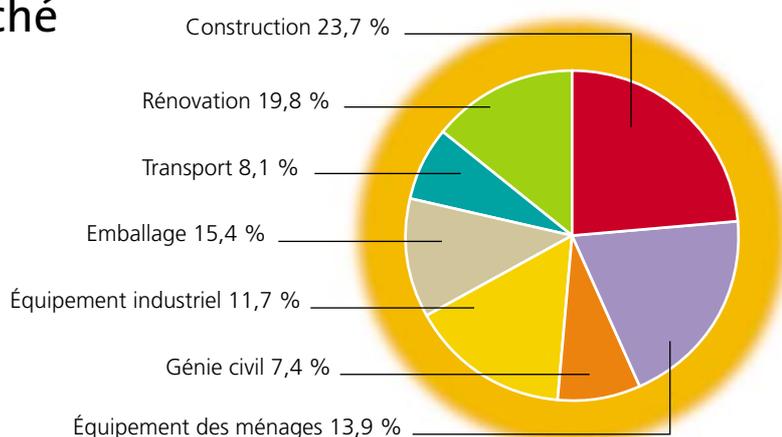


Le pôle **Verre** regroupe le Vitrage, l'Isolation et le Renforcement, le Conditionnement : leurs complémentarités cumulées font de Saint-Gobain le premier verrier mondial.

Le pôle **Matériaux Haute Performance** rassemble les Céramiques et Plastiques Haute Performance, les Abrasifs, ainsi qu'une importante participation dans Essilor International.

Le pôle **Habitat** réunit les Matériaux de Construction, la Distribution Bâtiment et la Canalisation.

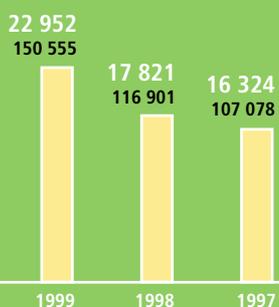
Répartition des ventes par marché



Chiffres clés

Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)
(en millions de francs)



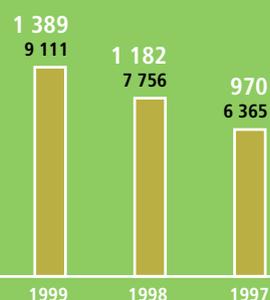
Résultat d'exploitation

(en millions d'euros)
(en millions de francs)



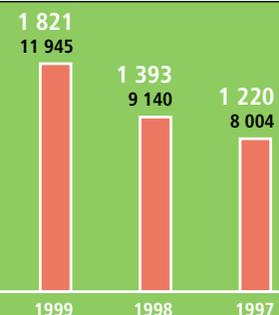
Résultat net de l'ensemble consolidé

(en millions d'euros)
(en millions de francs)



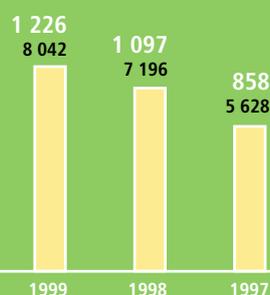
Résultat courant

(en millions d'euros)
(en millions de francs)



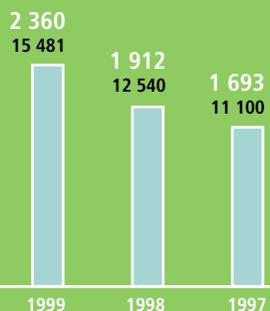
Résultat net

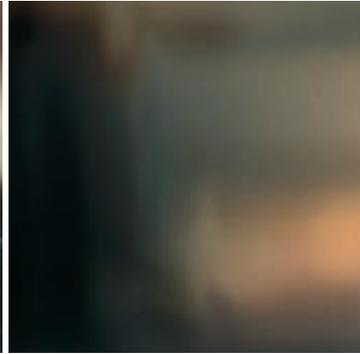
(en millions d'euros)
(en millions de francs)



Autofinancement

(en millions d'euros)
(en millions de francs)





Message du Président

A la fin des années quatre-vingt-dix, les systèmes de production qui devaient marquer le siècle à venir ont été déstabilisés par le dynamisme de l'internationalisation. Aujourd'hui, c'est à nouveau la nature du progrès technique qui devrait déterminer la croissance des entreprises : de nouvelles technologies leur imprimeraient une dynamique originale. Attentif aux discours dans lesquels s'opposent différents systèmes d'interprétations, le Groupe Saint-Gobain continue à tracer sa voie : il poursuit son développement grâce aux hommes qui le composent et qui le rejoignent, et aux actionnaires qui lui apportent leur confiance.

En 1999, Saint-Gobain a atteint son objectif de croissance rentable en dégagant un résultat net hors plus-values en hausse de 11 %. Le bénéfice net par action progresse de 15 % compte tenu du rachat puis de l'annulation d'actions effectués pendant l'année assurant ainsi une augmentation de la valorisation des capitaux confiés par les actionnaires.

Le pôle Verre, dans un contexte de demande soutenue, de hausses de prix dans le Vitrage et l'Isolation, mais aussi de poursuite des efforts de rationalisation industrielle, a connu une hausse de sa rentabilité et fortement contribué à l'autofinancement du Groupe.

Le pôle Matériaux Haute Performance, renforcé par l'acquisition de la société américaine Furon, spécialiste des plastiques à forte valeur ajoutée, constitue un ensemble d'activités disposant d'un important potentiel de croissance sur les marchés à fort contenu technologique.

Le pôle Habitat, malgré une conjoncture ponctuellement défavorable dans la Canalisation, a été soutenu par une politique active de croissance externe et par la bonne tenue du marché du bâtiment. Les très bons résultats obtenus dans la Distribution

conduisent le Groupe à développer ses activités dans ce secteur, comme le montre l'acquisition récente de Meyer International, *leader* sur le marché britannique des négociants en matériaux.

En s'appuyant sur des actifs solides, que renforcent les marques, la connaissance du client, la logistique, la relation avec les fournisseurs, Saint-Gobain entend soutenir sa croissance par :

- l'augmentation des ventes de produits de spécialité et de services associés dans tous ses marchés,
- la poursuite, après les acquisitions de Poliet et de Meyer, de l'engagement du Groupe dans la Distribution,
- la mise en place de programmes d'utilisation de l'Internet sur l'ensemble de ses activités de production et de distribution, avec notamment le lancement en cours de sites marchands dans toutes ses branches et de portails verticaux dont bénéficieront notamment les entreprises de construction et de rénovation d'habitations.

Les importantes évolutions technologiques actuelles favorisent les acteurs capables de maîtriser la personnalisation à grande échelle de la relation client, tant dans les flux d'information que dans les flux physiques. Saint-Gobain, qui est présent à tous les stades de la chaîne d'approvisionnement, est donc particulièrement bien placé pour offrir, en associant réseaux physiques et virtuels, une réponse rentable pour le développement de ses ventes de professionnels à professionnels.

L'objectif du Groupe en 2000 est une croissance d'au moins 15 % de son résultat net par action.

Jean-Louis BEFFA

Une longue tradition internationale

	Afrique du Sud		Italie
	Allemagne		Japon
	Argentine		Luxembourg
	Australie		Malaisie
	Autriche		Maroc
	Belgique		Mexique
	Brésil		Norvège
	Canada		Pays-Bas
	Chili		Philippines
	Chine		Pologne
	Colombie		Portugal
	Corée du Sud		République d'Irlande
	Danemark		République Tchèque
	Espagne		Royaume-Uni
	Estonie		Singapour
	États-Unis		Slovaquie
	Finlande		Slovénie
	France		Suède
	Grèce		Suisse
	Hong Kong		Taïwan
	Hongrie		Thaïlande
	Inde		Turquie
	Indonésie		Venezuela



Implantation mondiale



**Créé en France en 1665,
implanté depuis
1857 en Allemagne,
1889 en Italie,
1900 en Belgique,**

**1909 en Espagne
1917 au Japon,
1937 au Brésil,
1938 en Australie,
1959 aux États-Unis.**

Rapport sur l'Exercice 1999

SOMMAIRE

SAINT-GOBAIN EN 1999

Présentation générale	7
Description des activités	8
Fournisseurs et clients	24
Marchés et distribution	24
Recherche et Développement	25
Ressources Humaines	26
Dépendance à l'égard de l'environnement économique	27

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE L'EXERCICE 1999

Conjoncture et marchés	29
Des résultats satisfaisants	30
Une forte croissance externe	30
Chiffres caractéristiques	31
Pôle Verre	33
Pôle Matériaux Haute Performance	43
Pôle Habitat	49

ACTIONNARIAT, GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE, BOURSE

Actionnariat	56
Gouvernement d'entreprise	60
Direction	63
Bourse	67

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE

69

COMPTES DE LA COMPAGNIE (Société mère)

102

RENSEIGNEMENTS SUR LES FILIALES

122

RESPONSABLES DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET DU CONTRÔLE DES COMPTES

138

*Tableau de rapprochement avec l'instruction d'application
du règlement 98.01 de la Commission des Opérations de Bourse*

Section	Rubrique	Page
1.1.	Nom et fonctions des responsables du document	138
1.2.	Attestation des responsables	138
1.3.	Nom et adresse des contrôleurs légaux	64
3.1.	Renseignements de caractère général concernant l'émetteur	7
3.2.	Renseignements de caractère général concernant le capital	57
3.3.	Répartition actuelle du capital et des droits de vote	56
3.4.	Marché des titres de l'émetteur	68
3.5.	Dividendes	67
4.1.	Présentation de la Société et du Groupe	7
4.3.	Faits exceptionnels et litiges	66, 95
4.4.	Effectifs	26
4.5.	Politique d'investissement	32
5.1.	Comptes de l'émetteur	102
6.2.	Intérêts des dirigeants dans le capital	56
7.1.	Évolution récente	8
7.2.	Perspectives d'avenir	9

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 29 JUIN 2000

Rapport du Conseil d'administration	140
Ordre du jour	142
Résolutions	143
Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	145

Saint-Gobain aujourd'hui

Fort d'une longue histoire qui débute en France en 1665 avec la création de la *Manufacture Royale des Glaces de Miroirs*, le Groupe Saint-Gobain s'est engagé depuis plus de dix ans dans une profonde mutation de ses activités et de ses structures. Caractérisé dans les années soixante-dix et quatre-vingt comme producteur de biens intermédiaires à l'issue de la fusion entre Saint-Gobain et Pont-à-Mousson, il a consacré les années 1986-1996 à un mouvement de réorientation stratégique.

Il s'est à cette époque redéfini comme producteur de matériaux technologiques avec un double objectif : produire et distribuer les matériaux du futur, dans des positions de *leader* compétitif, pour une croissance rentable. Les voies et moyens de cette politique ont été la cession de métiers hérités d'anciennes diversifications, trop éloignés de ces critères ou en situation concurrentielle insuffisamment forte, comme les Entreprises et Services, la Mécanique, le Papier-Bois, et l'acquisition, en regard, de nouveaux métiers et de nouvelles compétences (Céramiques et Abrasifs, Distribution Bâtiment). Cette politique de croissance externe s'est matérialisée par d'importantes acquisitions : Norton en 1990, le groupe Poliet en 1996.

En même temps, l'internationalisation du Groupe, déjà l'un de ses points forts en Europe et en Amérique Latine, s'en est trouvée amplifiée et accélérée. Son résultat a été une progression de la présence en Amérique du Nord, en Europe Centrale et en Asie.

Ce développement géographique a concerné toutes les branches ou métiers : Vitrage (Asie, Europe Centrale), Isolation (Europe Centrale), Renforcement (Asie, Europe centrale), Conditionnement (Amérique du Nord et du Sud), Céramiques et Abrasifs (ensemble des continents), Canalisation (Europe et Chine), Matériaux de Construction (Asie, Amérique du Sud). La Distribution Bâtiment issue du groupe Poliet, initialement limitée à la France, a abordé à son tour une phase d'internationalisation avec le dépôt, en Février 2000, d'une OPA amicale sur Meyer International, *leader* au Royaume-Uni de la distribution aux professionnels de matériaux pour le marché de l'habitat.

Le Groupe est donc désormais clairement engagé dans une phase de développement de ses métiers vers l'aval et de mise en place d'une culture de services et solutions adaptés à la demande du client final.

PRINCIPALES DONNÉES CONSOLIDÉES SUR DIX ANS

	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990
Chiffre d'affaires	150 555	116 901	107 078	91 384	70 310	74 494	71 539	74 007	75 065	69 076
	22 952	17 821	16 324	13 931	10 719	11 357	10 906	11 282	11 444	10 531
Résultat brut d'exploitation	44 940	30 000	27 013	22 131	17 473	17 688	15 233	16 806	18 003	17 969
	6 851	4 573	4 118	3 374	2 664	2 697	2 322	2 562	2 745	2 739
Résultat d'exploitation	15 179	11 647	10 451	9 406	7 783	7 295	4 978	6 414	7 099	8 287
	2 314	1 776	1 593	1 434	1 187	1 112	759	978	1 082	1 263
Résultat courant	11 945	9 140	8 004	7 375	7 019	5 299	1 713	3 820	4 726	6 457
	1 821	1 393	1 220	1 124	1 070	808	261	582	720	984
Résultat net du Groupe	9 111	7 756	6 365	5 031	4 698	4 750	1 284	2 590	2 882	3 942
	1 389	1 182	970	767	716	724	196	395	439	601
Résultat net	8 042	7 196	5 628	4 323	4 212	3 625	1 314	2 377	2 509	3 359
	1 226	1 097	858	659	642	553	200	362	382	512
Autofinancement	15 481	12 540	11 100	10 678	9 212	8 115	6 369	7 864	8 199	8 394
	2 360	1 912	1 693	1 628	1 404	1 237	971	1 199	1 250	1 280
Investissements industriels	11 230	8 450	8 875	7 666	5 592	3 778	4 216	5 077	5 700	5 980
	1 712	1 288	1 353	1 169	852	576	643	774	869	912
Investissements totaux	22 821	19 800	16 050	19 903	9 501	6 540	6 834	6 576	7 930	19 447
	3 479	3 019	2 447	3 034	1 448	997	1 042	1 003	1 209	2 965
Capitaux propres	73 146	65 095	65 324	59 575	46 028	42 126	35 534	36 326	34 081	30 084
	11 151	9 924	9 959	9 082	7 017	6 422	5 417	5 538	5 196	4 586
Dettes financières	32 831	19 859	16 896	12 424	9 173	12 297	17 338	14 134	16 484	16 699
	5 005	3 027	2 576	1 894	1 398	1 875	2 643	2 155	2 513	2 546
Actif immobilisé	110 916	92 048	86 184	79 392	55 512	50 252	54 083	54 192	54 320	49 610
	16 909	14 033	13 139	12 103	8 463	7 661	8 245	8 262	8 281	7 563
Fonds de roulement	17 134	12 055	14 835	11 524	16 392	19 613	13 797	8 783	9 591	10 197
	2 612	1 838	2 262	1 757	2 499	2 990	2 103	1 339	1 462	1 555
Personnel (au 31 décembre)	164 698	117 287	107 968	111 701	89 852	80 909	92 348	100 373	104 653	104 987

□ en millions de francs □ en millions d'euros

une nouvelle configuration industrielle

60 % du chiffre d'affaires actuel provient de ces années de croissance externe tandis que 50 % des activités de 1986 ne font plus partie du périmètre Groupe. Saint-Gobain s'est recentré sur les métiers dans lesquels il disposait d'atouts indiscutables. Ses compétences en matière technologique et de *marketing* ont été complétées par une plus forte orientation des métiers vers le client final, grâce notamment à la Distribution. La sensibilité aux aléas conjoncturels a été fortement diminuée en raison de la sortie progressive des métiers les plus cycliques ou les plus exposés. Enfin, de nouvelles répartitions de métiers ou de zones, comme dans les pays émergents ou à faible coût de main-d'oeuvre, permettent de bénéficier des taux de croissance les plus favorables, d'acquérir une taille internationale là où elle faisait défaut, tout en ménageant un haut niveau de rentabilité.

La croissance et le redéploiement des activités ont permis la constitution progressive de trois pôles de compétence, qui regroupent chacun plusieurs branches où s'exerce la gestion opérationnelle des métiers. Saint-Gobain est une *leader* dans chacun des trois pôles.

Le **Pôle Verre** regroupe le Vitrage, l'Isolation et le Renforcement, le Conditionnement : chacun de ces métiers est leader mondial ou européen, mais leur complémentarité cumulée fait de Saint-Gobain le premier verrier mondial. Les activités du pôle s'exercent sur la base de solides positions géographiques en Europe, Amérique du Nord et Amérique Latine. Ses marchés finals sont bien connus du Groupe, construction, rénovation, automobile, équipement industriels et des ménages, emballage, et les opportunités de croissance sont importantes vers des produits nouveaux et dans des pays émergents, grâce à des technologies différenciantes.

Les **Matériaux Haute Performance** rassemblent les Céramiques et Plastiques Hautes Performances, les Abrasifs, acquis pour une bonne part avec l'ensemble de Norton en 1990. Le pôle est numéro un mondial pour les Abrasifs, et pour les applications thermiques et mécaniques des Céramiques Industrielles. S'y ajoute Essilor International, dont toutes les caractéristiques technologiques et de compétences en optique ophtalmique et en matériaux organiques relèvent également des critères du pôle. Au total, ces activités représentent des implantations géographiques équilibrées entre Europe, Amérique et Asie. Elles sont innovatrices, souvent dans des métiers de niches, avec une forte dynamique de développement.

Le **Pôle Habitat** réunit les Matériaux de Construction, la Distribution Bâtiment et la Canalisation. Cette dernière activité est le premier équipementier mondial de canalisations en fonte ductile. Les Matériaux de Construction sont *co-leader* mondial pour les produits de revêtement et de façades et sont *leader* européen pour les mortiers industriels. La Distribution Bâtiment a rang de premier européen dans les menuiseries industrielles et de premier acteur en France pour la distribution de matériaux de construction. Cette position s'élargira à un *leadership* européen à la suite du succès de l'OPA sur Meyer International (Grande-Bretagne). Avec des implantations industrielles en Europe, Amérique Latine et en Afrique du Sud, la Canalisation a également une activité très internationale grâce à la Grande Exportation. Elle s'est engagée en 1998, pour répondre à l'évolution des marchés, dans une politique de distribution spécialisée de ses produits vers l'aval.

La configuration de Saint-Gobain a donc été optimisée pour l'application d'une stratégie mondiale de tous les métiers. Un mouvement vers l'aval, *via* la Distribution, est la seconde caractéristique d'une évolution qui prend en compte les grandes tendances actuelles et futures des métiers industriels mondiaux, de



MUSÉE RODIN À SÉOUL



LA STRATÉGIE DE SAINT-GOBAIN :

une croissance rentable

Disposant d'un portefeuille d'activités équilibré, autour de pôles de compétence cohérents, le Groupe met en œuvre depuis plusieurs années une stratégie qui repose sur quatre objectifs : développer un *leadership* réel dans tous ses métiers ; renforcer ses compétences technologiques et de marketing ; diminuer fortement sa cyclicité et sa vulnérabilité aux aléas conjoncturels ; assurer un haut niveau de rentabilité dans toutes ses activités.

Dans cette optique, l'année 1999 a été celle d'un nouveau développement de l'internationalisation et de la croissance externe dans plusieurs secteurs, particulièrement celui des Plastiques Haute Performance, qui sera encore privilégié dans les années à venir. L'expansion, déjà engagée, des activités de distribution est, en outre, devenue une des priorités majeures.

Une autre priorité a été définie comme essentielle : assurer l'adaptation du Groupe à la "nouvelle économie", pour en saisir les défis et opportunités : mondialisation des marchés de clientèle, des problèmes de ressources humaines, des modes de production, de la finance et de la technologie ; essor des technologies-clé de l'information dans le domaine des systèmes de gestion intégrés et du commerce électronique ; réorientation de l'économie vers la tertiarisation, avec déplacement de la valeur ajoutée chez le client, sur fond de compétition permanente et de baisse structurelle des prix ; accélération des fusions et acquisitions, avec l'émergence de

marques mondiales.

Pour faire face à ces nombreux défis, le Groupe applique plusieurs principes d'actions : renforcement des positions de *leader* dans ses trois pôles de compétence ; renforcement de l'avance technologique dans chacun des métiers ; développement des produits de spécialité et des services associés, porteur de différenciation et de valeur ajoutée ; choix d'une croissance forte dans les activités de distribution, secteur dynamique, faiblement cyclique, aux marchés encore très fragmentés, qui offrent de grandes opportunités de réorganisation ; poursuite de l'effort systématique de rentabilité et de productivité ; politique de qualité des hommes et du management.

Cette stratégie a pour but de créer de la valeur pour l'actionnaire, sur la base de cette croissance rentable. Pour ce faire, le Groupe s'est fixé deux objectifs : une croissance de chiffre d'affaires de 8 % par an en moyenne et une croissance minimale du résultat net de 10 %.

La mise en œuvre de la stratégie emprunte trois voies sur le moyen et long terme.

La *croissance interne* verra l'accent mis dans les années à venir sur le développement des services associés aux produits, gage de partenariat durable avec les clients, sur la gestion des connaissances grâce à l'outil Intranet. La plateforme Intranet du Groupe,



Archibald®, lancée en 1999, est au cœur de ce dispositif. Le commerce électronique représente également un enjeu fondamental à court terme, l'Internet élargissant les possibilités de communication avec clients et prescripteurs, de développements en partenariat. Le Groupe accélère fortement aujourd'hui ses projets dans ce domaine pour chacun de ses pôles.

La *croissance géographique* a pour but de se positionner sur des marchés à fort potentiel de croissance et de développer parallèlement les implantations de métiers encore insuffisamment internationalisés dans les pays occidentaux, l'Europe en particulier. Ces développements géographiques se font sous forme d'acquisitions, d'accords de partenariat, par des implantations

nouvelles ou des investissements directs. Déjà bien présent en Europe et en Amérique du Nord et du Sud, le Groupe a ajouté à ses positions, en 1999, de nombreuses implantations au Mexique, en Europe de l'Est et en Asie, axes privilégiés de développement avec l'Amérique du Sud.

Faites sous des conditions de rentabilité bien définies (relativité dès la première année, création de valeur après trois ans), les acquisitions de *croissance externe*, sont une composante importante de la progression du résultat net du Groupe. Mais celui-ci s'est fixé en la matière des critères clairs : sélectivité dans les métiers déjà largement restructurés entre grands acteurs, avec une priorité pour le développement vers l'aval. Dans les métiers où cette restructuration entre acteurs mondiaux ne s'est pas faite, le

Principales sociétés consolidées

VERRE

VITRAGE

France	Saint-Gobain Vitrage Sekurit Saint-Gobain France
Allemagne	Vegla Vereingte Glaswerke
Belgique	Glaceries de Saint-Roch
Brésil	Companhia Brasileira de Cristal
Espagne	Cristaleria Española
Royaume-Uni	Solaglas Ltd

ISOLATION ET RENFORCEMENT

France	Saint-Gobain Isover Vetrotex France
Allemagne	Grünzweig und Hartmann
Canada	Bays Mills
Corée du Sud	Hankuk Vetrotex
États-Unis	CertainTeed Corporation Vetrotex CertainTeed

CONDITIONNEMENT

France	Saint-Gobain Desjonquères Saint-Gobain Emballage
Allemagne	Oberland Glas
Brésil	Companhia Vidraria Santa Marina
Espagne	Vicasa SA
États-Unis	Ball-Foster Glass Calmar
Italie	Vetrierie Italiana Vetr.I. SpA

MATÉRIAUX HAUTE PERFORMANCE

CÉRAMIQUES INDUSTRIELLES ET ABRASIFS

France	Société Européenne des Produits Réfractaires (SEPR)
États-Unis	Norton Company Saint-Gobain Industrial Ceramics (SGIC) Saint-Gobain Performance Plastic (SGPL)
Pays-Bas	Flexovit International
Royaume-Uni	The Carborundum Company Unicorn International

ESSILOR

France	Essilor International
--------	-----------------------

HABITAT

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

France	Société Industrielle de Tuiles Weber & Broutin
Brésil	Brasilit
États-Unis	CertainTeed Corporation

CANALISATION

France	Pont-à-Mousson SA
Allemagne	Reisser Druckrohr und Kanalisation Halbergerhütte
Brésil	Companhia Metalurgica Barbará
Royaume-Uni	Oliver Ashworth Group Stanton Saint-Gobain Pipes Systems

DISTRIBUTION BÂTIMENT

France	Distribution Sanitaire Chauffage K par K Lapeyre Point P SA La Plateforme
--------	---

Activités par pôle et par branche

Chiffre d'affaires	1999		1998		1997	
Vitrage	3 718	24 388	2 270	14 891	2 093	13 731
Isolation et Renforcement	2 864	18 787	2 488	16 318	2 329	15 275
Conditionnement	3 640	23 877	3 416	22 407	3 274	21 474
(Ventes internes)	- 5	- 33	- 3	- 21	- 3	- 17
Verre	10 217	67 019	8 171	53 595	7 693	50 463
Céramiques Industrielles et Abrasifs	3 066	20 112	2 762	18 119	2 747	18 016
Essilor	1 662	10 902	-	-	-	-
(Ventes internes)	- 2	- 13	-	-	-	-
Matériaux Haute Performance	4 726	31 001	2 762	18 119	2 747	18 016
Matériaux de Construction	2 625	17 219	2 233	14 648	1 997	13 102
Distribution Bâtiment	4 078	26 750	3 325	21 810	2 882	18 903
Canalisation	1 605	10 528	1 573	10 316	1 236	8 109
(Ventes internes)	- 151	- 991	- 130	- 851	- 117	- 771
Habitat	8 157	53 506	7 001	45 923	5 998	39 343
Divers	-	-	-	-	-	-
(Ventes internes)	- 148	- 971	- 113	- 736	- 114	- 744
TOTAL	22 952	150 555	17 821	116 901	16 324	107 078

■ en millions d'euros □ en millions de francs

AÉROPORT D'HEATHROW
À LONDRES



LA XSARA PICASSO DE CITRÖËN

Verre

LE PÔLE VERRE regroupe les compétences développées depuis longtemps à partir des savoir-faire historiques du Groupe : Vitrage, Isolation et Renforcement, Conditionnement. Représentant 44 % du chiffre d'affaires global, les différentes composantes de cette entité ont toutes de fortes positions de *leadership*, au plan mondial ou européen. Par marché final, le pôle dessert ceux de la construction et de la rénovation, de l'automobile et des transports, des équipements industriels et des ménages, de l'emballage. L'ensemble de ces activités s'exerce dans un contexte concurrentiel, mais sur la base de très solides positions en Europe et en Amérique du Nord et du Sud. Si le potentiel de croissance du pôle offre des perspectives

moyennes, plus important est son potentiel de développement dans les pays émergents, dont les bases ont été jetées depuis plusieurs années. Caractérisés aussi par leur intensité capitalistique, les différents métiers sont, en revanche, générateurs d'un autofinancement important (51 % du total de celui du Groupe). La part des investissements industriels, encore en cycle élevé dans les récents exercices, est appelée à se réduire en cadence pour les années à venir, particulièrement dans le Vitrage et le Conditionnement.

Verre	Métiers et produits	Principales utilisations	Concurrents mondiaux	Position compétitive
<i>Vitrage</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Produits de base du verre plat • Transformation et distribution 	<ul style="list-style-type: none"> • Verres clairs et teintés, verres à couche • Construction, bâtiment, aménagements intérieurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Pilkington (Royaume-Uni) • Asahi (Japon) • PPG (États-Unis) • PGSI (Afrique du Sud) 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Leader</i> en Europe et parmi les trois premiers <i>leaders</i> mondiaux pour le Bâtiment et l'Automobile
	<ul style="list-style-type: none"> • Verre automobile 	<ul style="list-style-type: none"> • Produits transparents et de sécurité pour l'automobile, verres de remplacement 	<ul style="list-style-type: none"> • Guardian (États-Unis) • Nippon Sheet Glass (Japon) 	
	<ul style="list-style-type: none"> • Spécialités 	<ul style="list-style-type: none"> • Verres antifeu, verres de protection nucléaire, aéronautique et transports, optique industrielle, électroménager 	<ul style="list-style-type: none"> • Schott (Allemagne) 	
<i>Isolation et Renforcement</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Laine de verre • Laine de roche • Plafonds acoustiques • Mousses isolantes 	<ul style="list-style-type: none"> • Isolation thermique et acoustique des bâtiments, installations techniques (laine, roche, mousse) • Culture hors sol (roche) 	<ul style="list-style-type: none"> • Owens Corning (États-Unis) • Johns' Manville (États-Unis) • Rockwool (Danemark) • Pfeleiderer (Allemagne) 	<ul style="list-style-type: none"> • Isolation : <i>leader</i> mondial
	<ul style="list-style-type: none"> • Fils de verre 	<ul style="list-style-type: none"> • Automobile, transports, construction, biens d'équipement et de loisirs, industrie électrique et électronique 	<ul style="list-style-type: none"> • Owens Corning (États-Unis) • PPG (États-Unis) • Johns' Manville (États-Unis) • Nippon Electric Glass (Japon) 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement : <i>leader</i> européen et n° 2 mondial
	<ul style="list-style-type: none"> • Transformation (grilles et tissus de verre) 	<ul style="list-style-type: none"> • Bâtiments, matériaux industriels, composites techniques 	<ul style="list-style-type: none"> • Nitto-Boseki (Japon) 	
<i>Conditionnement</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Bouteilles et pots 	<ul style="list-style-type: none"> • Emballage alimentaire, (produits alimentaires, vin, bière, <i>soft drinks</i>, huiles, sauces) 	<ul style="list-style-type: none"> • Owens Illinois (États-Unis) • Vitro (Mexique) 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Co-leader</i> mondial • N° 1 en Europe pour l'ensemble des métiers réunis
	<ul style="list-style-type: none"> • Flacons 	<ul style="list-style-type: none"> • Marchés de la parfumerie, de la pharmacie et du médical 	<ul style="list-style-type: none"> • PLM (Suède) • BSN Glass Pack (France / Allemagne) 	
	<ul style="list-style-type: none"> • Pompes en plastique 	<ul style="list-style-type: none"> • Produits d'entretien • Conditionnement des produits d'hygiène, et de beauté 		

Vitrage

La Branche Vitrage est présente industriellement et commercialement dans 35 pays. Elle exploite directement 17 unités de *float glass* et détient des participations dans 8 autres. Elle achève deux nouvelles unités au Royaume-Uni et en Inde. Ayant pour principaux débouchés deux grands marchés, le Bâtiment et l'Automobile, son activité se répartit en quatre grands métiers : produits de base, transformation et distribution bâtiment, équipementier pour l'automobile, spécialités (électroménager, vitrages anti-feu, verres de protection nucléaire). Les deux tiers du verre produit sur les lignes industrielles ne sont pas, en effet, vendus en l'état, mais consommés par les deux grands marchés de transformation.

La fabrication du verre, produit de base ou demi-produit, se fait dans de grandes unités industrielles, les lignes dites de *float glass*, qui produisent différents vitrages de base ou à forte valeur ajoutée lorsque interviennent des dépôts de couches spécifiques ou d'oxydes métalliques, par exemple pour les applications dans le domaine du confort thermique ou du contrôle solaire.

La Branche se définit également comme équipementier automobile. Elle livre à ses clients, les grands constructeurs européens et mondiaux, des pare-brise, des glaces latérales, des lunettes arrière, des toits de verre pour l'équipement des véhicules, en accompagnant les évolutions rapides qui interviennent en la matière : recherches de style et d'aéro-dynamisme, qui entraînent une complexité croissante des formes, exigence de plus en plus grande de maîtrise thermique, tendance à l'intégration des fournitures (portières, hayons arrière) dans des modules prêts à monter, nouveaux segments de marchés (mini-voitures, breaks, monocorps), recherche d'allègement des véhicules. Trempés, feuilletés, teintés selon leur usage, les différents vitrages deviennent ainsi des produits sophistiqués, concourant de façon importante à la résistance mécanique des véhicules, à leur sécurité et à leur confort thermique et acoustique. Mondial, compétitif, très technologique, ce métier entraîne des exigences toutes particulières de dynamisme et de progrès en matière de recherche et développement.

A ces deux premiers métiers, lourds en investissements, s'ajoute celui, complexe, de la transformation Bâtiment. Cette activité s'exerce à travers des sociétés de transformation ou de distribution

dont la plus grande partie est consolidée depuis le 1^{er} Janvier 1999, ou par des ventes à la clientèle indépendante. Elle couvre un vaste champ d'applications : façades, grands projets spécifiques, menuiseries industrielles, éléments de salles de bains, meubles, verres décoratifs.

Dans ce domaine également, qui a connu un bon développement lors des années passées, l'évolution des produits suit étroitement les tendances de l'architecture et de l'habitat, entraînant aussi une modification profonde du savoir-faire. D'abord utilisés pour leur fonction de transparence et d'éclairage intérieur des constructions, les vitrages pour le Bâtiment répondent de plus en plus à des exigences nouvelles : isolation renforcée, thermique ou acoustique, contrôle solaire, sécurité, grâce aux produits trempés ou feuilletés, mais aussi aménagement intérieur de l'espace, industrie du meuble. Toutes ces applications sont porteuses de fortes innovations comme les verres bas-émissifs, les verres électrochromes ou électro-commandés, les verres anti-effraction.

La Branche regroupe, enfin, autour de la notion de Spécialités, différentes sociétés ayant des compétences spécifiques sur des marchés comme l'aéronautique et les transports, l'électroménager (Veder, Euroglass, Eurokera), les vitrages anti-feu (Saint-Gobain Vetrotech International), l'optique industrielle, les verres de protection nucléaire.

Isolation

Issue, à l'origine, du développement des technologies verrières, la Branche Isolation a ses activités réparties entre la laine de Verre (procédé TEL), la laine de Roche et d'autres secteurs de taille plus modeste mais à la croissance prometteuse, à savoir les plafonds acoustiques et les mousses.

Les produits isolants sont commercialisés sous forme de rouleaux, de panneaux ou de coquilles, surfacés ou non. Ils sont principalement destinés au marché du bâtiment neuf ou ancien : équipement des toits, des murs, des sols et planchers pour réduire la consommation d'énergie ou les nuisances sonores.

Outre ces usages sur le marché de la construction neuve et de la rénovation, une partie des ventes, quoique moins importante, couvre le domaine des isolations techniques -des installations industrielles les plus complexes aux équipements domestiques- ou



L'ACELA, LE NOUVEAU
TGV NORD AMÉRICAIN



ISOVER, UNE IDENTITÉ DE MARQUE COMMUNE



CARROSSERIE RENFORCÉE D'UN VÉHICULE DE LOISIRS



GAMME DESPERADOS DE FISCHER, OSCAR DE L'EMBALLAGE 1999

celui de marchés spécifiques comme la culture hors-sol.

La stratégie de la Branche vise à renforcer sa place de *leader* mondial dans son métier d'origine, la laine de Verre et de parachever le redressement de sa position significative dans la laine de Roche. Dans les autres secteurs, elle vise à doper son taux de croissance, avec pour objectif d'atteindre un niveau minimum de 5 % par an.

Renforcement

La Branche Renforcement, progressivement organisée en "*business units*" depuis plusieurs années, structure désormais sa stratégie autour de deux métiers fondamentaux : celui de filateur, avec des business units mondiales ou continentales selon les caractéristiques des marchés, et celui de la transformation textile. Ce dernier est en fort développement et représente près du quart du chiffre d'affaires consolidé de la Branche.

Le métier de filateur, qui regroupe six *business units* spécialisées (Textile, CemFil, Plastique Amérique du Nord, Plastique Amérique du Sud, Plastique Europe, Plastique Asie) livre aux transformateurs, sous diverses présentations (mats, bobines, fils coupés, tissus, etc.), les différentes fibres de verre utilisées dans la fabrication de nombreux biens d'équipement sous forme de composites à base de résines thermodurcissables ou thermoplastiques. Les principaux marchés desservis sont ceux de l'automobile et des transports pour les éléments de carrosserie, les pièces d'habitacle ou sous capot, les marchés de la construction, des loisirs (sport, marine, etc), et aussi l'industrie électrique et électronique où les renforts en verre constituent le support des circuits imprimés et de différentes applications d'isolation électrique.

L'activité Transformation est concentrée depuis 1999 au sein d'une

nouvelle *business unit* "*Technical Fabrics*" pour les grilles et tissus de verre qui sont destinés à trois types de marchés : le bâtiment, les matériaux industriels et les composites techniques. Cette activité est en fort développement et constitue un deuxième cœur de métier autour des sociétés Bayex, au Canada, Vertex, en République Tchèque, LMC en Italie et Tevesa/Icasa en Espagne.

Au total, la Branche réalise aujourd'hui 52 % de son chiffre d'affaires en Europe, 40 % en Amérique (Nord et Sud), 8 % en Asie et ce pour la moitié des ventes en US dollar.

Conditionnement

Co-leader mondial pour l'ensemble de ses métiers de verre creux, la Branche exerce trois activités : fabrication et vente de bouteilles et pots pour le domaine de l'alimentaire ; de flacons pour la parfumerie et la pharmacie ; enfin une activité plastique, à travers le groupe Calmar, acquis en 1998, qui fabrique des pompes plastiques à haute performance destinées au conditionnement des produits d'hygiène et de beauté ainsi qu'à celui des produits d'entretien.

En compétition très concurrentielle sur des métiers mondiaux, la Branche s'adapte constamment à l'internationalisation des marchés, à la compétition avec des produits concurrents, au caractère spécifique de certains marchés nationaux en matière de consommation : poids de la bière aux États-Unis, des vins en Europe du Sud par exemple. Les actions constantes et rigoureuses sur la productivité et les coûts sont également la seule réponse à un environnement de prix traditionnellement disputé. Elle s'est donc constitué au fil du temps de fortes positions internationales. Numéro 1 en bouteilles et pots en Europe de par ses implantations en France, Allemagne, Italie, Espagne, elle détient aussi à 100 % aux États-Unis la société Ball-Foster Glass, issue d'une fusion intervenue en 1995 entre plusieurs producteurs nationaux, sous l'égide de Saint-Gobain.



Matériaux Haute Performance

LE PÔLE MATÉRIAUX HAUTE PERFORMANCE est constitué, pour l'essentiel, des domaines d'activité Céramiques, Plastiques Hautes Performances et Abrasifs issus du groupe Norton, acquis en 1990 par Saint-Gobain. Ils se sont ajoutés à cette date aux métiers des Réfractaires et Billes Grains et Poudres issus de Saint-Gobain. S'y ajoute une participation importante dans Essilor International, relevant elle aussi du critère de Haute Performance de par la nature de ses produits et de ses marchés. Couvrant des marchés finals variés (équipements industriels, équipement en consommation domestiques, construction, rénovation, automobile, emballage), les métiers du pôle partagent des caractéristiques communes : une croissance moyenne régulière ou soutenue pour ce qui concerne les marchés de "niches" et les gammes de produits de spécialité à forte valeur ajoutée.

Situés sur de fortes positions concurrentielles, très segmentées, ils répondent à cette contrainte par une présence mondiale équilibrée entre l'Amérique du Nord, l'Europe, l'Amérique Latine et l'Asie. Compte tenu d'une grande variété d'applications industrielles, il s'agit aussi d'un pôle fortement innovateur, que ce soit pour les Céramiques, les Plastiques ou les Abrasifs. Les métiers des différents secteurs sont tous des métiers de *leader*, à dynamique forte, avec une intensité capitalistique relativement plus faible que celle des autres pôles, et donc un potentiel de rentabilité élevée des capitaux engagés. Les possibilités de croissance de ces métiers restent fortes dans les pays industrialisés, en regard d'une exposition à une certaine cyclicité. La constitution progressive du pôle s'est faite ainsi par croissance interne mais aussi par une forte croissance externe, tant pour les Abrasifs où les acquisitions successives représentent plus du tiers du chiffre d'affaires actuel,

Matériaux Haute Performance	Métiers et produits	Principales utilisations	Concurrents mondiaux	Position compétitive
<i>Céramiques Industrielles</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Céramiques • Céramiques industrielles 	<ul style="list-style-type: none"> • Réfractaires pour les fours de verrerie, de céramique et de métallurgie • Grains et poudres céramiques pour l'industrie 	<ul style="list-style-type: none"> • Cookson (Grande-Bretagne) • Morgan Crucible (Grande-Bretagne) • Foseco (Grande-Bretagne) • General Electric (États-Unis) 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Leader</i> mondial pour les applications thermiques et mécaniques
	<ul style="list-style-type: none"> • Céramiques de spécialités 	<ul style="list-style-type: none"> • Médical, électroménager, industrie Électronique : traitement des tranches de silicium • Médical, nucléaire, pétrole et pétrochimie (cristaux et détecteurs) • Produits pour la pétrochimie 	<ul style="list-style-type: none"> • Exolon/ESK (États-Unis) • Kyocera (Japon) • Toshiba (Japon) • Asahi (Japon) 	<ul style="list-style-type: none"> • N° 2 mondial pour les céramiques de spécialité
	<ul style="list-style-type: none"> • Plastiques techniques • Plastiques Haute Performance 	<ul style="list-style-type: none"> • Fluides • Produits de précision • Médical, composants • Composants techniques, • Films et revêtements, revêtements, mousses • Mousses de spécialité 	<ul style="list-style-type: none"> • Parker Hannifin (États-Unis) • Fluoroware (États-Unis) • TI Group (Grande-Bretagne) • DuPont (États-Unis) • 3M (États-Unis) • Scapa (États-Unis) 	<ul style="list-style-type: none"> • N° 1 ou n° 2 mondial dans chacun des métiers Plastiques Haute Performance
<i>Abrasifs</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Abrasifs agglomérés (meules) 	<ul style="list-style-type: none"> • Finition ébarbage, affûtage des matériaux et outils • Aéronautique, automobile, transformation des métaux, sidérurgie, électronique 	<ul style="list-style-type: none"> • Noritake (Japon) • Cincinnati (États-Unis) 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Leader</i> mondial pour l'ensemble des métiers
	<ul style="list-style-type: none"> • Abrasifs appliqués 	<ul style="list-style-type: none"> • Traitement des surfaces, ponçage : aéronautique, automobile, ameublement, machines portatives, sidérurgie, bijouterie, horlogerie, biomédical 	<ul style="list-style-type: none"> • 3M (États-Unis) • Tyrolit (Autriche) 	
	<ul style="list-style-type: none"> • Super-abrasifs 	<ul style="list-style-type: none"> • Travaux de précision (aéronautique, automobile, roulements) • Construction et matériaux composites • Électronique • Verre • Outils coupants 	<ul style="list-style-type: none"> • Asahi (Japon) • Diamant Boart (Belgique) 	
<i>Essilor</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Optique ophtalmique • Produits minéraux et organiques, polycarbonates 	<ul style="list-style-type: none"> • Correction de la vue (verres, instruments pour opticiens, lentilles de contact) 	<ul style="list-style-type: none"> • Hoya (Japon) • Sola (États-Unis) • G&G (États-Unis) • Ciba (Suisse) 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Leader</i> mondial sur l'ensemble du métier • N° 2 en Asie

Céramiques Industrielles

La Branche, organisée autour de deux familles de produits, les Céramiques et les Plastiques techniques est, dans sa configuration actuelle, de constitution récente. Elle a été organisée autour des activités traditionnelles “électrofondus” de Saint-Gobain et des métiers de Norton, acquis en 1990. Sa croissance, tant interne que par acquisitions, a été soutenue en dix ans avec une progression moyenne des ventes de 15 % par an et une transformation importante du portefeuille d’activités.

Cette transformation a abouti à une répartition équilibrée des activités en trois secteurs : Céramiques Industrielles pour 38 % des ventes, Céramiques de spécialités pour 25 % et Plastiques Haute Performance pour 37 %. A travers ces trois activités, la Branche a une présence mondiale. Elle réalise 45 % de ses ventes en Europe, 48 % en Amérique du Nord, 2 % en Amérique du Sud, 5 % en Asie-Pacifique.

Les trois activités de la Branche sont fortement complémentaires. Elles bénéficient d’une croissance annuelle moyenne mais régulière, la meilleure dynamique concernant les Plastiques Haute Performance, métier par ailleurs le plus faiblement cyclique des trois. Si la croissance des Céramiques Industrielles est plus faible, cette activité est génératrice de *cash-flow*. Plus demandeurs d’investissements, les deux autres secteurs offrent en regard un potentiel de développement plus prometteur.

L’activité Céramiques Industrielles correspond à la fabrication de matériaux et pièces mettant en œuvre les propriétés thermomécaniques des Céramiques traditionnelles (résistance aux très hautes températures, à l’abrasion et à la corrosion), à travers trois familles technologiques, les céramiques électrofondues (fours verriers, billes céramiques), les réfractaires hautes performances (fours céramiques, métallurgie/fonderie, énergie), les grains et poudres céramiques (abrasifs, réfractaires, céramiques). Face à une concurrence nombreuse mais spécialisée, la Branche est leader sur ces trois segments techniques.

Les Céramiques de spécialité produisent des pièces de forme ou systèmes pour applications techniques exigeantes en matière de tolérances dimensionnelles, de pureté, de stabilité dans des environnements extrêmes. Ces fabrications représentent une grande variété de matériaux céramiques et de cristaux. On les classe en quatre familles de produits : céramiques fines pour le médical, l’électroménager, l’industrie ; céramiques pour l’électronique (composants pour le traitement des “*wafers*”) ; cristaux et détecteurs (médical, nucléaire, pétrole et pétrochimie), et les produits pour la pétrochimie destinés aux supports de catalyse et au transfert de masse. Face à une concurrence de plusieurs grands

acteurs, la Branche est le numéro 2 mondial des céramiques de spécialités. Elle offre dans ce secteur 25 % de nouveaux produits.

L’activité Plastiques Haute Performance consiste en la transformation des polymères et élastomères techniques, répondant à un certain nombre d’exigences : pureté, résistance à la corrosion, températures élevées, formage de précision. Elle se situe sur des marchés à bonne dynamique de croissance, non-cycliques et rentables, en raison d’une tendance de fond à se substituer aux matériaux traditionnels. En phase de consolidation, faute d’un leader indiscutable, ces marchés sont un enjeu et une opportunité pour Saint-Gobain de devenir un fournisseur de référence des domaines de l’automobile et de l’industrie. C’est le sens du renforcement significatif intervenu en 1999 dans le secteur, avec l’acquisition de Furon, qui va fournir à la Branche et à la division de nombreuses synergies dès 2000.

Abrasifs

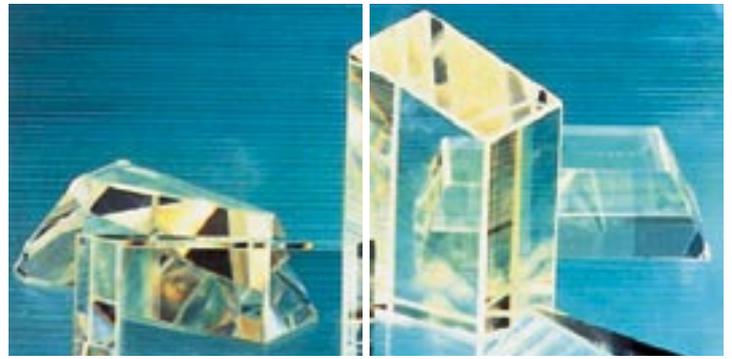
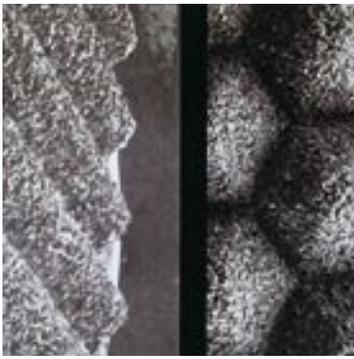
Devenu le *leader* mondial des Abrasifs grâce à l’entrée de Norton dans le Groupe en 1990, Saint-Gobain a considérablement renforcé cette position depuis avec, notamment, les acquisitions d’importantes sociétés comme Winter, Unicorn, Flexovit et, plus récemment, Korund.

Les abrasifs interviennent dans pratiquement tous les procédés de fabrication de produits manufacturés. La Branche est positionnée de façon unique pour offrir des solutions techniques d’abrasion à ses clients, professionnels ou particuliers, partout où des matériaux doivent être tronçonnés, polis, affûtés, rectifiés ou finis.

Elle est en effet le seul fabricant à l’échelle mondiale qui produise les trois grands types de produits du métier des abrasifs : les abrasifs agglomérés (appelés aussi meules de précision et meules minces), les abrasifs appliqués (appelés communément papier de verre) et les super-abrasifs (appelés ainsi en raison de la très grande dureté du grain abrasif utilisé dans ces produits). Il existe des milliers (plus de 250 000) de produits de type et de taille différents, la plupart d’entre eux ayant été conçus pour des applications spécifiques.

- Les abrasifs agglomérés (40 % du CA) sont constitués de grains abrasifs, naturels ou synthétiques, agglomérés entre eux par un liant en une forme rigide, généralement en forme de meule. Leur taille varie depuis celle des petites meules montées sur tige pour la joaillerie jusqu’à des meules de 12 tonnes pour le dépulpage du bois dans l’industrie papetière. Les meules minces constituent un segment particulier au sein des abrasifs agglomérés, dont la production est la plus automatisée.

- Les abrasifs appliqués (33 % du CA) sont formés à partir de grains abrasifs, naturels ou synthétiques, collés sur papier, toile, fibre ou supports synthétiques, puis transformés en bandes, disques, rouleaux, feuilles, dont la taille varie depuis celle d’une pièce de



monnaie jusqu'à des bandes de grande largeur pour des opérations de ponçage de sols ou de panneaux en bois en un seul passage. Les abrasifs appliqués sont vendus dans l'industrie, les grandes surfaces de bricolage et dans la réparation automobile.

- Les super-abrasifs (27 % du CA) sont des meules ou des outils confectionnés à base de diamant ou de nitrure de bore. Utilisés pour l'usinage de matériaux trop durs ou trop fragiles pour les abrasifs conventionnels, les super-abrasifs interviennent dans un large spectre d'industries, allant de l'électronique au bâtiment. Au sein de la Branche, trois lignes de super-abrasifs regroupent des applications distinctes, destinées à l'industrie, au secteur de la construction et au travail de la pierre.

La Branche sert ses clients à partir d'unités situées dans 26 pays sur les cinq continents et emploie environ 14 000 personnes à travers le monde. Ses marchés sont très diversifiés en fonction de l'usage final. Les canaux de ventes des produits sont donc adaptés aux deux grandes catégories de clients : occasionnels ou particuliers, avec une approche distribution et *marketing* ; clients industriels, avec des solutions sur mesure.

La Branche, enfin, a une présence mondiale dans ses trois métiers. Ses ventes se font majoritairement en Europe et en Amérique du Nord, mais aussi en Amérique du Sud et en Asie-Pacifique.

Son environnement concurrentiel est très fort, le marché mondial restant encore très fragmenté avec beaucoup d'acteurs régionaux.

Essilor

Numéro un mondial en optique ophtalmique, Essilor a pour métier principal les verres pour la correction de la vue (92 % du chiffre d'affaires), et une activité très liée à la précédente dans les instruments pour opticiens. S'y ajoute l'optique de contact, dans des spécialités comme les lentilles pour astigmatiques ou pour presbytes. Dans la répartition des ventes par zone, l'Europe compte 48 %, les États-Unis pour 45 %, le reste du monde pour 7 % (Amérique du Sud, Asie).

La gamme complète de produits liés à la correction de la vue s'appuie sur des technologies très sophistiquées en termes de matériaux, de surfaces optiques et de traitement de surface. Dix huit unités de production assurent la fabrication de ces produits. La

finition des verres se fait, suivant les prescriptions, de même que les traitements de surface éventuels, dans 140 unités de prescription réparties sur les principaux marchés. Déjà implanté en Europe et en Asie, le groupe Essilor a réalisé depuis 1996 des opérations majeures de croissance externe aux États-Unis, au Canada et en Asie par l'acquisition de laboratoires.

La gamme de produits s'inscrit dans la continuité d'innovations mondiales, sans cesse développées et améliorées. Les verres progressifs pour presbytes Varilux[®] dont l'origine remonte aux années 1960, en sont à la cinquième génération de développement avec Varilux Panamic[®]. Les performances des verres, leur esthétique, leur légèreté donc leur confort, sont désormais considérablement améliorées avec des produits comme Airwear[®] (verres en polycarbonates) ou Crizal[®] (verres à traitements multiples, anti-reflets, anti-rayures, anti-salissures).

La promotion des produits, particulièrement importante, a pour but de stimuler les marchés et de renforcer la notoriété des gammes et des solutions auprès du public.

L'année 1999 a été marquée par plusieurs événements majeurs :

- Le renforcement des positions géographiques sur la plupart des grands marchés : acquisition de deux nouveaux laboratoires de prescription aux États-Unis, conclusion de deux autres opérations de croissance externe au Mexique et en Nouvelle-Zélande.

- La confirmation du succès croissant des produits à forte valeur ajoutée, particulièrement celui du verre en polycarbonate Airwear dans tous les pays européens. Le verre Crizal[®] a aussi fortement progressé aux États-Unis.

A été préparé également le lancement en Europe et aux États-Unis, à compter de Janvier 2000 de Varilux Panamic[®], le verre progressif de cinquième génération.

- Un effort considérable d'évolution des systèmes d'informatique visant au-delà du simple passage à l'an 2000, à positionner Essilor pour le futur et à intensifier ses connexions avec ses clients opticiens, tout autour du monde.

- Enfin, la finalisation des accords pour la création d'une société commune avec Nikon, dans le domaine de l'optique ophtalmique. La mise en commun des savoirs et des marques, le regroupement et la rationalisation des capacités de production vont renforcer la position d'Essilor comme acteur majeur sur le marché japonais.



Habitat

LE PÔLE HABITAT comprend une activité industrielle de fabrication de Matériaux de Construction qui regroupe depuis 1997 les métiers de Poliet et de Saint-Gobain, correspondant dans ce domaine à une large gamme de solutions adaptées aux demandes des constructeurs de bâtiments individuels ou industriels. S'y ajoute la Distribution Bâtiment réunissant les diverses activités de distribution de matériaux de construction de Poliet. Enfin, la Branche Canalisation, qui fait partie des métiers fondateurs du Groupe, se définit et se positionne comme un équipementier spécialisé pour les marchés du cycle de l'eau. Elle a développé, elle aussi, des positions européennes dans la distribution des systèmes de canalisation. Par marchés finals, l'ensemble Habitat couvre ceux de la Construction et de la Rénovation, du Génie Civil et de l'Équipement des ménages.

Les différents métiers du pôle partagent plusieurs traits communs autour d'une volonté forte et marquée du Groupe de se développer dans le domaine de la distribution. Elle souligne, au profit de tous les métiers de Saint-Gobain, l'importance du *marketing*, des services et de la logistique. Positionnée sur des métiers régionaux, l'activité Habitat, dont les besoins

en investissements sont modérés, a, de plus, une croissance supérieure à celle de la moyenne du Groupe et une cyclicité faible pour certains segments, comme celui de la Rénovation. Les opportunités de croissance, tant interne qu'externe, sont nombreuses, avec un potentiel important et diversifié de développement à l'international pour les métiers des matériaux ou de la distribution, tout comme pour celui de la Canalisation. Les acquisitions y ont en outre pour ambition d'être rapidement créatrices de valeurs.

Longtemps exclusivement française, la Distribution Bâtiment a développé depuis plusieurs années une activité internationale, d'abord *via* le groupe Lapeyre implanté en Belgique, en Suisse, en Espagne puis en Allemagne (1998), et, récemment en Pologne avec l'acquisition, début 1999, d'Erg-Okfens. Cette société, qui produit et vend des profilés et des fenêtres en PVC, est aussi appelée à servir de base de lancement d'un réseau distribution pour la Pologne. Surtout, Saint-Gobain a lancé en Février 2000 une offre publique d'achat sur Meyer International Plc, *leader* britannique de la distribution aux professionnels de matériaux pour l'habitat. Cette acquisition, agréée sur le principe par le Conseil d'administration de Meyer, permettra ainsi à Saint-Gobain de devenir un *leader* européen dans la distribution des matériaux de construction, avec une

Habitat	Métiers et produits	Principales utilisations	Concurrents mondiaux	Position compétitive
<i>Distribution Bâtiment</i>	<ul style="list-style-type: none"> Distribution de matériaux de construction pour le neuf et la rénovation Menuiseries industrielles 	<ul style="list-style-type: none"> Marché du bâtiment individuel et collectif Équipement de la maison : cuisines, menuiseries, salles de bains, chauffage 	<ul style="list-style-type: none"> Home Depot (États-Unis) Lowe's (États-Unis) Wolseley (Grande-Bretagne) Kingfisher/Castorama (Grande-Bretagne/France) Pinault-Becob (France) 	<ul style="list-style-type: none"> Leader européen pour la distribution des matériaux et la menuiserie industrielle
<i>Matériaux de Construction</i>	<ul style="list-style-type: none"> Produits de façade et d'extérieur en PVC (États-Unis) Matériaux de toiture (États-Unis) Bétons industriels Matériaux composites, mortiers Tuiles et briques en terre cuite 	<ul style="list-style-type: none"> Maison individuelle (neuf et rénovation) Enduits de façade, colles et joints de carrelage Voiries et réseaux Génie civil Mobilier urbain Éléments pour jardins et paysages Funéraire 	<ul style="list-style-type: none"> CRH (Irlande) Lafarge (France) Owens Corning (États-Unis) James Hardie (États-Unis) Etex (ex-Eternit) (Belgique) Uralita (Espagne) BPB (Grande-Bretagne) Wiener-Berger (Autriche) 	<ul style="list-style-type: none"> Leader en Europe pour les mortiers industriels Un des leaders mondiaux pour les produits de revêtement et de façade
<i>Canalisation</i>	<ul style="list-style-type: none"> Tuyaux, raccords et accessoires en fonte ductile Robinetterie-fontainerie, hydraulique Voirie Tuyaux et raccords pour les eaux usées et pluviales dans le bâtiment Distribution spécialisée 	<ul style="list-style-type: none"> Adduction d'eau potable Irrigation Assainissement Voirie et génie civil 	<ul style="list-style-type: none"> US Pipe (États-Unis) Mac Wane (États-Unis) Kubota (Japon) Buderus (Allemagne) Norinco (France) Tyco (États-Unis) 	<ul style="list-style-type: none"> Leader mondial pour les tuyaux en fonte ductile

Distribution Bâtiment

La Distribution Bâtiment de Saint-Gobain qui trouve son origine dans l'acquisition du groupe Poliet en 1996 a été constituée par celui-ci en une vingtaine d'années par croissance interne et acquisitions. Elle couvre l'ensemble des besoins du monde du Bâtiment comme distributeur de matériaux de construction, tant pour la construction neuve que pour le marché de la rénovation.

S'adressant à la fois au grand public, aux artisans et entreprises, aux chantiers, la Branche, qui possède aussi en amont des unités industrielles de fabrication de matériaux en béton, de transformation du bois, remplit une fonction essentielle de démultiplication à travers quatre grands secteurs d'activité : Point P pour la distribution de matériaux aux spécialistes, multi-spécialistes ou généralistes, avec une organisation décentralisée en 14 régions opérationnelles ; Lapeyre qui produit, distribue, services à la clé, menuiseries industrielles, GME pour les cuisines et salles de bains ; La Plateforme du Bâtiment, nouveau concept de distribution, destiné aux seuls professionnels avec une offre complète de produits en stock, disponibles sur un même site. Ce maillage multi-enseignes constitue un atout essentiel de l'activité.

Le marché des matériaux de construction reste en effet encore très atomisé en France, en raison du grand nombre de clients finals, entreprises de taille petite ou moyenne : dans le secteur de la rénovation, 260 000 entreprises comptent ainsi moins de 50 employés à l'unité. Les leaders du métier sont donc loin de couvrir l'étendue du chiffre d'affaires. Derrière Point P, qui a procédé à une politique de croissance externe soutenue, la concurrence s'exerce à travers des entités comme Pinault-Becob, Gedimat, Bigmat, etc.

Matériaux de Construction

Les Matériaux de Construction de Saint-Gobain représentent une activité constituée depuis 1997 par le regroupement des sociétés et métiers respectifs de Saint-Gobain et de Poliet dans ce domaine. La

Branche est un des leaders de ce secteur d'activité, à des degrés divers, dans le monde, en Europe, aux États-Unis, selon les spécialités concernées.

Six métiers se complètent et s'y ordonnent en cohérence, en réunissant leurs synergies sur le marché de la construction neuve et de la rénovation : produits en vinyle pour la façade et l'aménagement extérieur de la construction individuelle américaine ; matériaux de toiture et de systèmes ventilation pour ces mêmes construction ; bétons industriels ; matériaux composites, mortiers ; tuiles et briques en terre cuite, de couverture ou de pavement.

La présence de la Branche est mondiale, même si ses produits et solutions correspondent à des traditions ou des habitudes culturelles régionales ou locales : caractère architectural particulier de l'habitat individuel américain, enduits et revêtement de façade propres à chaque pays européen, fortes variantes régionales des couvertures en tuile, etc. La Branche réalise ainsi plus de 60 % de son chiffre d'affaires sur l'ensemble du continent américain, mais son offre de produits est vaste, à travers une présence dans plus de vingt pays.

Le métier américain est exercé par la société CertainTeed dont l'activité et les débouchés se répartissent entre les produits PVC pour la façade et l'aménagement extérieur de la maison (clins de façade *siding*s fenêtres, canalisations, balustrades) d'une part, et les matériaux de toiture et de ventilation d'autre part (bardeaux asphaltés, équipements de ventilation mécanique des combles ou vides sanitaires).

Les mortiers, avec Weber & Broutin, qui représentent 25 % du chiffre d'affaires, sont un autre grand métier mondial. *Leader* des colles et joints de carrelage, Weber & Broutin est aussi numéro 1 en Europe et au Brésil pour les mortiers industriels, numéro 1 en Europe pour les enduits de façade.

Les tuiles et briques en terre cuite pour la couverture ou les parements de façade (10 % du CA) sont une activité essentiellement européenne, à laquelle s'ajoute une implantation en Malaisie. Le secteur bénéficie à son avantage en Europe d'un phénomène régulier de substitution à la tuile béton, qui a justifié récemment des investissements de modernisation et de création de nouvelles capacités dans les usines.

Les bétons industriels, métier français (6 % du chiffre d'affaires),





offrent une gamme de produits pour les voiries et réseaux divers, pour le génie civil (traverses de chemins de fer, voussoirs, soutènement) mais aussi du mobilier urbain, des dalles et pavés pour les sols, des éléments de jardin ou de paysage (murets, pierre reconstituée, etc.). S'y ajoutent aussi des produits pour le marché du funéraire (caveaux, columbariums).

Enfin, les matériaux composites ou ciments-renforcés (8 % du CA) représentent l'offre de plaques ondulées pour toitures, en composite ciment-verre en Europe ou ciment renforcé au Brésil et en Amérique Latine, de *sidings* pour les États-Unis ou le Mexique.

Canalisation

La Branche Canalisation se définit comme un équipementier spécialisé pour les marchés du cycle de l'eau. Son activité consiste à concevoir, fabriquer, et distribuer des systèmes complets de canalisation.

Un savoir-faire continu en la matière, une activité de recherche et développement soutenue, lui permettent de proposer une vaste gamme de produits, avec près de 100 000 références : tuyaux, raccords et accessoires pour l'adduction d'eau potable, l'irrigation et l'assainissement ; robinetterie-fontainerie hydraulique, voirie, tuyaux et raccords d'évacuation des eaux usées et pluviales pour le bâtiment.

La Branche est implantée industriellement dans cinq pays européens (France, Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne, Italie), au Brésil, en Colombie, en Chine et en Afrique du Sud. Premier producteur et exportateur mondial de tuyaux en fonte ductile, elle veille à ce que ses produits bénéficient d'améliorations techniques continues, destinées à répondre aux exigences de l'évolution du marché de l'eau et aux nouveaux besoins des collectivités urbaines et rurales. Leur résistance, leur fiabilité en matière d'hygiène

publique et d'environnement, leur longévité, qui abaisse le coût d'entretien des réseaux, leur valent une réputation reconnue de qualité et d'innovation.

A partir de ses unités de production, grâce à ses sociétés de commercialisation implantées sur les cinq continents, et en s'appuyant sur un important réseau d'agents, la Branche intervient sur les grands marchés mondiaux, dans une centaine de pays.

La compétition mondiale dans ces métiers est sévère et s'exerce principalement entre les différents producteurs de tuyaux plastique, acier, béton, grès et fonte.

Elle a par ailleurs développé, au cours de ces dernières années, une activité de distribution tous matériaux, orientée vers les marchés de l'adduction d'eau potable, de l'assainissement et du bâtiment, pour laquelle elle bénéficie de son excellente connaissance des marchés, et des effets de synergie de son implantation multinationale. Présente au Royaume-Uni, en Allemagne, au Benelux et en Finlande, elle est le *leader* européen sur ce créneau.

La Branche comprend également, au travers de la Seva, une activité de fabrication d'équipements industriels spécialisés, au service de l'ensemble des sociétés du Groupe Saint-Gobain.

Activité par zone géographique

La répartition des ventes totales de 23 milliards d'€ se répartit par tiers par grandes masses géographiques. La France atteint 33,5 % du total, dont 5,6 % représentés par des ventes à l'export à partir d'unités françaises. Les autres pays d'Europe représentent 33,7 % des ventes, avec notamment 12,8 % pour l'Allemagne et l'Europe centrale.

L'ensemble de l'Europe constitue donc au total 67,2 % des ventes. Hors Europe (32,8 % des ventes totales), l'Amérique du Nord représente 25,5 % et le reste du monde 7,3 % dont l'Asie pour 3,2 %.

Le tableau ci-dessous décrit plus en détails la répartition des ventes et des actifs immobilisés par zone géographique à structure réelle.

CONTRIBUTION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

<i>En millions d'euros</i>	France	Autres pays d'Europe	Amérique du Nord	Reste du monde	Ventes internes	Total
<i>Au 31 Décembre 1999</i>						
Chiffre d'affaires net	7 966	8 021	6 058	1 729	(822)	22 952
Actifs immobilisés	4 760	4 726	5 463	1 960		16 909
<i>Au 31 Décembre 1998</i>						
Chiffre d'affaires net	6 953	5 494	4 512	1 547	(685)	17 821
Actifs immobilisés	5 057	4 103	3 483	1 390		14 033
<i>Au 31 Décembre 1997</i>						
Chiffre d'affaires net	6 385	4 891	4 130	1 445	(527)	16 324
Actifs immobilisés	5 348	3 272	3 202	1 317		13 139

Fournisseurs et clients

Utilisateur de matières premières abondantes, disponibles sur toute la planète, ou de produits semi-finis, le Groupe a des fournisseurs mondiaux ou nationaux pour la plupart de ses besoins : carbonate de soude, sable pour les industries verrières, ciment, vinyle, pour les matériaux de construction, colorants chimiques pour les mortiers, alumine pour les céramiques, ferrailles pour la canalisation et la fonderie, polyvinyle de butyral pour la transformation

automobile.

Ses clients sont aussi pour beaucoup des acheteurs mondiaux (constructeurs automobiles pour le Verre et les Plastiques, filateurs ou industriels de l'électronique pour le Renforcement). La spécificité d'autres métiers est, au contraire, nationale ou régionale : bouteilles et pots, tuiles et matériaux de construction, menuiseries industrielles, matériaux isolants. Ils s'adressent, dès lors, au consom-

Marchés et distribution

Le Groupe vend ses produits à travers un réseau étendu de filiales de transformation et de distribution, de clients indépendants, de licenciés, de prescripteurs, de maîtres d'ouvrage, d'entrepreneurs de pose. C'est le cas du marché du bâtiment pour les produits semi-finis ou transformés (double vitrage, vitrages de sécurité, de contrôle solaire, produits isolants, bétons, tuiles, éléments de façade).

Il a aussi pour clients directs des industriels, souvent organisés à l'échelle mondiale constructeurs automobile, de matériel médical ou de laboratoire (Céramiques), d'électronique (Céramiques, fils de

Renforcement), ou des grands prescripteurs, maîtres d'ouvrage (états, collectivités, sociétés d'eaux privées ou publiques) pour la construction, le génie civil (marchés régionaux ou nationaux et Branche Export de la Canalisation).

En suivant le progrès technique et le mouvement vers l'aval distribution entamé par le Groupe, plusieurs branches développent également des sites de commerce électronique avec des "portails" spécialisés. Cette mise en œuvre de sites est appelée à être étendue rapidement à l'ensemble des métiers.



Recherche et Développement

Proche des activités industrielles et des clients, organisée en projets structurants et dynamiques, vivier de talents dont l'ensemble du Groupe est à même de bénéficier, la R & D de Saint-Gobain est un élément essentiel de sa dynamique d'innovation et de croissance.

Elle contribue largement au développement de produits nouveaux et à l'amélioration des procédés industriels. Plusieurs services brevets assurent pour le monde entier la protection intellectuelle et industrielle des résultats obtenus (environ 200 premiers dépôts de brevets par an sont effectués par le Groupe et 2000 extensions).

Les relations avec la recherche publique sont nombreuses, principalement avec des laboratoires européens et nord-américains. Par ailleurs, la répartition internationale des activités de recherche du Groupe permet une mobilité importante des chercheurs et une confrontation culturelle extrêmement fructueuse. Celle-ci se fait tant par la mobilité internationale des personnes, que par la mise en œuvre de moyens d'échange et de communication au sein de l'Intranet du Groupe. Tous les ans, les branches industrielles de

Saint-Gobain mettent sur le marché des produits nouveaux, plus performants ou apportant des réponses nouvelles aux attentes des marchés. Souvent, comme par exemple sur les marchés de l'automobile ou de l'électronique, les développements de produits nouveaux se font en partenariat avec des clients importants afin de mieux prendre en compte la réalité de leurs besoins.

Les activités de Recherche et Développement sont menées dans 16 "Centres de R&D" et environ cent "Unités de Développement".

Les Unités de Développement, souvent de taille limitée, sont réparties auprès des usines dans l'ensemble des pays où le Groupe exerce des activités industrielles. Elles sont chargées de la phase ultime de développement des produits, et de l'adaptation permanente des procédés et des produits en fonction des conditions locales de production et de marché.

Les 16 Centres de R&D sont chargés de développer les compétences de bases nécessaires à l'exercice des métiers du Groupe, et à mener les projets tant à court qu'à moyen ou long terme permettant de développer des atouts technologiques

LES CENTRES DE R & D SONT LES SUIVANTS :

Saint-Gobain Recherche (SGR)	Toutes branches Verrières	Aubervilliers (France)
Centre de Développement Industriel	Vitrage	Thourotte (France)
Sekurit Saint-Gobain (ZAF)	Vitrage	Herzogenrath (Allemagne)
Centro de Investigacion y Desarrollo	Vitrage	Avilés (Espagne)
Centre R&D de SEPR	Céramiques	Le Pontet (France)
Centre Développement de Solon	Cristaux et Détecteurs	Solon (États-Unis)
Centre de R&D de Northboro	Céramiques	Northboro (États-Unis)
Centre Développement de Wayne	Plastiques Haute Performance	Wayne (États-Unis)
R&D Center	Abrasifs	Worcester (États-Unis)
Centre Recherche/Développement (CRIR)	Isolation	Rantigny (France)
Technology Center	Isolation/Matériaux de Construction	Blue Bell (États-Unis)
Centre R&D Vetrotex	Renforcement	Chambéry (France)
Development Center Wichita Falls	Renforcement	Wichita Falls (États-Unis)
Direction Développement Procédés & Produits	Canalisation	Pont-à-Mousson (France)
Centre Technique de Chalon	Conditionnement	Chalon-sur-Saône (France)
Wynyl Siding & Windows	Matériaux de Construction	Jackson (États-Unis)

En outre, deux Centres de R& D sont en cours de mise en place : le Centre de Recherches et d'Etudes Européen de Cavaillon (France), qui regroupera l'ensemble des recherches sur les Céramiques en Europe, et se substituera à terme au Centre de Recherche de la SEPR au Pontet, tout en permettant de renforcer la recherche sur les céramiques en Europe, et un nouveau Centre de Recherche sur les Matériaux cimentaires et les argiles à Aubervilliers.

Afin de concilier la réponse aux problèmes technologiques quotidiens dont ont besoin les unités de production et les services de marketing et la préparation de l'avenir à plus long terme, ces Centres de R & D sont partiellement financés par une structure centrale animée par la Direction de la Recherche du Groupe. Cette mise en commun de moyens financiers se fait à travers deux structures parallèles, l'une en Europe, le "GIE SGPM Recherche" et l'autre en Amérique du Nord l'"US Research Pool".

Ces structures de financement auxquelles participent toutes les branches du Groupe, mobilisent environ 25 % de la dépense totale de R & D du Groupe. Elles permettent notamment de favoriser la recherche exploratoire, les projets interbranches, les projets de recherche les plus ambitieux et de façon générale de favoriser la communication et l'innovation au sein du Groupe.

Pour compléter le dispositif, et afin d'encourager la recherche fondamentale sur le verre, une Unité de Recherche Mixte entre Saint-Gobain et le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) français, travaille sur la surface du verre et ses interfaces, sur le site de S.G.R. à Aubervilliers.

	1999		1998		1997	
Dépenses de R & D	342	2 243	250	1 638	240	1 573

■ en millions d'euros □ en millions de francs

Ressources humaines

PRINCIPES

La politique de ressources humaines de Saint-Gobain a pour objectif de développer une communauté humaine performante et confiante dans les perspectives et les stratégies du Groupe, dont la mise en œuvre comporte une large dimension humaine.

La gestion des ressources vise en permanence à recruter, former et améliorer les personnes dont le groupe a besoin ; à les mobiliser sur les objectifs d'entreprise ; à renforcer l'identité et la cohésion du Groupe.

L'organisation de cette gestion est décentralisée avec, au sein de chacun des trois pôles d'activité, des unités à taille humaine. Par la mobilité interne, le Groupe tire aussi parti de la complémentarité de métiers et de cultures qui le caractérisent.

Ainsi, en 1999, le Groupe a :

- accru le nombre de nouveaux cadres à haut potentiel embauchés et envoyés dès le départ dans un autre pays que leur pays d'origine, ainsi plus largement que les mutations entre les branches et entre les

pays ;

- mis en place un nouveau système de bonus pour les dirigeants, lié à la création de valeur et à la reconnaissance des performances par rapport aux objectifs individuels ;
- harmonisé ses outils de gestion des ressources humaines (entretiens, *people review*, hypothèses de succession, développement individuel, ...) pour en faciliter l'usage mondial.

EMPLOI

L'effectif total des sociétés consolidées dans le monde représentait, à fin décembre 1999, près de 165 000 personnes, contre 117 287 au 31 décembre 1998.

Cette forte augmentation s'explique pour la plus grande partie par les opérations de consolidation effectuées en 1999, principalement

Effectif au 31 décembre	1999	1998	1997
PAR PÔLE			
Verre	70 594	54 057	48 605
Matériaux Haute Performance	48 003	22 977	24 091
Habitat	45 138	39 309	34 537
Divers	963	944	735
Total	164 698	117 287	107 968
PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE			
France	46 667	37 303	35 188
Autres pays d'Europe	55 178	38 724	34 456
Amérique du Nord	36 938	25 228	22 747
Reste du monde	25 915	16 032	15 577
Total	164 698	117 287	107 968

l'intégration d'Essilor International (+ 19 370 personnes), des filiales transformation du Vitrage (+ 16 595 personnes) et de celle d'Ecophon dans l'Isolation (+ 283). Les acquisitions faites par le Groupe sur l'année représentent, par ailleurs, 20 % des entrées en structure. A structure comparable, la baisse des effectifs a été de 2 394 personnes, soit 1,4 % dans les branches industrielles, alors que la Distribution Bâtiment a vu ses effectifs croître d'un millier de personnes, soit 5,4 %.

DIALOGUE AVEC LES SALARIÉS

Il s'effectue principalement dans les comités d'entreprises des filiales et avec les partenaires sociaux élus au sein des instances syndicales représentatives, ainsi qu'au niveau du Groupe au travers, en France, du Comité de Groupe, instance consultative qui sera renouvelée en 2000, et en Europe, de la Convention pour le Dialogue Social Européen créé il y a 12 ans.

Pour ce qui concerne le temps de travail, dans le contexte de l'instauration de la loi française dite des 35 heures, à la mi-Mars 2000, la quasi-totalité des filiales du Groupe avait enclenché et avancé des discussions, et une soixantaine d'accords avait été signée concernant plus de 75 % des effectifs français.

ASSOCIATION AUX RÉSULTATS

Saint-Gobain développe l'association du personnel aux résultats de l'activité par des systèmes collectifs de rémunération liés à ces résultats (contrats d'intéressement en France, systèmes similaires dans les autres pays), et par le développement de l'actionnariat

Dépendance à l'égard de l'environnement économique

Matières premières et énergie

Utilisateur de matières premières largement répandues dans le monde, le Groupe a des postes importants d'approvisionnement pour ses divers métiers. En 1999, il a consommé 8 millions de tonnes de sable, 2 millions de tonnes de carbonate de soude pour les fabrications verrières, 1 million de tonnes de ciment. Les Céramiques s'approvisionnent aussi en alumine, en sable de zircon, les Abrasifs en grains et en papier. La Canalisation utilise minerais de fer, charbon et ferrailles. Exprimés en valeur, certains de ces postes représentent des dépenses annuelles importantes, d'où la nécessité de maîtriser les sources d'approvisionnement : premier acheteur mondial de carbonate de soude, Saint-Gobain a ainsi peu à peu diversifié ses approvisionnements entre le plus gros fournisseur international et d'autres d'origine américaine ou de l'Europe de l'Est. Cette diversification du marché lui a permis d'obtenir des baisses de prix en 1999.

salarié à travers un Plan d'Épargne du Groupe, récemment renforcé en Europe. A l'issue de la dernière augmentation de capital réalisée dans le cadre du PEG 1999, les salariés détenaient 4,1 % du capital et près de 6 % des droits de vote.

FORMATION

La formation est une des autres priorités des ressources humaines pour permettre une adaptation permanente des qualifications aux métiers du Groupe, aux attentes des clients, aux évolutions technologiques. Elle est aussi un outil de renforcement de l'identité et de la culture communes. Différents modules, de différents niveaux et spécialités sont proposés chaque année dans des cycles de stages, ainsi que des rencontres de partage des connaissances.

En 1999 a été mis en place un Comité d'orientation pour la formation, composé de dirigeants opérationnels ayant une expérience internationale, chargé de donner son avis sur les grands axes de la formation et de recommander les évolutions souhaitables. Simultanément a été renforcé l'échange d'expériences entre les formations complémentaires mises en place au sein des Délégations à l'étranger.

INTERNATIONALISATION ET MOBILITÉ

Saint-Gobain veille à recruter et promouvoir de véritables équipes multinationales, dont la mobilité interne est ainsi facilitée pour accompagner les développements géographiques du Groupe, mais aussi permet d'assurer à l'intérieur de chaque pays, les échanges entre diverses sociétés et filiales.

En 1999 a été créé sur l'Intranet du Groupe une bourse européenne des emplois d'encadrement, Eurojob.

En 1999, la plupart des prix se sont inscrits à la baisse de façon plus ou moins marquée.

Les postes liés à l'énergie connaissent pour partie (électricité, gaz) une évolution favorable des coûts grâce à la libéralisation des marchés. La baisse a été ainsi importante en Europe courant 1999, mais les gains obtenus sur les prix d'énergie sont contrebattus au niveau de prix actuel, par l'élévation du coût du baril de pétrole. La répartition des coûts d'énergie du Groupe, qui utilise beaucoup de fours, s'établit en effet pour moitié en électricité, un quart en fuel et un quart en gaz.

Environnement et risques industriels

POLITIQUE GÉNÉRALE

En matière d'Environnement, Saint-Gobain respecte les différentes législations internationales, nationales et régionales.

L'impact des différentes contraintes liées à ces législations et

réglementations n'est pas ressenti par le Groupe Saint-Gobain comme étant une sujétion particulière. La prise en compte des contraintes et opportunités relève des améliorations continues apportées tant aux produits eux-mêmes qu'au process et à l'optimisation des moyens de dépollution, qui peuvent s'avérer utiles pour atteindre les objectifs fixés, les actions de recherche contribuant elles-mêmes, par ailleurs, aux progrès souhaités.

Les effets des réglementations sur les activités sont de deux ordres : investissements pour la mise en place de mesures primaires, le développement de technologies propres ou de systèmes de dépollution; développement aussi de produits nouveaux, thermiquement plus performants, par exemple en isolation ou verre plat, permettant la réduction de la consommation d'énergie.

Les agents en charge du contrôle des installations soumises à permis sont suivant les pays, soit les autorités nationales par le biais de "services extérieurs" (France), soit les autorités régionales (Allemagne, Espagne, Italie) ou l'Agence pour la Protection de l'Environnement (États-Unis).

Enfin, certains établissements dont la nature ou le volume des activités les place hors du champ d'application des réglementations spécifiques aux établissements industriels soumis à permis, relèvent soit du service en charge de l'hygiène publique soit directement des autorités communales. Pour tenir compte de la diversité des situations, une organisation matricielle a été mise en place, donnant une responsabilité directe aux métiers (branches) mais également un rôle d'appui aux délégations représentant les pays ou des ensembles de ce pays.

La Direction Environnement, Hygiène et Sécurité de Saint-Gobain définit et anime ainsi une politique de groupe, sa mise en œuvre se faisant au sein des entités industrielles.

A été ainsi développée en 1999, en liaison avec chacune des branches et délégations une approche commune des problèmes pour un management global. Cette politique implique quatre niveaux : stratégique, à l'échelle du management de la société ; opérationnel pour les responsables de sites ; "on-line" au niveau de production ; utilisation et fin de vie des produits pour tenir compte des besoins du client et les satisfaire.

OUTILS

Développés d'abord avec les établissements, et pour eux-mêmes, quatre outils sont mis en œuvre au sein du Groupe. Un auto-diagnostic global dit "EHS" permet aux responsables de sites et à leurs collaborateurs, aidés éventuellement d'un spécialiste externe, d'apprécier la situation de leur établissement au regard des critères d'exigence du Groupe en matière d'Environnement, d'Hygiène Industrielle et de Sécurité. Des suggestions et plans d'action accompagnent cette démarche. Pour les questions spécifiques

d'environnement, un auto-diagnostic complémentaire accompagné d'un protocole d'audit, s'inscrit dans une logique de certification (norme Iso 14001, par exemple) sur le management de l'environnement.

En matière d'Hygiène Industrielle, une plaquette spécialisée a été diffusée en 1999, avec indication de la méthode à suivre pour sa mise en application concrète.

D'une manière générale, le Groupe attache également la plus grande importance vis-à-vis de la santé et de la sécurité des personnes au travail. Les outils de la sécurité sont réunis dans un référentiel *ad hoc*, et chaque année, la manifestation des "Diamants de la Sécurité", analyse les résultats de tous les établissements, en tire les enseignements quant aux actions correctives à mettre en œuvre, favorise ainsi les retours d'expérience, et permet les comparaisons entre sociétés et métiers.

RÉSULTATS

Les branches industrielles sont engagées depuis longtemps dans des processus de certification au titre de la qualité, avec une couverture presque totale de leurs sites et la Distribution Bâtiment entame la démarche à son tour.

Plus des deux tiers des sites du Groupe sont ainsi certifiés ISO 9000 ou engagés dans cette démarche. En ce qui concerne l'environnement, 60 sites sont classés ISO 14001, ils dépasseront la centaine en 2000.

INVESTISSEMENTS

Le Groupe consacre chaque année des investissements et des frais de fonctionnement importants liés à la préservation de l'environnement. Mais l'accent est particulièrement mis sur le développement des technologies propres et des mesures primaires destinées à réduire en amont les rejets divers par des dispositions constructives innovantes. Cette démarche est indissociable de l'évolution des procédés eux-mêmes. La combinaison des différents types d'efforts permet souvent d'atteindre les exigences des réglementations les plus ambitieuses, mais ne dispense pas d'y associer des moyens complémentaires.

Dans ce type de mesures primaires, la moyenne des investissements de dépollution par rapport aux investissements globaux est élevée, ainsi que les coûts annuels moyens de maintenance, au titre de l'environnement.

Saint-Gobain veille ainsi à préserver les ressources naturelles, à maîtriser au plus près les conditions d'exploitation industrielle, à produire et distribuer des produits de telle sorte que pendant leur cycle de vie, ils aient un impact le plus faible possible sur l'environnement, voire contribuent aux économies d'énergie : le développement des produits isolants et des verres peu émissifs en

Rapport d'activité de l'Exercice 1999

Conjoncture et marchés

L'ACTIVITÉ 1999 s'est située dans un contexte de rebond de l'économie mondiale, les échanges ayant fortement repris au second semestre.

Entre deux semestres ainsi contrastés, surtout en Europe, la conjoncture des métiers du Groupe a cependant été difficile de Juillet à Octobre, avant retour à une bonne activité pour les deux derniers mois de l'année.

Aux États-Unis, la conjoncture est restée bonne, en profitant au maximum de la reprise des échanges mondiaux. Le PIB a progressé de 2,8 % sur le premier semestre, avec une accélération à 4,7 % au second (8,2 % export compris).

La consommation des ménages a été soutenue, le marché de la construction vigoureux au premier semestre, mais l'investissement en logement a reculé au second semestre en raison de la remontée des taux d'intérêt et d'une politique monétaire plus restrictive.

L'investissement productif est, lui, resté très vigoureux, la reprise du second semestre, sous l'impulsion des technologies de l'information, ayant compensé la crise du premier.

Dans la zone Euro, un premier semestre décevant a affecté les pays les plus ouverts à l'économie internationale (Allemagne, Italie) et, par un effet domino, l'Europe de l'Est, touchée dans ses échanges par la crise russe qui a réduit les débouchés offerts. Tous ces pays ont, en revanche, profité d'une vigoureuse reprise des échanges au second semestre. La France, pour sa part, dont la croissance

s'appuie sur la demande intérieure, a résisté au ralentissement de la première partie de l'année et bénéficié, elle aussi de l'accélération du commerce mondial au second semestre.

Par grands marchés, celui de l'Automobile est resté soutenu (Europe, Amériques), mais la situation a été variable selon les pays : bonne pour la France, avec une production en progrès de 10 %, étale pour l'Allemagne, en attente de renouvellement de gammes, bien tenue en Espagne. L'Italie est restée en retrait, en raison d'une demande faible. Aux États-Unis, on a constaté un recul (-3,8 % pour les véhicules particuliers), mais à partir d'un niveau élevé.

Le marché de la Construction a connu une bonne croissance en volume (+ 10,5 % pour les États-Unis, + 3,5 % en moyenne pour l'Europe des Quinze), malgré des situations variables selon les pays. En France, l'investissement en logement a été exceptionnel, bénéficiant d'un taux de confiance élevé des ménages, de la faiblesse des taux d'intérêt et d'une anticipation sur la disparition à terme de mesures fiscales favorables.

L'Allemagne a connu un redémarrage, mais uniquement dans le secteur non-résidentiel, le résidentiel restant à très bas niveau, particulièrement à l'Est. Aux États-Unis, la progression du premier semestre a tenu à la faiblesse des taux hypothécaires, à la progression du revenu réel des ménages. La politique restrictive de la FED a retourné cette tendance au second semestre, en tassant les investissements tant dans le résidentiel que le non-résidentiel.

Le marché de l'investissement productif a bien progressé (+ 7,2 % aux États-Unis, + 6 % dans l'Europe des Quinze), tiré par la demande intérieure de la plupart des pays, la vigueur des exportations (Allemagne) ou des investissements dans les technologies de l'information (États-Unis).

Des résultats satisfaisants

Les comptes consolidés de Saint-Gobain pour l'année 1999 tiennent compte, avec effet au 1^{er} Janvier, de la consolidation par intégration globale de la société Essilor International et des sociétés de transformation de la Branche Vitrage.

Les résultats de 1999 sont conformes ou légèrement supérieurs aux objectifs annoncés en 1998, se caractérisant par un résultat net (part du Groupe) record (1 226 millions d'€), en progression de 11,8 % par rapport à celui de l'année antérieure. Il inclut la plus-value de cession dégagée dans le cadre du décroisement partiel de la participation financière avec le groupe Vivendi, de même que le résultat de 1998 incluait une plus-value liée à des cessions de titres Vivendi, Suez Lyonnaise des Eaux et AXA. Hors plus-values, le résultat net s'élève à 883 millions d'€, contre 790 millions d'€ en 1998, soit une hausse de 11,8 %.

Rapporté au nombre total de titres émis au 31 Décembre 1999 et à la suite de l'annulation de 5 % du capital effectuée en Juin 1999, ce résultat net représente un bénéfice par action de 14,05 d'€, en progression de 15,6 % par rapport à celui de 1998. Hors plus-values de cession, le BNPA (bénéfice net par action) s'accroît de 15,7 %

par rapport à celui de 1998.

L'autofinancement (2 359 millions d'€ contre 1 912 millions d'€) atteint également un record historique avec un différentiel amplifié par rapport aux investissements industriels.

Ce bon résultat global a été obtenu malgré certains facteurs défavorables. Les charges d'exploitation sont restées à niveau élevé, supérieur aux prévisions, en raison d'opérations lourdes de restructuration dans le verre creux aux États-Unis (Ball Foster Glass) et la transformation Vitrage Bâtiment en Grande-Bretagne. S'y ajoute le désengagement du projet de *float* chinois.

En second lieu, une décélération des gains de productivité est constatable, qui provient du ralentissement de la croissance des volumes de vente à structure comparable (1,3 % de hausse, contre 4,7 % en 1998). Cette évolution tient au contraste conjoncturel décrit plus haut entre les deux semestres de l'année.

La dynamique de croissance a donc été principalement soutenue par les acquisitions : la hausse du chiffre d'affaires est de 11,5 % à périmètre réel (+ 29 % avec Essilor et les filiales Vitrage), mais de

Une forte croissance externe

Les trois pôles d'activité ont réalisé en 1999 de nombreuses acquisitions. Les plus importantes sont les suivantes :

- **PÔLE VERRE** : la Branche Isolation a acquis MineralWolle Werk Lübz GmbH, producteur de laine de verre en Allemagne ; Decoustics au Canada, société spécialisée dans les systèmes de cloisons et plafonds acoustiques à base de panneaux en laine de verre. La Branche Renforcement a acquis Tevesa et Icasa en Espagne, spécialisées dans la fabrication de grilles pour meules abrasives.

- **PÔLE MATÉRIAUX HAUTE PERFORMANCE** : l'achat de Furon, aux États-Unis, fusionnée avec l'ancienne division PPL de la Branche Céramiques Industrielles pour former Saint-Gobain

Performance Plastics, a donné naissance à l'un des leaders mondiaux dans le domaine des Plastiques Haute Performance. La Branche a également acquis Annawerk, leader allemand des Réfractaires Hautes Performances et Casil, leader brésilien de la production de carbure de silicium. L'activité Grains Céramiques spéciaux a été renforcée par des acquisitions de niches aux États-Unis et une prise de participation majoritaire chez le Japonais Jaco.

Après l'achat de Flexovit en 1998, la Branche Abrasifs a acquis 60 % des actions de Gelva aux Pays-Bas, ce qui lui permet de détenir désormais 90 % des actions de cette société.

- **PÔLE HABITAT** : dans la Branche Distribution Bâtiment, Lapeyre a pris le contrôle du groupe polonais Erg Okfens. Point P a principalement acquis en France la société Dupont Sanitaire, la

société Leriche, spécialisée dans le négoce et la fabrication de produits en béton, et Lehmann distributeur de produits pour le sanitaire-chauffage et de matériaux de construction. La Branche Matériaux de Construction a acquis aux États-Unis GS Roofing, spécialisée dans la fabrication de bardeaux asphaltés, une usine de fabrication de bardeaux de façade appartenant au groupe ABT Co et la société Temp Vent Inc. pour la ventilation des combles et toitures de la maison individuelle. En Grande-Bretagne a également été acquis Howlett Adhesives Ltd, producteur de colles à carrelage.

La Branche Canalisation a acquis Schalker Verein, l'activité Canalisation du groupe Thyssen en Allemagne, Guest et Chrimes Ltd, spécialisée dans la robinetterie hydraulique en Grande-Bretagne, ainsi que trois sociétés de distribution, en Finlande (Jot Aqua pour 70 % du capital) et en Grande-Bretagne (Supply Company Ltd et Walker and Staff Ltd).

Le chiffre d'affaires global a progressé dans tous les pôles et branches à structure réelle. Si les volumes des ventes à structure comparable n'ont pas toujours été au rendez-vous, les prix, en contrepartie, ont connu un retournement de tendance à la hausse très encourageant, notamment en fin d'année dans le Vitrage et le Renforcement.

La comparaison des taux de croissance à structure réelle et comparable des branches et pôles d'activité en montre les tenants et aboutissants. Le pôle Verre croît respectivement de 25 % (structure réelle) et 2,9 % (comparable). Le Vitrage est en forte augmentation, avec les effets de l'intégration des sociétés aval de transformation. L'effet d'Essilor est net pour le pôle Matériaux Haute Performance. D'une manière générale, l'impact des acquisitions ressort clairement. Le dynamisme à structure comparable et à structure réelle des branches Distribution Bâtiment, Isolation, Renforcement

et Matériaux de Construction est ainsi souligné. La Canalisation pour sa part, victime d'une forte chute, a néanmoins commencé de connaître une inversion de tendance en fin d'année.

L'intégration d'Essilor International et des filiales de transformation de la Branche Vitrage modifie légèrement la répartition des ventes par marché final en 1999.

CHIFFRES CARACTÉRISTIQUES

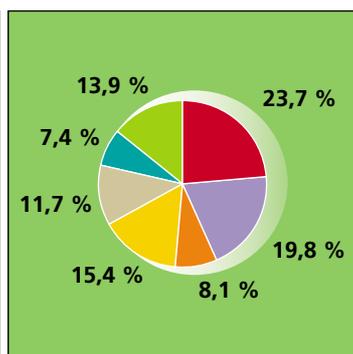
en millions	1999		1998		1997	
Chiffre d'affaires	22 952	150 555	17 821	116 901	16 324	107 078
Résultat d'exploitation	2 314	15 179	1 776	11 647	1 593	10 451
Résultat courant	1 821	11 945	1 393	9 140	1 220	8 004
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 389	9 111	1 182	7 756	970	6 365
Résultat net	1 226	8 042	1 097	7 196	858	5 628
Autofinancement	2 360	15 481	1 912	12 540	1 693	11 100

■ en millions d'euros □ en millions de francs

Répartition des ventes par marché final

en 1999 (en pourcentage)

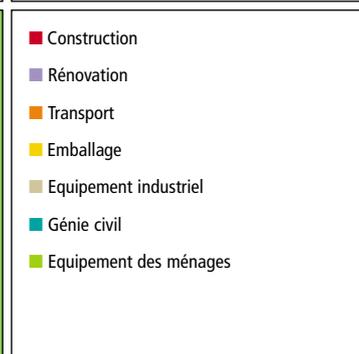
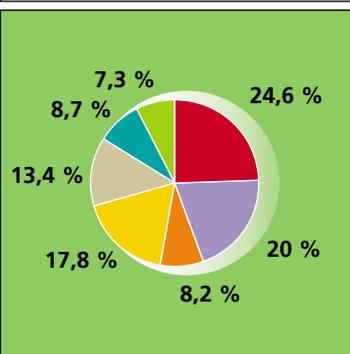
Avec Essilor et filiales Vitrage



Répartition des ventes par marché final

en 1999 (en pourcentage)

Hors Essilor et filiales Vitrage



Les ventes par zone géographique progressent également, sauf en Amérique Latine touchée par les dévaluations de monnaies. Le poids de l'Europe reste constant, pour un tiers du chiffre d'affaires, mais avec, une légère diminution de la France et une remontée de l'Allemagne et de l'Europe Centrale et, au total, une Europe du Sud plus allante que l'Europe du Nord, encore handicapée par une situation difficile au Royaume-Uni.

A côté des États-Unis où se traduit toujours une vigoureuse croissance sur l'année, quoique moins rapide qu'en 1998, le Brésil a su limiter les dégâts de la tempête financière qui a affecté le pays. Pour chacune des quatre grandes zones entre lesquelles le chiffre d'affaires se répartit par tiers (France, autres pays d'Europe, Amérique du Nord, reste du monde), l'impact du développement géographique du Groupe en 1999 se mesure dans la répartition des taux de croissance, forts à structure réelle dans les autres pays d'Europe et en Amérique-Asie et soutenus dans ces deux mêmes zones, à structure comparable et en monnaies locales.

Le résultat d'exploitation bénéficie de l'apport d'Essilor et de l'aval Vitrage, qui le font progresser de 30 % en valeur absolue.

Sa progression est néanmoins régulière (+ 10 %) hors ces deux éléments et hors la Distribution Bâtiment, la marge d'exploitation de cette dernière étant structurellement plus faible. Au total, à structure réelle, le résultat d'exploitation représente 10,1 % du chiffre d'affaires, contre 10 % en 1998 et 9,8 % en 1997.

L'analyse des résultats par pôle fait apparaître un pôle Verre dont la rentabilité s'est notablement améliorée grâce à une demande soutenue dans l'ensemble de ses métiers et aux hausses de prix intervenues dans le Vitrage et l'Isolation. Le Conditionnement a réussi également à préserver la progression de sa rentabilité malgré un contexte de concurrence très vive en Europe et la pression sur le prix dans le Flaconnage. La dynamique 1999 du pôle Verre a été la plus forte des trois pôles pour ce qui concerne le résultat d'exploitation.

Le pôle Matériaux Haute Performance a progressé en structure réelle, compte tenu de la consolidation d'Essilor par intégration globale, mais compte tenu aussi de l'intégration de Furon et le retour des Abrasifs aux niveaux de rentabilité normatifs du Groupe.

Le pôle Habitat malgré la forte baisse d'activité dans la Canalisation, - conjoncturellement privée des commandes publiques brésiliennes et de celles de la grande exportation - a enregistré une bonne croissance, celle des Matériaux de Construction aux États-Unis notamment, et celle due, pour la Distribution Bâtiment, à la politique de développement de Point P et à ses développements très rentables d'activité.

Par zone géographique, les performances ont été inégales. L'Amérique du Nord a fortement augmenté sa rentabilité, mais les résultats de l'Amérique Latine se sont dégradés, sous l'effet de la dévaluation de la monnaie brésilienne. La France a connu une bonne tenue, les très bons résultats dans la Distribution et les Matériaux de Construction compensant le recul de la Canalisation et de l'activité réfractaires verriers des Céramiques Industrielles. Tout en ayant enregistré de bonnes performances, les résultats des

autres pays d'Europe sont un peu décevants en valeur relative. Pour diverses raisons, les marges y ont subi une érosion sur l'année, tant au Nord qu'au Sud, en Espagne notamment.

L'autofinancement, une fois déduite la charge d'impôts sur les plus-values de cession (123 millions d'€), s'est élevé à 2,48 milliards d'€, en forte progression de 24 % sur celui de 1998. Il couvre surtout plus largement que les deux années précédentes, à raison d'1,4 fois, les investissements industriels, pourtant en hausse de 32,9 %, avec un montant de 1,71 milliard d'€.

Le différentiel est positif dans les trois pôles, particulièrement dans les Matériaux Haute Performance et l'Habitat. L'ensemble de ces investissements industriels atteint 7,5 % des ventes, contre 7,2 % en 1998, en ayant progressé à périmètre comparable de 184 millions d'€. D'importants investissements de capacité ont été, en effet, réalisés ou lancés en 1999 : nouveaux float en Angleterre et en Inde, deuxième four Keraglass à Bagneux-sur-Loing (France) pour le Vitrage, deuxième four de Rayen Cura en Argentine pour le Conditionnement, nouveau four de Xicohtencatl au Mexique pour

INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS PAR PÔLE

<i>en pourcentage des ventes</i>	1999	1998	1997
Verre	9,7	10,2	10,5
Vitrage	10,5	9,0	9,8
Isolation et Renforcement	12,0	10,6	9,6
Conditionnement	7,2	10,8	11,5
Matériaux Haute Performance	5,6	4,7	5,4
Céramiques Industrielles et Abrasifs	4,5	4,7	5,4
Essilor	7,8	-	-
Habitat	4,8	4,6	5,1
Distribution Bâtiment	3,6	3,2	3,2
Matériaux de Construction	6,1	6,0	9,1
Canalisation	5,5	4,8	3,5
Total	7,5	7,2	8,3

le Conditionnement.

Les investissements financiers et en titres se sont élevés à 2,5 milliards d'€, dont 475 millions d'€ pour l'acquisition de Furon, 512 millions d'€ pour celle du solde du capital de Poliet, 123 millions d'€ pour celle de GS Roofing. Le rachat de 4 544 000 actions de la Compagnie de Saint-Gobain (5 % du capital) s'inscrit également à ce poste pour 715 millions d'€.

Les investissements totaux, industriels et titres, se répartissent entre 37 % pour le pôle Verre, 37 % pour les Matériaux Haute Performance, 25 % pour l'Habitat.

L'endettement net s'établit à 6,3 milliards d'€ contre 3,9 milliards en 1998. Cette augmentation traduit la vigueur de la croissance externe du Groupe, mais aussi une structure financière solide, avec un *gearing* de 56,5 % des capitaux propres de

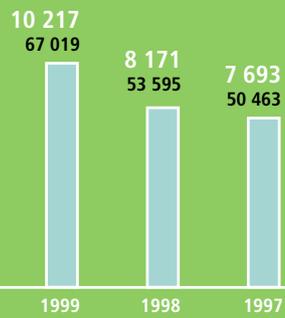
PÔLE

Verre

EN 1999, LE PÔLE VERRE a eu une activité globalement bonne et connu une amélioration de sa rentabilité compte tenu de la conjonction d'une demande intense dans tous ses métiers et de hausses de prix dans le Vitrage et l'Isolation, s'ajoutant à l'effet des programmes de réduction de coûts entrepris depuis plusieurs années.

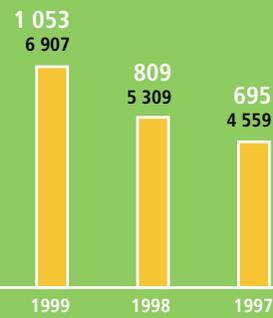
Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)
(en millions de francs)



Résultat d'exploitation

(en millions d'euros)
(en millions de francs)



Autofinancement

(en millions d'euros)
(en millions de francs)



Investissements industriels

(en millions d'euros)
(en millions de francs)





LA STATION GARE DE LYON
DE LA LIGNE METEOR À PARIS



BANQUE DU LIBAN
ET D'OUTRE-MER À BEYROUTH



Vitrage

Contribution au Groupe	1999	1998	1997
En % du chiffre d'affaires	16 %	13 %	13 %
En % du résultat d'exploitation	14 %	12 %	10 %
En % de l'autofinancement	17 %	15 %	15 %

Les activités Vitrage Bâtiment sont regroupées dans la Branche sous une entité, Saint-Gobain Glass, dont les implantations se situent en Europe, mais aussi en Amérique Latine (Mexique), du Sud (Brésil, Argentine, Chili) et en Asie (Corée, Inde et exportations vers le Japon et la Chine).

L'activité de la construction en Europe a évolué en 1999 de façon modérée, en raison de fortes disparités entre les secteurs ou les pays. Les mises en chantier de logements traduisent une progression moyenne de 3,1 %, mais avec des écarts marqués selon la tendance conjoncturelle des pays (France + 11,9 %, Allemagne – 6,3 %). La reprise de l'activité dans les bâtiments non-résidentiels a été nette, en revanche, avec un taux de croissance de 4,1 %, contre un recul de 4 % en 1998. La rénovation-entretien a eu un impact plus modeste de 2,5 %. La demande verrière sur l'ensemble de l'année a donc été caractérisée par une stagnation en volume sur les trois premiers trimestres. Une forte reprise

d'activité au dernier trimestre a abouti à une évolution positive de 2 % au total. Surtout, l'année a été marquée par un retour progressif à une courbe de tendance favorable des prix. La progression des ventes de Saint-Gobain en produits de base et transformés a été en ligne avec celle du marché, mais plus forte sur les produits à haute valeur ajoutée, avec une part croissante prise par les produits nouveaux. L'Isolation thermique renforcée, traditionnellement porteuse, a connu un net accroissement de la demande pour ce type de produits, sur des marchés comme ceux de la Pologne et de la France où les projets de nouvelle réglementation thermique ont eu un impact positif. La progression a été plus mesurée dans la gamme de produits de contrôle solaire.

Le marché porteur des vitrages de sécurité a profité aux produits feuilletés, avec une bonne progression de 8,5 %. Le développement des ventes de feuilleté acoustique a été particulièrement fort. Nouveau produit lancé en 1997, le Stadip-Silence a fait une progression de près de 45 % en 1999. Sur le marché du verre trempé, les ventes ont également progressé de 11 % sur l'année. Les Vitrages isolants pour leur part, continuent d'occuper un bon segment du marché avec une bonne croissance.

Principales données consolidées	1999		1998		1997	
Chiffre d'affaires	3 718	24 338	2 270	14 891	2 093	13 731
Résultat d'exploitation	328	2 152	204	1 340	163	1 074
Autofinancement	408	2 676	279	1 831	261	1 702
Investissements industriels	389	2 552	203	1 334	206	1 352

■ en millions d'euros □ en millions de francs

Dans l'Est de l'Europe, où le contexte économique et financier reste difficile pour certains pays, les centres de distribution ouverts en 1998 à Moscou et à Kiev réussissent progressivement leur implantation. Une troisième unité va être créée en Roumanie, à Bucarest. C'est surtout à partir de la Pologne que s'accroît la diffusion dans toute la zone des produits de Saint-Gobain (*float*, miroirs, verres à couches).

Hors d'Europe, l'activité verre plat bâtiment a poursuivi son développement, mais de manière sélective : Vidrio Saint-Gobain de Mexico distribue désormais une gamme très large de produits bâtiments, avec des résultats satisfaisants. Un centre de distribution à la frontière avec les États-Unis a été créé fin 1999 pour servir le marché du nord du Mexique et du sud des États-Unis.

En Amérique du Sud, la faiblesse de certaines économies nationales et les perturbations monétaires intervenues dans plusieurs pays n'ont pas significativement affecté les résultats des sociétés du secteur Bâtiment, les importations en provenance d'autres zones de production ayant été fortement réduites. Le *float* argentin de Vasa a été réparé, ainsi que les deux fours brésiliens de verre imprimé. Dans ce même pays a démarré l'exploitation d'une ligne de verre feuilleté de grandes dimensions. L'augmentation progressive de la part de marché dans la zone nord (Colombie, Venezuela) se poursuit. La construction d'un *float* en Colombie reste programmée dès lors que seront réunies les conditions de stabilisation de la situation économique et politique.

Pour l'Asie, en Corée, Saint-Gobain et ses partenaires nationaux ont accru leur participation dans la société de verre plat Hanglas, dans le capital de laquelle le Groupe était entré en 1998. La fin de la crise économique dans ce pays, plus rapide que prévue, s'est traduite par une forte croissance du marché. Le *float*, arrêté en 1998, a été redémarré. La Branche apporte aussi une assistance technique et marketing soutenue, notamment pour le développement de nouveaux produits en Corée même et dans toute l'Asie. Ces perspectives favorables font de Hanglas un investissement très prometteur tant pour les productions nationales que pour les exportations en Asie.

En Chine, en revanche, le projet *float* à l'étude depuis plusieurs années, a été remis *sine die* en raison de l'évolution des marchés (surcapacités importantes, faiblesse des prix). Mais les ventes, à partir de l'Europe et, prochainement, de Corée, restent inscrites comme une priorité. Au Japon, ainsi, les produits européens à forte valeur ajoutée et l'offre de la gamme *float* d'Hanglas ont permis de progresser significativement sur le marché. Saint-Gobain est devenu, de ce fait, le premier exportateur de *float* vers ce pays. Enfin, le démarrage du *float* indien, près de Madras, est prévu pour le premier semestre 2000.

Dans l'Automobile, le bilan 1999 de Saint-Gobain Sekurit international et de ses diverses filiales nationales est globalement

satisfaisant et marque un progrès, grâce à plusieurs facteurs, notamment : une bonne réactivité aux à-coups du marché en Europe et en Asie ; une bonne résistance à la pression sur les prix ; le développement de nombreux produits nouveaux et l'augmentation des efforts en faveur d'une R & D focalisée et dynamique.

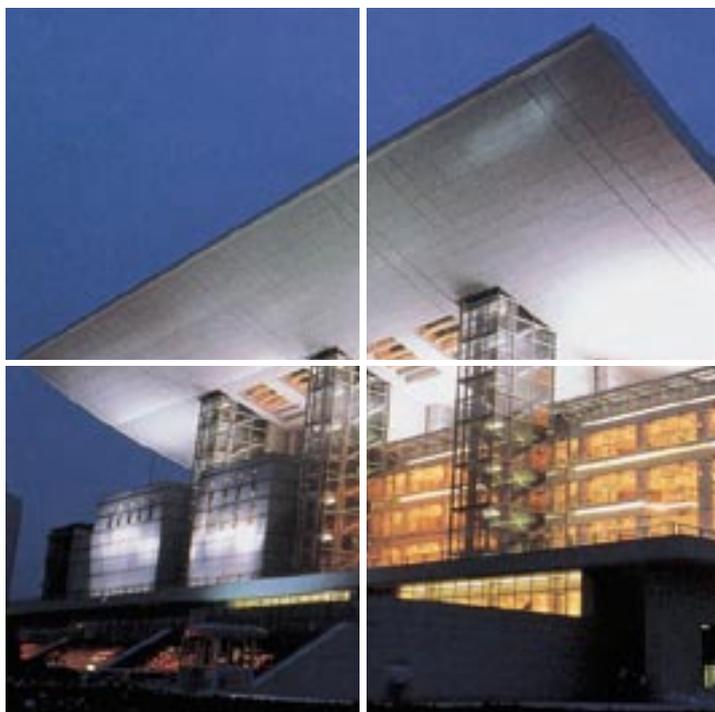
Sur l'année, la production automobile mondiale a progressé de 4 % par rapport à 1998. Le changement est donc notable, même si l'évolution des différents marchés a été très différenciée. L'Europe occidentale a connu une phase de stabilisation, avec une légère croissance (+ 1 %), mais à niveau très élevé après la forte progression de 1998 (+ 8 %). En Europe orientale, une sensible augmentation de 8 % a largement compensé le recul de l'année antérieure (- 2 %). L'Amérique du Nord également a retrouvé une évolution très favorable (+ 8 %), à la suite d'une année 1998 légèrement négative.

C'est l'Amérique du Sud qui a enregistré un recul important (- 22 %) pour la deuxième année consécutive. Au Japon, au contraire, la crise de l'industrie automobile a été freinée, avec seulement un léger recul de 2 % en 1999, beaucoup plus faible que celui de l'année précédente. Dans les autres pays d'Asie, une très forte reprise (+ 25 %) a effacé les effets de la chute de l'année 1998.

Dans ce contexte positif à l'échelle mondiale, les ventes de Sekurit Saint-Gobain ont progressé de 7 % en volumes et de 10 % en chiffre d'affaires. Ce différentiel avec le taux de croissance du marché s'explique à la fois par la progression de la part de marché globale du Groupe, la meilleure résistance des prix de vente et une progression permanente et accrue, supérieure à la moyenne des ventes, des produits et services à valeur ajoutée. La croissance de la demande a eu d'autre part pour effet favorable d'entraîner une forte saturation des outils de production et une augmentation des échanges entre les différentes sociétés. Outre qu'il a ainsi été fait face à la pénurie de verre, les capacités de fabrication existantes ont été mieux optimisées.

1999 a donc été une année de poursuite des efforts pour assurer la présence de Sekurit sur tous les grands marchés. Une nouvelle usine a été inaugurée à Shanghai, en Chine. Les nouvelles sociétés Sekurit créées depuis quelques années en Europe de l'Est (Pologne), en Asie (Thaïlande, Corée) ou en Amérique (Mexique) se consolident sur leurs zones. Le chiffre d'affaires en Asie et en Amérique a ainsi progressé respectivement par rapport à 1998 de 65 et 16 % et ce, malgré l'évolution négative du marché sud-américain.

La politique produits a continué également de miser sur les fournitures à forte valeur ajoutée, qui progressent régulièrement. C'est le cas des produits visant le confort thermique et acoustique des véhicules (pare-brise à couches, latéraux et lunettes feuilletés avec ou sans couche, verres foncés), de ceux qui assurent le confort visuel de conduite (pare-brise chauffants, verres hydrophobes), des



produits modulaires favorisant leur intégration dans la carrosserie (vitrages extrudés, encapsulés, prémontés). De nouveaux produits intègrent aussi de nouvelles fonctions en matière de vitrage, comme les antennes et l'électronique. Dans le cadre du développement de produits nouveaux un accord d'intention a été signé entre Sekurit Saint-Gobain et Reitter et Schefenacker, en vue de la création d'une *joint-venture* destinée à faire coopérer les deux sociétés dans le développement, la production et la commercialisation de modules de vitrages plastiques pour l'automobile.

Dans le métier des Spécialités, plus modeste que les autres secteurs en termes de chiffre d'affaires, mais sur des marchés ou créneaux prometteurs, le développement des activités s'est poursuivi. L'usine de Sovis North America pour la production de vitrines de réfrigération commerciale a démarré à Madison (Georgie). Devant le succès rencontré par ses produits (tables de cuisson en vitrocéramique), Eurokera a poursuivi ses efforts de développement et doublé la capacité de production de sa filiale Eurokera North America en son usine de Greenville aux États-Unis.

Les perspectives d'évolution des marchés permettent à la Branche de mesurer les défis et enjeux mobilisateurs à compter de l'année 2000. Les prévisions de croissance des PIB dans la plupart des pays d'Europe devraient correspondre à une progression de la demande en verre plat Bâtiment d'environ 4 % en 2000. Dans ce contexte, les seules augmentations de capacité prévues seront celles apportées, sur une partie de l'année seulement, par le nouveau *float* de Saint-Gobain au Royaume-Uni, dont le démarrage est prévu au premier trimestre, et par celui construit en commun par Pilkington et Glaverbel en Espagne. Compte tenu des réparations prévues par l'ensemble des acteurs du marché, le bilan besoin-capacité devrait rester tendu en 2000. Cette situation devrait permettre de consolider et poursuivre la remontée des prix engagée au dernier trimestre 1999.

La Branche poursuivra donc dans tous ses métiers la stratégie engagée depuis plusieurs années : amélioration de sa rentabilité globale ; poursuite de l'effort d'organisation des différents métiers au plan mondial ; prolongation de l'effort d'amélioration des performances techniques et de réduction des frais de structure ; accélération du développement des produits nouveaux ; redressement de situations telles que celle de l'automobile en



Isolation et Renforcement

Contribution au Groupe	1999	1998	1997
En % du chiffre d'affaires	12 %	14 %	14 %
En % du résultat d'exploitation	15 %	15 %	14 %
En % de l'autofinancement	16 %	17 %	17 %

Branche Isolation

Les quantités vendues de laine de verre TEL (marchés nationaux et exportations) montrent pour l'ensemble des sociétés de la Branche une croissance des expéditions de 4 % d'une année sur l'autre, qui devrait se poursuivre en 2000. Cette croissance a été enregistrée sur les marchés nationaux européens (6 % hors effet de périmètre) et aux États-Unis. Les ventes en Amérique Latine ont été en baisse. L'évolution favorable aux États-Unis a pu se faire grâce aux capacités de la nouvelle ligne de Kansas City et à des gains de parts de marchés.

L'évolution des prix des ventes a montré en Europe une tendance générale à la baisse en monnaie courante, sauf dans certains pays particuliers. Aux États-Unis, la remontée entamée en 1998 a pu être poursuivie de façon continue.

Pour l'activité Roche, une légère croissance à structure réelle est intervenue de 1998 à 1999 due à l'entrée dans le périmètre de consolidation de Gullfiber Polska. Certains marchés nationaux ont néanmoins nettement progressé comme en Suède ou en Espagne, et dans une moindre mesure, en France.

En revanche, la crise de l'économie tchèque s'est traduite par une forte

baisse des ventes dans ce pays. Les prix pour leur part, ont été relativement stables en monnaie courante.

L'activité Plafonds, dont les principaux producteurs sont le groupe Ecophon en Suède et Eurocoustic en France, a fortement progressé. Cette progression devrait se poursuivre en 2000.

Les ventes de mousse de la Branche sont centrées sur le polystyrène extrudé revendu en partenariat avec BASF et Dow Chemical. La seule société productrice de la Branche est TMW (Tel Mineral Wolle), en Autriche, qui fabrique du polystyrène expansé. Les volumes vendus ont, au total, fortement augmenté en 1999, cette progression concernant l'ensemble des sociétés.

En terme de rentabilité, le résultat d'exploitation de la Branche a fortement progressé en 1999, progression due principalement à Certain Teed aux États-Unis, et à des résultats positifs dans l'activité Roche.

Stratégie de la Branche

Laine de Verre : *co-leader* mondial de son métier, la Branche dispose d'atouts forts et articule sa stratégie autour de quatre axes fondamentaux :

- réduire l'écart entre sa part de marché américain et celle du leader sur ce continent. Ce mouvement a été entamé avec succès depuis 1998 grâce à une politique commerciale volontariste, appuyée sur la nouvelle capacité de la ligne K 21 de Kansas City, qui s'est révélée être un outil très performant (90 000 tonnes) dès sa mise en route ;

ISOLATION ET RENFORCEMENT

Principales données consolidées	1999		1998		1997	
Chiffre d'affaires	2 864	18 787	2 488	16 318	2 329	15 275
Résultat d'exploitation	358	2 348	273	1 788	230	1 506
Autofinancement	389	2 552	323	2 117	285	1 869
Investissements industriels	345	2 263	264	1 735	224	1 472

■ en millions d'euros □ en millions de francs

- bâtir une présence forte à court terme dans les marchés émergents importants comme en Pologne, où a démarré en 1999 à Gliwice une ligne de 40 000 tonnes, avec la perspective de devenir leader d'un marché qui est le quatrième marché européen en volume ;
- trouver un éventail plus large d'applications et de procédés, particulièrement dans les secteurs à forte valeur ajoutée ;
- renforcer ses positions en Europe pour contrer le développement de concurrents comme Pfeleiderer, Rockwool et Uralita.

En laine de Roche, grâce à la mise au point d'une composition bio-soluble compétitive, à des progrès techniques et économiques, à la remise à niveau de plusieurs sites, à un programme performant de R & D, les usines fabriquent désormais de la roche de premier ordre de qualité.

Différentes acquisitions de croissance externe sont intervenues, avec le rachat, aux États-Unis d'Unisol, spécialisé dans le matériel de projection de produits isolants et anti-feu, et de Wibro aux Pays-Bas, société spécialisée dans la production et la ventes de substrats en laine de roche pour les cultures hors-sol.

Le secteur des plafonds présente pour le Groupe un grand intérêt en chiffre d'affaires et en rentabilité. Ecophon table en outre sur un taux de croissance élevé dans les années à venir. Acquisition a été faite en 1999 de la société canadienne Decoustics. Ecophon se focalise de plus en plus sur les "applications verticales" (écoles, bureaux, établissement de santé, salles blanches en usine). Il n'est pas envisagé d'investissements industriels élevés, les capacités actuelles étant suffisantes.

La progression d'Eurocoustic en plafonds suspendus en laine de Roche est également remarquable. La gamme devrait être prochainement étendue et complétée.

La Branche cherche enfin à se développer sur le marché des mousses, qui représente en valeur une bonne part du marché global d'isolation. Elle a choisi, pour ce faire, de se positionner comme revendeur, en privilégiant le polystyrène extrudé, en raison de la complémentarité importante de ses applications avec celles de la laine de verre. C'est l'objet de l'accord de partenariat avec Dow Chemical en France.

Branche Renforcement

L'année 1999 s'est déroulée dans un contexte ardu, marqué au premier semestre par une forte dégradation des prix mondiaux sur la plupart des lignes de produits, dégradation qui s'était manifestée dès le second semestre 1998. Cette situation a pu être corrigée sur la deuxième moitié de l'année grâce à une reprise des marchés, en Asie notamment, à la limite même d'une situation de pénurie dans plusieurs secteurs, qui a permis un retour à des hausses de prix. Ces hausses de prix ont été sensibles dans l'activité Filateur, en Europe dès l'été, étendues ensuite à presque toutes les gammes de l'activité plastique. L'Asie a également évolué en ce sens, tout comme l'activité textile et celle d'Amérique du Nord.

En second lieu, l'année a été aussi celle d'un travail d'intégration en profondeur des acquisitions récentes de la Branche (Vertex, Vetrotex India, LMC et Vetrotex Glasvliès) mais aussi en 1999 Tevesa et Icasa en Espagne, spécialisées en aval dans la fabrication de grilles pour meules abrasives.

Au total, d'une année sur l'autre, les comptes traduisent une croissance très forte du produit net des ventes (due pour une bonne part à l'intégration de Vertex, Vetrotex India et LMC) et du résultat d'exploitation.

Au plan industriel, les capacités de la Branche ont permis d'accompagner la reprise rapide du marché. En Asie, l'unité coréenne de Kunsan I a été saturée et la deuxième ligne de Thai-Vetrotex (Thaïlande), rallumée en fin d'année. Aux États-Unis, après un arrêt technique du Four 1 de Wichita Falls au premier semestre, l'usine a tourné à plein régime au second. En Europe, la production n'a été limitée qu'en raison des vicissitudes de conduite de la ligne de Chambéry / Bissy, en fin de vie. En revanche, le nouveau four de Vertex (République Tchèque) d'une capacité de production importante, a trouvé sa place sur le marché. En textile, l'activité de Kunsan a remarquablement fonctionné, avec en particulier un excellent démarrage de la fabrication du 7 mu en fusion directe. La nouvelle usine textile mexicaine de Xicohtencatl, à destination du marché américain (textile électronique principalement), a été construite au cours de l'année 1999 pour un

VIPER (PORTES) EN TWINTEX®





PAROIS STATION TÉLÉSIÈGE



GAMME DE PRODUITS TEXTILES

démarrage de la production début 2000. La marche des fils coupés s'est également améliorée, permettant la poursuite de la croissance en Thermoplastique sur la base de la gamme mondiale de la Branche et des contrats conclu depuis deux ans chez les gros clients.

Deux "business units" ont bénéficié d'un redressement grâce aux efforts de restructuration. La business unit Plastique Asie a d'abord connu un début d'année difficile en raison du bas niveau de prix et d'une sous-activité en Corée, pour retrouver des résultats positifs dans les derniers mois de l'année. La business unit Plastique Amérique du Sud, pour sa part, est désormais restructurée, notamment grâce à l'arrêt de l'activité renforcement d'Isotex en Argentine, reprise par Vetrotex do Brasil, laquelle, bénéficiant de ses propres mesures énergiques de redressement et de la dévaluation du réal, a réalisé une année remarquable.

Concentrée désormais sur la nouvelle business unit "Technical Fabrics", l'activité Transformateur constitue pour la Branche, outre son deuxième cœur de métier, un nouveau moteur de croissance, particulièrement sur les marchés "Construction" et "Engineered composites". En Amérique du Nord, si les activités portes, fenêtres et fils de clôture de Bay Mills sont en voie de cession, comme trop périphériques, Bayex (Canada, USA, Grande-Bretagne) poursuit le développement de produits (grilles, tissés et non tissés en fibre de verre et autres matériaux) et d'applications innovants. Vertex, en Europe, confirme également une très belle croissance sur les marchés de la construction notamment les grilles de renfort pour isolation extérieure des façades et la toile à peindre. Avec LMC et Tevesa/Icasa, la Branche a structuré son organisation

opérationnelle et son offre commerciale dans le domaine des grilles pour meules abrasives, et posé les bases d'une expansion sur ce marché. Au total, au sein de la business unit Technical Fabrics, la synergie des sociétés de l'aval commence à jouer efficacement, au plan commercial et technologique.

La stratégie développée par la Branche de mondialisation de son activité, d'un meilleur équilibre de son portefeuille de métiers, se révèle donc clairement favorable à la croissance des résultats. Compte tenu de la tendance de la fin de l'année 1999, les perspectives de l'exercice 2000 paraissent raisonnablement bonnes. L'année sera celle d'une consolidation des acquis, sans freiner le lancement de nouveaux projets. Pour l'activité Filateur on peut tabler sur une perspective de croissance du marché de l'ordre de 3 à 4 %, plus forte en Asie. Peu de capacités nouvelles sont attendues en 2000 chez les grands acteurs, ce qui constituera un élément positif de tenue des prix.

La Branche a ainsi clairement identifié ses enjeux et opportunités à venir. Parmi les principaux, figurent le rétablissement des marges dans le textile électronique, indispensable à la rentabilisation du haut niveau d'investissement qui caractérise la business unit textile ; le maintien de l'effort de productivité en Europe, avec notamment, la reconstruction du four de Bissy à Chambéry ; la confirmation du décollage du Twintex en Amérique du Nord et en Europe ; la poursuite de la croissance des ventes de la business unit Technical Fabrics, grâce à sa mondialisation et à l'optimisation des productions entre sites ; la confirmation attendue du redressement asiatique ; la constitution d'une business unit Glass Tissue, qui rassemblera l'activité voile de verre par voie sèche en provenance

Conditionnement

Contribution au Groupe	1999	1998	1997
En % du chiffre d'affaires	16 %	19 %	20 %
En % du résultat d'exploitation	16 %	19 %	19 %
En % de l'autofinancement	20 %	22 %	23 %

Les ventes de la Branche ont progressé de 6,6 % par rapport à 1998, mais cette progression globale résulte, dans le détail, d'évolutions contrastées selon les secteurs d'activité et les zones géographiques, particulièrement pour les bouteilles et pots. L'activité Flaconnage a connu une croissance modérée de son chiffre d'affaires, du fait d'une forte pression sur les prix. L'activité Plastique, acquise à la mi-1998, a été prise en compte pour la première fois en année pleine.

Au plan de la rentabilité, les actions visant aux gains de productivité, à la réduction des frais de structure, aux économies résultant de la mise en place d'une politique d'achats Branche, ont permis de faire croître de 10 % d'une année sur l'autre le résultat d'exploitation.

Après plusieurs années de forts

niveaux d'investissements, le niveau de ceux-ci a diminué en 1999, à l'exception de l'activité Plastique. Ce retour à un niveau normal, combiné avec une surveillance accrue du besoin en fonds de roulement a permis une nette augmentation du *cash-flow* stratégique.

L'ensemble du secteur d'activité Bouteilles et Pots n'a progressé que de 2 % dans ses ventes globales, mais ce, essentiellement, en raison d'une baisse apparente du secteur Amérique Latine (- 12 %), due en réalité à l'impact de la dévaluation brésilienne sur l'année, qui a gommé la progression en volume et en reals des ventes de Santa Marina.

En Europe, une forte pression sur les prix s'est maintenue, particulièrement en Italie et dans la Péninsule Ibérique en raison des capacités excédentaires de l'ensemble de la profession. Cette situation a pénalisé la rentabilité européenne qui est restée globalement stable par rapport à 1998.

Aux États-Unis, Ball Foster Glass a continué de rééquilibrer son

Principales données consolidées	1999		1998		1997	
Chiffre d'affaires	3 640	23 877	3 416	22 407	3 274	21 474
Résultat d'exploitation	367	2 407	332	2 181	302	1 979
Autofinancement	476	3 122	427	2 799	395	2 591
Investissements industriels	261	1 712	370	2 421	377	2 467

■ en millions d'euros □ en millions de francs



BOUTEILLES DE LAIT FRAIS
EN VERRE DE 75 CL CONÇUE
POUR CARREFOUR

BOUTEILLES DE BORDEAUX PREMIUS,
OSCAR DE L'EMBALLAGE 1999





portefeuille d'activité par rapport aux différents segments de marché, et maintenu sa politique de productivité et d'amélioration technique de ses sites, dont le nombre a été à nouveau réduit. Son résultat d'exploitation a progressé de 16,5 %.

Les ventes de l'activité Flaconnage ont progressé, malgré une concurrence très vive et un marché de la parfumerie déprimé tout au long du premier semestre.

Au plan commercial, l'effort a porté en parfumerie sur la capacité des sociétés à lancer de nouveaux produits en création, dans des délais rapides et avec des garanties de fiabilité. Ce sont au total plus de 300 nouveaux produits qui ont été lancés.

En pharmacie, l'accent a été mis sur la capacité à livrer la clientèle en "juste à temps" selon ses besoins, ainsi que sur l'avantage qualité et les actions de développement. Le verre neutre à bas taux d'alumine a ainsi été très apprécié par la clientèle américaine, ce produit s'étant révélé très adapté aux systèmes de diagnostic à base de sang et d'albumine.

Sur le plan industriel, l'objectif constant demeure de porter chaque société au meilleur niveau d'efficacité et d'innovation technique.

L'effort de standardisation et de transfert de produits d'un site à l'autre offre aussi une plus grande flexibilité pour répondre aux demandes imprévues de la clientèle.

A Sucy-en-Brie (France), les salles "blanches" pharmacie ont été

agrandies pour faire face à la demande. Des programmes importants ont été également lancés à Mers-les-Bains (France) et à La Granja (Espagne) pour mécaniser l'emballage des produits. A Kipfenberg (Allemagne), la modernisation des équipements a été achevée. Aux États-Unis, l'usine de Covington, démarrée en 1996, a poursuivi sa montée en gamme et est devenue la seule usine américaine certifiée comme fournisseur par Chanel.

L'activité des pompes plastiques, acquise en Juillet 1998, a progressé significativement en 1999. Les ventes de pompes pour produits d'entretien ont été particulièrement bonnes, en effet, aux États-Unis, grâce à un marché porteur et des produits de bonne qualité, fréquemment préférés dans les tests consommateurs auxquels procèdent les clients de Calmar. Les ventes de pompes pour le conditionnement de produits destinés aux soins du corps ont été plus faibles sur le premier semestre, mais ont bien repris ensuite.

En Europe tous les secteurs ont progressé, tout particulièrement la Parfumerie, grâce à une pompe à faible encombrement. Les produits d'entretien ont bénéficié également du lancement d'une nouvelle gamme de produits.

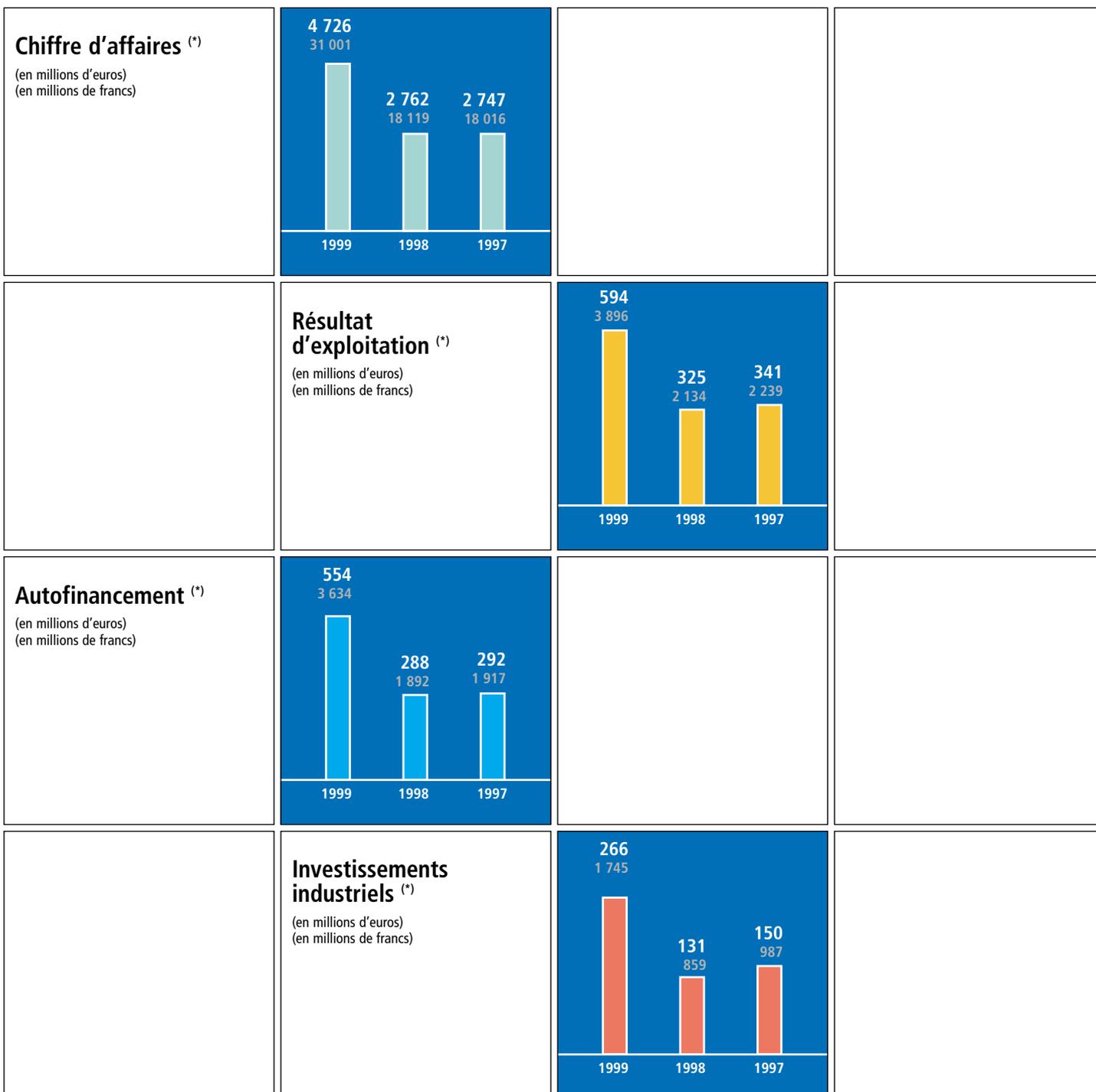
Les investissements de capacité dans ce secteur des pompes ont donc été importants sur toute l'année tant en Europe qu'aux États-Unis. Les efforts de standardisation des produits entre les deux zones visent à mieux utiliser les capacités de production et à faire face à la croissance de la demande des pompes pour les produits

PÔLE

Matériaux Haute Performance

LES RÉSULTATS DU PÔLE EN 1999 sont en forte progression à structure réelle, tant en termes de chiffre d'affaires que de résultat d'exploitation compte tenu de la consolidation d'Essilor International par intégration globale et, dans une moindre mesure, de l'acquisition de Furon dans le domaine des Plastiques Haute Performance.

A structure comparable, le pôle est en léger retrait par rapport à 1998. Malgré une progression des Abrasifs, les Céramiques Industrielles ont connu en effet une demande faible, en bas de cycle, sur les marchés de la verrerie et une sortie de crise qui ne s'est manifestée qu'au second semestre pour l'Asie et le marché des semi-conducteurs.



(*) Hors Essilor International en 1998 et 1997.



MEULE DE RECTIFICATION
À GRANDE VITESSE



TUYAUX ET FAISCEAUX DE TUBES
BOISSON SYNFLIX®



Céramiques Industrielles et Abrasifs

Contribution au Groupe	1999	1998	1997
En % du chiffre d'affaires	13 %	15 %	17 %
En % du résultat d'exploitation	16 %	18 %	21 %
En % de l'autofinancement	13 %	15 %	17 %

Branche Céramiques Industrielles

L'année 1999 a été marquée pour les Céramiques Industrielles par un redressement inégal et progressif de l'activité par rapport à celle de 1998, touchée par la régression de certains marchés, géographiques (Asie) ou de spécialités (électronique). Trois faits majeurs expliquent ce retour à une orientation positive.

La croissance externe des secteurs porteurs a, d'abord, été importante. L'intégration, notamment, de Furon en année pleine et de diverses acquisitions ciblées de moindre taille, se traduit par une augmentation de 25 % du périmètre des ventes de la Branche.

En second lieu, il faut noter le redémarrage des marchés asiatiques et de l'électronique, après un an et demi de difficultés liées aux crises conjoncturelles intervenues.

Le niveau global de rentabilité des métiers, enfin, a été stabilisé, grâce aux programmes de restructuration mis en œuvre dans plusieurs secteurs, dont les Réfractaires Haute Performance. La montée en puissance d'une organisation mondiale par marchés, l'intégration d'Annawerk, acquisition intervenue début 1999, la poursuite combinée des restructurations industrielles, l'amélioration de la productivité aux États-Unis ont permis au secteur de restaurer une rentabilité qui s'était dégradée.

Entre les différents métiers, l'évolution a été, au global, contrastée. Au sein des Céramiques Industrielles, la verrerie (électrofondus) entrée en bas de cycle en 1998, en raison du retournement de celui des investissements industriels, y est restée tout au long de l'année. La

CÉRAMIQUES INDUSTRIELLES ET ABRASIFS

Principales données consolidées	1999		1998		1997	
Chiffre d'affaires	3 066	20 112	2 762	18 119	2 747	18 016
Résultat d'exploitation	365	2 394	325	2 134	341	2 239
Autofinancement	315	2 066	288	1 892	292	1 917
Investissements industriels	137	899	131	859	150	987

■ en millions d'euros □ en millions de francs

division grains céramiques spéciaux a procédé à des opérations de croissance externe en Asie et en Amérique. L'activité carbure de silicium, pour sa part, accomplit une remise à niveau de ses performances techniques et a amélioré sa rentabilité en réorganisant sa production par transfert d'une partie des fabrications des sites norvégiens vers l'Amérique du Sud (Venezuela, Brésil), grâce à l'acquisition en 1999 de la société brésilienne Casil qui s'est révélée excellente.

Dans les Céramiques de spécialité, la division Céramiques avancées a accru ses ventes grâce à la reprise au second semestre, des métiers servant l'industrie des semi-conducteurs et, plus généralement, à la bonne tenue de quelques activités non-électroniques (allumeurs d'équipements d'électroménager par exemple). En revanche, les cristaux et détecteurs ont connu un recul significatif de la demande dans plusieurs débouchés importants comme les applications destinées aux industries pétrolières, ou en raison du report de certains programmes de développement. Les produits pour procédés chimiques ont connu également une année difficile en raison de l'instabilité des secteurs pétroliers et pétrochimiques, mais une stabilité de l'activité a pu être assurée, grâce à une politique de partenariat à long terme développée sur des niches très sélectives.

L'activité Plastiques Haute Performance, au contraire, a été marquée en 1999 par la poursuite d'une bonne croissance. Surtout, l'acquisition, au mois d'Octobre, de la société Furon, aux États-Unis, a fait plus que doubler la taille de ce métier dans la Branche, avec une priorité d'intégration rapide de cet ensemble.

La Branche s'est fixée des objectifs clairs à compter de l'an 2000 et au-delà, en tirant partie des leçons d'une crise conjoncturelle et des réponses appropriées mises en œuvre avec succès pour faire face à la situation. Elle continuera à réduire la cyclicité de ses résultats par la réduction des coûts fixes et par la poursuite de la transformation de son portefeuille d'activité.

Les secteurs des Céramiques de spécialités et surtout celui des Plastiques Haute Performance feront l'objet de développements prioritaires, qui accroîtront à terme leur poids respectifs dans le chiffre d'affaires des trois grandes activités de la Branche.

Le potentiel de croissance sera également consolidé par le développement géographique, particulièrement en renforçant la présence en Asie. L'innovation sur les produits et les services sera le deuxième volet de cette consolidation : sites de ventes directes, de support technique et d'ingénierie pour les clients ; augmentation progressive de l'effort de R & D au-dessus de 3 % du chiffre d'affaires ; objectif d'augmentation de 20 à 25 % des produits nouveaux dans la gamme des ventes. En combinant ainsi croissance interne et externe, la Branche vise à une bonne amélioration de son potentiel.

Branche Abrasifs

L'activité en 1999

S'inscrivant dans la continuité des exercices 1998 et 1997, l'année 1999 a permis de poursuivre la progression de la profitabilité de la Branche, dont la contribution significative aux performances globales du Groupe s'est encore accrue. Ces objectifs ont été atteints alors que l'environnement économique international de la Branche est resté relativement contrasté. Les États-Unis ont maintenu une croissance soutenue, à l'exception de certains secteurs, qui constituent une source de débouchés significatifs pour la Branche, comme la sidérurgie ou l'industrie pétrolière. En Asie, le deuxième trimestre 1999 a marqué le début de l'amélioration de la situation économique, mais l'industrie électronique mondiale n'a entamé son redressement qu'à compter du second semestre. En Europe, le retour à une conjoncture favorable ne s'est lui aussi fait sentir qu'à partir du second semestre, tout en restant faible dans certains pays comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Enfin, la crise monétaire au Brésil a eu un impact sensible sur le niveau absolu des résultats de la Branche, ce qui n'a pas empêché les unités brésiennes de maintenir des performances favorables grâce aux efforts d'adaptation entrepris.

L'exercice 1999 traduit ainsi une amélioration des résultats financiers sur l'ensemble des trois lignes de produits (abrasifs agglomérés, abrasifs appliqués et super-abrasifs).

S'agissant des abrasifs agglomérés, le niveau des ventes s'est globalement bien comporté, avec une évolution toutefois un peu décevante des meules de précision mais une bonne progression des meules minces. Les parts de marché aux États-Unis se sont maintenues et l'Amérique du Sud a bien résisté, même si les résultats attendus ont été en partie neutralisés par les effets de change de la dévaluation brésilienne. L'année 1999 a permis également d'achever l'intégration de la société Flexovit, qui a contribué à l'augmentation des ventes de la Branche dans ce secteur, compensant le tassement observé, notamment au cours du premier semestre, sur certaines ventes en Europe. Dans ce contexte, et grâce à la poursuite des efforts de compétitivité engagés, la rentabilité de l'ensemble du secteur a progressé.

Les abrasifs appliqués ont confirmé leur redressement, entamé en Amérique du Nord à partir de 1997, et assez sensiblement amélioré leur profitabilité d'ensemble. L'année 1999 a permis de noter une orientation à la hausse des ventes et du résultat d'exploitation en Europe comme en Asie et aux États-Unis, où l'activité a été soutenue, notamment par une bonne tenue du marché du bricolage.

Concernant enfin les super-abrasifs, la rentabilité d'exploitation de chacune des trois applications - industrie, construction et pierre - est en hausse. Ces résultats ont été atteints grâce aux gains de compétitivité enregistrés, qui ont permis de faire face à un contexte de ventes plutôt contrasté au cours de l'année 1999, notamment sur les applications industrielles, celles-ci ayant dû compenser le recul des ventes à l'industrie électronique. Dans un marché en croissance modérée, les super-abrasifs pour la construction ont eux aussi amélioré leur profitabilité, particulièrement en Asie.

Ces performances financières ont notamment été atteintes grâce aux effets positifs des programmes de modernisation des outils industriels et de réduction de coûts ainsi qu'à la mise en œuvre dans de bonnes conditions des synergies attendues des acquisitions : à titre d'illustration, les premiers gains obtenus en 1999 de l'intégration en Australie de Flexovit et de Norton sont tout à fait marquants. Ces actions seront poursuivies afin de continuer à renforcer l'avantage compétitif de la Branche.

L'année 1999 a permis de poursuivre les actions engagées, aux États-Unis et en Europe, pour optimiser l'adaptation des forces commerciales à la segmentation du marché. S'appuyant sur la reconnaissance mondiale du portefeuille de marques dont dispose la Branche, ces orientations lui permettront de continuer à renforcer ses parts de marchés dans tous les secteurs.

En termes d'innovation, les efforts significatifs déployés dans la recherche et développement ont continué à porter leurs fruits avec le lancement de nouveaux produits comme, par exemple, une ligne d'abrasifs appliqués au design tridimensionnel révolutionnaire ("abrasifs structurés"), des avancées importantes dans les super-abrasifs pour l'électronique, de nouveaux produits agglomérés très poreux pour l'industrie aéronautique, utilisant les nouveaux grains TG de la Branche Céramiques, etc. Par ailleurs, le Centre Technique mondial de Worcester (États-Unis) a répondu en 1999 de façon très satisfaisante aux attentes tant internes qu'externes et va contribuer significativement à renforcer l'image et la valorisation technologique de la Branche auprès de ses clients.

Différentes initiatives stratégiques ont été également lancées afin d'améliorer, grâce à des solutions toujours plus innovantes, le service aux clients. Ainsi, des actions comportant de nouvelles formes de distribution auprès de grands clients internationaux ont été engagées et la Branche a ouvert plusieurs nouveaux centres de distribution dans des zones géographiques-clés, notamment aux États-Unis. Enfin plusieurs expérimentations prometteuses ont été développées dans le secteur du commerce électronique.

S'agissant de la croissance externe, l'année 1999 a permis de concrétiser les orientations annoncées en 1998, à savoir un développement géographique de la Branche vers des zones à fort potentiel comme l'Europe centrale et orientale. Ainsi, la Branche a réalisé l'acquisition de la société Korund, premier fabricant d'abrasifs agglomérés polonais et disposant d'appuis technologiques solides. Cette opération majeure va permettre d'accroître les ventes à destination de l'Europe de l'Est, tout en constituant une base de production très compétitive pour l'ensemble du marché européen. Plus modestement, la Branche a également augmenté son engagement en Hongrie en y réorganisant sa structure commerciale avec le rachat de l'un de ses distributeurs. La Branche a par ailleurs accru sa présence en Afrique du Nord, grâce à une nouvelle implantation industrielle au Maroc. En Asie, elle a pu s'appuyer sur l'évolution favorable de

ses nouvelles implantations industrielles en Chine, très prometteuses, et a poursuivi son développement en Inde.

Les perspectives pour 2000

L'amélioration des performances financières grâce aux politiques de rationalisation industrielle sera poursuivie en 2000, même si les premiers objectifs de redressement de la rentabilité peuvent être considérés comme globalement atteints. Dans cette perspective, la coordination mondiale mise en place en 1997 par ligne de produits, qui a déjà permis d'obtenir des gains de productivité importants, sera renforcée afin de continuer à optimiser l'outil industriel, et de favoriser les échanges de produits entre zones géographiques.

Plus spécifiquement, l'activité abrasifs appliqués en Amérique du Nord cherchera à dégager les marges de manœuvre supplémentaires d'ores et déjà identifiées pour réduire les coûts. Concernant les abrasifs agglomérés, les programmes de spécialisation et de modernisation des unités de production entamés depuis 1997 devraient commencer à porter leurs fruits : ils ont concerné notamment des unités en Angleterre, en Allemagne, au Brésil et devront notamment s'étendre en 2000 à la société polonaise Korund. Dans les super-abrasifs industriels, le programme d'intégration de Winter et d'Unicorn sera poursuivi pour tirer parti au mieux des synergies de l'ensemble aux États-Unis comme en Europe.

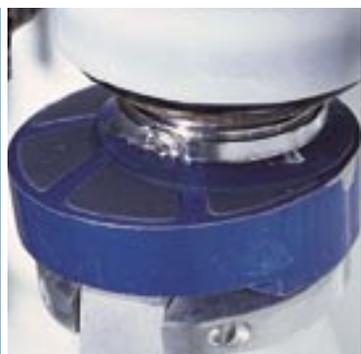
L'année 2000 devrait permettre de tirer parti des stratégies de réorganisation des forces de vente au Brésil, aux États-Unis et en Europe. Plus focalisées par marchés finals dans leur approche des clients, les forces de vente devraient mieux contribuer à accélérer la croissance interne de la Branche, pour la rapprocher des objectifs du Groupe. Cette démarche doit également conduire à mieux positionner les marques, nationales et internationales, dont dispose la Branche afin d'optimiser son portefeuille et les atouts de chacune d'entre elles.

La Branche disposant désormais d'une base industrielle et commerciale solide dans les trois lignes de produits, sa stratégie de croissance externe vise à poursuivre, comme en 1999, son dévelop-

pement international en Europe de l'Est et en Asie, où sa présence peut être significativement accrue et où les potentiels de débouchés restent importants. Parallèlement, elle continuera à profiter des opportunités liées aux mouvements de consolidation de l'industrie observés depuis plusieurs années ou à compléter son positionnement stratégique dans certaines niches de marchés.

L'année 2000 se présente marquée d'un certain nombre d'incertitudes conjoncturelles. Aux États-Unis, l'activité reste soutenue, mais un retournement dans l'industrie est possible, même s'il est jugé assez peu probable à ce stade. Les économies des pays d'Amérique Latine, à l'exception du Brésil qui poursuit une évolution favorable, restent un sujet de préoccupations pour la Branche. Mais en Europe, l'économie devrait s'améliorer en 2000, notamment en Allemagne et, s'agissant de l'Asie, la poursuite de la

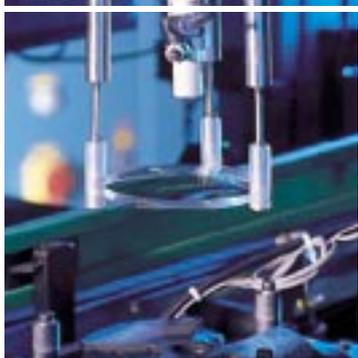
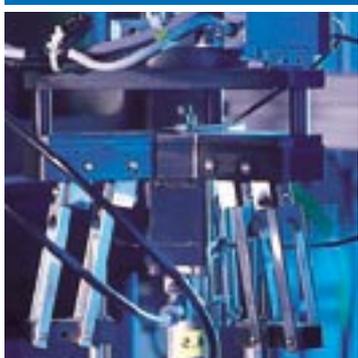
POLISSAGE D'UN VERRE
AIRWEAR®



CONTRÔLE DE TRAITEMENT
ANTI-REFLET SOUS VIDE



CONTRÔLE AUTOMATISÉ
D'UN VERRE VARILUX®



Essilor

L'exercice 1999 a été marqué par un contraste d'activité entre les deux semestres. Après un premier semestre décevant –mais comparé à une même période 1998 exceptionnelle, une amélioration a été constatée dès la fin du semestre pour s'amplifier et rétablir une très bonne tendance sur l'année.

Le chiffre d'affaires a ainsi progressé de 6,3 %, soit 4,2 % hors effet périmètre et effet de change. L'amélioration du deuxième semestre s'est traduite par une progression de 6,2 % à données comparables. L'ensemble des zones ont participé à cette bonne croissance. En outre, la croissance propre d'Essilor se révèle être supérieure à celle du marché, grâce à ses positions sur les nouveaux segments.

Cette progression se manifeste également au niveau du résultat d'exploitation qui atteint un montant record en valeur absolue de 228,8 millions d'€, en dépit d'une hausse des coûts informatiques de l'ordre de 13 millions d'€, liée aux actions décrites ci-dessus.

D'une manière générale, l'année a donc été marquée par une continuité des stratégies, la poursuite des efforts de productivité et de gestion dans les secteurs en voie de progrès ou de

redressement, comme l'Allemagne et les laboratoires de prescription américains. Les mesures prises en début d'année au vu de la conjoncture ont ainsi très vite porté leurs fruits et permis les excellentes performances du second semestre, sur la base de fondamentaux inchangés.

Pour l'année 2000, la mise en place progressive de la *joint-venture* japonaise, avec des équipes opérationnelles provenant à la fois de Nikon et d'Essilor, offrira des perspectives très encourageantes de progrès : nouvelles structures; lancement de produits très hauts indices et progressifs ; optimisation des productions entre les deux partenaires ; lancement aux États-Unis de la marque Nikon Eyes. Plus généralement, le groupe Essilor devrait bénéficier en l'an 2000 de l'ensemble des facteurs positifs réunis par la stratégie produits et marketing, en même temps que d'un environnement économique

Principales données consolidées*	1999		1998		1997	
Chiffre d'affaires	1 662	10 902	1 563	10 251	1 426	9 353
Résultat d'exploitation	229	1 502	225	1 478	189	1 242
Autofinancement	239	1 568	216	1 414	185	1 213
Investissements industriels	129	846	134	876	100	656

* Chiffres publiés par la société Essilor pour les années 1997 et 1998.

■ en millions d'euros □ en millions de francs

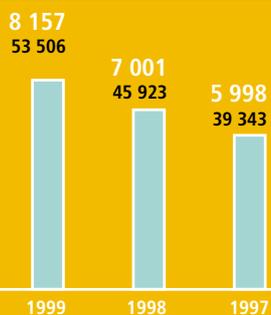
PÔLE

Habitat

Malgré une dégradation conjoncturelle prévue et annoncée pour l'activité Canalisation, l'année 1999 a marqué de nouveaux progrès au global pour le pôle. Ceux-ci sont imputables à une bonne croissance des Matériaux de Construction et aux très bonnes performances en chiffre d'affaires et en rentabilité de la Distribution Bâtiment.

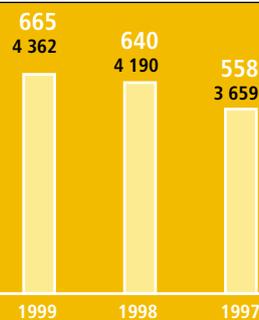
Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)
(en millions de francs)



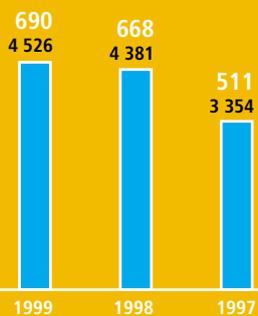
Résultat d'exploitation

(en millions d'euros)
(en millions de francs)



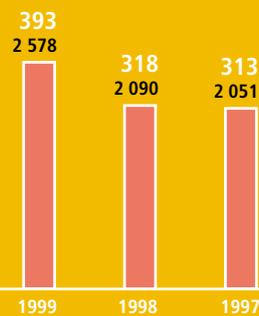
Autofinancement

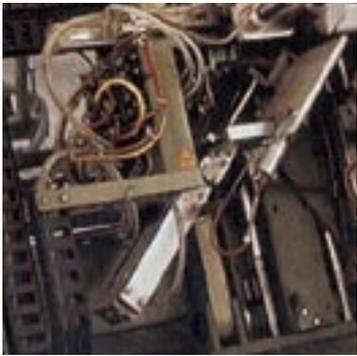
(en millions d'euros)
(en millions de francs)



Investissements industriels

(en millions d'euros)
(en millions de francs)





Distribution Bâtiment

Contribution au Groupe	1999	1998	1997
En % du chiffre d'affaires	18 %	19 %	17 %
En % du résultat d'exploitation	11 %	11 %	11 %
En % de l'autofinancement	10 %	11 %	9 %

L'année 1999 a été une année record pour la Distribution Bâtiment, dont le chiffre d'affaires a augmenté de 22,6 % et le résultat d'exploitation de 31 %. Ces progrès ont été particulièrement nets pour Point P, Lapeyre ayant connu un exercice plus en demi-teinte, mais toujours à un haut niveau de performance. Il faut y voir pour Point P l'effet conjugué d'un marché porteur, de la prise en compte des nouvelles acquisitions en année pleine, auxquels se sont ajoutés des gains de parts de marché.

La conjoncture française de la construction neuve a ainsi été excellente. Avec près de 318 000 logements commencés en 1999, la

construction de logements a atteint son niveau le plus élevé depuis 1989. La progression en termes de surface est générale (+ 13 % par rapport à 1998). Les permis de construire atteignent 342 500 logements en 1999. Ils sont en diminution par rapport à 1998 (- 1,9 % en surface) mais demeurent supérieurs aux années précédentes.

La demande de maison individuelle, produit préféré des Français, est restée soutenue (+ 6,9 % en surface), avec une tendance à l'agrandissement des surfaces et à l'utilisation des produits et matériaux de bon standing, mis en œuvre plus par des entreprises artisanales que des filières intégrées de grands groupes, donc une clientèle favorable à Point P, La Plateforme et Lapeyre.

Bonnes sur la construction neuve, les positions de la Branche sont également fortes dans l'entretien et la rénovation, secteurs dont la progression annuelle est régulière, de 2 à 3 %.

Principales données consolidées	1999		1998		1997	
Chiffre d'affaires	4 078	26 750	3 325	21 810	2 882	18 903
Résultat d'exploitation	252	1 653	193	1 263	168	1 104
Autofinancement	241	1 581	202	1 324	155	1 020
Investissements industriels	145	951	107	705	91	597

■ en millions d'euros □ en millions de francs

La progression du chiffre d'affaires s'explique d'abord par une vigoureuse croissance interne à structure comparable, de l'ordre de 9 %, qui traduit des gains de parts de marché pour Point P, un développement de nouvelles agences pour Lapeyre et GME, combiné aux progrès de l'installation de menuiseries chez le particulier, proposée depuis 1998.

Le succès du concept de La Plateforme, adapté aux très grandes agglomérations, s'est traduit par l'ouverture de quatre nouveaux sites en 1998-1999, après la première implantation à Nanterre.

La croissance externe par acquisitions, très vive en 1998 pour Point P et Lapeyre, a joué pleinement sur l'ensemble de 1999. C'est l'équivalent de 229 millions d'€ de chiffre d'affaires qui est ainsi venu s'ajouter en année pleine, après 610 millions d'€ en 1998. Pour mieux répondre aux marchés régionaux, le maillage des enseignes a ainsi été poursuivi, des acquisitions importantes ajoutées, comme le groupe Lehmann, dans l'est de la France avec plus de 76 millions d'€ de chiffre d'affaires annuel. A l'international, l'acquisition par Lapeyre d'Erg Okfens en Pologne, s'est révélée d'emblée excellente.

La rentabilité de l'ensemble de l'activité s'est également affirmée, avec un progrès du résultat d'exploitation, de plus de 30 % à structure réelle. Le ROI et le ROA sont également en amélioration significative, ceux de Point P particulièrement.

A l'international, après les excellents résultats obtenus par Erg Okfens, qui ont compensé les difficultés rencontrées par Lapeyre Allemagne, une Plateforme Polska va commencer ses premières ventes à la fin de l'année 2000.

Les perspectives de l'année 2000 restent dynamiques, même si la France peut être sujette à un ralentissement de la construction neuve, sans doute dans le collectif, mais à partir d'un niveau très élevé. En outre, les mesures de réduction de la TVA à 5,5 % pour certains travaux d'entretien, ne donneront leur plein effet qu'à partir de cette année. Les prix restent disputés, de par la nature très concurrentielle du marché.

L'Allemagne pourrait connaître une amélioration du secteur du bâtiment, peu dynamique depuis une ou deux années, surtout dans la partie est du pays. La Pologne devrait continuer, en revanche, à bénéficier d'une situation de boom économique, avec des activités de distribution, portées notamment par le maintien d'avantages fiscaux incitatifs.

Au global, le chiffre d'affaires 2000 devrait connaître une nouvelle progression à deux chiffres et le résultat d'exploitation s'améliorer, en particulier, grâce aux effets de la croissance externe.

Matériaux de Construction

Contribution au Groupe	1999	1998	1997
En % du chiffre d'affaires	11 %	13 %	12 %
En % du résultat d'exploitation	12 %	14 %	14 %
En % de l'autofinancement	13 %	14 %	12 %

monnaie brésilienne. Cette croissance a été tirée par la poursuite vigoureuse du développement de CertainTeed aux États-Unis, où la conjoncture est restée excellente d'un bout à l'autre de l'année, par l'excellente tenue des Tuiles et briques en Europe, par le développement de la croissance interne des Mortiers industriels, impactée également par la prise en compte en année pleine des

L'année 1999 a été pour la Branche celle d'une nouvelle progression des résultats en croissance interne et externe, et ce malgré le poids dans les comptes de la forte dévaluation de la

Principales données consolidées	1999		1998		1997	
Chiffre d'affaires	2 625	17 219	2 233	14 648	1 997	13 102
Résultat d'exploitation	283	1 856	250	1 637	224	1 467
Autofinancement	306	2 007	267	1 752	195	1 280
Investissements industriels	159	1 043	135	886	179	1 174

■ en millions d'euros □ en millions de francs



DALLES ET MARGELLES DE PISCINE

acquisitions récentes faites en Allemagne, Turquie ou Argentine. Les Bétons industriels ont contribué également au progrès des résultats par une nouvelle amélioration de leurs performances.

Les effets négatifs enregistrés ont été ceux des dévaluations intervenues au Brésil et en Colombie, aggravés par la situation politique et économique très incertaine de ce dernier pays. Certains résultats s'en sont trouvés dégradés, comme les ciments-renforcés brésiliens. Quelques situations de métiers sont encore aussi en attente de redressement : nouvelles acquisitions dans les mortiers ou fibre-ciment de CertainTeed. En France enfin, malgré la mise en œuvre d'un plan social et une amélioration des ventes, les résultats des produits ciment-verre de Novatech restent loin des objectifs et constituent toujours un sujet de préoccupation majeur.

Aux États-Unis, l'excellente conjoncture de la construction tout au long de l'année a permis un très important développement des ventes de CertainTeed. Les activités de "siding" ont continué à croître, en dépit de la pression concurrentielle, grâce à l'introduction de produits innovants et à une stratégie de *marketing* multi-marques. L'extension de l'offre sur les aménagements extérieurs de la maison a permis de suivre le développement rapide des marchés des barrières, portails, terrasses, stores mobiles. Cette offre continue d'être étendue à l'ensemble du territoire des États-Unis.

Le secteur de la toiture (roofing) a été marqué par une acquisition importante, celle de la société GS Roofing (233 millions de \$ de chiffre d'affaires), spécialisée dans la production de bardeaux asphaltés de couverture. Les usines de la société, implantées sur la côte ouest et dans le sud, sont venues compléter opportunément la couverture géographique de CertainTeed, devenu le numéro 3 américain du métier. La mise en place des synergies se traduira également par une intégration en amont de la production de voiles de verre et, ainsi, par une meilleure maîtrise des matières premières (voile, granulés).

L'activité 1999 des Mortiers industriels a été très satisfaisante en

France et en Europe du Sud. La France a connu une croissance excellente, l'Italie un net redémarrage. La croissance a été surtout soutenue en Espagne et au Portugal. En Europe de l'Est, la Pologne a connu un très fort développement. Au Brésil, l'excellente intégration de la société Quartzolit s'est poursuivie, avec l'ouverture d'une nouvelle usine qui sera suivie de celle de deux autres courant 2000. Seul l'impact de la dévaluation a maintenu les résultats à un niveau inférieur à la réalité opérationnelle.

La croissance externe s'est poursuivie au Royaume-Uni avec l'acquisition d'un producteur de colles à carrelage Howlett Adhésives Ltd, et en Argentine avec celle de Pegamax, dans la banlieue de Buenos Aires. Certaines activités ont dû toutefois subir des difficultés sur leurs marchés ou des conjonctures défavorables. La fusion des trois sociétés allemandes a ainsi été lancée pour faire face aux faiblesses du marché national. La conjoncture a pesé aussi négativement en Turquie et en Argentine.

Les performances du secteur des Tuiles se sont très sensiblement améliorées, sous l'effet de plusieurs actions. La modernisation des installations ou la mise en route de nouveaux outils de production, comme l'usine de Bavent des Tuiles Lambert, en France, a contribué au suivi de la croissance du secteur, à quoi se sont ajoutées des politiques d'innovation de produits, de rationalisation des sites, de poursuite des efforts de productivité. En Malaisie, grâce à une adaptation de la production au marché, des premiers signes de redressement, à confirmer encore, sont apparus.

Pour les bétons industriels, la mise en place d'une organisation mieux ciblée et segmentée sur les principaux marchés du secteur ont permis de confirmer un redressement des résultats déjà entamés en 1998.

En ce qui concerne les produits composites, la situation est restée très difficile pour l'activité ciment-verre Europe, malgré la mise en œuvre d'un plan de restructuration et la mise au point de nouveaux produits, situation qui implique l'étude de nouvelles mesures. Le ciment-renforcé est en situation contrastée en Amérique Latine: le Brésil ne devrait plus être pénalisé en 2000 par les désordres monétaires de 1999, mais aucune reprise économique n'est en vue en Colombie,



Canalisation

Contribution au Groupe	1999	1998	1997
En % du chiffre d'affaires	7 %	9 %	7 %
En % du résultat d'exploitation	6 %	11 %	10 %
En % de l'autofinancement	6 %	10 %	9 %

La Branche Canalisation a dû faire face en 1999 à une conjoncture particulièrement difficile sur ses principaux marchés.

Après une année 1998 exceptionnelle, les marchés de Grande Exportation, tout d'abord, ont connu une forte baisse, liée à la chute des prix du pétrole qui a affecté la part du Moyen-Orient dans les commandes. En Amérique ensuite, plusieurs phénomènes ont joué concomitamment, notamment la crise économique brésilienne et la dévaluation du real en début d'année.

En Europe du Nord, plusieurs marchés nationaux ont été fortement affectés à la baisse, compte tenu, selon les pays,

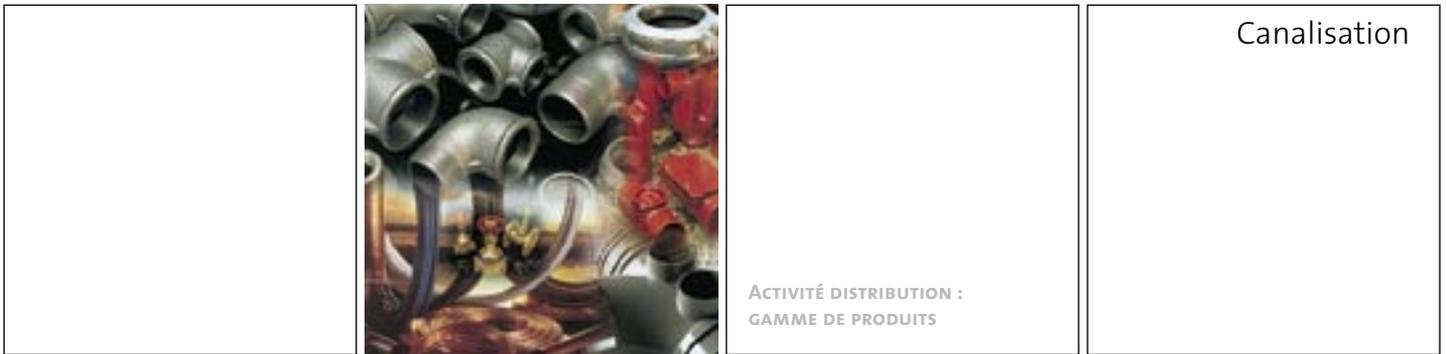
d'un contexte de renégociation des prix de l'eau entre autorités régulatrices et les sociétés d'eau ou bien d'une réduction des dépenses des collectivités.

Cette évolution conjoncturelle avait été largement annoncée et anticipée par la Branche qui, par ses capacités d'adaptation, a pu en limiter partiellement les effets, notamment au niveau du résultat d'exploitation.

L'activité tuyaux a été principalement touchée, avec une nette baisse de ses expéditions par rapport à 1998, année exceptionnelle pour la Grande Exportation et le Brésil. L'Europe du Nord (Allemagne, Angleterre) a fortement souffert, mais l'Europe du Sud (France, Espagne, Italie) a connu au contraire une bonne année. La situation de prix s'est sensiblement redressée au second semestre

Principales données consolidées	1999		1998		1997	
	en millions d'euros	en millions de francs	en millions d'euros	en millions de francs	en millions d'euros	en millions de francs
Chiffre d'affaires	1 605	10 528	1 573	10 316	1 236	8 109
Résultat d'exploitation	130	853	197	1 290	166	1 088
Autofinancement	143	938	199	1 305	161	1 054
Investissements industriels	89	584	76	499	43	280

en millions d'euros en millions de francs



dans les pays où elle se révélait la plus difficile.

L'activité Fonderie a eu un chiffre d'affaires en repli à structure comparable, en raison de la baisse des ventes voirie et raccords en Amérique et en Europe du Nord. Mais la croissance externe (Schalker Verein, Aldebara et Besaans du Plessis) a représenté un bon apport de chiffre d'affaires nouveau.

L'activité Bâtiment a bien progressé, d'un tiers, par rapport à 1999. Cette forte augmentation s'est située d'abord en Europe du Nord, l'Europe du Sud ayant compensé par les prix un recul des quantités vendues.

Dans le contexte difficile de 1999, la Branche a pu mesurer l'importance des actions de développement et de croissance. La croissance externe des activités industrielles s'est traduite par le rachat des activités Canalisation de Thyssen (Schalker Verein) en Allemagne et de la société de robinetterie anglaise Guest & Chrimes. Le développement international a été marqué par le démarrage de la production de tuyaux en Chine (Pam Julong) et en Colombie (Pam Col). La construction et le démarrage d'une nouvelle usine de fabrication de raccords au Brésil permettront de constituer une base compétitive pour le marché brésilien et ceux de l'exportation.

La division Distribution a poursuivi également sa croissance, avec l'acquisition en début d'année de la société commerciale finlandaise Jot Aqua. Le développement des positions de Reisser, en Allemagne et de Oliver Ashworth au Royaume-Uni a été

complété par l'acquisition de petites entités régionales augmentant la couverture géographique de ces sociétés.

Une légère amélioration de la conjoncture est attendue pour l'année 2000, qui devrait permettre de renouer avec la croissance, grâce aux efforts de productivité et de rentabilité engagés.

Le redressement des marchés Grande Exportation constaté au cours du second semestre 1999 devrait se poursuivre. Le marché d'Amérique du Sud, qui a atteint un creux historique, devrait également redémarrer progressivement. L'Europe du Sud devrait confirmer et poursuivre le dynamisme enregistré lors de l'année 1999, mais les marchés d'Europe du Nord restent plus difficiles, au moins pour le premier semestre.

L'évolution des prix des matières premières reste aussi une des incertitudes de l'année 2000. Après des niveaux historiquement bas, une tendance à la hausse s'est installée fin 1999 et se poursuit en 2000.

Dans ce contexte, la Branche vise pour l'année 2000 au redressement de sa rentabilité, tout en ménageant les conditions de la poursuite de son développement.

Les principales restructurations engagées, à Schalker Verein notamment, seront poursuivies, tout comme les efforts de productivité dans les usines. Les actions de développement de la Branche viseront à affirmer la mondialisation de ses métiers et son désir de continuer à participer aux restructurations et concentrations industrielles en Europe.

Actionnariat

CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 1999, le capital de la Compagnie de Saint-Gobain est fixé à 1 395 788 000 euros et composé de 87 236 750 actions ordinaires au nominal de 16 euros entièrement libérées, contre 90 295 788 actions au 31 décembre 1998. La diminution du nombre d'actions correspond au solde résultant, d'une part, de l'émission de 1 174 234 actions réservées aux salariés dans le cadre du Plan d'Épargne du Groupe et de la souscription de 281 516 actions par exercice d'autant d'options de souscription, et, d'autre part, de l'annulation de 4 514 788 actions par l'Assemblée Générale Mixte du 24 juin 1999.

Au 31 décembre 1999, les principaux actionnaires sont, à la connaissance du Conseil d'administration :

<i>(en pourcentage)</i>	Capital	Droits de vote
Plan d'Épargne du Groupe	4,1	5,8
Groupe BNP	3,2	6
Groupe Vivendi	1,6	3
Groupe AXA	2,3	2,2

La répartition du capital et des droits de vote a sensiblement évolué depuis 1997. Du fait de la mise en œuvre de la politique de décroisement des participations réciproques, Suez, qui détenait en janvier 1997 6,5 % du capital et 9,6 % des droits de vote, ne possède plus aucun titre Saint-Gobain depuis 1998 et Vivendi (ex-Compagnie Générale des Eaux) a fortement réduit sa participation dans Saint-Gobain, qui s'élevait à 8,3 % du capital et 11,4 % des droits de vote au 10 janvier 1997. Par ailleurs, le Plan d'Épargne du Groupe a vu sa participation tant en capital qu'en droits de vote f o r t e m e n t progresser de 1997 à 1999, puisqu'il n'en détenait alors que 2,7 % et 3 % respectivement. Enfin, à l'autocontrôle de 1,4 %, s'est ajoutée une autodétention liée au programme de rachat d'actions en cours depuis le début de 1999.

Autodétention et autocontrôle	4,1	0
-------------------------------	-----	---

Il n'existe pas d'autres actionnaires ayant déclaré le franchissement du seuil de 5 % des droits de vote que ceux indiqués dans ce tableau. A la connaissance de la Compagnie, il n'existe pas de pacte relatif au capital social. Le nombre d'actionnaires est estimé à environ 300 000.

A la même date, le nombre des droits de vote est de 90 313 989, pour un nombre d'actions s'établissant à 87 236 750. Compte tenu des options de souscription en cours (*) (440 564) et en l'absence d'autres titres donnant accès au capital, le capital potentiel -tous droits exercés - est composé de 87 677 314 actions.

Le pourcentage du capital détenu personnellement par les membres du Conseil d'administration est inférieur à 0,5 %. Il en est de même des membres de la Direction du Groupe. Il n'existe pas d'autre autodétention et autocontrôle que celui indiqué dans le tableau ci-dessus.

(*) Il s'agit d'options de souscription consenties antérieurement à 1997 ; depuis 1997, seules des options d'achat d'actions ont été attribuées.

ÉVOLUTION DU CAPITAL SUR CINQ ANS

	Montant du capital	Nombre d'actions	
5-95	8 162 392 700 F	81 623 927	Plan d'Épargne du Groupe : émission de 431 269 actions (à 497 F)
9-95	8 341 170 500 F	83 411 705	Paiement du dividende en actions : émission de 1 787 778 actions (à 547 F)
12-95	8 354 084 800 F	83 540 848	Souscription de 129 143 actions par exercice d'autant d'options de souscription
5-96	8 456 159 100 F	84 561 591	Plan d'Épargne du Groupe : émission de 1 020 743 actions (à 458 F)
9-96	8 642 912 100 F	86 429 121	Paiement du dividende en actions : émission de 1 867 530 actions (à 581 F)
12-96	8 664 221 600 F	86 642 216	Souscription de 213 095 actions par exercice d'autant d'options de souscription
5-97	8 737 321 300 F	87 373 213	Plan d'Épargne du Groupe : émission de 730 997 actions (à 620 F)
9-97	8 905 542 000 F	89 055 420	Paiement du dividende en actions : émission de 1 682 207 actions (à 723 F)
12-97	8 922 681 300 F	89 226 813	Souscription de 171 393 actions par exercice d'autant d'options de souscription
5-98	9 019 220 500 F	90 192 205	Plan d'Épargne du Groupe : émission de 965 392 actions (à 666 F)
12-98	9 029 578 800 F	90 295 788	Souscription de 103 583 actions par exercice d'autant d'options de souscription
6-99	1 307 722 916 €	85 781 000	Annulation de 4 514 788 actions
6-99	1 391 283 744 €	86 955 234	Plan d'Épargne du Groupe : émission de 1 174 234 actions (à 97 €)
12-99	1 395 788 000 €	87 236 750	Souscription de 281 516 actions par exercice d'autant d'options de souscription

AUTORISATIONS FINANCIÈRES

Aux termes des résolutions adoptées par l'Assemblée Générale Mixte du 24 juin 1999, le Conseil d'administration dispose jusqu'en août 2001 de la faculté d'émettre, s'il le juge opportun, toutes sortes de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Compagnie. Ces délégations ont été données pour un montant nominal maximum de sept cent soixante millions d'euros chacune, les montants n'étant pas cumulables, avec maintien ou avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

En outre, la même Assemblée a, pour la même durée de validité, renouvelé au Conseil d'administration les délégations antérieures à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux adhérents au Plan d'Épargne du Groupe, dans la limite d'un montant nominal de soixante-quatre millions d'euros, et de consentir des options d'achat d'actions, sans que celles-ci puissent excéder deux pour cent du capital social.

Enfin, cette Assemblée a autorisé le Conseil d'administration à annuler éventuellement jusqu'à 5 % du capital d'ici à juin 2001 (l'autorisation n'a pas été mise en œuvre au 30 mars 2000), et lui a par ailleurs donné l'autorisation expresse de faire usage des délégations d'augmentation de capital décrites ci-dessus en période d'offre publique visant les titres de la société, jusqu'à la réunion de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

PLAN D'ÉPARGNE DU GROUPE

Le Plan d'Épargne du Groupe (PEG) est un élément fort du contrat social dans le Groupe et constitue une voie privilégiée d'association des salariés à l'entreprise et de participation à ses résultats.

Deux formules du PEG ont été mises en œuvre en 1999, l'une à échéance de cinq ans, l'autre de dix ans.

Le montant total des souscriptions au PEG s'est élevé à 114 millions d'€, en augmentation de 16 % par rapport à 1998.

En France, près de 22 000 salariés ont souscrit en 1999 au PEG par l'intermédiaire d'un Fonds Commun de Placement d'Entreprise (FCPE), soit plus de la moitié des effectifs. Le PEG a été en outre proposé dans quinze autres pays européens : Allemagne, Autriche, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Portugal, Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, République Tchèque, Danemark, Finlande, Suède et Norvège.

En 2000, outre les deux formules à cinq et à dix ans précitées, le PEG comporte une formule nouvelle "Développement 2000" dite à effet de levier, qui permet de démultiplier l'investissement initial des salariés (dont le montant maximum est fixé à 1 000 €), et à échéance de cinq ans, de garantir un rendement annuel minimum ou, en cas de hausse du cours de l'action Saint-Gobain, une participation à cette hausse. Le nombre maximum d'actions Saint-Gobain pouvant être émises en 2000 au titre du PEG, toutes formules comprises, est de quatre millions, conformément à l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 24 Juin 1999.

PLANS D'OPTIONS SUR ACTIONS SAINT-GOBAIN

Les plans d'options sur actions Saint-Gobain sont arrêtés par le Conseil d'administration après examen et sur proposition du Comité des Mandataires, qui est composé de M. Bernard ESAMBERT, Président, et de MM. Jean-Louis BEFFA, Jacques-Louis LIONS et Bruno ROGER.

Outre la Direction Générale (8 personnes en 1999), l'attribution d'options concerne trois catégories de bénéficiaires :

- la catégorie A comprend les Directeurs de branches, les Délégués Généraux et les directeurs fonctionnels de la Compagnie qui sont membres du Comité de Liaison du Groupe (19 personnes en 1999) ;
- la catégorie B comprend les principaux responsables opérationnels et fonctionnels des branches et Délégations Générales (315 personnes en 1999) ;
- la catégorie C comprend des cadres à haut potentiel ainsi que des responsables ayant accompli une performance particulière (51 personnes en 1999).

Le nombre total de bénéficiaires en 1999 est ainsi de 393, ce qui représente une augmentation de 80 % par rapport à 1998. Dans chacune des catégories, le nombre d'options attribuées est individualisé en fonction des responsabilités exercées et des performances réalisées. Le nombre total d'options attribuées en 1999 est de 437 725, en augmentation de 36 % par rapport à 1998, soit 0,50 % du capital social à fin 1999.

Des plans d'options sur actions ont été approuvés annuellement par

le Conseil d'administration depuis 1987 ; les plans de 1987 à 1991 inclus sont aujourd'hui achevés étant donné que le délai maximum d'exercice des options de ces plans avait été fixé à cinq ans (huit ans à partir de 1992).

Depuis 1997, les plans ne portent plus sur des options de souscription d'actions nouvelles mais sur des options d'achat d'actions existantes pour l'exercice desquelles sont utilisées des actions conservées en autodétention.

Ramené à 5 % en 1998, le rabais sur le cours moyen de l'action au moment de l'attribution par le Conseil d'administration a été supprimé en 1999 : le prix d'achat correspond donc à 100 % de ce cours moyen, soit 162,53 €.

Les principales conditions arrêtées par le Conseil pour l'exercice des options sont les suivantes :

- le délai maximum de levée a été porté à dix ans,
- le délai minimum de levée est de trois ans ou de cinq ans selon les cas,
- le bénéfice des options est perdu en cas de départ du Groupe avant leur levée sauf accord exprès de la Direction Générale.

Enfin, en application d'une décision du Conseil d'administration de 1997, les bénéficiaires de la Direction Générale et de la catégorie A devaient détenir au nominatif à fin 1999 au moins 400 actions Saint-Gobain et doivent accroître leur détention de 100 actions au moins chacune des années suivantes ; les principaux autres bénéficiaires de la catégorie B doivent détenir pour leur part au moins 100 actions en permanence au nominatif.

Il n'existe pas d'autres plans d'options de souscription ou d'achat portant sur les actions de sociétés du Groupe cotées ou non cotées,

Le tableau ci-dessous récapitule les données relatives aux plans d'options en vigueur :

Date d'Assemblée	14.06.1991 11.06.1992	14.06.1991 11.06.1992	14.06.1991 11.06.1992	13.06.1995	13.06.1995	25.06.1997	25.06.1998	24.06.1999
Date du Conseil d'administration	17.09.1992	18.11.1993	15.09.1994	16.11.1995	21.11.1996**	20.11.1997	19.11.1998	18.11.1999
Nature des options	souscription	souscription	souscription	souscription	souscription	achat	achat	achat
Nombre total d'actions pouvant être obtenues	210 108*	207 213*	210 775	208 790	303 690	296 865	321 995	437 725
Dont :								
• nombre d'actions pouvant être obtenues par les membres de la Direction du Groupe ***	67 465	71 400	78 700	83 800	121 200	137 600	137 000	134 500
• nombre de dirigeants concernés	16	15	15	14	20	19	19	19
Point de départ d'exercice des options	17.09.1994	18.11.1995	15.09.1996	16.11.1997	21.11.1998	20.11.1999 ou 20.11.2002	19.11.2001 ou 19.11.2003	18.11.2002 ou 18.11.2004
Date d'expiration	16.09.2000	17.11.2001	14.09.2002	15.11.2003	20.11.2004	19.11.2005	18.11.2006	17.11.2009
Prix de souscription/d'achat	407,33*	434,88*	535 F	460 F	562 F	747 F	775 F	162,53 €
Rabais sur cours moyen	20 %	20 %	20 %	20 %	20 %	10 %	5 %	0 %
Nombre d'options non levées au 31/12/1999	12 123	22 156	33 965	115 795	256 520	291 165	321 995	437 725

(*) Après ajustement, compte tenu de l'augmentation de capital de mars 1994.

(**) A partir de 1996, les plans prennent en compte l'intégration du groupe Poliet dans le Groupe Saint-Gobain.

(***) La liste nominative des 19 personnes composant la Direction du Groupe figure aux pages 63 et 64.

DÉCROISEMENTS ET RACHAT D' ACTIONS SAINT-GOBAIN

En 1998, la Compagnie et Suez Lyonnaise des Eaux avaient procédé au décroisement complet de leurs participations réciproques.

En 1999, le Groupe a poursuivi sa politique de décroisement des participations réciproques en rachetant à Vivendi 3 millions d'actions Saint-Gobain et en lui cédant 4 700 000 actions Vivendi, au terme d'opérations réalisées le 30 avril 1999 conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 1998 (note d'information du 16 septembre 1998, visa n° 98-743 de l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 1998) (COB). La Compagnie a en outre cédé, le 16 février 2000, 4 millions d'actions Vivendi, société dont elle ne détenait plus à cette dernière date que 2,09 % du capital et 4,05 % des droits de vote.

Par ailleurs, la Compagnie a acheté sur le marché 1 544 000 de ses actions au cours de l'exercice 1999, ainsi que 165 000 actions supplémentaires en février 2000, sur la base de l'autorisation précitée et de celle qui a été accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 24 juin 1999 (note d'information du 9 juin 1999 visa n° 99-575 de la COB).

TITRES PARTICIPATIFS

En juin 1983, la Compagnie de Saint-Gobain a réalisé une émission de titres participatifs de 700 millions de francs français assortis de bons de souscription permettant la souscription d'un nouveau montant de 700 millions de francs français de titres participatifs. Au total, 1 288 299 titres participatifs de 1 000 francs français ont été émis. Leur nominal est maintenant fixé à 152,45 € depuis la conversion en euros intervenue l'an dernier.

La rémunération de ces titres participatifs en francs français a toujours atteint le plafond contractuellement fixé, soit 125 % du TMO. Compte tenu des résultats de 1999, elle se maintiendra à ce plafond en 2000. La rémunération est en effet comprise entre 75 et 125 % du TMO, en fonction des résultats consolidés de Saint-Gobain. Le montant versé par titre en 1999 au titre de l'exercice 1998 s'est élevé à 60,08 francs.

En avril 1984, la Compagnie de Saint-Gobain a également réalisé une émission de titres participatifs de 100 millions d'écus, assortis de bons de souscription permettant la souscription d'un montant égal de titres participatifs en écus. Au total, 194 633 titres participatifs de 1 000 écus ont été émis. Leur nominal est maintenant de 1000 €.

La rémunération de ces titres participatifs en écus est composée d'une partie fixe applicable à 60 % du titre et égale à 7,5 % l'an, d'une part, et d'une partie variable applicable à 40 % du titre, liée au bénéfice net consolidé de l'exercice précédent dans les limites fixées par le contrat d'émission, d'autre part. Au total, la rémunération évolue, selon le résultat net consolidé, entre TMOE - 0,50 % et TMOE + 1,75 %. Le montant versé par titre en 1999 s'est élevé à 67,05 €, payés en deux fois.

La période de souscription des titres participatifs en francs français

est close depuis janvier 1988, et celle des titres participatifs en écus depuis février 1987.

53 392 titres participatifs en francs français ont été échangés à la Bourse de Paris en 1999.

Il n'y a pas d'autres titres Saint-Gobain négociés sur un marché que les actions et les titres participatifs.

POLITIQUE D'INFORMATION

Le Service des Relations avec les Actionnaires est à la disposition de toutes personnes souhaitant s'informer sur la vie du Groupe. Sur simple demande, il assure également l'envoi régulier d'une Lettre aux Actionnaires, ainsi qu'un Guide de l'Actionnaire.

Saint-Gobain

Service des Relations avec les Actionnaires

Les Miroirs

92096 La Défense Cedex

N° Vert 0800 32 33 33

Au cours de l'année 1999, la Compagnie de Saint-Gobain est allée de nouveau à la rencontre de ses actionnaires, en réunissant plus de 2 000 d'entre eux à Marseille, en avril, et à Toulouse, en octobre, et en participant, aux Journées Investir, pour la quatorzième année consécutive, en mars à Grenoble et en octobre à Montpellier, aux Forums de l'Investissement en octobre à Paris et en décembre à Lille, ainsi qu'au second Salon Actionaria en novembre à Paris. D'autres réunions d'information ont également été organisées, tant à Paris qu'en province en liaison avec la Société des Bourses Françaises (SBF) et la Fédération Nationale des Clubs d'Investissement (FNACI), ainsi que sur les différentes places européennes où le titre est coté, et aux États-Unis, au Canada et au Japon.

Le Service Minitel 3615 code GOBAIN (1,01 F/mn) permet aux actionnaires, analystes financiers, sociétés de Bourse, gérants de portefeuille ou particuliers, de se tenir au courant des événements du Groupe, de connaître le cours de l'action ou de dialoguer avec lui.

La Compagnie de Saint-Gobain dispose d'un site Internet, destiné également à présenter le Groupe et ses activités. Son adresse est :

www.saint-gobain.com

Une adresse de messagerie est à la disposition des actionnaires :

actionnaires@saint-gobain.com

Depuis 1998, la Compagnie de Saint-Gobain met aussi à la disposition de ses actionnaires, par l'intermédiaire de la Banque Nationale de Paris, des services complémentaires pour améliorer la gestion de leurs titres inscrits au nominatif pur. Pour tous renseignements, s'adresser au Service des Relations avec les Actionnaires de la Compagnie de Saint-Gobain ou à la :

Banque Nationale de Paris

CETT/TNE

Actionnariat Saint-Gobain

Dirigeants et Gouvernement d'entreprise

La Compagnie de Saint-Gobain adhère aux principes du gouvernement d'entreprise énoncés par les Comités ^(*) présidés par M. VIÉNOT et met en oeuvre l'ensemble des recommandations que ces Comités ont émises.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de la Compagnie de Saint-Gobain est ainsi composé ⁽¹⁾ :

JEAN-LOUIS BEFFA

Président-Directeur Général.

Agé de 58 ans, M. BEFFA est également Administrateur de Vivendi, de la Banque Nationale de Paris, du Groupe Bruxelles Lambert, de plusieurs filiales du Groupe Saint-Gobain et d'Essilor International. Il détient 40 000 actions Saint-Gobain.

Les Miroirs - 92096 La Défense Cedex

ISABELLE BOUILLLOT

Directeur Général Adjoint de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Agée de 51 ans, Mme BOUILLLOT est également Administrateur de La Poste et de la société Accor. Elle détient 200 actions Saint-Gobain.

56 rue de Lille - 75007 Paris

ROLF-E. BREUER

Président du Directoire de Deutsche Bank.

Agé de 62 ans, de nationalité allemande, M. BREUER est également Président du Conseil de Surveillance de Deutsche Börse AG, Vice-Président du Conseil de Surveillance de Siemens AG, Membre du Conseil de Surveillance de Deutsche Lufthansa AG, Veba AG et Münchner Rückversicherungs-Gesellschaft AG,

membre du Conseil d'administration de Landwirtschaftliche Rentenbank. Il détient 1 129 actions Saint-Gobain.

Taunusanlage 12, D-60262 Frankfurt am Main (Allemagne)

BERNARD ESAMBERT

Vice-Président du Conseil de Surveillance de Lagardère Groupe.

Agé de 65 ans, M. ESAMBERT est également Président du Conseil de Surveillance de Arjil, Vice-Président de Bolloré, Administrateur de Hachette Filipacchi Medias et de Pierre Fabre SA. Il détient 622 actions Saint-Gobain.

31-32, quai de Dion-Bouton - 92811 Puteaux Cedex

PIERRE FAURRE

Président-Directeur Général de Sagem SA.

Agé de 58 ans, M. FAURRE est également membre du Conseil de Surveillance de Suez Lyonnaise des Eaux, Administrateur de la Société Générale et de Pernod Ricard, Président du Conseil d'administration de l'École Polytechnique. Il détient 1 008 actions Saint-Gobain.

6, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16

ERIC D'HAUTEFEUILLE ⁽²⁾

Directeur Général de la Compagnie de Saint-Gobain.

Agé de 60 ans, M. d'HAUTEFEUILLE est également Administrateur de Gaz de France, de plusieurs filiales du Groupe Saint-Gobain et d'Essilor International. Il détient 1 000 actions Saint-Gobain.

Les Miroirs - 92096 La Défense Cedex

* M. Jean-Louis BEFFA a été membre de ces deux comités.

(1) Tous les renseignements sont donnés au 1er mars 2000. Pour chaque Administrateur sont indiqués, s'il y a lieu, ses principaux mandats dans d'autres sociétés à la même date. Jusqu'au 4 juin 1999, MM. Gilles de CAMBRONNE et Eric MONNIER étaient également administrateurs.

(2) Depuis le 24 juin 1999, en remplacement de M. Olivier LECERF.

José-Luis LEAL MALDONADO

Président de l'Association espagnole des Banques.

Agé de 60 ans, M. LEAL MALDONADO est également Administrateur de Cristaleria Española, de CEPSA et d'Alcatel España. Il détient 1 000 actions Saint-Gobain.

C/Velasquez, 64-6e E-28001 Madrid (Espagne)

JACQUES-LOUIS LIONS

Professeur au Collège de France, ancien Président de l'Académie des Sciences.

Agé de 71 ans, M. LIONS est également Administrateur de Pechiney, de Thomson Multi Média et de Dassault Systèmes. Il détient 227 actions Saint-Gobain.

3 rue d'Ulm - 75231 Paris Cedex 05

JEAN-MAURICE MALOT

Président de l'Association des Actionnaires Salariés et Anciens Salariés, et du Conseil de Surveillance des Fonds Communs de Placement du Plan d'Épargne du Groupe. M. MALOT est âgé de 60 ans. Il détient (par l'intermédiaire du Plan) plus de 200 actions Saint-Gobain.

Les Miroirs – 92096 La Défense Cedex

JEAN-MARIE MESSIER

Président-Directeur Général de Vivendi et de Cegetel.

Agé de 43 ans, M. MESSIER est également Administrateur de LVMH, Canal +, UGC, BNP, Alcatel et Daimler Chrysler. Il détient 205 actions Saint-Gobain.

42, avenue de Friedland – 75008 Paris

GÉRARD MESTRALLET

Président du Directoire de Suez Lyonnaise des Eaux.

Agé de 50 ans, M. MESTRALLET est également Président du Conseil d'administration de Tractebel, membre du Conseil de Surveillance d'AXA, de Casino, de Crédit Agricole Indosuez et de Société du Louvre, Administrateur de Sagem SA. Il détient 210 actions Saint-Gobain.

1, rue d'Astorg - 75008 Paris

MICHEL PÉBEREAU

Président-Directeur Général de la Banque Nationale de Paris et Président du Directoire de Paribas.

Agé de 58 ans, M. PÉBEREAU est également Administrateur de Lafarge et Elf, membre du Conseil de Surveillance d'AXA, des Galeries Lafayette et de la Dresdner Bank, représentant permanent de la BNP au Conseil d'administration de Renault. Il détient 210 actions Saint-Gobain.

3, rue d'Antin - 75002 Paris

BRUNO ROGER

Membre du Comité Exécutif de Lazard, Senior Manager de Lazard Paris.

Agé de 66 ans, M. ROGER est également Président Directeur Général de Financière et Industrielle Gaz et Eaux, Vice-Président

Directeur Général d'Eurafrance, Administrateur de Sofina et Thomson CSF, membre du Conseil de Surveillance d'AXA, de Cap Gemini et de Pinault Printemps Redoute. Il détient 12 010 actions Saint-Gobain.

121, boulevard Haussmann - 75008 Paris

Secrétaire du Conseil : **BERNARD FIELD**, Secrétaire Général de la Compagnie de Saint-Gobain.

AU SEIN DU CONSEIL :

- MM. BEFFA et d'HAUTEFEUILLE sont les seuls administrateurs exerçant des fonctions exécutives dans le Groupe;
- MM. MALOT, MESSIER, PÉBEREAU et ROGER représentent des actionnaires détenant plus de 0,5 % du capital de la Compagnie;
- Mme BOUILLOT, MM. BREUER, ESAMBERT, FAURRE, LEAL MALDONADO, LIONS et MESTRALLET sont des administrateurs indépendants au sens du Rapport Viénot (sans lien de capital, d'intérêts ou d'affaires avec la Compagnie ou les sociétés du Groupe);

RENOUVELLEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les dates d'entrée en fonction des administrateurs sont les suivantes :

- MM. BEFFA, ESAMBERT et ROGER : février 1987;
- M. FAURRE : juin 1988;
- MM. BREUER et PÉBEREAU : juin 1993;
- M. LIONS : septembre 1994;
- M. MESTRALLET : novembre 1995;
- MM. MALOT et MESSIER : juin 1997;
- Mme BOUILLOT et M. LEAL MALDONADO : juin 1998.
- M. d'HAUTEFEUILLE : juin 1999.

Les dates d'expiration du mandat des administrateurs sont les suivantes :

- MM. ESAMBERT, MALOT, MESSIER et MESTRALLET : Assemblée annuelle de 2003.
- Mme BOUILLOT, MM. BEFFA, LEAL MALDONADO et LIONS : Assemblée annuelle de 2004.
- MM. BREUER, FAURRE, d'HAUTEFEUILLE, PÉBEREAU et ROGER : Assemblée annuelle de 2005.

Sur proposition du Comité des Mandataires, le Conseil d'administration a décidé de soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale du 29 juin 2000 la nomination en qualité d'Administrateur de M. Daniel BERNARD, Président-Directeur Général de Carrefour, pour une durée de six ans venant à expiration lors de l'Assemblée annuelle de 2006. M. Daniel BERNARD, si l'Assemblée Générale approuve cette proposition, fera partie des administrateurs indépendants.

RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration a tenu sept réunions au cours de l'exercice 1999. Chacune de ces réunions a été tenue avec la présence effective d'au moins 12 administrateurs (sur 15) au premier semestre, et d'au moins 10 administrateurs (sur 13) au second semestre ; le nombre total d'administrateurs en fonction a été en effet ramené de 15 à 13 en juin 1999.

COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité des Comptes

M. Michel PÉBEREAU, Président,

Mme Isabelle BOUILLOT,⁽¹⁾

M. Pierre FAURRE.

Le Comité s'est réuni quatre fois en 1999. L'ensemble des membres du Comité ont été présents à toutes les réunions, à l'exception de l'une d'entre elles (2 présents sur 3).

Lors de chacune de ses réunions, il a entendu la Direction Générale, la Direction Financière et les Commissaires aux Comptes.

Il a en premier lieu procédé à l'examen préalable approfondi des comptes consolidés annuels estimés (janvier), des comptes sociaux et consolidés annuels (mars) et des comptes consolidés semestriels estimés (juillet) et définitifs (septembre).

Il a examiné chaque fois, en présence des Commissaires aux Comptes, le relevé dressé par ceux-ci des principaux points discutés avec la Direction Financière lors de l'établissement de ces comptes.

En outre, le Comité a principalement examiné le rapport sur les opérations de trésorerie au 31 décembre 1998, le rapport d'activité du service d'audit interne pour 1998 et pour les deux premiers trimestres 1999, et suivi régulièrement l'avancement des travaux informatiques liés au passage à l'an 2000.

Le Comité a rendu compte de ses diligences au Conseil d'administration dans ses séances des 28 janvier, 25 mars, 22 juillet et 23 septembre 1999.

Comité des Mandataires

M. Bernard ESAMBERT, Président,

M. Jean-Louis BEFFA,^(*)

M. Jacques-Louis LIONS,

M. Bruno ROGER.

Le Comité s'est réuni quatre fois en 1999. L'ensemble des membres du Comité ont été présents à toutes les réunions, à l'exception de l'une d'entre elles (3 présents sur 4).

Dans ces séances, il a examiné plus particulièrement les propositions relatives à la composition du Conseil d'administration qui ont été soumises à l'Assemblée Générale Mixte du 24 juin

1999, les règles de fonctionnement interne du Conseil, les modalités de rémunération des mandataires sociaux avec le concours d'un consultant spécialisé et la politique d'attribution d'options sur actions Saint-Gobain ainsi que les attributions d'options aux membres de la Direction du Groupe.^(**)

Le Président du Comité a rendu compte de ces délibérations au Conseil d'administration dans ses séances des 25 mars, 22 juillet et 18 novembre 1999.

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

L'Assemblée Générale Mixte du 13 juin 1995 a fixé à 0,32 million d'euros le montant annuel maximum des jetons de présence alloués aux administrateurs.

Le Conseil d'administration a décidé de répartir ce montant selon les règles suivantes :

- le Président et le Directeur Général de la Compagnie ne perçoivent pas de jetons de présence;
- chacun des autres membres du Conseil d'administration se voit allouer de manière forfaitaire la somme annuelle de 19 055 €, les règlements étant faits semestriellement, à semestre échu;
- en outre, chaque Administrateur, Président ou membre du Comité des Comptes ou du Comité des Mandataires, se voit allouer la somme de 1 524 € par présence effective à chacune des réunions de ces Comités.

Le montant des jetons de présence effectivement versés au titre de l'exercice 1999 s'est élevé à 0,26 million d'euros (0,28 million d'euros au titre de l'exercice 1998).

Dans les sociétés du Groupe autres que la Compagnie, les jetons de présence qui sont alloués aux administrateurs représentant le Groupe - et notamment aux membres de la Direction du Groupe - sont soit reversés à leur société employeur, soit versés directement à celle-ci.

Dans les sociétés extérieures au Groupe dans lesquelles celui-ci détient des participations, les jetons de présence qui sont alloués au Président de la Compagnie à raison de ses fonctions d'Administrateur de ces sociétés, sont également intégralement reversés à la Compagnie.

(1) Depuis le 24 juin 1999, en remplacement de M. Olivier LECERF.

(*) M. Jean-Louis BEFFA ne siège pas au Comité lorsqu'il est personnellement concerné.

(**) La description de la politique d'attribution d'options sur actions et les caractéristiques des plans d'options en vigueur figurent à la page 58.

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Les rémunérations des membres de la Direction du Groupe sont déterminées comme précédemment avec le double objectif de les situer correctement au regard des rémunérations en vigueur dans des groupes industriels comparables, et de les structurer de façon à les lier à l'action personnelle de ces dirigeants.

La définition des rémunérations s'appuie notamment sur des études spécifiques réalisées à la demande de la Direction Générale par des consultants spécialisés dans ce domaine, études qui permettent de situer les deux objectifs précités. Pratiques de longue date dans les filiales nord-américaines du Groupe, de telles consultations procurent dans le cadre national une information concrète qui permet de tenir compte du contexte géographique dans lequel s'exercent les responsabilités en cause.

Depuis plusieurs années déjà, les rémunérations des dirigeants comportent une part variable dépendant directement de l'action personnelle du dirigeant dans la conduite du secteur dont il est chargé.

La généralisation progressive de ce système dans l'ensemble des pays européens induit la mise en place de formules prenant en compte des données quantifiables comme le retour sur actifs nets ("ROA") ou le retour sur investissements ("ROI"), et également des objectifs plus qualitatifs comme le développement de tel type d'activité.

La rémunération des dirigeants est donc clairement liée à une gestion par objectifs nécessitant l'engagement personnel très marqué de la part de chacun d'eux, et peut connaître des variations significatives d'une année à l'autre en fonction des résultats obtenus.

Le montant global des rémunérations brutes directes et indirectes perçues en 1999 des sociétés françaises et étrangères du Groupe par les membres de la Direction du Groupe, telle que définie ci-après, s'est élevé à 11,7 millions d'euros (le montant perçu en 1998 était de 11 millions d'euros), dont 4,3 millions (3,2 en 1998) constituant la part variable brute de ces rémunérations.

Direction du Groupe

DIRECTION GÉNÉRALE

Jean-Louis BEFFA (*)
Président-Directeur Général

Eric d'HAUTEFEUILLE (*)
Administrateur-Directeur Général

Gian-Paolo CACCINI
Directeur Général Adjoint

Emile FRANÇOIS
Directeur Général Adjoint

Claude PICOT
Directeur Général Adjoint

Jean-François PHELIZON (*)
Directeur Général Adjoint

Robert PISTRE
Conseiller du Président

Bernard FIELD (*)
Secrétaire Général

(*) Membres du Comité exécutif.

DIRECTIONS FONCTIONNELLES

Jean-Claude LEHMANN
Directeur de la Recherche

Paul NEETESON (*)
Directeur du Développement International

Hervé GASTINEL
Directeur du Plan

Jean-Paul GELLY
Directeur des Ressources Humaines

DIRECTEURS DE BRANCHE

Jacques ASCHENBROICH
Directeur de la Branche Vitrage

Gian-Paolo CACCINI
Directeur de la Branche Abrasifs

Roberto CALIARI (*)
Directeur de la Branche Renforcement

Pierre-André de CHALENDAR (*)
Directeur de Branche Délégué pour la Branche Distribution Bâtiment au Royaume-Uni et aux États-Unis

Gilles COLAS
Directeur de la Branche Matériaux de Construction

Philippe CROUZET
Directeur de la Branche Céramiques Industrielles

Peter DACHOWSKI
Directeur de la Branche Isolation

Emile FRANÇOIS
Directeur de la Branche Distribution Bâtiment

Claude PICOT
Directeur de la Branche Conditionnement

Christian STREIFF
Directeur de la Branche Canalisation

DÉLÉGUÉS GÉNÉRAUX

Jean-Claude BREFFORT

Délégué Général
au Brésil et en Argentine

Gian-Paolo CACCINI

Délégué Général
aux États-Unis et au Canada

Benoît CARPENTIER ⁽³⁾

Délégué Général au Benelux

Pierre-André de CHALENDAR ⁽³⁾

Délégué Général
au Royaume-Uni et République d'Irlande

Thierry FULCONIS

Délégué Général en Italie et en Grèce

Lars GRÄNSE

Délégué Général pour
les Pays Nordiques et les pays Baltes

Jean LARONZE

Délégué Général en Pologne

Guy ROLLI

Délégué Général au Mexique,
au Venezuela et en Colombie

Pierre TRACOL ⁽²⁾

Délégué Général en Espagne,
Portugal et Maroc

Marc VAN OSSEL

Délégué Général en Allemagne
et en Europe Centrale

(1) Depuis le 1^{er} septembre 1999.

(2) Depuis le 1^{er} octobre 1999.

(3) Le 27 mars 2000, M. Pierre-André de CHALENDAR a été nommé Directeur de Branche Délégué pour la Branche Distribution Bâtiment au Royaume-Uni et aux États-Unis, Délégué Général au Royaume-Uni et en République d'Irlande, M. Gian-Paolo CACCINI, Directeur de la Branche Abrasifs et M. Benoît CARPENTIER, Délégué Général au Benelux.

CONTRÔLE EXTERNE DE LA SOCIÉTÉ

Les Commissaires aux comptes de la Compagnie sont :

- Le Cabinet Befec – Price Waterhouse, membre de PricewaterhouseCoopers, 11 rue Marguerite, 75017 PARIS représenté par M. Mike MORALEE, renouvelé dans ses fonctions le 25 juin 1998 pour une durée de six années.
- La Société d'Expertise Comptable Economique et Financière (SECEF), 3 rue de Turique, 54000 NANCY, représentée par M. Jacques TENETTE, entrée en fonction le 16 juin 1994 pour une durée de six années, et dont le renouvellement du mandat est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 29 juin 2000.

ÉTABLISSEMENTS ASSURANT LE SERVICE FINANCIER

- BNP Paribas
- Lazard Frères & Cie
- Crédit Commercial de France
- Crédit Lyonnais
- Société Générale
- Crédit Agricole Indosuez
- Caisse des Dépôts et Consignations
- CIC Paris
- Caisse Nationale de Crédit Agricole
- Caisse Centrale des Banques Populaires
- Morgan et Cie SA
- Banque Worms
- Crédit du Nord
- Banque Générale du Phénix
- Deutsche Bank AG
- Crédit Suisse First Boston
- Dresdner KB
- Banque Bruxelles Lambert
- Société Générale de Banque
- ABN Amro Bank
- Unicredito Italiano
- Enskilda Fondkommission
- Banque Degroof

Statuts

Société anonyme de nationalité française régie par les dispositions de la loi sur les sociétés commerciales du 24 juillet 1966, la Compagnie de Saint-Gobain a pour siège social Les Miroirs, 18, avenue d'Alsace, 92400 COURBEVOIE et est immatriculée sous le n° 542039532 R.C.S. NANTERRE (Code APE 741J), Siret : 54203953200040.

Son objet social résumé est, généralement, tant en France qu'à l'étranger, la réalisation et la gestion de toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant aux activités industrielles et d'entreprise, notamment par l'intermédiaire de filiales ou participations, françaises ou étrangères (article 3 des statuts). L'exercice social s'étend du 1er janvier au 31 décembre. La durée de la Société expirera le 31 décembre 2040, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Les documents relatifs à la société peuvent être consultés au siège social, Les Miroirs, 18, avenue d'Alsace, 92400 COURBEVOIE, Service des Relations avec les Actionnaires.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES DES STATUTS

Ces dispositions sont ci-après résumées :

Capital social

Les statuts prévoient l'obligation de déclaration à la société de la détention di-recte, indirecte ou de concert de titres représentant au moins 0,50 % du capital social ou des droits de vote, ou tout multiple de ce pourcentage. La même obligation s'applique lorsque la participation directe, indirecte ou de concert, devient inférieure à chacun de ces seuils. La violation de cette obligation peut être sanctionnée par la privation des droits de vote excédant la fraction non déclarée, pendant une durée de deux ans à compter de la date de régularisation, si un ou plusieurs actionnaires détenant au moins trois pour cent du capital social ou des droits de vote en font la demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale (décisions des AGM du 23 juin 1988 et du 15 juin 1990).

En outre, la société peut demander communication des renseignements relatifs à la composition de son actionnariat et à la détention de ses titres conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Administration de la société

La Société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins et de quatorze au plus.

Chaque administrateur doit être propriétaire de deux cents actions au moins.

(Assemblée Générale Mixte du 24 juin 1999)

Assemblées générales

Tout actionnaire peut participer aux assemblées générales, personnellement ou par mandataire, à la condition de justifier de son identité et de la propriété de ses actions, sous la forme et aux lieux indiqués dans l'avis de convocation, au plus tard cinq jours avant la date de la réunion de l'Assemblée Générale, le tout conformément à ce que la loi dispose pour la participation des actionnaires aux assemblées générales. Toutefois, le Conseil d'administration peut abréger ou supprimer ce délai à condition que ce soit au profit de tous les actionnaires.

Tout titulaire d'actions ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire. Les personnes morales actionnaires participent aux assemblées par leurs représentants légaux ou par toute personne désignée à cet effet par ces derniers.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans toutes les assemblées d'actionnaires. Chaque actionnaire a droit à autant de voix qu'il possède ou représente d'actions sans limitation.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans, au nom d'un même actionnaire. En outre, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, un droit de vote double est attribué, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit (décision de l'AGM du 27 février 1987).

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou

de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai prévu à l'alinéa précédent.

Le vote par correspondance s'exerce selon les conditions et modalités fixées par les dispositions législatives et réglementaires.

Répartition du bénéfice

Sur le bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement de cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve prescrit par la loi. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours si la réserve vient à être inférieure à ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice distribuable, il est prélevé successivement par l'Assemblée Générale :

1. Les sommes reconnues utiles par le Conseil d'administration pour constituer des fonds de prévoyance ou de réserve extraordinaire, ou pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant.

2. Sur le surplus, s'il en existe, la somme nécessaire pour servir aux actionnaires, à titre de premier dividende, cinq pour cent des sommes dont leurs titres sont libérés et non amortis sans que, si le bénéfice d'une année ne permet pas ce paiement, celui-ci puisse être réclamé sur le bénéfice des années suivantes.

3. Le solde disponible après ces prélèvements est réparti entre les actionnaires.

L'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement en numéraire ou en actions.

CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

Aucune convention nouvelle relevant de l'article 101 de la loi sur les sociétés n'a été conclue au cours de l'exercice 1999.

FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

À la connaissance de la société, il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige ayant eu dans un passé récent ou susceptible d'avoir une incidence sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine du Groupe.

Bourse

Cotée au Premier Marché de la Bourse de Paris, où elle est, au 31 décembre 1999, la vingt quatrième capitalisation boursière française (16 272 millions d'euros, soit 106 739 millions de F) et au seizième rang des valeurs les plus actives de cette Bourse avec une moyenne de 335 122 actions échangées quotidiennement en 1999, l'action Saint-Gobain est également présente sur les principales bourses européennes : Francfort, Londres, et Zurich (depuis 1987), Amsterdam, Bruxelles et Stockholm (depuis 1988). Les transactions

sur ces marchés ont également été importantes, notamment à la Bourse de Londres. Par ailleurs, l'action Saint-Gobain a fait partie de l'indice des 50 valeurs européennes ("DJ Euro Stoxx 50") de son lancement en 1998 au 20 mars 2000.

L'action Saint-Gobain sert aussi de support aux marchés des options négociables de la Bourse de Paris (MONEP) et de la Bourse de Londres. A la Bourse de Paris, les volumes traités sur les options Saint-Gobain ont atteint 894 091 lots en 1999, contre 523 640 lots en 1998.

COURS EXTRÊMES

(Offre publique de vente de la privatisation à 310 F en novembre 1986)

Année	Plus haut		Plus bas		Dernier cours de l'année		Rendement du dividende sur le dernier cours de l'année antérieure
	en €	en francs	en €	en francs	en €	en francs	
1995	104,28	684	78,82	517	81,41	534	3,79 %
1996	116,62	765	81,87	537	111,90	734	4,63 %
1997	144,67	949	109,46	718	130,34	855	3,47 %
1998	182,48	1 197	99,70	654	120,28	789	3,25 %
1999	189,90	1 246	103,10	676	186,70	1 225	3,99 %

D'autres sociétés du Groupe sont admises aux négociations d'une Bourse de valeurs : Lapeyre à Paris, Cristaleria Española à Madrid, Oberland Glas à Francfort, Munich et Stuttgart, Barbará à Rio de Janeiro et à São Paulo, Brasilit et Santa Marina à São Paulo.

La société Poliet, cotée au premier marché, marché au comptant de la Bourse de Paris, a fait l'objet en avril 1999, d'une Offre Publique de Retrait, suivie d'un Retrait obligatoire.

Société consolidée par intégration globale dans les Comptes du Groupe depuis le 1er janvier 1999, Essilor International est également cotée au Premier Marché de la Bourse de Paris.

DIVIDENDES

Année	Nombre de titres rémunérés	Revenu par action =		revenu global	en €
		Dividende	+ avoir fiscal	en francs	
1995	83 540 848 actions	16,50	8,25	24,75	3,77
1996	86 642 216 actions	17,00	8,50	25,50	3,89
1997	89 226 813 actions	18,50	9,25	27,75	4,23
1998	90 295 788 actions	20,99	10,50	31,49	4,80
1999	87 236 750 actions	23,61	11,81	35,42	5,40

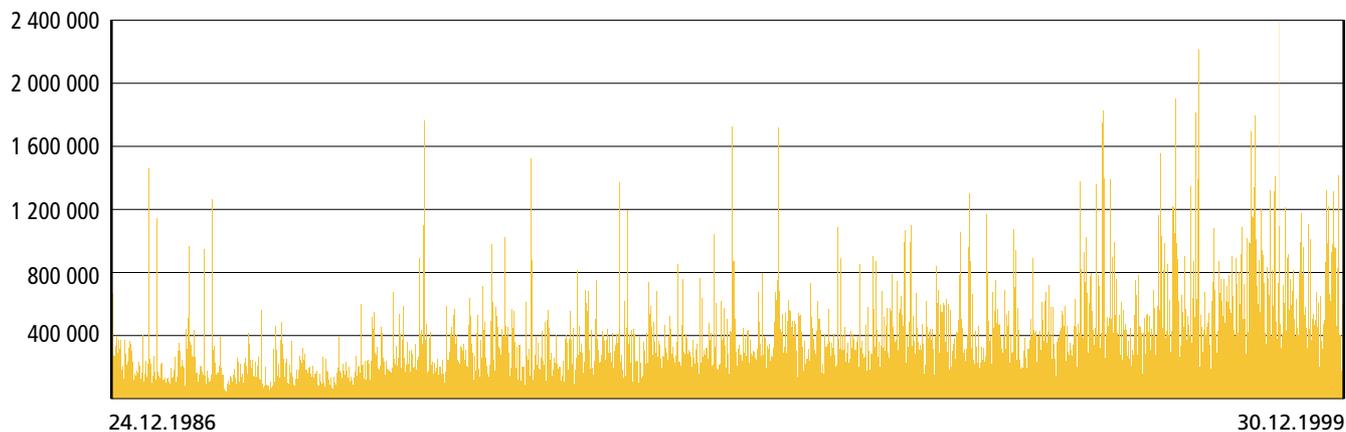
Les dividendes non réclamés dans un délai de cinq ans à compter de la date de leur mise en paiement sont prescrits et sont alors reversés à l'État.

TRANSACTIONS DEPUIS JANVIER 1999

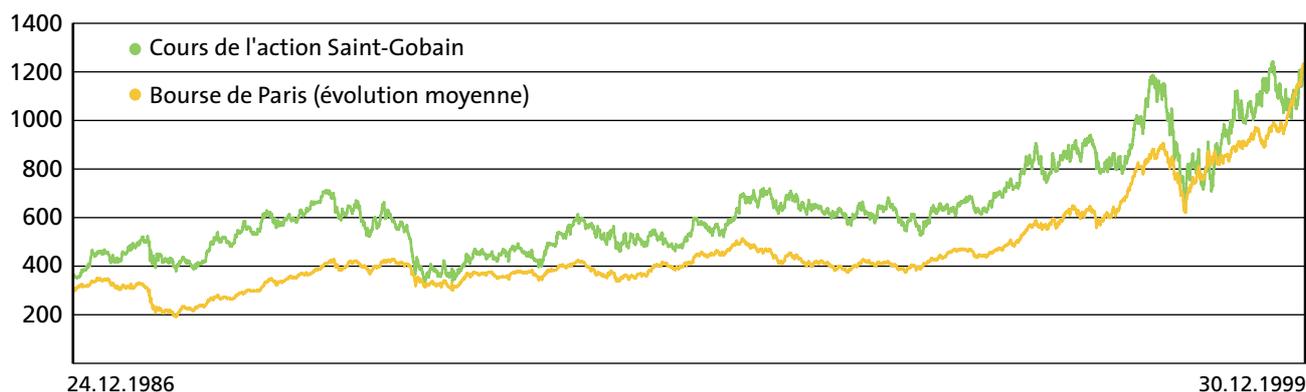
Bourse de Paris	En nombre de titres	En capitaux		Plus haut		Plus bas	
		milliers d'€	milliers de F	en €	en F	en €	en F
1999							
Janvier	9 635 007	1 151 659	7 554 388	139,80	917	103,10	676
Février	7 845 732	1 051 757	6 899 074	145,90	957	123,90	813
Mars	7 199 788	1 042 057	6 835 446	153,90	1 010	135,20	887
Avril	6 719 409	1 079 954	7 084 034	171,90	1 128	143,10	939
Mai	9 069 546	1 431 443	9 389 651	165,90	1 088	145,00	951
Juin	5 825 441	923 200	6 055 795	165,00	1 082	149,50	981
Juillet	6 318 854	1 039 601	6 819 336	171,80	1 127	152,50	1 000
Août	6 320 386	1 118 500	7 336 879	187,80	1 232	167,10	1 096
Septembre	5 400 467	958 444	6 286 981	189,90	1 246	166,10	1 090
Octobre	5 231 715	866 934	5 686 714	178,00	1 168	157,10	1 031
Novembre	7 762 872	1 270 038	8 330 903	174,80	1 147	152,50	1 000
Décembre	6 087 268	1 043 083	6 842 176	189,80	1 245	157,60	1 034
Totaux	83 416 485	12 976 670	85 121 375				
2000							
Janvier	7 231 073	1 238 843	8 126 277	195,70	1 284	143,30	940
Février	10 215 388	1 470 557	9 646 222	156,00	1 023	129,60	850
Mars (au 29)	9 295 671	1 237 130	8 115 041	144,90	950	121,00	794

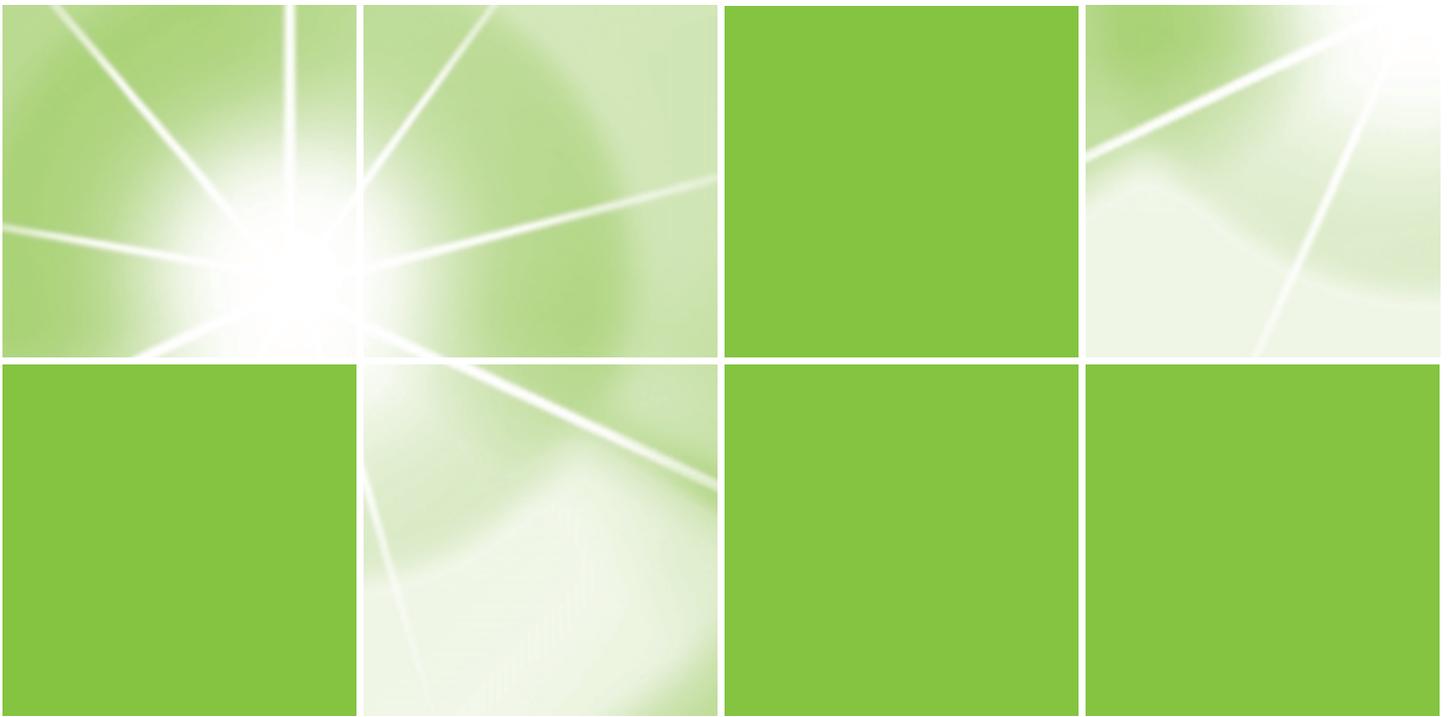
Selon les statistiques fournies par le London Stock Exchange, 21,25 millions de titres ont été échangés à la Bourse de Londres en 1999. A la Bourse de Francfort, les volumes atteignent 638 000 titres échangés.

NOMBRE D'ACTION ÉCHANGÉES



COURS DE L'ACTION (en francs)





Comptes consolidés du Groupe



BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE

En millions d'euros

ACTIF	Notes	1999	1998	1997
Écarts d'acquisition	3	4 981	3 633	3 128
Autres immobilisations incorporelles nettes	4	1 155	997	932
Immobilisations corporelles	5 et 6	6 136	4 630	4 060
Moins : amortissements	5 et 6	(11 037)	(8 659)	(7 970)
		9 218	6 954	6 474
Titres mis en équivalence	7	439	816	513
Autres titres de participation	8	351	787	707
Titres immobilisés	9	367	613	1 152
Prêts, dépôts et cautionnement		398	233	233
		1 555	2 449	2 605
Total de l'actif immobilisé		16 909	14 033	13 139
Stocks	10	4 153	3 053	2 771
Clients et comptes rattachés	11	4 201	2 842	2 552
Autres créances		1 042	695	610
Prêts à court-terme	20	238	479	375
Valeurs mobilières de placement	9	644	647	767
Disponibilités	20	729	433	479
Total de l'actif circulant		11 007	8 149	7 554
TOTAL DE L'ACTIF		27 916	22 182	20 693

En millions d'euros

PASSIF	Notes	1999	1998	1997
Capital (Composé d'actions au nominal de 16 € ; nombre d'actions autorisées : 138 736 750 ; nombre d'actions émises en 1999 : 87 236 750, en 1998 : 90 295 788, en 1997 : 89 226 813)		1 396	1 376	1 360
Primes		2 463	3 042	2 952
Réserves et résultat consolidé		6 656	5 708	4 859
Différences de conversion		(543)	(941)	(687)
Actions conservées	12	(434)	(415)	(70)
Capitaux propres du Groupe		9 538	8 770	8 414
Intérêts minoritaires	13	1 613	1 154	1 545
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		11 151	9 924	9 959
Titres participatifs	14	391	391	399
Provisions pour retraites	15	1 531	1 311	1 277
Impôts différés	16	328	275	289
Autres passifs	17	1 115	942	900
Dettes long terme	19	4 139	2 897	2 301
Total capitaux propres du Groupe et passifs à long terme		18 655	15 740	15 125
Fournisseurs et comptes rattachés		3 024	2 098	1 855
Autres dettes	18	2 459	1 797	1 725
Partie court terme des dettes long terme	19	866	130	275
Emprunts à moins d'un an et banques créditrices	19	2 912	2 417	1 713
Total des dettes à court terme		9 261	6 442	5 568
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		27 916	22 182	20 693

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés. Pour les exercices 1998 et 1997, les montants en francs ont été convertis en euros au cours officiel de l'euro au 1^{er} janvier 1999 (voir note 1).



COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En millions d'euros

	Notes	1999	1998	1997
Chiffres d'affaires		22 952	17 821	16 324
Coût des produits vendus		(16 101)	(13 248)	(12 206)
Résultat brut d'exploitation		6 851	4 573	4 118
Frais généraux et de recherche	21	(4 318)	(2 601)	(2 356)
Autres charges et produits d'exploitation	22	(219)	(196)	(169)
Résultat d'exploitation		2 314	1 776	1 593
Dividendes reçus de participations non consolidées		26	58	90
Charge nette de financement	23	(328)	(300)	(288)
Charges et produits hors exploitation	24	(191)	(141)	(175)
Résultat courant des sociétés intégrées		1 821	1 393	1 220
Résultat des réalisations d'actifs	25	457	394	307
Impôts sur les bénéfices	16	(775)	(589)	(516)
Résultat net des sociétés intégrées avant dotation aux amortissements des écarts d'acquisition		1 503	1 198	1 011
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	5	(142)	(102)	(91)
Résultat net des sociétés intégrées		1 361	1 096	920
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	7	28	86	50
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 389	1 182	970
Part revenant aux intérêts minoritaires	13	(163)	(85)	(112)
Résultat net		1 226	1 097	858
Résultat par action (<i>en euros</i>)				
Nombre moyen pondéré de titres en circulation		84 636 599	88 074 445	86 631 039
■ Résultat net de l'ensemble consolidé avant impôt et intérêts minoritaires par action		25,57	20,11	17,15
■ Résultat net par action		14,49	12,46	9,90
Nombre moyen pondéré et dilué de titres		84 851 597	88 395 557	86 989 977
■ Résultat net de l'ensemble consolidé avant impôt et intérêts minoritaires par action		25,50	20,03	17,08
■ Résultat net par action		14,45	12,40	9,86
Nombre de titres émis au 31 décembre		87 236 750	90 295 788	89 226 813
■ Résultat net de l'ensemble consolidé avant impôt et intérêts minoritaires par action		24,81	19,61	16,65
■ Résultat net par action		14,05	12,15	9,62

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés. Pour les exercices 1998 et 1997, les montants en francs ont été convertis en euros au cours officiel de l'euro au 1^{er} janvier 1999 (voir note 1).

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	En nombre d'actions		En millions d'euros						
	Composant le capital	En circulation	Capital	Primes	Bénéfices accumulés	Différences de conversion	Actions conservées	Capitaux propres part du Groupe	
Situation au 31 décembre 1996	86 642 216	85 416 596	1 321	2 726	4 222	(983)	(67)	7 219	
Augmentation de capital									
■ Dividendes en actions	1 682 207	1 682 207	26	159				185	
■ Plan d'Épargne du Groupe	730 997	730 997	11	58				69	
■ Options de souscription d'actions	171 393	171 393	2	9				11	
Résultat de l'exercice 1997					858			858	
Dividendes distribués (par action : 2,59 €)					(221)			(221)	
Écart de conversion						296		296	
Actions rachetées et conservées		(28 818)					(3)	(3)	
Situation au 31 décembre 1997	89 226 813	87 972 375	1 360	2 952	4 859	(687)	(70)	8 414	
Augmentation de capital									
■ Plan d'Épargne du Groupe	965 392	965 392	15	83				98	
■ Options de souscription d'actions	103 583	103 583	1	7				8	
Résultat de l'exercice 1998					1 097			1 097	
Dividendes distribués (par action : 2,82 €)					(248)			(248)	
Écart de conversion						(254)		(254)	
Actions rachetées et conservées		(2 300 000)					(345)	(345)	
Situation au 31 décembre 1998	90 295 788	86 741 350	1 376	3 042	5 708	(941)	(415)	8 770	
Augmentation de capital									
■ Plan d'Épargne du Groupe	1 174 234	1 174 234	19	95				114	
■ Options de souscription d'actions	281 516	281 516	5	17				22	
■ Nominal porté à 16 €			65	(65)				0	
Résultat de l'exercice 1999					1 226			1 226	
Dividendes distribués (par action : 3,20 €)					(278)			(278)	
Écart de conversion						398		398	
Actions rachetées		(4 544 000)					(714)	(714)	
Actions annulées	(4 514 788)		(69)	(626)			695	0	
Actions revendues		5 700					-	0	
Situation au 31 décembre 1999	87 236 750	83 658 800	1 396	2 463	6 656	(543)	(434)	9 538	

Au 31 décembre 1999, le nombre d'actions existantes composant le capital social de la Compagnie de Saint-Gobain est de 87 236 750. En vertu des autorisations d'augmentation de capital accordées par l'Assemblée Générale Mixte du 24 juin 1999, le Conseil d'administration de la Compagnie a, en outre, le pouvoir d'émettre, en une ou plusieurs fois, un nombre total maximum de 47 500 000 actions nouvelles comportant ou non un droit préférentiel de souscription ou un droit de priorité au profit des actionnaires de la Compagnie (11^e et 12^e résolutions de ladite Assemblée), et de 4 millions d'actions nouvelles réservées aux adhérents du Plan d'Épargne du Groupe (13^e résolution). Si elles étaient intégralement utilisées par le Conseil d'administration, ces émissions nouvelles porteraient potentiellement le nombre d'actions composant le capital social à 138 736 750.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés. Pour les exercices 1998 et 1997, les montants en francs ont été convertis en euros au cours officiel de l'euro au 1^{er} janvier 1999 (voir note 1).



TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

En millions d'euros

	1999	1998	1997
Résultat net	1 226	1 097	858
Part des intérêts minoritaires dans le résultat net	163	85	112
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, nette des dividendes reçus	(5)	(12)	(7)
Dotations aux amortissements	1 433	1 136	1 037
Résultat des réalisations d'actifs	(457)	(394)	(307)
Marge brute d'autofinancement	2 360	1 912	1 693
(Augmentation) diminution des stocks	(93)	(174)	(41)
(Augmentation) diminution des comptes clients et comptes rattachés	(585)	(59)	(241)
(Augmentation) diminution des comptes fournisseurs et comptes rattachés	345	79	79
Variation de la dette d'impôt et des impôts différés	26	14	3
Autres	122	(48)	4
Variation des éléments du besoin en fonds de roulement de l'exercice	(185)	(188)	(196)
Trésorerie provenant de l'exploitation	2 175	1 724	1 497
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 712)	(1 288)	(1 353)
Acquisitions de titres de sociétés consolidées en 1999 : (1 528), en 1998 : (1 158) en 1997 : (850) nets de la trésorerie acquise	(1 392)	(1 072)	(832)
Cessions de titres de sociétés consolidées, nettes de la trésorerie cédée	23	87	106
Cessions d'autres titres de participation	871	1 043	490
Acquisitions d'autres titres de participation	(239)	(573)	(244)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	112	25	55
Diminution (augmentation) des valeurs mobilières de placement	91	96	(266)
Autres	(44)	(185)	20
Trésorerie nette affectée à des opérations d'investissement/de désinvestissement	(2 290)	(1 867)	(2 024)
Augmentation de capital	136	105	265
Part des minoritaires dans les augmentations de capital des filiales	53	4	4
Acquisition d'actions conservées	(714)	(344)	(3)
Dividendes distribués	(278)	(248)	(221)
Dividendes versés aux minoritaires par les sociétés intégrées	(54)	(44)	(82)
Diminution (augmentation) des prêts court terme	355	(78)	65
Augmentation (diminution) des dettes financières	1 090	132	541
Augmentation (diminution) des banques créditrices et autres emprunts à court terme	(192)	574	(184)
Trésorerie nette dégagée par ou (utilisée par) des opérations de financement	396	101	385
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	16	(5)	(45)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	297	(47)	(187)
Disponibilités au 1 ^{er} janvier	432	479	666
Disponibilités au 31 décembre	729	432	479

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés. Pour les exercices 1998 et 1997, les montants en francs ont été convertis en euros au cours officiel de l'euro au 1^{er} janvier 1999 (voir note 1).

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

Présentation des comptes

Les états financiers consolidés de la Compagnie de Saint-Gobain et de ses filiales (l'ensemble constituant "Le Groupe") sont établis en conformité avec les principes comptables français, tels qu'édictés par la Loi du 3 janvier 1985 et par son décret d'application du 17 février 1986.

Les comptes consolidés, qui étaient auparavant présentés en francs français, sont maintenant présentés en euros. Les comptes consolidés des exercices 1998 et 1997 ont été préparés en francs français, puis convertis en euros, au cours officiel de l'euro au 1^{er} janvier 1999, soit 6,55957 francs français pour 1 euro.

La comparabilité des comptes du Groupe d'un exercice à l'autre n'est pas affectée par la conversion en euros. Par ailleurs, la comparabilité des comptes consolidés du Groupe avec ceux d'autres entreprises, ayant présenté leurs comptes en francs français en 1998 et 1997, n'est pas affectée. En revanche, pour les exercices antérieurs au 1^{er} janvier 1999, les comptes consolidés du Groupe en euros ne sont pas comparables avec les comptes en euros d'une société ayant précédemment présenté ses comptes 1998 et 1997 dans une devise autre que le franc français.

La préparation de comptes consolidés conformes aux principes comptables généralement admis nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Méthodes de consolidation

Les états financiers consolidés du Groupe comprennent les comptes de la Compagnie de Saint-Gobain, de toutes ses filiales significatives détenues majoritairement, ainsi que toutes celles qui sont contrôlées, directement ou indirectement.

Les sociétés contrôlées conjointement sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, directe ou indirecte, sont mises en équivalence.

Les participations dans lesquelles le Groupe n'exerce pas d'influence notable sont comptabilisées au coût historique. Lorsque cela est nécessaire, une provision est constatée pour ramener ce coût à la valeur nette de réalisation.

Le résultat des sociétés acquises ou cédées durant l'exercice est retenu dans le compte de résultat consolidé de l'exercice pour la période postérieure à la date d'acquisition ou antérieure à la date de cession.

Les évolutions significatives du périmètre de consolidation du Groupe pour l'exercice 1999 sont présentées en note 2. Une liste des principales filiales consolidées au 31 décembre 1999 est présentée en note 31.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

Opérations en devises

Les charges et les produits des opérations en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les actifs et les dettes en devises sont généralement convertis au taux de clôture, et les écarts de change résultant de cette conversion sont enregistrés dans le compte de résultat.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les postes du bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de change de l'exercice.

La part du Groupe dans les pertes ou les profits de conversion, après déduction, s'il y a lieu, de l'effet fiscal y afférent, est comprise dans le poste "Écart de conversion" inclus dans les capitaux propres, jusqu'à ce que les actifs ou passifs en devises étrangères auxquels ils se rapportent soient vendus ou liquidés.

De plus, pour les sociétés situées dans des pays à forte inflation :

Les immobilisations et les titres de participation de sociétés situées dans des pays à forte inflation (pays dont le taux d'inflation cumulé sur 3 ans est au moins égal à 100 %) sont retenus pour la valeur réévaluée telle qu'admise par la législation de ces pays. La part du Groupe dans le produit de cette réévaluation, après déduction de l'effet fiscal y afférent, est comprise dans le poste "Écart de conversion" inclus dans les capitaux propres.

Le financement net en devises (autres que les monnaies locales) des investissements réalisés par les sociétés situées dans les pays à forte inflation est converti directement en euros (en francs français pour les exercices 1998 et 1997) pour la détermination de la différence de change.

Les effets de l'inflation sont éliminés des charges et des produits financiers des sociétés situées dans les pays à forte inflation.

En 1997, le seul pays à forte inflation significatif dans lequel le Groupe opérait était le Brésil. Depuis le 1^{er} janvier 1998, le Brésil n'est plus considéré comme un pays à forte inflation.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente le surplus entre le prix d'achat et la juste valeur de l'actif net de la société acquise. Cet écart d'acquisition est amorti de façon linéaire sur sa durée de vie prévue et sur une période ne pouvant pas excéder quarante ans.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les fonds de commerce, les marques, les brevets, les logiciels et les frais d'émission d'emprunts.

Les marques autres que les marques de distribution sont amorties selon le mode linéaire sur une période n'excédant pas quarante ans. Les marques de distribution ne sont pas amorties ainsi que la partie affectée des écarts de première consolidation du groupe



Essilor.

Les brevets et les logiciels acquis sont amortis sur leur durée d'utilisation estimée. Les brevets sont amortis sur une période n'excédant pas vingt ans. Les logiciels acquis sont amortis sur une période comprise entre trois et cinq ans.

Les frais d'émission d'emprunts relatifs à des émissions d'obligations ou à d'autres emprunts à long terme sont immobilisés et amortis sur la durée de l'emprunt.

Immobilisations corporelles

Les terrains, bâtiments et équipements sont évalués au coût historique, à l'exception des immobilisations des sociétés situées dans les pays à forte inflation, qui sont réévaluées conformément aux dispositions légales adoptées par ces pays.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée.

Usines et bureaux principaux	40 ans
Autres immeubles	15 - 25 ans
Machines de production et équipements	5 - 16 ans
Véhicules	4 ans
Mobilier, agencements, matériels de bureau et informatique	4 - 16 ans

Les subventions d'investissements reçues au titre d'achat d'immobilisations sont comptabilisées au passif du bilan dans le poste "Autres dettes" et sont créditées dans le compte de résultat en fonction de la durée d'utilisation estimée des immobilisations pour lesquelles elles ont été attribuées.

Lors de ventes ou de mises au rebut d'immobilisations, la valeur d'origine des actifs cédés et les amortissements cumulés s'y rapportant sont extournés des comptes, et les gains ou pertes qui en résultent sont enregistrés dans le compte de résultat.

Évaluation des immobilisations

Le Groupe évalue régulièrement la valeur de ses immobilisations : écarts d'acquisition, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles. La valeur d'une immobilisation est considérée comme durablement dépréciée lorsque la somme des marges brutes d'autofinancement futures non actualisées liées à l'immobilisation concernée est inférieure à sa valeur comptable. Dans ce cas, un amortissement exceptionnel est constaté pour ramener la valeur comptable de l'immobilisation à sa juste valeur. Cette juste valeur est en général déterminée par actualisation des marges brutes d'autofinancement futures, selon un taux proportionnel au risque encouru.

Crédits baux et locations simples

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail ayant pour effet de transférer au Groupe les avantages et les risques inhérents à la propriété sont comptabilisées à l'actif en immobilisations corporelles (terrains, bâtiments et équipements). Ces immobilisations sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Les frais de locations simples sont pris en charges sur l'exercice

au cours duquel ils sont encourus.

Stocks

Les stocks sont évalués au prix de revient réel ou au prix de marché lorsque celui-ci est inférieur. Le prix de revient est généralement calculé selon la méthode du coût moyen pondéré et dans certains cas selon la méthode Premier Entré Premier Sorti.

Instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés de taux et de change dans le but de couvrir les risques liés aux variations des devises et des taux d'intérêts qui peuvent survenir dans le cadre de ses opérations courantes.

Les instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir les risques de change sont principalement des contrats d'achat ou de vente à terme fermes, des swaps de devises et des options de change. Les créances et les dettes en devises qui sont couvertes par des contrats d'achat ou de vente à terme fermes sont valorisées dans le bilan à leur taux de couverture. Les gains et les pertes latents sur les options de change utilisées dans ce cadre sont comptabilisés dans le compte de résultat, et les primes payées ou reçues sont réévaluées en fin d'exercice comptable. Les pertes latentes constatées sur des options couvrant un risque économique non spécifiquement identifié sont enregistrées dans le compte de résultat alors que les gains latents sur ces mêmes opérations ne sont pas pris en compte.

Pour couvrir les risques de taux, le Groupe utilise des options et des swaps de taux, des caps et floors ainsi que des FRA. Les produits et les charges relatifs aux swaps de taux sont reconnus en résultat de façon symétrique au mode de comptabilisation des produits et des charges sur l'élément couvert. Les primes d'options de taux sont amorties linéairement sur la durée la plus courte entre la date d'achat de l'opération et la date d'échéance de celle-ci ou entre la date d'achat de l'opération et la date d'échéance du sous-jacent.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont constituées de titres de participation, de participations dans des fonds de placement et de placements court terme qui sont valorisés à leur prix d'achat ou à leur valeur de marché lorsque celle-ci est inférieure.

Disponibilités

Les disponibilités sont constituées de comptes de caisse et de comptes bancaires.

Engagements de retraite et autres avantages consentis aux retraités

Après leur départ en retraite, les anciens salariés du Groupe perçoivent des pensions selon des systèmes conformes aux réglementations locales. À ces prestations s'ajoutent des retraites directement à la charge de certaines sociétés françaises et étrangères du Groupe.

En France, à leur départ en retraite, les salariés du Groupe reçoivent une indemnité dont le montant varie en fonction de l'ancienneté et des autres modalités de la convention collective

dont ils relèvent.

Les engagements du Groupe en matière de retraite et d'indemnités de départ en retraite sont déterminés en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière (méthode dite des unités de crédit projetées) et en tenant compte des conditions économiques propres à chaque pays. Ces engagements sont couverts par des fonds de retraite et par des provisions inscrites au bilan.

Aux États-Unis et en Espagne, après leur départ en retraite, les anciens salariés du Groupe bénéficient d'avantages autres que les retraites, notamment concernant la prévoyance. Les engagements calculés à ce titre selon une méthode actuarielle sont couverts par une provision constatée au bilan.

En outre, aux États-Unis, les salariés peuvent, dans certains cas, après leur départ de la société mais avant leur retraite, bénéficier d'une garantie de ressources et de couverture sociale. Ces engagements sont actualisés aux taux utilisés pour les retraites et couverts par une provision constatée au bilan.

Capitaux propres négatifs

Si les capitaux propres de fin de période d'une société consolidée sont négatifs, la part des intérêts minoritaires dans ces capitaux propres est prise en charges par le Groupe, sauf si les tiers ont une obligation expresse de combler leur quote-part de pertes. Si ces sociétés redeviennent bénéficiaires, la part du Groupe dans leur résultat est prise en compte par l'actionnaire majoritaire à hauteur des pertes comptabilisées antérieurement.

Comptabilisation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de marchandises ou de services est comptabilisé net des remises consenties et des taxes sur vente, dès lors que l'expédition aux clients a eu lieu ou que le service a été rendu. Une provision pour risque est comptabilisée dès lors qu'un contentieux avec un client apparaît et qu'il est probable qu'il donnera lieu à une indemnisation.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont comptabilisés en charges au cours de l'exercice où ils sont encourus, ils sont comptabilisés dans le poste "Frais généraux et de recherche".

Charges d'intérêts

Toutes les charges d'intérêts sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues, à l'exception des charges encourues lors de la construction d'immobilisations significatives, qui sont prises en compte dans la détermination du coût de construction de ces immobilisations.

Impôts sur les bénéfices

Selon un accord avec les autorités fiscales françaises, la Compagnie de Saint-Gobain est imposée sous le régime du bénéfice fiscal consolidé. Les montants à payer ou à recevoir par la Compagnie de Saint-Gobain en application du régime fiscal consolidé sont comptabilisés en autres créances ou en autres

dettes.

Les impôts différés actifs et passifs sont calculés selon la méthode du report variable à partir des différences temporaires existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs figurant au bilan. Les taux d'impôt applicables pour les périodes futures sont retenus pour déterminer les montants d'impôts différés à la clôture.

Une provision pour dépréciation des impôts différés actifs résultant de différences temporaires déductibles ou de pertes reportables est constatée lorsque l'imputation future de ces différences temporaires est plus improbable que probable. Cette provision est calculée au niveau du Groupe pour les sociétés comprises dans le périmètre du bénéfice fiscal consolidé et au niveau de chaque entité fiscale pour les sociétés qui ne relèvent pas de ce régime, comme par exemple Essilor.

Les impôts payables en cas de distribution des réserves des filiales ne font pas l'objet de provision lorsqu'il est prévu que ces réserves restent détenues de manière permanente par les filiales.

Frais de publicité

Les frais de publicité sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Résultat par action

Le Groupe présente un résultat par action en retenant d'une part le résultat net et d'autre part le résultat net de l'ensemble consolidé avant impôts et intérêts minoritaires.

Les résultats par action sont calculés en divisant les résultats par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, après déduction des actions conservées par le Groupe.

Les résultats dilués par action sont calculés en prenant en compte dans le nombre moyen d'actions en circulation la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs existants.

Le Groupe présente également des résultats par action calculés en divisant les résultats par le nombre de titres émis à la clôture de chaque exercice pour lesquels les comptes sont présentés.

Reclassements et informations complémentaires

Certains montants présentés dans les états financiers des exercices 1998 et 1997 ont été reclassés afin d'être conformes à la nouvelle présentation adoptée en 1999.

Afin d'améliorer la communication financière, des informations complémentaires sont communiquées cette année pour la première fois. Toutefois, dans certains cas, l'information n'étant pas disponible pour l'exercice 1997, elle n'est fournie dans l'annexe des comptes consolidés que pour les exercices 1998 et 1999.

NOTE 2 - ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

En 1999, les sociétés suivantes ont été consolidées pour la première fois :

- Essilor et ses filiales (compte tenu de l'accroissement des droits de vote dans le groupe Essilor au cours du premier semestre 1999).
- Petites sociétés de transformation de la Branche Vitrage

Au 31 décembre 1999, l'impact des changements de périmètre sur les postes du bilan se présente comme suit :

En millions d'euros

	Intégration globale		Acquisitions	Cessions	Total
	Petites sociétés de transformation de la Branche Vitrage	Essilor			
Actif immobilisé	188	570	1 095	58	1 911
Actif circulant hors disponibilités	590	662	751	57	2 060
Capitaux propres	(99)	(639)	483	22	(233)
Provisions pour risques et charges	(93)	(36)	(163)	(89)	(381)
Fournisseurs et dettes financières	(641)	(598)	(678)	(71)	(1 988)
Disponibilités et quasi-disponibilités	55	41	40	23	159
Total des acquisitions et des cessions	0	0	1 528	0	1 528
Disponibilités et quasi-disponibilités	(55)	(41)	(40)	(23)	(159)
Flux de trésorerie	(55)	(41)	1 488	(23)	1 369

En raison du caractère significatif de la première consolidation d'Essilor et des petites sociétés de transformation de la Branche Vitrage au 1^{er} janvier 1999, et afin de faciliter les comparaisons, un compte de résultat pro forma (non audité) a été préparé pour

l'exercice 1998. Il a pour objet de montrer les effets qu'auraient eu ces changements sur le compte de résultat consolidé s'ils avaient eu lieu au 1^{er} janvier 1998.

Le compte de résultat pro forma 1998 est établi en conformité avec les normes comptables du Groupe.

COMPTE DE RÉSULTAT PRO FORMA CONSOLIDÉ

En millions d'euros

	1999 Réel	1998 Pro forma non audité
Chiffres d'affaires	22 952	20 647
Coût des produits vendus	(16 101)	(14 507)
Résultat brut d'exploitation	6 851	6 140
Frais généraux et de recherche	(4 318)	(3 808)
Autres charges et produits d'exploitation	(219)	(257)
Résultat d'exploitation	2 314	2 075
Dividendes reçus de participations non consolidées	26	48
Charge nette de financement	(328)	(361)
Charges et produits hors exploitation	(191)	(145)
Résultat courant des sociétés intégrées	1 821	1 617
Résultat des réalisations d'actifs	457	392
Impôts sur les bénéfices	(775)	(668)
Résultat net des sociétés intégrées avant dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	1 503	1 341
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	(142)	(124)
Résultat net des sociétés intégrées	1 361	1 217
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	28	22
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 389	1 239
Part revenant aux intérêts minoritaires	(163)	(158)
Résultat net	1 226	1 081

En millions d'euros

	1999 Réel	1998 Pro forma non audité
Résultat par action (<i>en euros</i>)		
Nombre moyen pondéré de titres en circulation	84 636 599	88 074 445
■ Résultat net de l'ensemble consolidé avant impôt et intérêts minoritaires par action	25,57	21,65
■ Résultat net par action	14,49	12,27
Nombre moyen pondéré et dilué de titres	84 851 597	88 395 557
■ Résultat net de l'ensemble consolidé avant impôt et intérêts minoritaires par action	25,50	21,57
■ Résultat net par action	14,45	12,23
Nombre de titres émis au 31 décembre	87 236 750	90 295 788
■ Résultat net de l'ensemble consolidé avant impôt et intérêts minoritaires par action	24,81	21,12
■ Résultat net par action	14,05	11,97

NOTE 3 - ÉCARTS D'ACQUISITION

En millions d'euros

	1999	1998	1997
Valeur nette au 1 ^{er} janvier	3 633	3 128	2 867
Acquisitions	1 122	702	315
Écart de conversion et incidence de l'évolution du périmètre de consolidation	368	(93)	39
Dotation aux amortissements et reprises	(142)	(104)	(93)
Valeur nette au 31 décembre	4 981	3 633	3 128

En 1999, l'augmentation des écarts d'acquisition provient essentiellement de l'acquisition de Furon (devenu SGPPL), de Schalker Verein, et de la consolidation par intégration globale des filiales d'Essilor ainsi que des petites filiales de transformation de la Branche Vitrage.

En 1998, l'augmentation des écarts d'acquisition provenait essentiellement de l'acquisition des sociétés Calmar Inc., Vertex, Flexovit International, Hankuk Vetrotex, Oliver Ashworth, Lapeyre Allemagne, Point P (filiales), Weber & Broutin Allemagne et Turquie.

En 1997, l'augmentation des écarts d'acquisition concernait principalement l'acquisition des sociétés Quartzolit, Unicorn Plc et Foundry Products Limited.

NOTE 4 – AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES

Les variations des immobilisations incorporelles sont indiquées ci-dessous :

En millions d'euros

	1999	1998	1997
Valeur nette au 1 ^{er} janvier	997	932	924
Acquisitions et mouvements de périmètre	195	129	42
Cessions externes	(8)	(4)	(8)
Écarts de conversion	34	(14)	14
Amortissements de l'exercice	(63)	(46)	(40)
Valeur nette au 31 décembre	1 155	997	932

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

En millions d'euros

31 décembre	1999	1998
Valeurs brutes :		
Fonds de commerce	106	81
Brevets	212	107
Marques	672	672
Logiciels	172	114
Autres	354	265
Total valeurs brutes	1 516	1 239
Amortissements :		
Fonds de commerce	(32)	(15)
Brevets	(113)	(77)
Logiciels	(95)	(66)
Autres	(121)	(84)
Valeur nette des autres immobilisations incorporelles	1 155	997

Compte tenu de leur juste valeur, les marques de distribution ne nécessitent pas la constatation d'une dépréciation.

NOTE 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

1999

En millions d'euros

	31 décembre 1998	Évolution du périmètre	Acquisitions	Cessions	Transferts	Écart de conversion	Amortis- sements	31 décembre 1999
Valeurs brutes :								
Terrains	777	123	36	(10)	6	38	–	970
Constructions	3 532	623	138	(49)	74	124	–	4 442
Matériels et outillage	10 623	2 172	727	(551)	406	496	–	13 873
Immobilisations en cours	681	(75)	811	(8)	(486)	47	–	970
Total valeurs brutes	15 613	2 843	1 712	(618)	0	705	–	20 255
Amortissements :								
Terrains	(46)	(10)	–	2	0	0	(7)	(61)
Constructions	(1 626)	(273)	–	28	1	(33)	(184)	(2 087)
Matériels et outillage	(6 946)	(1 061)	–	382	(1)	(185)	(1 037)	(8 848)
Immobilisations en cours	(41)	0	–	0	0	0	0	(41)
Total amortissements	(8 659)	(1 344)	–	412	–	(218)	(1 228)	(11 037)
Valeur nette	6 954	1 499	1 712	(206)	0	487	(1 228)	9 218

1998

En millions d'euros

	31 décembre 1997	Évolution du périmètre	Acquisitions	Cessions	Transferts	Écart de conversion	Amortis- sements	31 décembre 1998
Valeurs brutes :								
Terrains	722	47	34	(13)	0	(13)	–	777
Constructions	3 272	162	111	(34)	110	(89)	–	3 532
Matériels et outillage	9 771	431	591	(283)	441	(328)	–	10 623
Immobilisations en cours	679	58	552	(29)	(551)	(28)	–	681
Total valeurs brutes	14 444	698	1 288	(359)	0	(458)	–	15 613
Amortissements :								
Terrains	(51)	(3)	–	1	–	1	6	(46)
Constructions	(1 497)	(24)	–	20	–	30	(155)	(1 626)
Matériels et outillage	(6 392)	(178)	–	252	–	196	(824)	(6 946)
Immobilisations en cours	(30)	0	–	4	–	0	(15)	(41)
Total amortissements	(7 970)	(205)	–	277	–	227	(988)	(8 659)
Valeur nette	6 474	493	1 288	(82)	0	(232)	(988)	6 954

1997

En millions d'euros

	31 décembre 1996	Évolution du périmètre	Acquisitions	Cessions	Transferts	Écart de conversion	Amortis- sements	31 décembre 1997
Valeurs brutes :								
Terrains	662	7	41	(10)	6	16	–	722
Constructions	2 886	23	184	(30)	127	82	–	3 272
Matériels et outillage	9 021	(226)	548	(320)	463	285	–	9 771
Immobilisations en cours	681	(16)	580	(9)	(596)	39	–	679
Total valeurs brutes	13 250	(212)	1 353	(369)	0	422	0	14 444
Total amortissements	(7 472)	275	–	308	–	(175)	(906)	(7 970)
Valeur nette	5 778	63	1 353	(61)	0	247	(906)	6 474

Groupe industriel, Saint-Gobain ne dispose pas d'un patrimoine immobilier hors exploitation significatif, à l'exception de l'immeuble de son siège social.

Les immobilisations corporelles comprennent des crédits-baux immobilisés pour les montants suivants :

En millions d'euros

31 décembre	1999	1998
Valeurs brutes :		
Terrains et constructions	183	159
Matériel et outillage	36	30
Total valeurs brutes	219	189
Amortissements	(85)	(58)
Valeurs nettes	134	131

Les dotations aux comptes d'amortissements se décomposent de la façon suivante :

En millions d'euros

	1999	1998	1997
Autres immobilisations incorporelles (note 4)	63	46	40
Écarts d'acquisition	142	102	91
Immobilisations corporelles*	1 228	988	906
Dotations aux amortissements	1 433	1 136	1 037
*dont inclus dans le coût des produits vendus	1 067	876	860

En 1999, le Groupe a enregistré une charge (part du Groupe) de 29 millions d'euros après impôt (45 millions d'euros avant impôt) au titre de la dépréciation permanente de certaines immobilisations industrielles. Cette dépréciation a été calculée sur la base de la méthode des marges brutes d'autofinancement futures actualisées.

NOTE 6 - CRÉDITS-BAUX ET LOCATIONS SIMPLES

Crédits-baux

Les engagements futurs minimums au titre des contrats de crédits-baux capitalisés se décomposent comme suit :

En millions d'euros

Crédits-baux immobilisés	Loyers futurs
Exercices	
2000	18
2001	17
2002	17
2003	16
2004	15
Exercices suivants	90
Total	173
Moins frais accessoires inclus dans les loyers de crédits-baux immobilisés	(1)
Total des loyers futurs minimums	172
Moins frais financiers	(56)
Valeur actuelle des loyers futurs minimums	116



Locations simples

Le Groupe a recours à de nombreux contrats de location simple, que ce soit pour la location de matériel, de bureaux, d'entrepôts ou de locaux destinés à la production. Les périodes de location sont en général comprises entre un et neuf ans. Ces contrats présentent des clauses de renouvellement sur des périodes variables ainsi que parfois des clauses relatives au paiement de taxes immobilières et de primes d'assurance. Dans la plupart des cas, la Direction pense renouveler les contrats de locations en cours ou les remplacer par d'autres contrats, puisque ceux-ci font partie de la gestion courante du Groupe. Les charges nettes de location s'élèvent à 185 millions d'euros en 1999.

En millions d'euros

Locations simples	Charges de location	Produits de sous-location	Charge nette
2000	(165)	15	(150)
2001	(138)	8	(130)
2002	(107)	6	(101)
2003	(91)	5	(86)
2004	(82)	5	(77)
Exercices suivants	(223)	10	(213)
Total	(806)	49	(757)

NOTE 7 - TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

La part du Groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence (sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et certaines sociétés non significatives contrôlées par le Groupe) s'analyse de la façon suivante :

En millions d'euros

	1999	1998	1997
Situation au 1 ^{er} janvier	816	513	445
Évolution du périmètre de consolidation	(378)	310	41
Dividendes payés	(23)	(74)	(43)
Quote-part du Groupe dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	28	86	50
Écarts de conversion	(4)	(19)	20
Situation au 31 décembre	439	816	513

Les principaux mouvements constatés au cours de l'exercice 1999 résultent de la consolidation par intégration globale du groupe Essilor et de ses filiales (voir note 2) antérieurement mis en équivalence dans le Groupe Saint-Gobain.

NOTE 8 - AUTRES TITRES DE PARTICIPATION

En millions d'euros

	1999		1998		1997	
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette
Situation au 1 ^{er} janvier :	896	787	816	707	749	647
Acquisitions de l'exercice	239	239	378	378	220	220
Cessions de l'exercice	(96)	(96)	(54)	(41)	(61)	(59)
Dotation à la provision pour dépréciation	–	(31)	–	(13)	–	(9)
Mouvements de périmètre	(606)	(546)	(238)	(238)	(126)	(126)
Écart de conversion	(1)	(2)	(6)	(6)	34	34
Situation au 31 décembre	432	351	896	787	816	707

La juste valeur de ces titres est équivalente à leur valeur nette.
En 1999, la diminution des autres titres de participation résulte principalement de la consolidation par intégration globale des petites filiales de transformation de la Branche Vitrage (voir note 2).

NOTE 9 - VALEURS MOBILIÈRES : TITRES IMMOBILISÉS ET VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement comprennent des SICAV, des fonds communs de placement ainsi que des placements à court terme qui sont enregistrés à leur coût d'acquisition ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure à ce coût. La totalité de ces valeurs mobilières de placement est à taux variable. Les plus-values latentes sur ces valeurs mobilières de placement ne sont pas considérées comme significatives pour les comptes consolidés du Groupe.

Les valeurs mobilières qui ne sont pas assimilables à des liquidités sont considérées par le Groupe comme étant "disponibles à la vente". Ces valeurs mobilières sont les suivantes :

31 décembre 1999

En millions d'euros

Valeur
Valeur
Plus-value
Valeur

comptable
comptable
latente
de marché

brute
nette

estimative ⁽¹⁾

Participations stratégiques :

■ BNP
132
132

185
317
■ Vivendi
227
227
1 236
1 463
Autres participations
8
8
9
17
Total participations
367
367
1 430
1 797
Valeurs mobilières de placement
644
644
-
644

31 décembre 1998

En millions d'euros

Valeur
Valeur
Plus-value
Valeur

comptable
comptable
latente
de marché

brute
nette

estimative ⁽¹⁾

Participations stratégiques :

■ BNP
132



132
110
242
■ Vivendi
481
481
1 760
2 241
Autres participations
0
0
3
3
Total participations
613
613
1 873
2 486

Valeurs mobilières de placement

647
647
-
647

31 décembre 1997

En millions d'euros

Valeur
Valeur
Plus-value
Valeur

comptable
comptable
latente
de marché

brute
nette

estimative ⁽¹⁾

Participations stratégiques :

■ BNP

128
128
38
166

■ Vivendi

532
532
920
1 452

■ Suez Lyonnaise des Eaux

449
449

41
490
Autres participations
43
43
10
53
Total participations
1 152
1 152
1 009
2 161

Valeurs mobilières de placement

767
767
-
767

(1) Sur la base des cours de Bourse au 31 décembre.

NOTE 10 - STOCKS

En millions d'euros

31 décembre	1999	1998	1997
Valeurs brute :			
Matières premières	1 108	885	831
Produits finis et en-cours de production	3 346	2 370	2 116
Valeur brute des stocks	4 454	3 255	2 947
Provisions pour dépréciation	(301)	(202)	(176)
Valeur nette des stocks	4 153	3 053	2 771

Au 31 décembre 1999 et 1998, les produits finis et en-cours de production ainsi que les provisions pour dépréciation des stocks s'analysent de la façon suivante :

En millions d'euros

31 décembre	1999	1998
Provisions pour dépréciation :		
En-cours de production	911	672
Produits finis	2 435	1 698
Total produits finis et en-cours de production	3 346	2 370
Provisions pour dépréciation :		
Matières premières	(72)	(56)
En-cours de production	(87)	(58)
Produits finis	(142)	(88)
Total provisions pour dépréciation	(301)	(202)

NOTE 11 - CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

En millions d'euros

31 décembre	1999	1998	1997
Clients et comptes rattachés	4 501	3 038	2 669

Provisions pour dépréciation des créances douteuses	(300)	(196)	(117)
Valeur nette des clients et comptes rattachés	4 201	2 842	2 552

Aux États-Unis, le Groupe a conclu un accord avec une institution financière lui permettant de céder sans recours, sur une base journalière, des créances dans la limite de 275 millions de dollars et moyennant une commission calculée sur la base du taux d'intérêt du "commercial paper". Les commissions, incluses dans la charge d'intérêt de l'exercice, s'élèvent à 15 millions d'euros en 1999, 14 millions d'euros en 1998 et 18 millions d'euros en 1997. Les créances cédées par le Groupe se décomposent comme suit :

En millions d'euros

31 décembre	1999	1998	1997
Total des créances cédées	258	236	285
Produit de cession aux institutions financières	(258)	(236)	(301)
Montant emprunté non couvert par des créances cédées (comptabilisé en dettes à court terme)	0	0	(16)

Au 31 décembre 1999, la charge totale au titre des clients irrécouvrables s'élève à 62 millions d'euros.

NOTE 12 - ACTIONS CONSERVÉES

Les titres de la Compagnie de Saint-Gobain détenus par les sociétés consolidées du Groupe sont classés sur une ligne distincte des capitaux propres intitulée "actions conservées" et valorisés à leur coût d'achat. Le nombre d'actions conservées s'élève à 3 577 950, 3 554 438, et 1 254 438, respectivement au 31 décembre 1999, 1998 et 1997.

Des accords ont été conclus entre la Compagnie de Saint-Gobain et Vivendi le 9 juillet 1998. Suite à ces accords, le Groupe a acheté en 1999 à Vivendi 3 000 000 d'actions Compagnie de Saint-Gobain, et le Groupe a vendu à Vivendi 4 700 000 actions Vivendi. De plus, en 1999, le Groupe a acheté sur le marché 1 544 000 actions de la Compagnie de Saint-Gobain et en a revendu 5 700.

En application d'un accord conclu le 2 juin 1998 avec Suez Lyonnaise des Eaux visant au décroisement de leurs participations réciproques, le Groupe avait acheté, en 1998, 2 300 000 actions de la Compagnie de Saint-Gobain à Suez Lyonnaise des Eaux et cédé les 4 223 082 actions de cette société qu'il possédait.

Les actions rachetées en 1998 et 1999 l'ont été dans le cadre d'objectifs multiples sans affecter un nombre précis d'actions à chaque objectif. Dès lors, ces actions rachetées ont été comptabilisées en actions conservées.

NOTE 13 - VARIATION DES INTÉRÊTS MINORITAIRES

En millions d'euros

	1999	1998	1997
Situation au 1 ^{er} janvier	1 154	1 545	1 863
Résultat de l'exercice	163	85	112
Dividendes distribués par les filiales consolidées	(54)	(44)	(82)
Part des minoritaires dans les augmentations de capital des filiales	53	4	4
Rachat de titres de sociétés consolidées aux minoritaires	(495)	(397)	(401)
Évolution du périmètre de consolidation	722	15	6
Écart de conversion	70	(54)	43
Situation au 31 décembre	1 613	1 154	1 545

En 1999, la variation des intérêts minoritaires résulte principalement de la consolidation par intégration globale du groupe Essilor et de ses filiales ainsi que de l'acquisition de l'intégralité des intérêts résiduels de Paribas et des autres actionnaires dans Poliet.

En 1998 et 1997, la participation de Paribas dans le Groupe Poliet, qui n'était pas encore juridiquement transférée au Groupe Saint-Gobain, était comptabilisée au bilan en intérêts minoritaires pour des montants respectifs de 397 millions d'euros et 778 millions d'euros. Les frais financiers générés par l'engagement pris par le Groupe d'acquiescer les titres Poliet encore juridiquement détenus par Paribas étaient comptabilisés au bilan en provision pour charge. Les frais financiers supportés au titre de chaque exercice étaient comptabilisés au compte



de résultat.

NOTE 14 - TITRES PARTICIPATIFS

En 1983, la Compagnie de Saint-Gobain a émis 700 000 titres participatifs libellés en francs et en 1984, 100 000 titres participatifs libellés en écus. Ces titres ne sont pas remboursables et leur rémunération est assimilée à des frais financiers. Ces titres ont été redénominés en euros en 1999.

À chaque titre participatif émis était attaché un bon donnant droit à la souscription d'un nouveau titre participatif, jusqu'en janvier 1988 pour les titres participatifs émis en 1983 et jusqu'en février 1987 pour les titres émis en 1984 ; à ce titre, il a été émis respectivement 588 299 titres et 94 633 titres.

La rémunération des 1 288 299 titres émis en 1983 comporte, dans la limite d'un taux de rendement égal à 125 % du taux moyen des obligations, une partie fixe et une partie variable assise sur les résultats du Groupe. La rémunération des 194 633 titres émis en 1984 est composée d'une partie fixe applicable à 60 % du titre et égale à 7,5 % l'an d'une part, et d'autre part, à une partie variable applicable à 40 % du titre, liée au bénéfice net consolidé de l'exercice précédent dans les limites fixées par le contrat d'émission.

Au 31 décembre des exercices 1999, 1998 et 1997, les titres participatifs émis s'élèvent à :

	<i>En millions d'euros</i>		
	1999	1998	1997
Titres participatifs émis en 1983 (indexés TMO)	196	196	196
Titres participatifs émis en 1984 (indexés Euribor)	195	195	203
Total	391	391	399

Au 31 décembre 1998, le poste titres participatifs a diminué de 8,4 millions d'euros du fait de l'application de la parité définitive de l'écu, devenue l'euro, contre le franc.

De 1997 à 1999, la rémunération des titres participatifs a été de :

	<i>En millions d'euros</i>		
	1999	1998	1997
Titres participatifs émis en 1983	12	12	14
Titres participatifs émis en 1984	13	13	15
Total	25	25	29

NOTE 15 - PROVISIONS POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES CONSENTIS AUX RETRAITÉS

Provisions pour retraites et indemnités de départ en retraite

Les engagements de retraite font l'objet d'une évaluation selon une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière (méthode dite des unités de crédit projetées). L'ensemble de la charge correspondant aux pensions restant à verser aux retraités et aux droits acquis par les salariés a été déterminé. Pour les indemnités de départ en retraite, le calcul est effectué en linéarisant la charge sur la durée totale de la vie active du salarié dans le Groupe.

Les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du Groupe. Les taux d'intérêt utilisés en 1999 pour actualiser la valeur des engagements futurs sont généralement compris entre 4,5 % et 7,5 % selon les pays.

Pour la détermination de la provision, telle que détaillée ci-après, la valeur vénale des fonds vient en déduction du montant de l'engagement total :

31 décembre 1999

<i>En millions d'euros</i>		
	France	Autre
	Amérique du Nord	Reste d
pays d'Europe monde		
	Retraites	Plans dont les
Plans dont le	Plans dont les	Plans dont le
Retraites	Total net et indemnités fonds sont	fonds sont montan total
montant total et indemnités	de départ supérieurs au	supérieurs au des engagements
des engagements de départ	en retraite montant total	montant total est supérieur
est supérieur en retraite		des engagements aux fonds
aux fonds	des engagements	des engagements aux fonds
Montant total		
des engagements de retraite	394	586
1 114	848	406
19	3 367	
Fonds de retraite	74	736
105	1 095	320
2	2 332	
Engagements supérieurs (inférieurs) aux fonds de retraite	320	(150)
1 009	(247)	86
17	1 035	
Écarts à amortir	(77)	138
(46)	221	(34)
(2)	200	
Engagements de retraite provisionnés (excédents enregistrés)	243	(12)
963	(26)	52
15	1 235	
Montant provisionné au titre des avantages annexes	4	
6		286
	296	
Total des engagements provisionnés au bilan		
	1 531	

31 décembre 1998

<i>En millions d'euros</i>		
	France	Autre
	Amérique du Nord	Reste d
pays d'Europe monde		
	Retraites	Plans dont les
Plans dont le	Plans dont les	Plans dont le
Retraites	Total net et indemnités fonds sont	fonds sont montan total
montant total et indemnités	de départ supérieurs au	supérieurs au des engagements
des engagements de départ	en retraite montant total	montant total est supérieur
est supérieur en retraite		des engagements aux fonds
aux fonds	des engagements	des engagements aux fonds
Montant total		

des engagements de retraite	326	396
999	694	307
12	2 734	
Fonds de retraite	79	434
201	911	257
1	1 883	
Engagements supérieurs (inférieurs) aux fonds de retraite	247	(38)
798	(217)	50
11	851	
Écarts à amortir	(17)	30
44	199	(37)
0	219	
Engagements de retraite provisionnés (excédents enregistrés)	230	(8)
842	(18)	13
11	1 070	
Montant provisionné au titre des avantages annexes		
4		237
	241	
Total des engagements provisionnés au bilan		
	1 311	

31 décembre 1997

<i>En millions d'euros</i>		
	France	Autre
	Amérique du Nord	Reste d
pays d'Europe monde		
	Retraites	Plans dont les
Plans dont le	Plans dont les	Plans dont le
Retraites	Total net et indemnités fonds sont	fonds sont montan total
montant total et indemnités	de départ supérieurs au	supérieurs au des engagements
des engagements de départ	en retraite montant total	montant total est supérieur
est supérieur en retraite		des engagements aux fonds
aux fonds	des engagements	des engagements aux fonds
Montant total		
des engagements de retraite	315	445
825	845	45
13	2 488	
Fonds de retraite	74	514
80	1 091	15
1	1 775	
Engagements supérieurs (inférieurs) aux fonds de retraite	241	(69)
745	(246)	30
12	713	
Écarts à amortir	(14)	63
66	218	(14)
(1)	318	
Engagements de retraite provisionnés (excédents enregistrés)	227	(6)
811	(28)	16
11	1 031	
Montant provisionné au titre		



des avantages annexes
2 244

	246
Total des engagements provisionnés au bilan	1 277

Les écarts restant à amortir regroupent les écarts actuariels et les écarts relevant de modifications de régimes. Ils sont étalés sur la durée d'activité ou de vie résiduelle moyenne des bénéficiaires concernés.

Pour couvrir les prestations versées aux retraités, le groupe Poliet a institué un régime de retraite chapeau garantissant aux cadres une ressource minimum. Les fonds sont versés à une société d'assurance. Pour les autres sociétés françaises du Groupe, un fonds de retraite est progressivement constitué par des cotisations versées à une compagnie d'assurances. Pour l'année 1999, les cotisations s'élèvent à 23 millions d'euros (20 millions d'euros en 1998 et 31 millions d'euros en 1997).

Pour l'ensemble du Groupe Saint-Gobain, les droits définitivement acquis par les bénéficiaires des plans de retraite s'élèvent à 2 740 millions d'euros. Ils représentent la part des engagements relatifs aux retraités, et dans certaines filiales

retraités et des avantages postérieurs à l'emploi ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle. L'ensemble des engagements concernant les retraités a été provisionné ainsi que les droits acquis par les salariés.

Les hypothèses de mortalité, de rotation de personnel et de taux d'intérêt utilisés pour actualiser la valeur des engagements futurs sont les mêmes que celles retenues pour le calcul des retraites.

Les charges pour autres avantages accordés aux retraités et avantages postérieurs à l'emploi se décomposent de la façon suivante :

	<i>En millions d'euros</i>		
	1999	1998	1997
Droits acquis de l'exercice	4	3	3
Intérêts	17	16	15
Écarts	4	4	1
Total	25	23	19

étrangères (principalement États-Unis, Allemagne et au Royaume-Uni) les droits acquis par les salariés sans qu'il y ait obligation de présence dans la société à la date de départ en retraite.

Les charges de retraite se décomposent de la manière suivante :

	<i>En millions d'euros</i>		
	1999	1998	1997
Droits acquis de l'exercice	82	69	57
Intérêts	192	173	164
Rendement des fonds	(229)	(164)	(160)
Écarts	78	20	34
Total	123	98	95

Provisions pour autres avantages accordés aux retraités et avantages postérieurs à l'emploi

Les engagements au titre des autres avantages accordés aux

NOTE 16 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROVISIONS POUR IMPÔTS DIFFÉRÉS

La Compagnie de Saint-Gobain est placée sous le régime du bénéfice fiscal consolidé. L'agrément qui couvrait les exercices 1995 à 1997, a fait l'objet d'une décision de renouvellement en date du 18 septembre 1998, portant sur les années 1998 à 2000. Il résulte de ce régime que la quote-part Groupe du montant total des impôts sur les bénéfices supportés par les sociétés du Groupe placées sous le régime du bénéfice fiscal consolidé est prise en compte pour la détermination du résultat fiscal consolidé.

Par ailleurs, la Compagnie de Saint-Gobain, en application des articles 223 et suivants du Code Général des Impôts, a été autorisée à opter pour le régime d'intégration fiscale qui complète le régime du bénéfice fiscal consolidé mentionné ci-dessus.

Le résultat net des sociétés intégrées avant impôt sur les bénéfices est le suivant :

	<i>En millions d'euros</i>		
	1999	1998	1997
Résultat net des sociétés intégrées	1 361	1 096	920
Impôts sur les bénéfices	775	589	516
Résultat net des sociétés intégrées			

avant impôt sur les bénéfices 2 136 1 685 1 436

Ce résultat se décompose comme suit :

En millions d'euros

	1999	1998	1997
Sociétés françaises	1 094	881	640
Sociétés étrangères	1 042	804	796
Résultat net des sociétés intégrées avant impôt sur les bénéfices	2 136	1 685	1 436

La charge d'impôts sur les bénéfices s'analyse comme suit :

En millions d'euros

	1999	1998	1997
Impôts sur résultats fiscaux	(713)	(589)	(550)
France	(318)	(288)	(251)
Étranger	(395)	(301)	(299)
Impôts différés	(62)	0	34
France	8	(11)	28
Étranger	(70)	11	6
Charge totale d'impôts sur les bénéfices	(775)	(589)	(516)



En 1999, la charge d'impôts représente 36 % du résultat net des sociétés intégrées du Groupe avant impôts (35 % en 1998 et 36 % en 1997). Ces taux effectifs s'analysent de la manière suivante :

En pourcentage

	1999	1998	1997
Taux de l'impôt sur les sociétés	33	33	33
Supplément d'impôt français	2	3	4
Dividendes des sociétés non consolidées	—	(1)	(2)
Redevances techniques et plus-values nettes imposables à taux réduits	(3)	(4)	(2)
Amortissement des écarts d'acquisition et divers	4	4	3
Taux effectif	36	35	36

Au bilan, la provision pour impôts différés comptabilisée au 31 décembre 1999 s'élève à 328 millions d'euros et s'analyse de la manière suivante :

En millions d'euros

Situation au 1 ^{er} janvier 1999	275
Dotations de l'exercice	84
Différences de conversion	35
Incidence de la variation du périmètre de consolidation et divers	(66)
Situation au 31 décembre 1999	328

Les principaux éléments à l'origine de la comptabilisation d'impôts différés sont les suivants :

En millions d'euros

	1999	1998	1997
Retraites	288	288	297
Marques	(145)	(141)	(141)
Amortissements	(176)	(169)	(174)
Autres	(295)	(253)	(271)
Total impôts différés passifs nets	(328)	(275)	(289)

NOTE 17 - AUTRES PASSIFS

En millions d'euros

31 décembre	1999	1998	1997
Provisions pour litiges et environnement	212	186	150
Provisions pour grosses réparations	125	121	106
Provisions pour restructurations	374	298	303
Provisions pour frais de personnel	84	75	78
Écarts d'acquisition créditeurs	85	21	23
Autres	235	241	240
Total autres passifs	1 115	942	900

Les éléments expliquant la variation des provisions pour restructuration sont communiqués en note 24.

NOTE 18 - AUTRES DETTES

En millions d'euros

31 décembre	1999	1998
Acomptes reçus des clients	58	47
Impôt sur les sociétés à payer	189	147
Fournisseurs d'immobilisations	141	95
Subventions reçues	30	29
Dettes sociales	666	557
Dettes fiscales (hors impôt sur les sociétés)	180	151
Autres	1 195	771
Total des acomptes reçus des clients et des autres dettes	2 459	1 797

L'augmentation des autres dettes résulte principalement de l'intégration des filiales de transformation de la Branche Vitrage.

NOTE 19 - DETTES LONG TERME ET COURT TERME

Décomposition des dettes long terme et court terme

Les dettes long terme et court terme du Groupe se décomposent comme suit :

En millions d'euros

	1999	1998	1997
Dettes long terme :			

Émissions obligataires	2 886	1 497	1 002
Medium Term Notes	434	355	409
Placements privés	495	289	238
Emprunt perpétuel	101	101	101
Autres dettes à long terme y compris leasing	223	655	551
Total dettes long terme	4 139	2 897	2 301
Dettes court terme :			
Partie court terme des dettes à long terme	866	130	275
Emprunts à moins d'un an (US commercial paper, euro commercial paper, billets de trésorerie)	1 283	707	310
Concours bancaires	1 629	1 710	1 403
Total dettes court terme	3 778	2 547	1 988
Total dettes	7 917	5 444	4 289

Une partie des dettes, pour un montant de 49 millions d'euros au 31 décembre 1999, est garantie par divers actifs immobilisés (hypothèques et nantissements de titres).

En support de ses programmes de financement à court terme (US commercial paper, Euro commercial paper et Billets de trésorerie), la Compagnie de Saint-Gobain a mis en place une ligne syndiquée ainsi que des lignes de crédit bilatérales. À la date du 31 décembre 1999, le montant global de ces lignes de crédit était de 2 393 millions d'euros et aucune n'était mobilisée. Les commissions d'engagement payées en 1999 au titre de ces lignes de crédit s'élèvent à 1,5 million d'euros.

Par échéance, les dettes long terme et court terme s'analysent de la façon suivante :

Medium Term Notes	995	434	561
Programmes court terme :	2 393	1 283	1 110
■ US commercial paper	995	513	482
■ Euro commercial paper	398	251	147
■ Billets de trésorerie	1 000	519	481
Total programmes de financement	3 388	1 717	1 671

En devises, l'encours de tirage sur les trois derniers exercices est le suivant :

Programmes	Tirage autorisés	Limites autorisées	Encours		
			31.12.1999	31.12.1998	31.12.1997
Medium Term notes (USD)	1 à 30 ans	1 000	435	415	450
US commercial paper (USD)	jusqu'à 12 mois	1 000	515	400	210
Euro commercial paper (USD)	jusqu'à 12 mois	400	252	145	60
Billets de trésorerie (EUR)	jusqu'à 12 mois	1 000	519	241	61

NOTE 20 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion du risque de taux

La politique suivie par le Groupe en matière de gestion du risque de taux d'intérêt est de se protéger des effets d'une évolution à la hausse de la courbe des taux.

La moyenne pondérée des taux d'intérêts de la dette brute totale, après couverture, se situe à la fin de l'exercice 1999 à 5,3 % contre 5,9 % à la fin de l'exercice 1998 et 7,0 % à la fin de l'exercice 1997.

<i>En millions d'euros</i>			
31 décembre	1999	1998	1997
1999	—	—	239
2000	—	396	365
2001	489	466	457
2002	501	446	447
2003	285	93	217
2004	437	266	
2005	102		
Échéances comprises entre 6 ans et 10 ans inclus	2 094	760	349
Échéances au-delà de 10 ans	180	12	77
Échéances indéterminées (dont emprunt perpétuel)	51	129	137
Crédits revolving	—	329	13
Total dettes long terme	4 139	2 897	2 301
Dettes court terme	3 778	2 547	1 988
Total dettes	7 917	5 444	4 289

Programmes de financement

Le Groupe dispose de plusieurs programmes de financement à moyen et long terme (Medium Term Notes), ainsi qu'à court terme (Commercial Paper et Billets de trésorerie).

À la date du 31 décembre 1999, la situation de ces programmes s'établit comme suit :

<i>En millions d'euros</i>			
31 décembre 1999	Limites autorisées	Encours	Tirage disponible



Au 31 décembre, la dette nette du Groupe est la suivante :

	<i>En millions d'euros</i>		
	1999	1998	1997
Total dette brute	7 917	5 444	4 289
Prêts court terme	(238)	(479)	(375)
Valeurs mobilières de placement	(644)	(647)	(767)
Disponibilités	(729)	(433)	(479)
Total dette nette	6 306	3 885	2 668

Au 31 décembre 1999, la dette nette libellé en euros et en dollars américains représente 96,8 % de la dette nette totale. La dette nette par devises dans les tableaux suivants s'entend après prise en compte des cross-currency swaps pour le long terme, et des swaps cambistes pour le court terme. L'encours en fin d'année par échéance de la dette nette en euros et en dollars américains se ventile comme suit :

	<i>En millions d'euros</i>	
	31.12.	1 ^{er} sem.
2^e sem.		
Dettes nettes libellées en euros	1999	2000
2000	2001	2002
2003	2004	2005
Dettes nettes à taux fixe	2 263	2 244
2 079	1 705	1 650
1 703	1 683	1 663
Dettes nettes à taux variable	766	(119)
59	126	114
40	(190)	35
Total dettes nettes	3 029	2 125
2 138	1 831	1 764
1 743	1 493	1 698
%	100 %	70 %
71 %	60 %	58 %
58 %	49 %	56 %

	<i>En millions d'euros</i>	
	31.12.	1 ^{er} sem.
2^e sem.		
Dettes nettes libellées en dollars américains	1999	2000
2000	2001	2002
2 079	1 705	1 650
Dettes nettes à taux variable	766	(119)
Sous-total dettes nettes	3 029	2 125
Swaps payeurs de taux fixe	560	551
Swaps receveurs de taux fixe	303	333
Sous-total swaps de taux d'intérêts payeurs nets de taux fixe	257	218
Total dettes nettes à taux fixe y compris swaps de taux d'intérêts payeurs	2 520	2 461
% rapporté à dettes nettes au 31.12.1999	83 %	81 %
Caps achetés ⁽¹⁾	823	823
Swaptions payeuses de taux fixe	–	206
Caps vendus ⁽²⁾	389	389
Swaptions acheteuses de taux fixe	–	221
Sous-total swaptions et caps achetés nets ⁽¹⁾	434	419
Total dettes nettes à taux fixe y compris swaps de taux d'intérêts payeurs, swaptions et caps ⁽¹⁾	2 954	2 880
2 730	2 503	2 099
2 161	2 067	1 658
% rapporté à dettes nettes au 31.12.1999 ⁽¹⁾	97 %	95 %
90 %	83 %	69 %
71 %	68 %	55 %

(1) Hors caps achetés courant sur un trimestre et protégeant le risque de taux au passage de l'an 2000 (857 millions d'euros au 31 décembre 1999).

(2) Les 389 millions d'euros de caps vendus correspondent à la restructuration de caps achetés.

	2003	2004	2005
Dettes nettes à taux fixe	1 516	1 541	1 516
1 516	1 414	1 041	
720	643	244	
Dettes nettes à taux variable	341	1 537	511
236	344	251	
	229	211	
Total dettes nettes	1 857	3 078	2 027
956	1 758	1 292	
%	100 %	66 %	
60 %	57 %	42 %	
31 %	28 %	15 %	

La couverture de taux sur les devises principales (euro et dollar) s'analyse comme suit :

	<i>En millions d'euros</i>	
	31.12.	1 ^{er} sem.
2^e sem.		
Dettes nettes libellées en euros	1999	2000
2000	2001	2002
2003	2004	2005
Dettes nettes à taux fixe	2 263	2 244
1 703	1 683	1 663
59	126	114
40	(190)	35
Sous-total dettes nettes	3 029	2 125
2 138	1 831	1 764
1 743	1 493	1 698
Swaps payeurs de taux fixe	560	551
Swaps receveurs de taux fixe	303	333
Sous-total swaps de taux d'intérêts payeurs nets de taux fixe	257	218
279	410	411
405	331	(58)
Total dettes nettes à taux fixe y compris swaps de taux d'intérêts payeurs	2 520	2 461
2 357	2 114	2 061
2 108	2 014	1 605
% rapporté à dettes nettes au 31.12.1999	83 %	81 %
78 %	70 %	68 %
70 %	66 %	53 %
Caps achetés ⁽¹⁾	823	823
808	381	–
–	–	–
Swaptions payeuses de taux fixe	–	206
250	304	304
310	304	235
Caps vendus ⁽²⁾	389	389
389	–	–
–	–	–
Swaptions acheteuses de taux fixe	–	221
296	296	265
257	250	182
Sous-total swaptions et caps achetés nets ⁽¹⁾	434	419
373	389	38
53	53	53

	En millions d'euros	
	31.12.	1 ^{er} sem.
2^e sem.		
Dettes nettes libellées en dollars américains	1999	2000
2000	2001	2002
2003	2004	2005
Dettes nettes à taux fixe	1 541	1 516
1 516	1 414	1 041
720	643	244
Dettes nettes à taux variable	1 537	511
341	344	251
236	229	211
Sous-total dettes nettes	3 078	2 027
1 857	1 758	1 292
956	872	455
Swaps payeurs de taux fixe	652	478
478	404	150
149	–	–
Swaps receveurs de taux fixe	–	–
–	–	–
–	–	–
Sous-total swaps de taux d'intérêts payeurs net de taux fixe	652	478
478	404	150
149	–	–
Total dettes nettes à taux fixe y compris swaps de taux d'intérêts payeurs	2 193	1 994
1 994	1 818	1 191
869	643	244
% rapporté à dettes nettes au 31.12.1999	71 %	65 %
65 %	59 %	39 %
28 %	21 %	8 %
Caps achetés ⁽¹⁾	75	74
74	74	–
–	–	–
Swaptions payeuses de taux fixe	–	–
–	–	–
–	–	–
Caps vendus	–	–
–	–	–
–	–	–
Swaptions acheteuses de taux fixe	–	–
–	54	108
108	50	50
Sous-total swaptions et caps achetés nets ⁽¹⁾	75	74
74	17	(108)
(108)	(50)	(50)
Total dettes nettes à taux fixe y compris swaps de taux d'intérêts payeurs, swaptions et caps ⁽¹⁾	2 268	2 068
2 068	1 835	1 083
761	593	194
% rapporté à dettes nettes au 31.12.1999 ⁽¹⁾	74 %	67 %
67 %	60 %	35 %

25 % 19 % 6 %

(1) Hors opérations protégeant le risque de taux au passage à l'an 2000 : 50 millions de dollars américains de caps achetés et 63 millions de dollars américains de FRA achetés au 31 décembre 1999.

La partie des dettes nettes sur ces deux devises supportant des taux d'intérêts fixes se situe à 62,2 % au 31 décembre 1999, avant utilisation des instruments de couverture annulant (swaps) ou limitant (caps, swaptions) l'incidence des hausses de taux. La partie à taux fixe des dettes nettes en euros et en dollars, après couvertures fermes (swaps) est de 77,2 % au 31 décembre 1999. Après couvertures fermes (swaps, FRA ⁽¹⁾) et optionnelles (caps ⁽¹⁾, swaptions), et en prenant pour convention que la totalité de ces options sont dans la monnaie, ce pourcentage s'élèverait à 85,5 %.

(1) les couvertures indiquées ci-dessus n'incluent pas des caps achetés pour un montant nominal de 906 millions d'euros (857 millions de caps libellés en euros, et 50 millions de caps libellés en dollars) ainsi qu'un FRA acheté pour un montant nominal de 62,6 millions de dollars américains. Ces caps et ce FRA ont une durée courte (inférieure au trimestre) et sont destinés à gérer le risque de taux au passage de l'an 2000.

Le montant nominal des instruments financiers de couverture de taux en cours à la date du 31 décembre 1999 est :

En millions d'euros

31 décembre	1999
Swaps de taux d'intérêts payeurs du taux fixe	1 233
Swaps de taux d'intérêts receveurs du taux fixe	418
Swaps de taux d'intérêts taux variables longs/taux variables court ⁽¹⁾	122
Autres swaps de taux d'intérêts variable/variable	114
FRA achetés ⁽²⁾	62
Caps achetés ⁽²⁾	1 809
Caps vendus	389

(1) Ces swaps étant adossés aux titres participatifs émis en francs, leur incidence n'est pas reprise ci-après dans les différents pourcentages.

(2) Une partie de ces caps achetés pour un montant notionnel de 906 millions d'euros (857 millions de caps libellés en euros et 50 millions de caps libellés en dollars) ainsi qu'un FRA acheté pour un montant notionnel de 62,6 millions de dollars, ont une durée inférieure au semestre et sont destinés à gérer le risque de taux de passage de l'an 2000, leur incidence n'est pas reprise ci-après dans les différents pourcentages

Le montant nominal des engagements donnés et reçus sous la forme d'option de conversion de taux (swaptions) ou de remboursement anticipé d'emprunts est respectivement de 527 millions d'euros et de 287 millions d'euros.

Gestion du risque de change

La politique du Groupe en matière de gestion du risque de change, en particulier celui naissant de ses activités d'importations et d'exportations, est celle de la couverture du risque par les instruments appropriés : achats et ventes de devises à terme ou au comptant, associés à des swaps cambistes, options de change, avances ou dépôts devises ou par un mode de facturation en monnaie locale de l'établissement importateur ou exportateur.

Au 31 décembre 1999, le montant total des opérations de change à terme est de 281,6 millions d'euros tandis que le montant total des swaps de devises s'élève à 2 179 millions d'euros.

Les couvertures sont faites en fonction de la devise du pays dans lequel les branches exercent leurs activités, indépendamment de la devise de reporting du Groupe. Les opérations de couverture sont associées à des opérations économiques effectuées par le Groupe. Elles ne génèrent pas elles-mêmes de positions de change.

Le Groupe n'effectue pas de trading d'instruments de change, à l'exception de certaines opérations limitées d'arbitrage sur les marchés des changes. Ces opérations sont traitées à l'intérieur de limites prédéterminées dans le but d'optimiser la gestion centralisée des opérations de couverture du Groupe.

L'arbitrage est réalisé exclusivement sur les devises habituellement utilisées par le Groupe. Au 31 décembre 1999, les positions ouvertes résiduelles pouvant exister à ce titre, n'étaient pas significatives.

Gestion du risque de crédit et de liquidité

Les valeurs mobilières de placement et les instruments financiers utilisés en couverture des opérations de change et de taux, présentent un risque de contrepartie limité en raison de la qualité de ces dernières. Le choix de ces contreparties ainsi que l'évaluation des encours auprès d'elles s'inscrivent dans le cadre d'une méthodologie rigoureuse et sélective. De même, le risque de liquidité du Groupe n'est pas significatif.

Juste valeur

Comme évoqué précédemment, la politique suivie par le Groupe en matière de gestion du risque de taux d'intérêt est de se protéger d'une évolution à la hausse des taux. En conséquence, la majeure partie de l'endettement net du Groupe est fixé, soit par emprunt direct à taux fixe, soit par l'usage de swaps et d'options de swaps, de caps ou de FRA appliqués aux emprunts à taux variables.

Le taux d'intérêt moyen sur les postes significatifs de la dette à long terme du Groupe avant couverture s'exprime comme suit :

Taux d'intérêts sur encours

	<i>En pourcentage</i>		
31 décembre	1999	1998	1997
Émissions obligataires	5,29	5,80	6,37
Medium Term Notes	5,38	5,81	5,81
Placements privés	4,26	4,63	4,43
Emprunt perpétuel	3,81	4,00	4,81

La juste valeur de l'endettement net variable non couvert par des instruments financiers est identique à la valeur comptable.

Au 31 décembre 1999, l'impact d'une variation des taux d'intérêts



de 1% sur la charge nette de financement des cinq prochaines années s'analyse comme suit, en prenant pour hypothèse que le montant total de la dette reste stable et que les tombées de dette à taux fixe sont remplacées par de la dette à taux variable :

<i>En millions d'euros</i>		
	31.12.	1 ^{er} sem.
2^e sem.		
Dette libellée en euros		
2000	1999	2000
2003	2001	2002
2004	2004	2005
Incidence hors swaps de taux d'intérêt, swaptions et caps		
(9,5)	(7,7)	(7,8)
(13,3)	(13,2)	(13,8)
	(13,5)	(13,7)
Incidence hors swaptions et caps		
(6,7)	(5,1)	(5,7)
(9,2)	(9,1)	(9,7)
(9,2)	(10,2)	(14,2)
Incidence avec 100 % des swaptions et caps ⁽¹⁾ dans la monnaie		
(3,0)	(0,7)	(1,5)
(8,7)	(5,3)	(9,3)
(8,7)	(9,6)	(13,7)

(1) Hors caps (857 millions d'euros) de durée inférieure à un trimestre et protégeant le risque de taux au passage de l'an 2000.

<i>En millions d'euros</i>		
	31.12.	1 ^{er} sem.
2^e sem.		
Dette libellée en dollars américains		
2000	1999	2000
2003	2001	2002
2004	2004	2005

Incidence hors swaps de taux d'intérêt, swaptions et caps	(15,3)	(15,6)	(15,6)	(16,6)	(20,4)	(23,6)	(24,4)	(28,3)
Incidence hors swaptions et caps	(8,9)	(10,9)	(10,9)	(12,6)	(18,9)	(22,1)	(24,4)	(28,3)
Incidence avec 100 % des swaptions et caps ⁽¹⁾ dans la monnaie	(8,1)	(10,1)	(10,1)	(12,4)	(19,9)	(23,2)	(24,9)	(28,8)

(1) Hors caps achetés (50 millions d'USD) et FRA (63 millions de USD) de durée inférieure à un trimestre et protégeant le risque de taux au passage de l'an 2000.

En ce qui concerne les opérations de change, la valeur comptable et la juste valeur sont identiques, à l'exception des plus-values latentes sur le portefeuille d'options de change qui ne sont pas comptabilisées. Au 31 décembre 1999, le résultat latent n'est pas significatif.

NOTE 21 - FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT ET DE PUBLICITÉ

Les frais généraux incluent des frais de recherche et développement à hauteur de 342, 250 et 240 millions d'euros, respectivement pour les exercices 1999, 1998 et 1997. Les frais de publicité s'élèvent à 255 millions d'euros pour l'exercice 1999.

NOTE 22 - AUTRES CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION

En millions d'euros

	1999	1998	1997
Retraites et avantages annexes (note 15)	(148)	(121)	(114)
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	(63)	(46)	(40)
Participation et intéressement des salariés au résultat	(106)	(95)	(81)
Résultat sur ventes diverses et autres charges et produits exceptionnels	98	66	66
Total autres charges et produits d'exploitation	(219)	(196)	(169)

NOTE 23 - CHARGES NETTES DE FINANCEMENT

En millions d'euros

	1999	1998	1997
Rémunération des titres participatifs (note 14)	(25)	(25)	(29)
Frais financiers	(396)	(344)	(270)
Autres charges financières	(105)	(76)	(107)
Produits financiers et autres revenus financiers	196	151	113
Pertes et (profits) de change	2	(6)	5
Total charge nette de financement	(328)	(300)	(288)

Le montant des intérêts capitalisés au cours des exercices 1999, 1998 et 1997 s'élève respectivement à 3, 7 et 4 millions d'euros.

NOTE 24 - CHARGES ET PRODUITS HORS EXPLOITATION

Les charges et produits hors exploitation comprennent principalement les charges de restructuration supportées à l'occasion de cessions d'activités ainsi que les frais relatifs aux dispositions prises en faveur du personnel affecté par des mesures d'ajustements d'effectifs.



En millions d'euros

	1999	1998	1997
Charges de restructuration			
■ France	(100)	(39)	(87)
■ Autres pays européens	(61)	(60)	(52)
■ Amérique du Nord	(17)	(17)	(7)
■ Reste du monde	(13)	(11)	(4)
Autres	0	(14)	(25)
Total des charges et produits hors exploitation	(191)	(141)	(175)

En 1999, les charges de restructuration concernent notamment les branches Vitrage (Sekurit Saint-Gobain Véhicules Industriels, Solaglas, Saint-Gobain Vitrage), Canalisation (Pont-à-Mousson), Conditionnement (Saint-Gobain Emballage) et Céramiques Industrielles (Norton HTK GmbH, SGIC, Norton USA Matériaux).

En 1998, les charges de restructuration concernaient notamment les branches Vitrage (Cristaleria Española), Isolation (Grünzweig und Hartmann, Isover Saint-Gobain), Matériaux de Construction (CertainTeed), Canalisation (Pont-à-Mousson) et Conditionnement (Saint-Gobain Emballage).

En 1997, les charges de restructuration concernaient principalement les branches Vitrage (Saint-Gobain Vitrage, Saint-Roch Belgique et Solaglas), Matériaux de Construction (Novatech), Canalisation (Pont-à-Mousson et Halbergerhütte) et Conditionnement (Saint-Gobain Emballage).

NOTE 25 - RÉSULTAT DES RÉALISATIONS D'ACTIFS

En 1999, la plus-value nette dégagée sur les réalisations d'actifs provient essentiellement de la cession des titres Vivendi.

En 1998, la plus-value nette dégagée sur les réalisations d'actifs provenait principalement de la cession de titres Vivendi ainsi que du solde des participations dans Suez Lyonnaise des Eaux, Saur et AXA.

En 1997, la plus-value nette dégagée sur les réalisations d'actifs provenait essentiellement de la cession des titres CISE, Compagnie Générale des Eaux et Vachette.

NOTE 26 - PLANS D'OPTIONS SUR ACTIONS ET PLANS D'ÉPARGNE SALARIALE

Plan d'options portant sur des actions de la Compagnie de Saint-Gobain

La Compagnie de Saint-Gobain met en œuvre des plans d'options sur actions réservés à certaines catégories de personnel ainsi qu'un Plan d'Épargne du Groupe "PEG".

Les plans d'options sur actions permettent au Conseil d'administration d'attribuer des options donnant au bénéficiaire la possibilité d'obtenir des actions Saint-Gobain à un prix calculé sur la base du cours moyen de l'action lors des 20 séances de Bourse précédant leur attribution. Un rabais de 10 % et 5 % a été accordé par rapport au cours moyen, respectivement en 1997 et 1998. Tout rabais a été supprimé en 1999.

Le délai minimum de levée des options est de deux, trois ou de cinq ans. Pendant ce délai, aucune des options reçues ne peut être exercée. Le délai maximum de levée des options est de huit ou dix ans à partir de la date d'attribution. Le bénéfice des options est perdu en cas de départ du Groupe.

Depuis 1997, les plans ne portent plus sur des options de souscription d'actions nouvelles mais sur des options d'achat d'actions existantes. Les données relatives aux plans d'options sur actions au cours des exercices 1997, 1998 et 1999 sont récapitulées ci-après :

En euros

	Actions	Prix moyen d'exercice
Nombre d'options non levées au 1^{er} janvier 1997	997 051	75,12
■ Options attribuées	296 865	113,88
■ Options exercées	(171 393)	65,41
Nombre d'options non levées au 31 décembre 1997	1 122 523	86,90
■ Options attribuées	321 995	118,15
■ Options exercées	(103 583)	68,78
Nombre d'options non levées au 31 décembre 1998	1 340 935	95,81
■ Options attribuées	437 725	162,53
■ Options exercées	(287 216)	77,22
Nombre d'options non levées au 31 décembre 1999	1 491 444	118,97

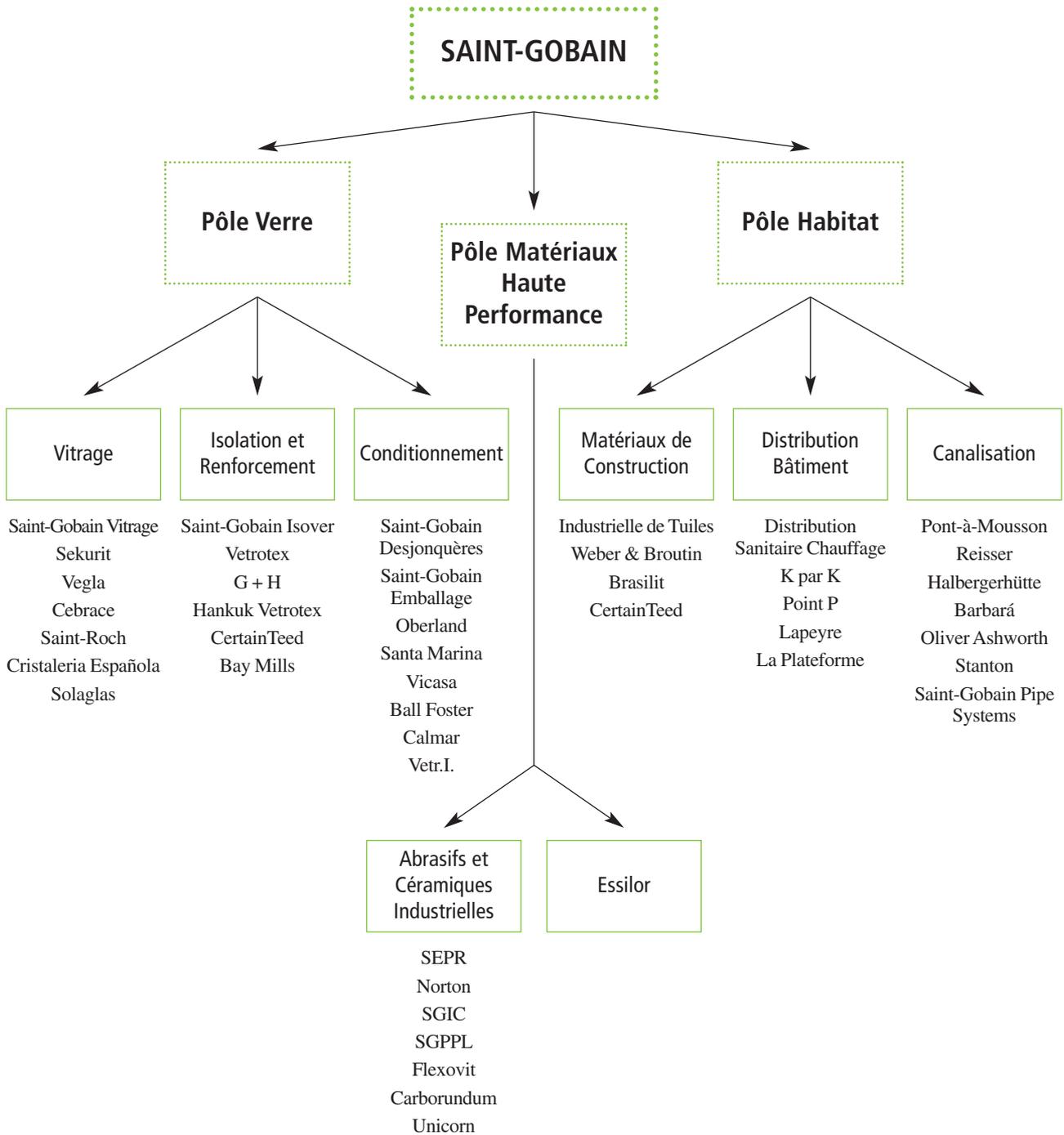
Au 31 décembre 1997, 1998, et 1999, 521 968, 722 075, et 618 279 options étaient exerçables à un prix moyen d'exercice compris entre 72,26 euros et 89,49 euros et au 31 décembre 1999, 1 307 010 étaient disponibles pour être attribuées.

Le tableau ci-après récapitule les données relatives aux plans d'options en vigueur au 31 décembre 1999 :

Date d'attribution	Options exerçables			Options non exerçables		Total options non levées Nombre d'options	Nature des options
	Prix d'exercice <i>(en euros)</i>	Nombre d'options	Durée pondérée contractuelle restante en mois	Prix d'exercice <i>(en euros)</i>	Nombre d'options		
1992	62,10	12 123	9			12 123	Souscription
1993	66,30	22 156	23			22 156	Souscription
1994	81,56	33 965	33			33 965	Souscription
1995	70,13	115 795	47			115 795	Souscription
1996	85,68	256 520	59			256 520	Souscription
1997	113,88	177 720	71	113,88	113 445	291 165	Achat
1998	118,15	0	83	118,15	321 995	321 995	Achat
1999	162,53	0	119	162,53	437 725	437 725	Achat
Total		618 279			873 165	1 491 444	



PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE AU 31 DÉCEMBRE 1999



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DE L'AUDITEUR CONTRACTUEL

sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 1999

Aux Actionnaires de la Compagnie de Saint-Gobain

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la Compagnie de Saint-Gobain établis en euros, relatifs aux exercices clos les 31 décembre 1999, 1998 et 1997, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en France : ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les

estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés, établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris le 30 mars 2000

Les Commissaires aux comptes

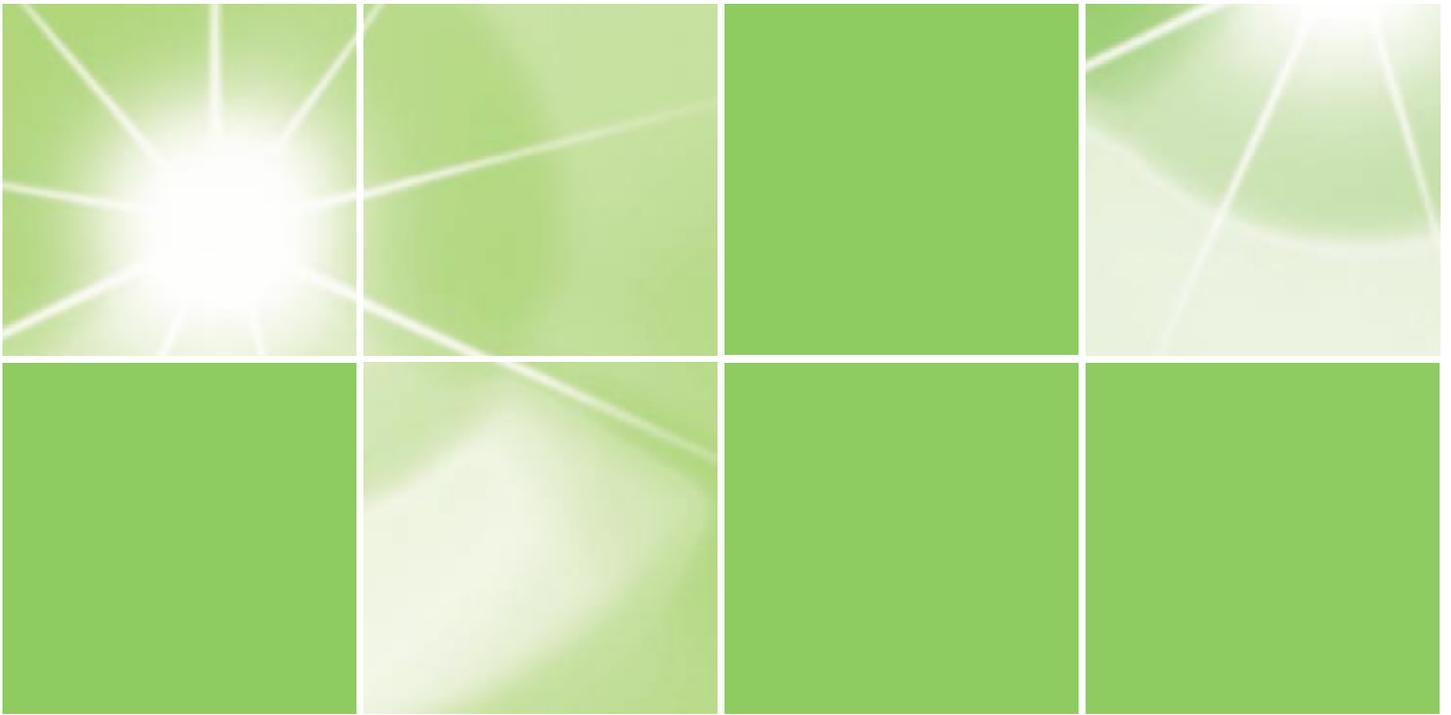
BEFEC – PRICE WATERHOUSE
Membre de PricewaterhouseCoopers

Mike Moralee

S.E.C.E.F.

Jacques Tenette

L'auditeur contractuel
PRICEWATERHOUSECOOPERS LONDON



Comptes de la Compagnie (société mère)

COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers d'euros

	notes	1999	1998	1997
Produits des participations		592 409	483 524	427 272
Produits nets des placements (1)		17 578	40 121	35 688
Charges d'intérêts (1)		(331 411)	(291 700)	(252 908)
Autres produits (et charges) financiers		(139)	10 747	9 730
Résultat financier	2	278 437	242 692	219 782
Autres produits (et charges) d'exploitation		(8 196)	(8 488)	(7 919)
Résultat courant		270 241	234 204	211 863
Résultat exceptionnel	3	339 828	444 911	260 598
Impôts sur les bénéfices	4	(36 209)	(85 228)	(22 867)
Résultat net social		573 860	593 887	449 593

(1) Pour une meilleure présentation des charges et produits financiers, les produits financiers relatifs à des instruments de hors-bilan sont rattachés aux opérations couvertes et inscrits en diminution des charges pour un montant de 143,749 milliers d'euros en 1999, 127,216 milliers d'euros en 1998 et de 117,620 milliers d'euros en 1997.

ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTAT

1 - Produits des participations

En milliers d'euros

	1999	1998	1997
Revenus des titres de participation	342 043	271 208	252 629
Revenus des créances rattachées et des prêts	250 366	212 316	174 643
Total	592 409	483 524	427 272

2 - Produits nets des placements

En milliers d'euros

	1999	1998	1997
Autres intérêts et produits assimilés ⁽¹⁾	11 420	33 988	31 271
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	6 158	6 133	4 417
Total	17 578	40 121	35 688

3 - Charges d'intérêts

En milliers d'euros

	1999	1998	1997
Titres participatifs	25 120	25 485	28 844
Autres intérêts et charges assimilés ⁽¹⁾	306 291	266 215	224 064
Total	331 411	291 700	252 908

4 - Autres produits et (charges) financiers

En milliers d'euros

	1999	1998	1997
Produits provenant des valeurs de l'actif immobilisé	106	98	4 241
Dotations aux amortissements et provisions financiers	(639)	(127)	(127)
Différence nette de change	394	10 776	5 616
Total	(139)	10 747	9 730

(1) Pour une meilleure présentation des charges et produits financiers, les produits financiers relatifs à des instruments de hors-bilan sont rattachés aux opérations couvertes et inscrits en diminution des charges pour un montant de 143,749 milliers d'euros en 1999, 127,216 milliers d'euros en 1998 et de 117,620 milliers d'euros en 1997.

5 - Autres produits et (charges) d'exploitation

En milliers d'euros

	1999	1998	1997
Autres produits d'exploitation			
■ Groupe	102 798	96 362	88 016
■ Hors Groupe	15 908	10 735	11 309
Total	118 706	107 097	99 325
Autres charges d'exploitation			
■ Frais de personnel	(35 009)	(34 791)	(34 402)
■ Autres charges	(91 871)	(80 772)	(72 812)
Total	(126 880)	(115 563)	(107 215)
Résultat sur opérations faites en commun	(22)	(22)	(29)
Total net	(8 196)	(8 488)	(7 919)

6 - Résultat exceptionnel

En milliers d'euros

	1999	1998	1997
Produits exceptionnels			
■ Sur opérations de gestion	18 970	24 892	16 430
■ Sur opérations en capital	420 749	1 248 046	1 154 622
■ Reprises de provisions	28 220	14 156	78 930
Total	467 939	1 287 094	1 249 982
Charges exceptionnelles			
■ Sur opérations de gestion	10 939	3 267	59 828
■ Sur opérations en capital	103 476	801 412	922 391
■ Dotations aux amortissements et provisions	13 696	37 504	7 165
Total	128 111	842 184	989 384
Résultat exceptionnel	339 828	444 911	260 598

BILAN AU 31 DÉCEMBRE*En milliers d'euros*

ACTIF	1999			1998	1997
	Brut	Amortissements	Net		
ACTIF IMMOBILISÉ					
Immobilisations incorporelles (note 5)					
Fonds commercial ⁽¹⁾	567	363	204	227	250
Autres immobilisations incorporelles	12 299	8 794	3 505	5 287	8 143
Immobilisations incorporelles en cours	8 053	–	8 053	3 283	399
Immobilisations corporelles (note 6)					
Terrains	620	–	620	1 135	4 502
Constructions	487	204	283	303	318
Autres	9 681	6 876	2 805	2 455	1 875
Immobilisations corporelles en cours	85	–	85	0	14
Immobilisations financières ⁽²⁾ (note 7)					
Participations	7 617 352	6 012	7 611 340	7 047 039	6 969 793
Créances rattachées à des participations	3 389 321	–	3 389 321	2 037 700	1 745 261
Autres titres immobilisés	368 471	12 264	356 207	350 542	100 172
Prêts	1 012 661	731	1 011 930	942 519	831 801
Autres immobilisations financières	1 186	–	1 186	1 200	756
Total I	12 420 783	35 244	12 385 539	10 391 690	9 663 284
ACTIF CIRCULANT (note 8)					
Créances autres ⁽³⁾	176 525	–	176 525	58 623	55 690
Valeurs mobilières de placement	89 553	–	89 553	168 634	290 225
Disponibilités	1 689 461	–	1 689 461	1 554 444	672 957
Comptes de régularisation					
Charges constatées d'avance ⁽³⁾	24 159	–	24 159	20 156	17 840
TOTAL II	1 979 698	0	1 979 698	1 801 857	1 036 712
Charges à répartir sur plusieurs exercices	TOTAL III	2 504	–	2 504	254
Écart de conversion actif	TOTAL IV	–	–	–	2 056
TOTAL GÉNÉRAL	14 402 985	35 244	14 367 741	12 193 801	10 702 434
(1) Dont droit au bail			–	–	–
(2) Dont à moins d'un an			2 654 407	1 879 447	1 649 706
(3) Dont à plus d'un an			7 021	9 228	11 258

En milliers d'euros

PASSIF	1999	1998	1997	
CAPITAUX PROPRES (note 9)				
Capital social	1 395 788	1 376 550	1 360 254	
Primes d'émission, de fusion, d'apport	2 511 575	3 042 472	3 041 632	
Écart de réévaluation	56 797	206 509	206 713	
Réserves :				
■ Réserve légale ⁽¹⁾	139 579	137 655	136 025	
■ Réserves réglementées	1 076 532	698 859	469 032	
■ Autres réserves	106 415	106 415	106 415	
Report à nouveau	679 761	569 644	515 153	
Résultat de l'exercice	573 860	593 887	449 593	
Provisions réglementées (note 11)	6 495	6 440	6 440	
TOTAL I	6 546 802	6 738 431	6 291 257	
AUTRES FONDS PROPRES (note 10)				
Produits des émissions de titres participatifs	TOTAL I bis	391 034	391 033	399 464
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (note 11)				
Provisions pour risques	412 763	440 539	417 259	
Provisions pour charges	7 646	6 645	6 732	
TOTAL II	420 409	447 184	423 991	
DETTES ⁽²⁾ (note 12)				
Autres emprunts obligataires	356 911	125 875	226 522	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽³⁾	471 753	478 339	458 315	
Emprunts et dettes financières divers	5 857 235	3 883 481	2 691 216	
Dettes fiscales et sociales	23 736	88 035	24 339	
Autres dettes	296 703	37 562	182 604	
Comptes de régularisation ⁽²⁾				
Produits constatés d'avance	3 158	3 861	2 875	
TOTAL III	7 009 496	4 617 153	3 585 871	
Écarts de conversion passif	TOTAL IV	–	–	1 851
TOTAL GÉNÉRAL	14 367 741	12 193 801	10 702 434	
(1) Dont réserve de plus-values long terme affectée	14 225	14 225	14 225	
(2) Dont à plus d'un an	3 518 468	2 190 729	1 562 527	
Dont à moins d'un an	3 491 028	2 426 424	2 023 344	
(3) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	87 996	285 964	304 343	

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE*En milliers d'euros*

	1999	1998	1997
Résultat net	573 860	593 887	449 593
Dotation aux amortissements	4 234	4 161	1 559
Dotation/Reprise de provisions	(13 885)	23 308	(70 378)
Résultat des réalisations d'actifs	(317 274)	(446 634)	(232 231)
Capacité d'autofinancement	246 935	174 722	148 543
(Augmentation) diminution des créances autres	(124 794)	(5 249)	3 669
Augmentation (diminution) des dettes fiscales et sociales	(64 299)	63 696	(5 076)
Augmentation (diminution) des autres dettes	258 427	(144 056)	57 081
Variation des éléments du besoin en fonds de roulement de l'exercice	69 334	(85 609)	55 674
Trésorerie provenant de l'exploitation	316 269	89 113	204 217
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(6 143)	(3 232)	(4 802)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 551)	(1 723)	(2 431)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	557	4 034	400
Acquisition de titres de participation et autres titres immobilisés	(589 814)	(780 913)	(1 151 485)
Acquisition d'actions propres	(715 040)	(344 181)	–
Cession de titres de participation et autres titres immobilisés	420 192	1 244 012	1 154 222
(Augmentation) diminution des créances rattachées à des participations	(1 351 621)	(292 439)	(138 736)
(Augmentation) diminution des prêts long terme	(69 413)	(110 716)	38 098
(Augmentation) diminution des autres immobilisations financières	17	(447)	(114)
Trésorerie nette affectée à des opérations d'investissement/de désinvestissement	(2 312 816)	(285 605)	(104 848)
Augmentation de capital	135 529	105 137	265 015
Dividendes distribués	(281 587)	(251 647)	(224 545)
Augmentation (diminution) des Écarts de réévaluation	–	(202)	(63)
Augmentation (diminution) des autres fonds propres	–	(8 430)	–
Augmentation (diminution) des dettes financières	1 570 054	497 981	716 283
Augmentation (diminution) des banques créditrices et autres emprunts à court terme	628 152	613 864	(541 961)
Diminution (augmentation) des valeurs mobilières de placement	79 416	121 276	(170 448)
Trésorerie nette dégagée par ou (utilisée par) des opérations de financement	2 131 564	1 077 979	44 281
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	135 017	881 487	143 650
Disponibilités au 1 ^{er} janvier	1 554 444	672 957	529 307
Disponibilités au 31 décembre	1 689 461	1 554 444	672 957

ANNEXE

Les états financiers de la Compagnie de Saint-Gobain, qui étaient auparavant présentés en francs, sont désormais présentés en euros. Les comptes des exercices 1997 et 1998 ont été préparés en francs puis convertis en euros, au cours officiel de l'euro au 1^{er} janvier 1999, soit : 6,55957 francs pour un euro.

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999.

Les notes, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30 mars 2000 par le Conseil d'administration.

NOTE 1 - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes de la Compagnie de Saint-Gobain sont établis en conformité avec les principes comptables français.

La présentation du compte de résultat a été adaptée à l'activité de holding financière de la Compagnie de Saint-Gobain.

Le principe de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre a été respecté à l'exception de la méthode de comptabilisation des comptes de l'établissement stable en Allemagne qui est décrite ci-après :

Les états financiers de l'établissement allemand sont incorporés dans ceux du siège de la Compagnie de Saint-Gobain.

Jusqu'au 31 décembre 1998, les immobilisations de l'établissement stable allemand étaient converties de Deutsche marks en francs en utilisant le taux historique en vigueur à la date de leur acquisition, l'établissement stable étant jusqu'à cette date considéré comme non autonome.

Du fait du passage à l'euro à partir du 1^{er} janvier 1999, l'établissement stable allemand est maintenant considéré comme un établissement autonome. Dès lors, les immobilisations incorporelles, corporelles et les titres de participation ainsi que les amortissements et provisions correspondants sont converties directement de Deutsche marks en euros, par application directe de la parité définitive (1 euro pour 1,95583 Deutsche mark).

Par ailleurs, la réévaluation des titres de participation de l'établissement allemand pratiquée en 1976 a été annulée.

Les autres postes du bilan avaient été convertis de Deutsche marks en francs au 31 décembre 1998 par application des parités définitives. De ce fait, le passage à l'euro au 1^{er} janvier 1999 ne génère aucun écart de conversion.

L'impact du changement de méthode sur les comptes de bilan est indiqué dans les notes 7 et 9.

Immobilisations incorporelles

Le fonds commercial reçu en apport, ne bénéficiant pas de protection juridique, est amorti en vingt-cinq ans. Les autres immobilisations incorporelles sont amorties sur trois ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations), à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les durées les plus fréquemment utilisées sont les suivantes :

- Constructions	40 ans	Linéaire
- Agencements des constructions	12 ans	Linéaire
- Installations générales	5 ou 12 ans	Linéaire
- Mobilier de bureau	10 ans	Linéaire
- Matériel de bureau	5 ans	Linéaire
- Matériel de transport	4 ans	Linéaire
- Matériel informatique	3 ans	Linéaire ou Dégressif

Immobilisations financières, participations, autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

L'évaluation des titres des sociétés holding a été effectuée sur la base de l'actif net réévalué, les dépréciations ou reprises de provisions sur les autres titres ont été généralement décidées en application d'une méthode d'évaluation des actions qui consiste à faire la moyenne entre, d'une part la valeur d'actif net réévalué de la société concernée, et d'autre part une capitalisation d'une moyenne des cash-flow nets courants. Les dotations et reprises de provisions sur titres sont inscrites en résultat exceptionnel.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement comprennent principalement des SICAV et des fonds communs de placement qui sont enregistrés à leur coût d'acquisition ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure à ce coût.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devises

Les charges et produits sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes et créances bénéficiant d'une couverture spécifique sont converties au bilan au cours garanti correspondant. Une provision pour pertes de change est constituée pour faire face aux pertes latentes non couvertes. Les autres dettes, créances et disponibilités en devises sont converties au taux de clôture, de même que les instruments de couverture correspondants, les différences résultant de cette actualisation figurent en "différences de change".



Instruments financiers

La Compagnie de Saint-Gobain gère, essentiellement pour le compte de ses filiales, la couverture des risques de change et de taux d'intérêt résultant des activités internationales du Groupe.

De même, le risque de liquidité est géré par la Compagnie de Saint-Gobain et n'est pas significatif.

Le risque de marché porte exclusivement sur des participations stratégiques.

Les instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir les risques de change sont principalement des contrats d'achat ou de vente à terme fermes, des swaps de devises et des options de change. Les créances et les dettes en devises qui sont couvertes par des contrats d'achat ou de vente à terme fermes sont valorisées dans le bilan à leur taux de couverture. Les gains ou les pertes latents sur les options de change utilisées dans ce cadre sont comptabilisés dans le compte de résultat, et les primes payées ou reçues sont réévaluées en fin d'exercice comptable. Les pertes latentes constatées sur des options couvrant un risque économique non spécifiquement identifié sont enregistrées dans le compte de résultat alors que les gains latents sur ces mêmes opérations ne sont pas pris en compte.

Pour couvrir les risques de taux, la Compagnie de Saint-Gobain utilise des options et des swaps de taux, des caps et floors ainsi que des FRA. Les produits et les charges relatifs aux swaps de taux sont reconnus en résultat de façon symétrique au mode de comptabilisation des produits et des charges sur l'élément couvert. Les primes d'options de taux sont amorties linéairement sur la durée la plus courte entre la date d'achat de l'opération et le date d'échéance de celle-ci ou entre la date d'achat de l'opération et la date d'échéance du sous-jacent.

Régimes de l'intégration fiscale et du bénéfice fiscal consolidé

La Compagnie de Saint-Gobain bénéficie du régime du bénéfice fiscal consolidé prévu à l'article 209 quinquies du Code Général des Impôts (agrément renouvelé au titre des exercices 1998 à 2000) ainsi que du régime de l'intégration fiscale prévu aux articles 223 A et suivants du Code Général des Impôts.

La charges d'impôt de la Compagnie de Saint-Gobain comprend la charge qui est propre à cette dernière ainsi que celle résultant de l'effet du bénéfice fiscal consolidé au titre des filiales du Groupe. Les impôts susceptibles d'être mis ultérieurement à la charge de la Compagnie de Saint-Gobain dans le cadre de l'effet du bénéfice fiscal consolidé dans les filiales, font l'objet d'une provision pour impôt latent. La variation de cette provision est comptabilisée en résultat exceptionnel.

NOTE 2 - RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier est en augmentation de 36 millions d'euros, qui provient :

- pour 109 millions d'euros d'une augmentation des produits des participations ;
- pour 73 millions d'euros d'une augmentation des autres intérêts et produits assimilés nets des charges de même nature ;
- d'une stabilité des produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement.

NOTE 3 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Les produits exceptionnels comprennent notamment les produits sur opérations de gestion pour 19 millions d'euros, la valeur de vente des éléments cédés pour 421 millions d'euros et des reprises de provisions pour risques et charges et dépréciations pour 28 millions d'euros dont 0,5 million d'euros au titre des produits d'impôt définitivement acquis à la Compagnie de Saint-Gobain.

Les charges exceptionnelles correspondent à des charges sur opérations de gestion pour 11 millions d'euros, à la valeur nette des éléments d'actif cédés pour 103 millions d'euros et à des dotations aux amortissements et aux provisions pour 14 millions d'euros.

NOTE 4 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Dans le cadre des régimes du bénéfice fiscal consolidé et de l'intégration fiscale, la charge d'impôt attribuable à la Compagnie de Saint-Gobain a été estimée pour l'exercice 1999 à 36 millions d'euros.

Par ailleurs, la Compagnie de Saint-Gobain est amenée à doter la réserve des plus-values à long terme au titre des revenus taxables au taux réduit de 19 %, constatés par l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre d'intégration fiscale. Au titre des revenus de 1999, la dotation à effectuer en 2000 s'élève à 497 millions d'euros par prélèvement sur le résultat de l'exercice.

NOTE 5 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles correspondent au fonds commercial et aux autres immobilisations amorties sur trois ans.

En milliers d'euros

	Immobilisations			Amortissements				
	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Cumulés à la fin de l'exercice
Fonds commercial	567	–	–	567	340	23	–	363
Autres immobilisations incorporelles	10 926	1 374	(1)	12 299	5 640	3 155	(1)	8 794
Immobilisations incorporelles en cours	3 284	6 136	(1 367)	8 053	–	–	–	–
Total	14 777	7 510	(1 368)	20 919	5 980	3 178	(1)	9 157

NOTE 6 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En milliers d'euros

	Immobilisations			Amortissements				
	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Cumulés à la fin de l'exercice
Terrains	1 134	71	(585)	620	–	–	–	–
Constructions	491	–	(4)	487	187	17	–	204
Autres immobilisations corporelles	8 440	1 417	(176)	9 681	5 984	1 060	(168)	6 876
Immobilisations corporelles en cours	0	1 033	(948)	85	–	–	–	–
Total	10 065	2 521	(1 713)	10 873	6 171	1 077	(168)	7 080

NOTE 7 - IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Immobilisations financières

En milliers d'euros

	Immobilisations			Valeur brute à la fin de l'exercice
	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	
Participations	7 053 296	665 154	(101 098)	7 617 352
Créances rattachées	2 037 700	2 335 988	(984 367)	3 389 321
Autres titres immobilisés	350 542	715 040	(697 111)	368 471
Prêts	943 249	1 011 911	(942 499)	1 012 661
Autres immobilisations financières	1 203	–	(17)	1 186
Total	10 385 990	4 728 093	(2 725 092)	12 388 991



Mouvements sur les titres de participation

En milliers d'euros

	Augmentations	Diminutions
Achat d'actions Poliet		
■ Exercice par Paribas de son option de vente	411 303	
■ OPRO et levées de stocks options	114 513	
	525 816	0
Augmentation de capital de Schleifmittel-Beteiligungen	35 790	
Augmentation de capital de Vetrotex Deutschland GmbH	15 339	
Achat d'actions Grünzweig + Hartmann AG	6 438	
Achat d'actions Santa Marina	5 664	
Échange d'obligations Essilor International contre des actions ordinaires	697	
Cession partielle d'actions Vivendi		(99 690)
Cession partielles d'actions Ruhrglas à Oberland Glas AG		(1 247)
Divers	69	(161)
Impact net de la prise en compte comme établissement autonome de l'établissement allemand	75 341	
Total	665 154	(101 098)

Mouvements sur les autres titres immobilisés

En milliers d'euros

	Augmentations	Diminutions
Achat d'actions propres	715 040	
Annulation d'actions propres (16 ^e résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 24 juin 1999)		(694 922)
Cession d'actions propres à des bénéficiaires d'option d'achat d'actions		(889)
Échange d'obligations Essilor International contre actions ordinaires		(697)
Remboursements de parts AMT Venture Funds Inc.		(598)
Remboursements divers		(5)
Total	715 040	(697 111)

Créances de l'actif immobilisé

En milliers d'euros

	Montant brut	Échéance	
		À un an au plus	À plus d'un an
Créances rattachées à des participations	3 389 321	1 645 333	1 743 988
Prêts ⁽¹⁾	1 012 661	1 009 074	3 587
Autres	1 186	–	1 186
Total	4 403 168	2 654 407	1 748 761

(1) Prêts accordés en cours d'exercice
Prêts remboursés en cours d'exercice

1 011 911
942 499

NOTE 8 - ACTIF CIRCULANT

L'actif circulant (1.973 millions d'euros) est en augmentation de 171 millions d'euros. Cette variation traduit une augmentation des disponibilités (128 millions d'euros) ainsi que des autres créances

(118 millions d'euros) et des charges constatées d'avance (4 millions d'euros) compensée partiellement par une diminution des valeurs mobilières de placement (79 millions d'euros).

Échéances des créances de l'actif circulant

En milliers d'euros

	Montant brut	Échéance	
		À un an au plus	À plus d'un an
Autres	176 525	176 525	–
Charges constatée d'avance	24 159	17 138	7 021
Total	200 684	193 663	7 021

NOTE 9 - CAPITAUX PROPRES

Tableau de variations des capitaux propres

En milliers d'euros

	Montants
Capitaux propres avant répartition résultat de l'exercice 1998	6 738 431
Distribution en 1999 du dividende afférent à l'exercice 1998	(281 587)
Augmentation de capital réservée au personnel (capital et primes)	135 529
Réduction de capital par annulation de 4 514 788 actions (capital et primes)	(694 922)
Impact au 1 ^{er} janvier 1999 de la prise en compte comme établissement autonome de l'établissement allemand :	
■ Sur l'écart de réévaluation	(78 569)
■ Sur le compte de report à nouveau	153 898
Sous-total	75 329
Autres variations - Écart de réévaluation et provisions réglementées	162
Résultat de l'exercice 1999	573 860
Capitaux propres avant répartition du résultat de l'exercice 1999	6 546 802

Tableau des mouvements sur capital

Valeur du nominal au 1^{er} janvier 1999 : 100 francs contre-valeur euro : 15,24 arrondi.

Valeur du nominal au 31 décembre 1999 : 16 euros.

En milliers d'euros

	Nombre d'actions	Montant
Situation au début de l'exercice	90 295 788	1 376 550
Émission d'actions au titre du Plan d'Épargne Groupe	1 174 234	18 788
Émission d'actions à la suite de la levée d'options de souscription d'actions attribuées en 1992, 1993, 1994, 1995 et 1996	281 516	4 504
Élévation du nominal des actions à 16 euros	–	64 773
Annulation d'actions (5 % du capital, 16 ^e résolution de l'AGM du 24 juin 1999)	(4 514 788)	(68 827)
Situation à la fin de l'exercice	87 236 750	1 395 788

La prime d'émission diminue de 509 millions d'euros correspondant aux primes d'émission liées aux opérations d'augmentations ou d'annulation de capital mentionnées ci-dessus, sous déduction des frais y afférents et de la dotation complémentaire à la réserve légale, qui augmente de 2 millions d'euros.

L'écart de réévaluation (57 millions d'euros) diminue de 150 millions d'euros, compte tenu du prélèvement effectué pour l'arrondi du nominal des actions à 16 euros et de l'annulation de la réévaluation pratiquée en 1976 sur les titres de l'établissement allemand. À la suite des décisions de l'Assemblée Générale Mixte du 24 juin 1999, sur l'affectation des résultats de 1998, le report à nouveau a diminué de 44 millions d'euros et les réserves réglementées ont augmenté de 378 millions d'euros pour s'établir à 1.183 millions d'euros par prélèvement partiel sur la prime d'apport qui diminue d'un montant de 22 millions d'euros.

D'autre part, le report à nouveau augmente d'un montant net de 154 millions d'euros, après avoir pris en compte l'établissement

allemand comme un établissement autonome, il s'élève maintenant à 680 millions d'euros.

Enfin, le résultat de l'exercice 1999 est en diminution de 20 millions d'euros par rapport à celui de 1998.

Plan d'options d'achat d'actions

La Compagnie de Saint-Gobain met en œuvre des plans d'options sur actions réservés à certaines catégories de personnel ainsi qu'un Plan d'Épargne du Groupe "PEG".

Les plans d'options sur actions permettent au Conseil d'administration d'attribuer des options donnant au bénéficiaire la possibilité d'obtenir des actions Saint-Gobain à un prix calculé sur la base du cours moyen de l'action lors des vingt séances de Bourse précédant leur attribution. Un rabais de 10 % et 5 % a été accordé par rapport au cours moyen, respectivement en 1997 et 1998. Tout rabais a été supprimé en 1999.

Le délai minimum de levée des actions est de deux, trois ou de cinq ans. Pendant ce délai, aucune des options reçues ne peut être exercée. Le délai maximum de levée des options est de huit ans à partir de la date d'attribution. Le bénéfice des options est perdu en cas de départ du Groupe.

Depuis 1997, les plans ne portent plus sur des options de

souscription d'actions nouvelles mais sur des options d'achat d'actions existantes.

Les données relatives aux plans d'options sur actions au cours des exercices 1997, 1998 et 1999 sont récapitulées ci-après :

<i>En euros</i>		
	Actions	Prix moyen d'exercice
Nombre d'options non levées au 1^{er} janvier 1997	997 051	75,12
■ Options attribuées	296 865	113,88
■ Options exercées	(171 393)	65,41
Nombre d'options non levées au 31 décembre 1997	1 122 523	86,90
■ Options attribuées	321 995	118,15
■ Options exercées	(103 583)	68,78
Nombre d'options non levées au 31 décembre 1998	1 340 935	95,81
■ Options attribuées	437 725	162,53
■ Options exercées	(287 216)	77,22
Nombre d'options non levées au 31 décembre 1999	1 491 444	118,97

Au 31 décembre 1997, 1998, et 1999, 521 968, 722 075, et 618 279 options étaient exerçables à un prix moyen d'exercice

compris entre 72,26 euros et 89,49 euros et au 31 décembre 1999, 1 307 010 étaient disponibles pour être attribuées.

Le tableau ci-après récapitule les données relatives aux plans d'options en vigueur au 31 décembre 1999 :

Date d'attribution	Options exerçables			Options non exerçables		Total options non levées	Nature des options
	Prix d'exercice	Nombre d'options	Durée pondérée contractuelle restante en mois	Prix d'exercice	Nombre d'options		
	<i>(en euros)</i>			<i>(en euros)</i>			
1992	62,10	12 123	9			12 123	Souscription
1993	66,30	22 156	23			22 156	Souscription
1994	81,56	33 965	33			33 965	Souscription
1995	70,13	115 795	47			115 795	Souscription
1996	85,68	256 520	59			256 520	Souscription
1997	113,88	177 720	71	113,88	113 445	291 165	Achat
1998	118,15	0	83	118,15	321 995	321 995	Achat
1999	162,53	0	119	162,53	437 725	437 725	Achat
Total		618 279			873 165	1 491 444	

Plan d'Épargne du Groupe (PEG) de la Compagnie de Saint-Gobain

Le Plan d'Épargne du Groupe est ouvert à tous les salariés français du Groupe, hors Essilor et ses filiales, ainsi qu'aux salariés de la plupart des autres pays européens qui ont un minimum de six mois d'ancienneté dans le Groupe. Un rabais de 20 % sur le cours moyen de l'action durant les vingt jours précédant la réunion du Conseil d'administration décidant le Plan est accordé aux salariés au titre des nouvelles actions émises dans

le cadre du Plan.

Les salariés peuvent choisir une durée de Plan de cinq ou dix ans. Au cours de cette période, les salariés ne peuvent pas vendre leurs actions, sauf événements exceptionnels.

En 1999, 1998 et 1997, le Groupe a respectivement émis au titre du PEG, 1 174 234, 965 392 et 730 997 actions nouvelles réservées à ses salariés, à un prix moyen de 97,11 euros, 101,53

euros, et 94,52 euros.

NOTE 10 - AUTRES FONDS PROPRES

Les autres fonds propres (391 millions d'euros) correspondent aux titres participatifs francs et écus émis entre 1983 et 1988, qui ont

été redénominés en euros en 1999.

NOTE 11 - ÉTAT DES PROVISIONS

Provisions

En milliers d'euros

	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
■ Plus-values réinvesties	6 427	–	–	6 427
■ Autres	13	56	(1)	68
	6 440	56	(1)	6 495
Pour risques				
■ Pour impôts latents ⁽¹⁾	407 352	9 821	(10 889)	406 284
■ Pertes de change	0	–	–	0
■ Autres risques	33 187	–	(26 708)	6 479
	440 539	9 821	(37 597)	412 763
Pour charges				
■ Autres charges	6 645	7 471	(6 470)	7 646
	6 645	7 471	(6 470)	7 646
Pour dépréciation				
■ Sur immobilisations financières	6 992	12 504	(489)	19 007
■ Valeurs mobilières de placement	335	–	(335)	0
	7 327	12 504	(824)	19 007

(1) Dans le cadre des régimes de l'intégration fiscale et du bénéfice fiscal consolidé, la provision pour impôts latents a fait l'objet d'une reprise de provision de 0,5 millions d'euros provenant des produits d'impôt définitivement acquis à la Compagnie de Saint-Gobain.

NOTE 12 - DETTES

Les dettes (7.009 millions d'euros) enregistrent une augmentation

de 2.392 millions d'euros liée principalement à la mise en place de nouveaux emprunts et lignes de crédit, notamment du fait de l'exercice par Paribas de son option de vente de titres Poliet, de l'OPRO sur les titres Poliet ainsi que le financement des filiales.

Échéances des dettes

En milliers d'euros

	Montant brut	Échéance	
		À un an au plus	À plus d'un an
Autres emprunts obligataires ⁽¹⁾	356 911	6 810	350 101
Emprunts ⁽¹⁾ et dettes auprès des établissements de crédit ⁽²⁾	471 753	105 571	366 182
Emprunts et dettes financières divers ⁽¹⁾⁽³⁾	5 857 235	3 084 156	2 773 079
Dettes fiscales et sociales	23 736	23 736	–
Autres dettes ⁽³⁾	296 703	296 703	–
Produits constatés d'avance	3 158	1 492	1 666
Total des dettes ⁽⁴⁾	7 009 496	3 518 468	3 491 028

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice

2 468 740
270 536

(2) Dont : à 2 ans au maximum à l'origine
87 996
à plus de 2 ans à l'origine
383 757

(3) Dont dettes envers les associés
Néant

(4) Dettes dont l'échéance est à plus de 5 ans
122 420

2

Emprunts et dettes financières

En milliers d'euros

	1999	1998	1997
Partie à long terme des dettes financières			
Échéance comprise entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre :			
■ 1999	–	–	26 128
■ 2000	–	270 292	281 531
■ 2001	345 469	342 703	321 531
■ 2002	423 303	369 642	399 019
■ 2003	240 783	194 783	182 268
■ 2004	357 480	89 816	–
■ 2005	129 582	–	–
Échéance plus de 6 ans et moins de 10 ans	1 889 589	793 402	105 556
Échéance au-delà de 10 ans	–	–	–

	1999	1998	1997
Franç français ou euro	2 947 715	1 717 316	1 409 134
Dollar américain	602 680	258 773	275 620
Deutsche Mark	40 805	309 189	3 315
Franç suisse	264 132	–	99 433
Total	3 855 332	2 285 278	1 787 502

Échéance indéterminée	103 155	127 423	244 331
Total partie à long terme des dettes financières	3 489 361	2 188 060	1 560 415
Partie à court terme des dettes financières	365 971	97 218	227 087
Total des emprunts et dettes financières	3 855 332	2 285 278	1 787 502

Autres dettes financières court terme

En milliers d'euros

	1999	1998	1997
Billets de trésorerie (en euros)	519 500	240 869	60 980
Euro Commercial Paper (en dollar US)	251 344	124 277	56 599
US Commercial Paper (en dollar US)	512 642	341 917	191 705
Emprunts Groupe	1 032 704	1 192 514	955 150
Banque créditrices et autres emprunts court terme	497 231	285 964	304 343
Divers	17 146	16 875	19 776
Total autres dettes financières court terme	2 830 567	2 202 417	1 588 551
TOTAL GÉNÉRAL	6 685 899	4 487 695	3 376 053

Par devise, les emprunts et dettes financières s'analysent de la façon suivante :

En milliers d'euros

NOTE 13 - ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS

En milliers d'euros

	Montant net concernant les entreprises			Total net au bilan
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	Autres	
Participations	7 247 564	363 776	–	7 611 340
Créances rattachées à des participations	3 224 481	164 840	–	3 389 321

Autres titres immobilisés	351 146	–	5 061	356 207
Prêts	560 420	278 329	173 181	1 011 930
Autres créances	16 034	1 303	159 188	176 525
Disponibilités	1 298 445	363 947	27 070	1 689 462
Autres emprunts obligataires	–	–	356 910	356 910
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	–	–	471 753	471 753
Emprunts et dettes financières divers	3 581 640	535 827	1 739 768	5 857 235

NOTE 14 - INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE

En milliers d'euros

	Pays	Valeur d'inventaire	% du capital détenu	Nombre de titres
Spafi	France	2 726 540	100,00	116 289 805
Poliet	France	2 405 311	100,00	27 810 222
Vertec	France	491 039	100,00	8 008 999
Essilor International	France	413 345	31,93	3 378 055
Cie de Saint-Gobain (actions propres)	France	351 146	2,66	2 323 512
Vivendi	France	222 574	2,74	16 314 927
Glacieries de Saint-Roch	Belgique	160 880	88,69	1 667 698
Grünzweig und Hartmann A.G.	Allemagne	153 574	99,87	3 195 766
International Saint-Gobain	Suisse	153 409	96,50	221,950
Vetrotex Deutschland	Allemagne	152 967	99,00	44 550 000
Banque Nationale de Paris	France	131 680	0,77	3 455 584
São Lourenço	Brésil	109 559	99,91	3 617 581
Vegla Vereinigte Glaswerke	Allemagne	86 660	60,00	119 999 970
Saint-Gobain Autoglas	Allemagne	72 833	60,00	120 000 000
Saint-Gobain Emballage	France	61 553	20,52	331 966
Saint-Gobain Schleifmittel-Beteiligungen	Allemagne	61 151	100,00	20 000 000
SEPR	France	56 571	25,73	407 600
Société Financière des Miroirs	France	45 735	100,00	2 999 994
Santa Marina	Brésil	40 557	33,94	72 962 298
Pont-à-Mousson SA	France	30 732	8,10	360 254
Saint-Gobain Nederland	Pays-Bas	13 621	100,00	66 100
Valfix Finanz A.G.	Suisse	8 838	100,00	11 400
Diverses sociétés immobilières		1 995		
Diverses sociétés françaises		4 085		
Diverses sociétés étrangères		11 192		
		7 967 547		
Répartition au bilan				
Titres de participation		7 611 340		
Autres titres immobilisés		356 207		
		7 967 547		

NOTE 15 - VALEUR BOURSIÈRE DES PARTICIPATIONS DÉTENUES DANS LES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

En milliers d'euros



Comptes de la Compagnie (société mère)

Cours de Bourse du 30 décembre 1999

Vivendi	1 462 633
Essilor international	1 040 564
Banque Nationale de Paris	316 531

NOTE 16 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES PARTICIPATIONS DIRECTES DE LA COMPAGNIE DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EXCÈDE 1% DU CAPITAL

En milliers d'euros ou d'unités nationales

Sociétés	Capital	Réserves	% du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Cie	Avals et cautions fournis par la Cie	Chiffre d'affaires HT 1999	Bénéfice (ou perte) 1999	Dividendes encaissés par la Cie en 1999	
				Brute	Nette						
1 - FILIALES (50 % du capital au moins détenu par la Compagnie)											
Spafi											
18, avenue d'Alsace	EUR	EUR						EUR	EUR		
92400 Courbevoie	1 860 637	1 030 414	100,00	2 726 540	2 726 540	46 039		7 628	180 943	54 958	
Poliet											
18, avenue d'Alsace	FRF	FRF						FRF	FRF		
92400 Courbevoie	1 390 511	7 563 178	100,00	2 405 311	2 405 311			149 482	497 287	45 757	
Vertec											
18, avenue d'Alsace	EUR	EUR							EUR		
92400 Courbevoie	128 144	386 608	100,00	491 039	491 039			–	130 262	85 467	
Glaceries de Saint-Roch											
162, boulevard Émile-Jacqmain	BEF	BEF						BEF	BEF		
B-1000 Bruxelles	2 859 708	3 658 654	88,69	160 880	160 880			4 919 383	655 402		
International Saint-Gobain											
10, rue Saint-Pierre	CHF	CHF							CHF		
CH-1700 Fribourg	230 000	248 015	96,50	153 409	153 409			–	49 122	20 803	
São Lourenço											
Avenida Juscelino Kubitschek NS, 1803											
8 Andar - Torre 3	BRL	BRL							BRL		
04543-900 São Paulo-SP (Brésil)	175 654	69 118	99,91	109 559	109 559			–	24 289		
Grünzweig und Hartmann											
1 Burgmeister-Grünzweig Strasse	DEM	DEM								11	
								45 735	824	823	
								–			
Saint-Gobain Autoglass											
DEM	DEM										
D-67059 Ludwigshafen	160 000	40 508	99,87					DEM	DEM		
153 574	153 574										
761 693	59 648										
Vegla Vereinigte Glaswerke											
Viktoria - Allee 3-5	EUR	EUR						DEM			
								D-52066 Aix-la-Chapelle	200 000	37 415	60,00
								72 833	72 833		
								–	46 563		
Saint-Gobain Schleifmittel-Beteiligungen											
EUR	EUR										
D-52066 Aix-la-Chapelle	102 258	32 899	60,00					DEM	DEM		
86 660	86 660	211 332									
248 966	20 044										
Société Financière des Miroirs											
18, avenue d'Alsace	EUR	EUR						DEM			
								D-52066 Aix-la-Chapelle	20 000	99 600	100,00
								61 151	61 151		
								–	12 788		
Vetrotex Deutschland											
92400 Courbevoie	EUR	EUR									
	45 750	1 205	100,00					DEM	DEM		
								Bicheroux Strasse 61			
								DEM	DEM		
								DEM	DEM		



Comptes de la Compagnie (société mère)

D-52134 Herzogenrath	45 000	260 139	99,00
152 967	152 967		
175 941	10 525		

En milliers d'euros ou d'unités nationales

Valeur comptable	Capital	Réserves	% du
Bénéfice	Prêts et	Avals et	Chiffre
des titres détenus	Dividendes	cautions	capital
(ou perte)	avances	consentis	d'affaires
	encaissés	par la Cie	détenu
HT	1999	en 1999	fournis
Sociétés	Nette	par la Cie	par la Cie
Brute		en 1999	
1999			
2 - PARTICIPATIONS (10 À 50 % du capital détenu par la Compagnie)			
Essilor International			
147, rue de Paris	FRF	FRF	
FRF	FRF		
94220 Charenton-le Pont	211 555	4 763 968	31,93
413 345	413 345		3
540 920	587 267	10 804	
Saint-Gobain Emballage			
18, avenue d'Alsace	FRF	FRF	
FRF	FRF		
92400 Courbevoie	275 067	2 271 527	20,52
61 553	61 553	47 597	3
774 879	548 077	15 471	
SEPR			
18, avenue d'Alsace	FRF	FRF	
FRF	FRF		
92400 Courbevoie	475 208	236 742	25,73
56 571	56 571	104 939	1
408 074	59 123	8 327	
Santa Marina			
482, avenida Santa Marina			
Agua Branca	BRL	BRL	
BRL	BRL		
05036-903 São Paulo-SP (Brésil)	420 000	132 608	33,94
40 557	40 557		
442 708	54 800	1 905	
3 - AUTRES			
Filiales à plus de 50 %			
■ Françaises ensemble			
5 505	5 505	389	
		942	
■ Étrangères ensemble			
27 143	25 703	116 8582	514 983
		1 365	
Participations de 10 à 50 %			
■ Françaises ensemble			
198	198		
■ Étrangères ensemble			
10 882	6 309	2 529	
Autres			
750 411	738 148	114 195	
		26 878	

TOTAL GÉNÉRAL			7
985 823	7 967 547	2 514 994	
		273 500	

NOTE 17 - ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS CRÉDIT-BAIL

En milliers d'euros

Engagements donnés	Montant
Avals et cautions ⁽¹⁾	2 512 416
Engagements en matière de pensions et retraites ⁽²⁾	37 286
Autres engagements donnés :	
■ vis-à-vis des groupements d'intérêts économiques	4 578
Total	2 554 280

(1) Dont concernant les sociétés consolidées 2 490 416

(2) Le montant indiqué au titre des engagements pris en matière de pensions et retraites prend en compte les engagements pour indemnités de départ en retraite et pour compléments de retraite. Les engagements de retraite font l'objet d'une évaluation selon une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière (méthode dite des unités de crédit projetées).

En milliers d'euros

Engagements reçus	Montant
Autres engagements reçus :	
variable/fixe	EUR 275 325
Cross-Currency Swaps de taux variable/variable	EUR 23 3062
Cross-Currency Swaps de taux fixe/fixe	EUR 517 619
Caps achetés/vendus (net)	EUR 831 650
	FRF 1 630 000
	USD 20 000
Swaps sur matière première - Emprunteurs	EUR 10 414 286
Swaps sur matière première - Prêteurs	EUR 10 414 286

Le montant nominal des engagements donnés et reçus sous la forme d'options de conversion de taux (swaptions) ou de remboursement anticipé d'emprunts est respectivement de 527 millions d'euros et de 287 millions d'euros.

NOTE 18 - ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE CRÉDIT-BAIL

En milliers d'euros

	Siège social
Valeur d'origine	80 798
Amortissements :	
■ Cumuls d'exercices antérieurs	2 807
■ Dotation de l'exercice	1 464
Total	4 271
Redevances payées :	
■ Cumuls d'exercices antérieurs	17 178
■ Paiements de l'exercice	8 975
Total	26 153

■ Clause de retour à meilleure fortune	3 308
Total	3 308
Dont concernant les autres participations	3 308

Les engagements en matière d'instruments financiers concernant le risque de change sont les suivants :

En milliers d'euros

	Montant
Contrevaleur en euros des achats et ventes de devises à terme	86 567
Achats d'options de change	202 360
Ventes d'options de change	202 360
Swaps de devises	1 997 634

Les engagements en matière d'instruments financiers concernant le risque de taux sont les suivants :

En milliers de devises

	Montant
Swaps de taux emprunteurs fixe/variable	EUR 1 078 650
Swaps de taux prêteurs variable/fixe	EUR 745 079
Swaps de taux variable/variable	EUR 236 462
Swaps de taux fixe/fixe	EUR 53 357
Cross-Currency Swaps de taux emprunteurs fixe/variable	EUR 520 072
Cross-Currency Swaps de taux prêteurs	



CHIFFRES SIGNIFICATIFS

1 - Compte de résultat

	<i>En milliers de francs</i>			<i>En milliers d'euros</i>		
	1999	1998	1997	1999	1998	1997
Produits des participations	3 885 948	3 171 708	2 802 719	592 409	483 524	427 272
Résultat financier	1 826 427	1 591 955	1 441 674	278 437	242 692	219 782
Résultat courant	1 772 665	1 536 278	1 389 727	270 241	234 204	211 863
Résultat exceptionnel	2 229 126	2 918 423	1 709 411	339 828	444 911	260 598
Résultat net social	3 764 275	3 895 645	2 949 138	573 860	593 887	449 593

2 - Bilan

	<i>En milliers de francs</i>			<i>En milliers d'euros</i>		
	1999	1998	1997	1999	1998	1997
Capital social	9 155 769	9 029 579	8 922 681	1 395 788	1 376 550	1 360 254
Capitaux propres	42 944 205	44 201 210	41 267 941	6 546 802	6 738 431	6 291 257
Dettes financières	43 856 622	29 437 351	22 145 457	6 685 899	4 487 695	3 376 053
Valeurs immobilisées nettes	81 243 810	68 165 017	63 386 988	12 385 539	10 391 690	9 663 284
Total du bilan	94 246 202	79 986 093	70 203 369	14 367 741	12 193 801	10 702 435

3 - Dividende net et bénéfice net par action

	<i>En francs</i>			<i>En euros</i>		
	1999	1998	1997	1999	1998	1997
Dividende net	23,61	20,99	18,50	3,60	3,20	2,82
Bénéfice net par action	43,15	43,14	33,05	6,58	6,58	5,04

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 1999

Aux Actionnaires de la Compagnie de Saint-Gobain

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 1999 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Compagnie de Saint-Gobain, établis en euros, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
 - les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.
- Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels, établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, sont

réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1, 7 et 9 de l'annexe qui exposent un changement de méthode concernant la comptabilisation des comptes de l'établissement stable allemand de votre société.

2 - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, à l'identité des détenteurs du capital et aux participations réciproques vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris le 30 mars 2000

Les Commissaires aux comptes

BEFEC – PRICE WATERHOUSE
Membre de PricewaterhouseCoopers

Mike Moralee

S.E.C.E.F.

Jacques Tenette



RENSEIGNEMENTS SUR LES FILIALES

FRANCE

■ SAINT-GOBAIN VITRAGE

Participation 100 % par Vertec.

Production et transformation de vitrage.

Usines à Aniche (Nord) et Chantereine (Oise). Float.

Ventes 1999 : 1 439 millions de francs.

Personnel : 903.

Filiales & Participations

- Sekurit Saint-Gobain France - Fr. Saint-Gobain Exprover - Belgique - Saint-Gobain UK Ltd - GB. Voir fiches de renseignements.
- Saint-Gobain Produits Industriels, M.O. Pays de Loire, M.O. Atlantique, M.O. Semiver-Climaver, M.O. Charentes-Limousin, M.O. Armorique, Miroiterie du Rhin, Société Verrière Française (SVF), Sovedys, Sivaq, Centre Est Vitrage, Charles André, Soprover, Société Verrière de l'Atlantique, Le Vitrage du Midi, Glassver, Gobba Vitrage, Auvergne Isolation, Vitrages Isolants d'Auvergne, Alp'Verre, Courbu, Verreries d'Aurys (99,9 %), Groupe Financière Wehr - Fr. (89,9 %). Détient : Wehr Miroiteries (99,8 %), Emaillerie Alsacienne (99,9 %), Technifen (99,9 %), Techniverre Industrie (66,3 % + 33,7 % par Technifen). - Fr. Sociétés de négoce et de transformation de vitrage pour le Bâtiment. Personnel : 2 811.
- EuroKera North America - USA (50 %). Keraglass - Fr. (50 %). Production de vitrocéramiques. Usine à Bagnaux-sur-Loing (Seine-et-Marne). Personnel : 119.
- Sovis - Fr. (100 %). Verre trempé pour l'électroménager, optique industrielle et scientifique, verre antiradiations. Usines à Jouarre (Seine-et-Marne) et Château-Thierry (Aisne). Ventes : 192 millions de francs. Personnel : 280. Détient : 50 % d'Eurokera - Fr. Production et commercialisation de plaques de vitrocéramiques. 100 % d'Euroglass - Italie. 70 % de Borgna Veder - Italie. Verre trempé pour l'électroménager.
- 100 % des Verreries de Saint-Just - Fr. Verres décoratifs. Usine à Saint-Just-Saint-Rambert (Loire). Personnel : 89.
- Dima, Glaçauto, Ouest Pare-Brise, Somir Autover - Fr. Sociétés de négoce et de transformation de vitrage automobile. Personnel : 105.
- Sully Produits Spéciaux - Fr. (100 %). Vitrage ferroviaire et aviation. Usine à Sully-sur-Loire (Loiret). Personnel : 373.
- Eurofloat - Fr. (100 %). Float à vocation européenne. Usine à Salaise-sur-Sanne (Isère). Personnel : 130.
- Saint-Gobain Recherche - Fr. (32,7 %). Le solde du capital est détenu par les autres sociétés verrières françaises du Groupe. Siège à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis).

Personnel : 270.

- Samin (29,4 %). Voir Saint-Gobain Emballage.
- Delegrange et Messenger - Fr. (38 %). Transports.

■ SEKURIT SAINT-GOBAIN FRANCE

Participation 100 % par Saint-Gobain Vitrage.

Transformation automobile.

Usines à Aniche (Nord) et Chantereine (Oise).

Ventes 1999 : 1 419 millions de francs.

Personnel : 1 196.

Ces chiffres incluent ceux de Sekurit Saint-Gobain France et de la Société Verrière d'Encapsulation.

Détient : Société Verrière d'Encapsulation - Fr. (100 %).

Encapsulation de vitrage automobile.

■ SAINT-GOBAIN ISOVER

Participation 100 % par Spafi.

Production et transformation de produits isolants en laine de verre et de roche.

Usines à Orange (Vaucluse), Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), Saint-Étienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), Rantigny (Oise).

Ventes 1999 : 1 435 millions de francs.

Personnel : 1 016.

Filiales & Participations

- Vetrotex France - Fr. Voir fiche de renseignements.
- Eurocoustic - Fr. (51 %). Production de produits isolants en laine de roche. Usine à Genouillac (Creuse). Ventes : 192 millions de francs. Personnel : 142.
- Ecophon France - Fr. (50 %). Plafonds acoustiques.
- Saint-Gobain Recherche - Fr. (32,7 %). Delegrange et Messenger - Fr. (18,9 %). Voir Saint-Gobain Vitrage.
- Samin - Fr. (19,6 %). Voir Saint-Gobain Emballage.
- Beijing Isover Glasswool - Chine (29,5 %). CSR Guandong Glasswool - Chine (15 %).

■ VETROTEX FRANCE

Participation 93,4 % par Spafi + 6,6 % par Saint-Gobain Isover.

Fabrication et commercialisation de fibres de verre pour le renforcement.

Usine à Chambéry (Savoie).

Ventes 1999 : 671 millions de francs.

Personnel : 608.

Filiales & Participations

- Vetrotex International - Fr. (99,3 %). Centre de recherche et développement, et activités de vente à l'exportation. Siège à Chambéry (Savoie). Détient : 99,8 % de Vetrotex Renforcement - Fr. 100 % de Vetrotex Reinforcement GmbH - Allemagne ; 99,9 % de Vetrotex Benelux - Belgique ; 100 % de Verigex - Italie. 100 % de Vetrotex

Svenska AB - Suède ; 100 % de Vetrotex Ltd - GB. 100 % de Vetrotex Bohemia - République Tchèque. Sociétés de commercialisation. 98,6 % d'Hankuk Vetrotex - Corée du Sud. Voir fiche de renseignements. 100 % de Thai-Vetrotex.

Thaïlande. 100 % de Vetrotex India - Inde. 76 % de RF Services - Australie

- Lorcet - Fr. (98,2 %). Mermet Rovings - Fr. (40 %). Tissage de verre.
- Revetex - Italie (8,4 %). Traitement de déchets.
- Saint-Gobain Recherche - Fr. (8,2 %). Voir Saint-Gobain Vitrage.

■ MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION INTERNATIONAL

Participation 99,8 % par Spafi.

Holding. Détient :

- 99,9 % d'Éverite - Fr. Production de composites ciment-verre pour la couverture et la façade. Usines à Descartes (Indre-et-Loire) et Issoudun (Indre). Ventes : 61 millions de francs. Personnel : 45. Détient : 2,3 % de Pont-à-Mousson SA - Fr. Voir fiche de renseignements.
- 100 % de Novatech SA - Fr. Usine à Dunkerque (Nord).
- 100 % de Novatech KG - Allemagne. Usine à Kolbmoor.
- 100 % de Novatech Nederland BV - Pays-Bas. Usine à Harderwijk. Production de composites ciment-verre pour la couverture et la façade.

■ POLIET

Participation 100 %.

Distribution de matériaux pour le Bâtiment.

Ventes 1999 : 26,7 milliards de francs.

Personnel (filiales comprises) : 19 553.

Détient :

- Point P (100 %) - Fr. Distribution de matériaux de construction au travers de 11 sociétés régionales à l'enseigne POINT P et trois sociétés nationales spécialisées dans le sanitaire chauffage (CEDEO), l'isolation (SFIC) et la couverture (Asturienne). 1050 points de vente.
- Lapeyre (74,9 %) - Fr. Société cotée à la Bourse de Paris. Production et distribution de menuiseries industrielles, d'équipement de la cuisine et de la salle de bain sous les enseignes Menuiseries Lapeyre, GME, SGM, OXXO, Les Zelles et K par K, Lapeyre Deutschland et Erg Okfens (Pologne).
- Weber & Broutin International (99,9 %) - Fr. Production de mortiers industriels dans dix-neuf pays. Détient notamment : 100 % de Weber & Broutin France ; 50 % d'Argamassas Quartzolit - Brésil. Production de colles-carrelage. Usines à Jandira (São Paulo) et Santa Luzia (Minas Gerais).
- Société Industrielle de Tuiles (99,9 %) - Fr. Production de tuiles en terre cuite. Dix-neuf usines et filiales en

France, Italie, Espagne et Malaisie.

- Stradal (99,9 %) - Fr. Production de bétons industriels au travers de vingt-sept usines de production en France. Détient : 100 % de Sobetube - Fr. Détient : 99,9 % de Duverdiere Moreau - Fr. 50 % de la Sociedad Tubo Fabrega - Espagne. 30 % d'Egyptian Concrete Pipe Company - Égypte. Production de tuyaux en béton. 24,5 % de Comecop - Mexique. Voir Mexalit.

■ PONT-À-MOUSSON SA

Participation 8,1 % + 89,6 % par Spafi + 2,3 % par Éverite.

Canalisations et pièces hydrauliques en fonte ductile pour l'adduction d'eau, l'irrigation, l'assainissement. Fonte de Bâtiment.

Usines à Pont-à-Mousson, Foug, Liverdun, Toul (Meurthe-et-Moselle), Bayard (Haute-Marne).

Ventes 1999 : 4 018 millions de francs.

Personnel : 3 200.

Filiales & Participations

- Halbergerhütte GmbH - Allemagne. Funditubo - Espagne. Saint-Gobain UK - GB. Tubi-Ghisa - Italie. Barbará - Brésil. Voir fiches de renseignements.
- Seva - Fr. (100 %). Équipements industriels, moules, assiettes de fibrage pour l'isolation, ferme-portes. Usine à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire). Ventes : 55,5 millions d'euros. Personnel : 368.
- SADIP - Arabie Saoudite (20 %). Production de canalisations en fonte ductile.
- Détient également : Conduites d'Eau SA - Belgique (100 %). De Ruiter - Pays-Bas (100 %). Cofabre - Portugal (98 %). Cometa - République Tchèque (100 %). PSH - Norvège (80 %). Jot Aqua OY - Finlande (70 %). Distribution de canalisations et accessoires.

■ SAINT-GOBAIN EMBALLAGE

Participation 20,5 % + 79,5 % par Vertec.

Fabrication d'emballages en verre creux (bouteilles et pots industriels).

Usines à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), Cognac (Charente), Lagnieu (Ain), Oiry (Marne), Saint-Romain-le-Puy (Loire), Vauxrot (Aisne).

Ventes 1999 : 3 684 millions de francs.

Personnel : 2 243.

Filiales & Participations

- Saint-Gobain Desjonquères - Fr. Vidreira do Mondego - Portugal. Oberland Glas AG - Allemagne. Vetr.I. - Italie. Voir fiches de renseignements.
- Saint-Gobain Recherche - Fr. (24,6 %). Delegrange et Messenger - Fr. (19 %). Voir Saint-Gobain Vitrage.
- VOA Verrerie d'Albi - Fr. (98,7 %). Emballages en verre



creux (bouteilles). Usine à Albi (Tarn).

Ventes : 410 millions de francs. Personnel : 317.

- Samin - Fr. (51 %). Exploitation de carrières. Ventes : 231 millions de francs. Personnel : 183.
- Établissements René Salomon - Fr. (100 %). Négoce de bouteilles.
- Vetzeria Etrusca Srl - Italie (24 %). Emballage en verre creux.
- Zhanjiang Saint-Hua-Glass - Chine (35 %). Emballages en verre creux (bouteilles).
- Saint-Gobain Finanziaria - Italie (65,9 %). Holding. Détient : Vetr. I - Italie. Voir fiche de renseignements.

■ SAINT-GOBAIN DESJONQUÈRES

Participation 100 % par Saint-Gobain Emballage.

Fabrication de flaconnages en verre destinés notamment à la parfumerie et à la pharmacie.

Usines à Mers-les-Bains (Somme) et Sucy-en-Brie (Val-de-Marne).

Ventes 1999 : 2 161 millions de francs.

Personnel : 1 815.

Filiales

- SGD Glashüttenwerke Kipfengerg GmbH - Allemagne (99,7 %). Flaconnages en verre. Usine à Kipfenberg. Ventes : 77 millions de DM. Personnel : 197.
- VG Emballage - Fr. (100 %). Négoce d'emballages en verre, plastique et accessoires. Ventes : 209 millions de francs. Personnel : 76.
- Verreries de l'Orne - Fr. (100 %). Décor de verre creux. Ventes : 116 millions de francs. Personnel : 265.
- SGD Manufacturing - USA (100 %). Flaconnage parfumerie. Usine à Covington. Ventes : 22 millions de dollars. Personnel : 144.
- SGD Glas Inc. - USA (100 %). SGD Pharma Inc - USA (100 %). SGD UK - GB (100 %). SGD Italia - Italie (95 %). Sociétés commerciales.

■ SEPR - SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DES PRODUITS RÉFRACTAIRES

Participation 25,7 % + 62,7 % par Vertec + 11,6 % par Spafi.

Fabrication de réfractaires électrofondus utilisés principalement pour les fours de verrerie et divers produits spéciaux (billes, grains, poudres céramiques).

Usine au Pontet (Vaucluse).

Ventes 1999 : 1 296 millions de francs.

Personnel : 1 435.

Filiales & Participations

- Quartz & Silice - Fr. SEPR Keramik GmbH & Co KG - Allemagne. Refradige - Italie. Norton A/S - Norvège. Voir fiches de renseignements.
- Savoie Réfractaires - Fr. (99,9 %). Fabrication de réfractaires spéciaux. Usines à Vénissieux (Rhône),

Provins (Seine-et-Marne). Personnel : 251.

- Carborundum France - Fr. (100 %). Fabrication et commercialisation de fibres d'isolation haute température. Usines à Lorette (Loire), Plémet (Côtes-d'Armor), Ambert (Puy-de-Dôme). Personnel : 200.
- Norton Desmarquest Fine Ceramics - Fr. (99,9 %). Fabrication de céramiques fines pour applications industrielles et médicales, de robinetterie, et d'isolation thermique et électrique. Usines à Montreuil (Seine-Saint-Denis), Évreux (Eure), Courtenay (Loiret), Étretchy (Essonne), Moissy Cramayel (Seine-et-Marne). Personnel : 495.
- Crimatec - Fr. (100 %). Production de cristaux optiques, de détecteurs de rayonnements nucléaires et de monocristaux artificiels pour analyse chimique. Usines à Saint-Pierre-lès-Nemours (Seine-et-Marne), Gières (Isère). Personnel : 148.
- Norton Matériaux - Fr. (100 %). Production de seeded-gel. Usine à Courtenay (Loiret).
- Norton Performance Plastics - Fr (100 %). Holding. Détient : 99,9 % de Norton Matériaux Avancés, Norton Asti et Gessil, 99,8 % de Verneret - Fr. 100 % de Norton Fluorplast BV - Pays-Bas. 99,9 % de Norton Performance Plastics - Belgique. Fabrication et vente de plastiques hautes performances.
- Norton Iberica - Espagne (99,9 %). Fabrication de céramiques techniques et négoce de plastiques à haute performance. Usine à Castellbisbal. Personnel : 89.
- ZPER - Chine (65,9 %). Fabrication de réfractaires électrofondus. Usine à Pékin.
- SEPR Australia - Australie (100 %). Fabrication de réfractaires électrofondus. Usine à Brisbane.
- Nihon Saint-Gobain KK - Japon (5,1 %). Voir Quartz & Silice.

■ QUARTZ & SILICE

Participation 100 % par SEPR.

Fabrication de pièces en silice pour l'industrie chimique, creusets et tubes en silice pour l'industrie des semi-conducteurs, fils et laine en silice pour l'industrie spatiale, isolant Micaver, céramiques piézo-électriques.

Usine à Saint-Pierre-lès-Nemours (Seine-et-Marne).

Ventes 1999 : 126 millions de francs.

Personnel : 223.

Filiales & Participations

- Servin Quartz Asia Pacific - Singapour (100 %). Fabrication de tubes pour semi-conducteurs.
- Société Électro-Thermique de la Tour de Trême - Suisse (100 %). Transformation de pièces en quartz.
- Nihon Saint-Gobain KK - Japon (11,5 %). Société

commerciale.

■ NORTON SA (FRANCE)

Participation 99,6 % par Spafi.

Production d'abrasifs appliqués, de meules et de super-abrasifs.

Usines à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines),

La Courneuve (Seine-Saint-Denis), Amboise (Indre-et-Loire).

Personnel : 873.

Filiales & Participations

- Norton SA (Espagne), Norton SA (Luxembourg), Norton SpA (Italie), Abrasives Corp (Afrique du Sud). Voir fiches de renseignements.
- Diamind SA - Fr. (100 %). Production d'outils diamantés pour le marché de la pierre. Usine à Saulx-les-Chartreux (Essonne).
- Pabsa - Colombie (100 %). Production d'abrasifs appliqués et de meules. Usine à Mosquera.
- Carboven - Venezuela (100 %). Production d'abrasifs appliqués et de meules. Usines à Maracay et à Los Teques.
- Meules Deplanque SA - Fr. (100 %). Production de meules abrasives. Usine à Bobigny (Seine-Saint-Denis).
- Carbo Abrasifs - Fr. (100 %). Norton Scandinavia - Suède (100 %). Abrasifs.
- Diamant Winter France SA - Fr. (24 %). Commercialisation d'outils super-abrasifs pour les industries de la mécanique et de la pierre.
- Saint-Gobain Abrasives Nederland - Pays-Bas. (100 %). Détient 99,9 % de Flexovit International NV. Production de meules minces. Usine à Eibergen (Pays-Bas). Personnel : 364

■ ESSILOR INTERNATIONAL

Participation 31,9 %.

Production et commercialisation de verres pour la correction de la vue, d'instruments pour opticiens et de lentilles de contact, au travers de filiales en France, en Europe, en Amérique du Nord et du Sud et en Asie.

Ventes 1999 : 1 662 millions d'euros.

Effectifs : 19 370.

La quasi-totalité des filiales de production (série et prescription) et/ou de distribution est contrôlée à 100 % par Essilor.

Les partenariats avec les groupes américains PPG et japonais Nikon Corp. font l'objet de joint-ventures respectivement à 49 % et à 50 %.

■ SPAFI

Participation 100 %.

Holding. Détient :

- MCI ; Isover Saint-Gobain ; Vetrotex France ;

Pont-à-Mousson SA ; SEPR ; Norton SA (France) ; SGPPI ; - Fr. ; Saint-Gobain UK - GB ; PolFloat Saint-Gobain - Pologne. Saint-Gobain Corporation - USA. Bay Mills - Canada. Norton Industria e Comercio - Brésil. Voir fiches de renseignements.

■ SGPPI

Participation 100 % par Spafi.

Holding. Détient :

- Saint-Roch - Belgique. Cristaleria Española - Espagne. Brasilit SA - Brésil ; Grindwell Norton Ltd - Inde. Voir fiches de renseignements.
- Saint-Gobain China Invest Cy Ltd - Chine. (100 %). Holding.
- Sekurit Saint-Gobain TOA - Thaïlande (22,5 %). Transformation de vitrage pour l'automobile.
- Verinvest Oy - Finlande (17,3 %). Voir Scan-Gobain Glass.

■ VERTEC

Participation 100 %.

Holding. Détient : Saint-Gobain Vitrage ; Saint-Gobain Emballage ; SEPR - Fr. ; Saint-Gobain Vetro Italia.

Voir fiches de renseignements.

ALLEMAGNE

1€ = 1,96 DM

■ SAINT-GOBAIN DEUTSCHLAND

Participation 100 %.

Holding. Détient :

- Vegla, Grünzweig + Hartmann AG. Vetrotex Deutschland GmbH. SGT Schleifmittel GmbH. - Allemagne. Voir fiches de renseignements. Efesis Schleiftechnik GmbH. Voir : SGT Schleifmittel GmbH.
- 60 % de Saint-Gobain Autoglas GmbH - Allemagne. Détient : 100 % de Sekurit Saint-Gobain Deutschland GmbH et de Vegla Verw/Beteil. - Allemagne.

■ VEGLA

Participation 60 % par Saint-Gobain Deutschland + 40 % par Saint-Roch Germania.

Production et transformation de vitrage.

Usines à Stolberg (float et transformation), Herzogenrath (float), Cologne-Porz et Torgau (float et verre à couche bas émissif), Mannheim (verre coulé).

Ventes 1999 : 646 millions de DM.

Personnel : 1 458.

Ces chiffres comprennent ceux de Vegla, Flachglas Torgau GmbH et Verbundglas Torgau GmbH.



Filiales & Participations

- Vegla Vereinigte Glashandels Gesellschaft MbH, Sekurit Saint-Gobain Deutschland KG. - Allemagne. Saint-Gobain Exprover - Belgique. PolFloat Saint-Gobain - Pologne. Scan Gobain Glass A/S - Danemark. Voir fiches de renseignements.
- Flachglas Torgau - Allemagne (100 %).
- Nitrasklo (40 %). Venisklo (100 %) - Slovaquie. Négoce et transformation de vitrage pour le Bâtiment.
- Internationale Maatschappij Voor Het Beheer van Glasmaatschappijen BV (SGT) - Pays-Bas (100 %). Holding.

■ VEGLA VEREINIGTE GLASHANDELS GESELLSCHAFT MBH (VGG)

Participation 99 % par Vegla Vereinigte Glaswerke GmbH. Holding contrôlant différentes filiales ayant pour activités le négoce et la transformation de vitrage pour le Bâtiment. L'ensemble VGG et ses filiales ont réalisé en 1999 un chiffre d'affaires consolidé de 521 millions de DM. Cet ensemble emploie 2 606 personnes.

■ SEKURIT SAINT-GOBAIN DEUTSCHLAND BETEILIGUNGEN GMBH

Participation 100 % par Saint-Gobain Autoglas GmbH. Société gérante de Sekurit Saint-Gobain Deutschland KG et gestion de participations.

Filiales & Participations

- Sekurit Saint-Gobain Benelux - Belgique. Sekurit Saint-Gobain Scandinavia - Suède. Voir fiches de renseignements.
- Autoglas Hansa Vertriebsgesellschaft GmbH - Allemagne (100 %). Détient : 100 % de Renz Sonnenschutz, 100 % de AGH Rheinmain, 100 % de Freudenberg - Allemagne. 100 % de Andersen - Norvège. 100 % de Autover Oy - Finlande. 80 % de Direkglas - Suède. 85 % de Walter Kigler. Autriche. Distribution de vitrage automobile de remplacement.
- Sekurit Saint-Gobain Glas-Union GmbH - Allemagne (100 %). Commercialisation de vitrage automobile.
- Muotolasi - Finlande (100 %). Faba Autoglas Technik GmbH - Allemagne (100 %). Transformation de vitrage automobile.
- Sekurit Saint-Gobain CRSpol SRO - République Tchèque (100 %). Production de verre feuilleté automobile.
- Huta Szkla Okiennego - Kunice SA - Pologne (99,4 %). Sekurit Saint-Gobain Polska - Pologne (74,8 %).

Production de verre automobile.

■ SEKURIT SAINT-GOBAIN DEUTSCHLAND KG

Participation 99 % par Vegla Verw/Beteil. GmbH + 1 % par Vegla.

Production de vitrage pour l'automobile.

Usines à Stolberg (verre feuilleté), Herzogenrath (verre trempé).

Ventes 1999 : 583,3 millions de DM.

Personnel : 1 939.

Ces chiffres comprennent ceux de SSG Modulartechnik, SSG Torgau et FABA Autoglas Technik.

Filiales & Participations

- Sekurit Saint-Gobain Nutzfahrzeugglas GmbH (SSGN KG) - Allemagne (100 %). Production de vitrage pour véhicules utilitaires. Usine à Cologne-Porz. Ventes : 80,1 millions de DM. Personnel : 383.
- Sekurit Saint-Gobain Modulartechnik - Allemagne (100 %). Usine à Würselen. Extrusion de vitrage feuilleté et trempé.
- Sekurit Saint-Gobain Torgau - Allemagne (100 %). Usine à Torgau (verre trempé).
- FABA Autoglas Technik - Allemagne (94 %).

■ GRÜNZWEIG + HARTMANN AG

Participation 99,9 % par Saint-Gobain Deutschland.

Fabrication et commercialisation de fibres minérales et de mousses pour l'isolation thermique, frigorifique et acoustique, et pour la protection contre l'incendie sous la marque G + H Isover.

Usines à Bergisch-Gladbach (Rhénanie-Westphalie), Ladenburg (Bade-Wurtemberg) et Spire (Rhénanie-Palatinat), Lübz (Mecklenburg Vorpommern)

Ventes 1999 : 761 millions de DM.

Personnel : 1 322.

Filiales & Participations

- Isover SA - Suisse. Isover BV - Pays-Bas. Glasuld A/S - Danemark. Voir fiches de renseignements.
- TEL - Mineralwolle AG - Autriche (99,7 %). Production et commercialisation de matériaux isolants. Usine à Stockerau. Ventes : 63 millions d'euros. Personnel : 270. Détient : 100 % d'Orsil - République Tchèque. Production de matériaux isolants en laine de roche. Usine à Castolovice. Ventes : 666 millions de couronnes. Personnel : 259.
- Oelschläger + Oelschläger GmbH - Allemagne (100 %).

Commercialisation de matériaux isolants.

■ VETROTEX DEUTSCHLAND GMBH

Participation 99 % Saint-Gobain Deutschland.
Fabrication et commercialisation de fibres de verre pour le renforcement.

Usine à Herzogenrath.

Ventes 1999 : 177 millions de DM.

Personnel : 593.

Détient : 60 % de Nuova Italtess - Italie. Tissage de verre. 99 % de Vertex - République Tchèque. Ventes 1999 : 3 371 millions de couronnes. Personnel : 1378. 0,2 % de Vetrotex International - Fr. Voir Vetrotex France.

■ HALBERGERHÜTTE GMBH

Participation 100 % par Pont-à-Mousson SA.

Canalisations en fonte ductile.

Usine à Saarbrücken-Brebach (Sarre).

Ventes 1999 : 201,7 millions de DM.

Personnel : 466.

Détient :

- Saint-Gobain UK - GB. Tubi-Ghisa - Italie. Voir fiches de renseignements.
- Reisser DUK GmbH (100 %) - Allemagne. Distribution travaux publics. Ventes : 369 millions de DM. Personnel : 459.
- Halberg Entwässerungssysteme GmbH (100 %) - Allemagne. Ventes de systèmes de canalisation pour le Bâtiment.

■ OBERLAND GLAS AG

Participation 96,7 % par Saint-Gobain Emballage.
Société cotée à la Bourse de Francfort, de Munich et de Stuttgart.

Fabrication d'emballages en verre creux (bouteilles, pots industriels et briques de verre).

Usines à Bad Wurzach (Bade-Wurtemberg), Neuburg (Bavière), Essen (Rhénanie-Westphalie) et Wirges (Rhénanie-Palatinat).

Ventes 1999 : 642 millions de DM.

Personnel : 1 805.

Filiales & Participations

- Ruhrglas - Allemagne (99 %). Détient 96,7 % de GPS Glas Produktions Service. Production de machines pour l'industrie du verre creux. Ventes : 26 millions de DM. Personnel : 75
- Westerwald - Allemagne (99,6 %). Holding.
- GGA Gesellschaft für Glasrecycling - Allemagne (26,4 %). Collecte et redistribution du calcin de verre creux.
- Oberland Glas System und Handel - Allemagne (100 %). Négoce de caisses plastique.

■ CALMAR GERMANY GMBH

Participation 99 % par SGD Glashüttenwerke Kipfenberg + 1 % par Calmar Inc.

Fabrication de pompes plastiques.

Usine à Hemer.

Ventes 1999 : 99 millions de DM.

Personnel : 513.

Détient : 50 % de Calmar Poland - Pologne. 5 % de Calmar UK - Angleterre. Sociétés commerciales.

■ SEPR KERAMIK GMBH & CO KG

Participation 100 % par SEPR.

Holding. Détient :

- Norton Beteiligungs (100 %) - Allemagne. Holding détient : - Norton Pampus GmbH (100 %) - Allemagne. Fabrication et vente de plastiques hautes performances pour l'industrie médicale et automobile et équipements industriels divers. Usine à Willich. Personnel : 299. - Norton Industriekeramik (100 %) - Allemagne. Fabrication et vente de céramiques avancées. Usine à Lauf. Personnel : 197. - Norton HTK (100 %) - Allemagne. Fabrication et vente de réfractaires hautes performances. Usines à Bexbach et à Erlangen. Personnel : 136.
- Carborundum Deutschland (99,9 %) - Allemagne. Production de réfractaires. Usine à Düsseldorf. Personnel : 130.
- Carborundum Technical Ceramics GmbH (100 %) - Allemagne. Production et vente de céramiques avancées. Usine à Mönchengladbach.
- TQS GmbH (99,9 %) - Allemagne. Usine à Wiesbaden.

■ SG SCHLEIFMITTEL GMBH

Participation 100 % par Saint-Gobain Deutschland.

Détient :

Unités de production :

- 100 % de Winter Steinbearbeitungswerkzeuge, de Winter Diamantwerkzeuge, de Winter & Sohn Norderstedt. Production d'outils super-abrasifs pour les industries de la mécanique et de la pierre. Usines à Norderstedt. Personnel : 642.
 - 99 % (+ 1 % par Saint-Gobain Deutschland) d'Efesis Schleiftechnik GmbH. Production et vente de meules et de super-abrasifs. Usine à Gerolzhofen. Personnel : 263.
 - 100 % de Cora Schleiftechnik. Production et vente d'abrasifs appliqués. Usine à Wesseling. Personnel : 187.
 - 100 % de Winter Inc. - USA.
 - 100 % de Diamant Winter Hellas - Grèce.
 - 100 % de Diamant Winter Italia - Italie.
 - 61,9 % de Diamant Winter South Africa - Afrique du Sud.
- Unités de commercialisation :
- 76 % de Diamant Winter France SA - Fr. Voir Norton SA.
 - 100 % de Winter Diamond Tools - GB.
 - 100 % de Diamantes Winter - Espagne.



- 100 % de Ernst Winter & Zoon BV - Pays-Bas.

BENELUX

1€ = 40,34 francs belges

1€ = 2,20 florins

■ GLACERIES DE SAINT-ROCH

Participation 88,7 % + 10,8 % par SGPPI.

Production et transformation de vitrage.

Usines à Sambreville (2 float).

Ventes 1999 : 122 millions d'euros.

Personnel : 585.

Filiales & Participations

- Saint-Gobain Exprover - Belgique. Saint-Gobain UK - GB. Sas Van Gent - Pays-Bas. Scan Gobain Glass - Danemark. Voir fiches de renseignements.
- Saint-Roch Germania - Allemagne (100 %). Holding. Détient : 40 % de Vegla - Allemagne. Voir fiche de renseignements. 40 % de Saint-Gobain Autoglas GmbH - Allemagne. Voir Saint-Gobain Deutschland.
- Autover International BV - Pays-Bas (49 %). Voir Saint-Gobain Exprover.
- Groupe B & G Glas Frankenglas, Groupe Boermans, Burniat SA, Glorieux SA, Hanin SA, Vetrotech SG Benelux, Techniver SA, Groupe Wagener - Belgique (100 %).
- Baeyens Glass NV (99,9 %), Glas & Design Sint Truiden (99,6 %), Mirover NV (99,2 %) - Belgique.
- Koninklijke Veromco NV - Pays-Bas (100 %). Holding contrôlant les filiales de négoce et de transformation de produits verriers pour le Bâtiment.
- Saint-Roch Coating - Belgique (100 %). Société de production de verre à couche.

■ SAINT-GOBAIN EXPROVER

Participation 39 % par Vegla + 27 % par Saint-Roch + 18 % par Saint-Gobain Vitrage + 8 % par Saint-Gobain Vetro Italia + 8 % par Cristaleria Española.

Société d'exportation de la Branche Vitrage. Promotion et coordination de toutes les exportations des produits verre plat fabriqués dans les usines du Groupe en dehors des zones où sont implantées ces usines.

Filiales & Participations

- Autover International BV - Pays-Bas (51 %). Distribution de vitrage automobile de remplacement.
- Saint-Gobain Hellas - Grèce (100 %). Euroglass Glasrep Corporation - USA (100 %). Vetrotech SG Exprover - Belgique (50 %).
- Nihon Saint-Gobain KK - Japon (6,4 %). Voir Quartz & Silice.

■ SEKURIT SAINT-GOBAIN BENELUX

Participation 100 % par Sekurit Saint-Gobain Deutschland GmbH.

Transformation de vitrage pour l'automobile.
Usine à Sambreville.
Ventes 1999 : 2 993 millions de francs belges.
Personnel : 470.
Détient : Sekurit Saint-Gobain Italia - Italie (17 %).
Voir fiche de renseignements. Sekurit Saint-Gobain TOA - Thaïlande (72,5 %). Voir SGPPI.

■ GLASFABRIEK SAS VAN GENT BV

Participation 100 % par Saint-Roch.
Fabrication de vitrages réfléchissants et de glaces émaillées. Activités de trempage.
Usine à Sas Van Gent (Pays-Bas).
Ventes 1999 : 55 millions de florins.
Personnel : 126.

■ ISOVER BV

Participation 100 % par G + H AG.
Fabrication et commercialisation de produits isolants.
Usine à Etten-Leur (Pays-Bas).
Ventes 1999 : 180 millions de florins.
Personnel : 389.

Filiales & Participations

- Isover SA - Belgique (99,8 %). Commercialisation.
- Cutilène BV - Pays-Bas (100 %). Transformation et commercialisation de produits en laine de verre et de roche pour la culture hors sol.
- Ecophon BV - Pays-Bas (30 %).

■ NORTON SA (LUXEMBOURG)

Participation 100 % par Norton SA (France).
Production et vente d'outils, disques et forets diamantés.
Machines pour la coupe de l'asphalte pour le marché de la construction et du génie civil.
Usine à Bascharage (Luxembourg).
Personnel : 131.
Détient : 100 % de Bay State SA - Luxembourg.
Fabrication et vente de meules abrasives. Usine à Steinsel. Personnel : 133.

■ SAINT-GOBAIN NEDERLAND

Participation 100 %.
Société financière.

ESPAGNE/PORTUGAL

1€ = 166,39 pesetas

1€ = 200,48 escudos

■ CRISTALERIA ESPAÑOLA SA

Participation 1 % + 66,6 % par International Saint-Gobain

+ 4,9 % par Vicasa + 1,9 % par SGPPI.

Société cotée à la Bourse de Madrid.

Production et transformation de vitrage pour le Bâtiment et l'automobile et de produits isolants (laine de verre et de roche).

Usines de vitrage à Arbós (float), Avilès (float), Madrid (Hortaleza), Renedo de Pielagos. Usine de produits isolants à Azuqueca de Henares.

Ventes 1999 : 64,8 milliards de pesetas.

Personnel : 1 992.

Filiales & Participations

- Vicasa, La Veneciana, Funditubo, Vetrotex España - Espagne. Covina - Portugal. Saint-Gobain Exprover - Belgique. Voir fiches de renseignements.
- Autover Iberica - Espagne (100 %). Distribution de vitrage automobile de remplacement.
- Wanner y Vinyas (100 %) - Espagne. Isolation thermique et acoustique. Ventes : 6,6 milliards de pesetas. Personnel : 375.
- Industrias del Cuarzo (100 %). Carrière de sable.
- Desarrollo del Vidrio (Devisa) (100 %). Vislam (100 %). Inmobiliaria Cristalvex (99,9 %). Unión Cristalera (99,9 %). La Veneciana Norte (87,5 %). La Veneciana Catalana (81,9 %). La Veneciana Levante (87,5 %). La Veneciana Bética (87,5 %). La Veneciana Canarias 87,5 %).
- Procustic - Espagne (93,3 %). Transformation et distribution de produits isolants acoustiques.
- Iberisol - Portugal (53 % + 22 % par Wanner y Vinyas). Distribution de produits isolants.
- Vidrieria Argentina (VASA) - Argentine (49 %). Fabrication de vitrage pour le Bâtiment.
- Cristaleria Andina - Argentine (100 %).
- Sekurit Saint-Gobain de Mexico (79,9 %). Vidrio Saint-Gobain de Mexico (75 %) - Mexique. Voir Mexalit.
- Vetrotex America (100 %) - Mexique. Production et commercialisation de fibres de verre pour le renforcement. Usine à Xicotencatl.
- Saint-Gobain de Colombia - Colombie (49,4 %). Vitrage pour le Bâtiment et l'Automobile. Usines à Barranquilla et Usme. Personnel : 334.
- Pam Colombia SA (5 %) - Colombie. Voir Funditubo.

■ LA VENECIANA

Participation 100 % par Cristaleria Española.

Commerce, transformation et pose de vitrage, miroiterie.

Ventes 1999 de la société et de l'ensemble de ses filiales : 16 milliards de pesetas.

Personnel (filiales comprises) : 822.

Filiales & Participations

La Veneciana Norte (12,5 %). La Veneciana Ebro (12,5 %). La Veneciana Catalana (18,1 %). La Veneciana Levante



(12,5 %). La Veneciana Bética (12,5 %). La Veneciana Canarias (12,5 %). La Veneciana Balear SA (100 %).

■ VETROTEX ESPAÑA

Participation 100 % par Cristaleria Española.
Fabrication et commercialisation de fibres de verre pour le renforcement.

Usine à Alcalá de Henares.

Ventes 1999 : 12,8 milliards de pesetas.

Personnel : 387.

Détient : 0,2 % de Vetrotex International - Fr. Voir

Vetrotex France. 100 % de CemFil International - GB.

Distribution de fibres de verre CemFil pour le renforcement du béton. 100 % de Vetrotex Distribucion Norte, de Vetrotex Iberica et de Tevesa - Espagne. 40 % de Beijing CemFil Glass Fiber - Chine.

■ FUNDITUBO

Participation 80 % par Pont-à-Mousson SA + 20 % par Cristaleria Española.

Canalisations en fonte ductile.

Usine à Santander.

Ventes 1999 : 18,9 milliards de pesetas.

Personnel : 262.

Détient : Pam Colombia SA - Colombie (95 %). Tuyaux pour l'adduction d'eau. Usine à Cajicà.

■ VICASA SA

Participation 99,9 % par Cristaleria Española.

Fabrication d'emballages en verre creux (bouteilles, pots industriels, flacons).

Usines à Azuqueca de Henares (Guadalajara), Burgos, Dos Hermanas (Séville), Jerez de la Frontera (Cadix), Saragosse.

Ventes 1999 : 36,5 milliards de pesetas.

Personnel : 1 447.

Les chiffres de ventes et de personnel incluent ceux de Montblanc.

Filiales & Participations

- Cristaleria Española - Espagne. Vidreira do Mondego - Portugal. Vetr.I. - Italie. Voir fiches de renseignements.
- Saint-Gobain La Granja SA - Espagne (100 %). Production d'emballages en verre creux (flacons), isolateurs et moulages. Usine à La Granja (Ségovie). Ventes : 7,8 milliards de pesetas. Personnel : 332. Détient 100 % de Calmar Monturas SA - Espagne. Production de pompes plastiques. Usine à Barcelone. Ventes : 5,8 milliards de pesetas. Personnel : 417. Détient : 95 % de Calmar Albert UK - Angleterre. 99 % de Calmar Italia - Italie. 50 % de Calmar Poland - Pologne. Sociétés commerciales.
- Montblanc - Espagne (100 %). Production d'emballages en verre creux (bouteilles). Usine à Montblanc (Catalogne). Ventes : 2,7 milliards de pesetas. Personnel : 109.

- Vidrieras Canarias (41 %). Emballages en verre creux.

- Rayen Cura Saic - Argentine (58,1 %). Production d'emballages en verre creux (bouteilles). Usine à Mendoza. Personnel : 196.

- Gijon Fabril - Espagne (100 %). Production et distribution de machines et de moules pour l'industrie du verre.

- Saint-Gobain Finanziaria - Italie (34,1 %). Voir Saint-Gobain Emballage.

■ NORTON SA (ESPAGNE)

Participation 100 % par Norton SA (France).

Production de meules abrasives.

Usine à Pampelune.

Personnel : 217.

Détient : 100 % de Debray - Espagne. Production d'abrasifs appliqués. Usine à Montmelo. 100 % de Lima, Teixeira e Lima - Portugal. Distributeur de produits abrasifs. Usine à Porto.

■ COVINA

Participation 100 % par Cristaleria Española.

Production et transformation de vitrage pour le Bâtiment et l'électroménager.

Float à Santa Iria de Azoia - Portugal.

Ventes 1999 : 9,1 milliards d'escudos.

Personnel : 192.

Détient : SSGP Vidro Automovel - Portugal. Voir fiche de renseignements. 100 % de Vidros Segurança qui détient 100 % de Vidronorte et de Covilis - Portugal. Transformation de produits verriers pour le Bâtiment.

■ SSGP VIDRO AUTOMOVEL

Participation 100 % par Covina.

Transformation de vitrage pour l'automobile.

Usine à Santa Iria de Azoia - Portugal.

Ventes 1999 : 10,3 milliards d'escudos.

Personnel : 286.

Détient : 59,7 % d'Autoverlusa - Portugal. Négoce de vitrage automobile de remplacement.

■ VIDREIRA DO MONDEGO

Participation 90 % par Vicasa + 10 % par Saint-Gobain Emballage.

Fabrication d'emballages en verre creux (bouteilles, pots industriels).

Usine à Figueira da Foz (Portugal).

Ventes 1999 : 8,5 milliards d'escudos.

Personnel : 251.

GRANDE-BRETAGNE

1€ = 0,66 livre sterling

■ SAINT-GOBAIN UK LTD

Participation 22,3 % par Spafi + 30,7 % par Saint-Roch + 14,9 % par Pont-à-Mousson SA + 14,7 % par Halbergerhütte + 12,8 % par Saint-Gobain Vitrage + 4,6 % par Glasuld.

Holding. Détient :

- Solaglas Ltd ; Stanton plc ; Norton plc ; Abrasives plc - GB. Voir fiches de renseignements.

- Saint-Gobain Pipe Systems plc (100 %) - GB.

Distribution de produits de canalisation pour le BTP et l'industrie. Personnel : 787.

- Bayex Ltd (100 %) ; Saint-Gobain Insulation UK (100 %). Détient 49,9 % de British Gypsum Isover - GB. Production et commercialisation de produits isolants.

■ SOLAGLAS LTD

Participation 100 % par Saint-Gobain UK Ltd.

Transformation et distribution de vitrage pour le Bâtiment (verre trempé, verre feuilleté, miroirs, vitrages isolants).

Réseau de 74 sites, dont onze unités de transformation, répartis à travers le Royaume-Uni.

Ventes : 147 millions de livres sterling.

Personnel (filiales comprises) : 2 168.

Détient :

- Groupe Hayes, Groupe Dockrell Glass - GB (100 %). Transformation Bâtiment.

- Thermax, Birmingham Build - GB (100 %).

Transformation automobile et Bâtiment.

- Saint-Gobain Glass UK - GB (100 %). Société de commercialisation au Royaume-Uni des produits des branches Vitrage et Conditionnement.

■ STANTON PLC

Participation 100 % par Saint-Gobain UK Ltd.

Canalisations et pièces hydrauliques en fonte ductile pour l'adduction d'eau et l'assainissement.

Usines à Stanton, Staveley et Holwell.

Ventes 1999 : 93,4 millions de livres sterling.

Personnel : 1 005.

Détient :

- Foundry Products Ltd - GB. Voir fiche de renseignements.

- Guest and Chrimes - GB (100 %). Robinetterie hydraulique.

- Stanton Bonna Concrete Ltd - GB (20 %). Tuyaux en béton.

- Besaans du Plessis (100 %) - Afrique du Sud. Fundicao Aldebara (81,1 %) - Brésil. Raccords en fonte ductile.

■ FOUNDRY PRODUCTS LTD

Participation 100 % par Stanton.

Pièces de voirie en fonte et acier, fonte de bâtiment.

Usines à Risca, West Bromwich et Telford.

Ventes 1999 : 38,9 millions de livres.

Personnel : 433.

■ NORTON PLC

Participation 100 % par Saint-Gobain UK Ltd.

Fabrication et vente de plastiques hautes performances et de produits pour procédés chimiques.

Usines à Stoke on Trent et Corby.

Personnel : 181.

Détient :

- 100 % de TSL Group - GB. Voir fiche de renseignements.

- 100 % de NE Technology - GB. Fabrication de cristaux et de détecteurs. Personnel : 134.

- 100 % de The Carborundum Company Ltd - GB.

Production et vente de fibres d'isolation haute température et de produits réfractaires. Usine à Rainford.

Personnel : 252.

■ TSL GROUP

Participation 100 % par Norton Plc.

Fabrication de pièces en silice pour l'industrie chimique, production de quartz fondu pour l'industrie des semi-conducteurs, la fabrication des fibres optiques, le chauffage infrarouge et les équipements de laboratoire.

Usines à Wallsend et Benton.

Personnel : 291.

Filiales

- TSL Quadrant Ltd - GB (100 %). Usine à Harlow.

- TSL Semicon Quartz Ltd - GB (100 %). Usine à Cumberland.

- SEPR Ceramics Ltd - GB (100 %). Société commerciale.

■ ABRASIVES PLC

Participation 100 % par Saint-Gobain UK Ltd.

Détient : 100 % de Unicorn International Plc - GB. Au

travers de diverses filiales, produit des abrasifs agglomérés, des abrasifs appliqués et des super-abrasifs.

Personnel : 812.

Usines à Stafford, Gloucester et Tottenham.



ITALIE

1€ = 516,45 liras

■ SAINT-GOBAIN VETRO ITALIA

Participation 100 % par Vertec.
Usines à Pise (produits transformés Bâtiment) et à Sesto Fiorentino (atelier d'argenture).
Ventes 1999 : 249,4 milliards de liras.
Personnel : 364.

Filiales & Participations

- Sekurit Saint-Gobain Italia - Italie. Voir fiche de renseignements.
- Flovetro (50 %). Float à Vasto.
- Mineraria Apuana (100 %). Exploitation d'une carrière de dolomie.
- Sirsa (49 %). Composants pour l'industrie automobile.
- Mac Trasporti (50 %). Transports routiers.
- Gruppo Fontana (100 %). Transformation et négoce de verre. Détient 100 % de Fontana Centro, Fontana Sud, Fontana Sarda.
- Cerina Vitrage Srl (100 %)

■ SEKURIT SAINT-GOBAIN ITALIA

Participation 83 % par Saint-Gobain Vetro Italia + 17 % par Sekurit Saint-Gobain Benelux.
Transformation de vitrage pour l'automobile.
Usine à Savigliano.
Ventes 1999 : 127,4 milliards de liras.
Personnel : 302.
Détient : 50 % de Borgna Sircuglass S.R.L. et de Vetro Sud S.R.L. - Italie.

■ BALZARETTI MODIGLIANI

Participation 91,4 % par International Saint-Gobain.
Fabrication de produits isolants et de produits d'étanchéité (matériaux de toiture, revêtements à base de voile de verre).
Usines à Vidalengo et Chieti.
Ventes 1999 : 99 milliards de liras.
Personnel : 275.
Détient : 17,9 % d'Isover SA - Suisse. Voir fiche de renseignements. 100 % de Superisolanti Ermes - Italie.

■ VETROTEX ITALIA

Participation 100 % par International Saint-Gobain.
Fabrication et commercialisation de fibres de verre pour le renforcement.
Usines à Besana Brianza et Vado Ligure.
Ventes 1999 : 279 milliards de liras.
Personnel : 568.
Détient : 67,5 % de Revetex - Italie. 100 % de L.M.C. - Italie. 0,2 % de Vetrotex International - Fr. Voir Vetrotex

France.

■ TUBI-GHISA

Participation 90 % par Pont-à-Mousson SA + 10 % par Halbergerhütte.
Canalisations en fonte ductile.
Usine à Cogoletto.
Ventes 1999 : 160,8 milliards de liras.
Personnel : 185.
Détient : 100 % de BDM Srl et d'ISI Srl - Italie.
Robinetterie hydraulique.

■ VETR.I.

Participation 72,8 % par Saint-Gobain Finanziaria + 24 % par Saint-Gobain Emballage + 2,8 % par Vicasa.
Production d'emballages en verre creux (bouteilles, pots industriels).
Usines à Dego, Lonigo, Villa Poma, Pescia, Gazzo Veronese, Carcare.
Ventes 1999 : 522 milliards de liras.
Personnel : 1 194.

Filiales & Participations

- Silver - Italie (100 %). Produits de carrière de sable.
- Ecoglass - Italie (100 %). Récolte et traitement du calcin.
- Ecolvetro - Italie (20 %). Récolte et traitement du calcin.

■ NORTON SPA (ITALIE)

Participation 100 % par Norton SA (France).
Production de meules abrasives.
Usines à Corsico (Milan) et à Caronno.
Personnel : 215.
Détient : Ral-Flex SpA - Italie (93,3 %). Production d'abrasifs appliqués. CIA. Italiana (100 %). Abrasifs. Grinding Srl (100 %). Proma SpA (100 %). - Italie.
Fabrication de meules minces. Détient 100 % de Moma Srl - Italie. Même activité.

■ REFRADIGE

Participation 100 % par SEPR.
Fabrication de réfractaires électrofondus.
Usine à Mezzocorona.
Personnel : 194.
Détient : 84,7 % de Valoref - Fr. Recyclage.

POLOGNE

1€ = 4,23 zlotys

■ POLFLOAT SAINT-GOBAIN

Participation 34,7 % par Spafi + 65,3 % par Vegla.

Production et transformation de vitrage.
Float à Strzemieszyce - Pologne.
Ventes 1999 : 304,2 millions de zlotys.
Personnel : 264.
Détient 100 % de Glaspol - Pologne. Négoce et transformation de vitrage pour le Bâtiment.

■ GULLFIBER POLSKA

Participation 100 % par Gullfiber AB.
Production et commercialisation de produits isolants.
Ventes 1999 : 118 millions de zlotys.
Personnel : 235

SUISSE

1€ = 1,60 franc suisse

■ ISOVER SA

Participation 34,1 % par International Saint-Gobain + 46,7 % par G + H AG + 17,9 % par Balzaretto.
Fabrication et commercialisation de produits isolants.
Commercialisation de fibres de renforcement.
Usine à Lucens.
Ventes 1999 : 55 millions de francs suisses.
Personnel : 176.
Détient : 9,9 % de Gullfiber AB - Suède. Voir fiche de renseignements. 49 % d'Eurocoustic - Fr. Voir Isover Saint-Gobain.

■ INTERNATIONAL SAINT-GOBAIN

Participation 96,5 % + 3,5 % par Valfix.
Holding. Détient : Isover SA - Suisse ; Balzaretto Modigliani - Italie ; Vetrotex Italia - Italie ; Gullfiber AB - Suède ; Cristaleria Española - Espagne. Voir fiches de renseignements. 1,4 % de la Compagnie de Saint-Gobain - Fr. ; 1,9 % d'Euroventures - Pays-Bas.
Sa répartition géographique d'après les valeurs immobilisées est de : Espagne 37,7 % ; France 30,1 % ; Italie 19,7 % ; Suède 10,7 % ; Suisse 1,3 % ; autres pays 0,5 %.

SCANDINAVIE

1€ = 7,44 couronnes danoises
1€ = 8,81 couronnes suédoises
1€ = 8,31 couronnes norvégiennes
1€ = 5,95 marks finlandais

■ SCAN-GOBAIN GLASS A/S (DANEMARK)

Participation 50 % par Vegla + 50 % par Saint-Roch. Holding. Détient : 100 % d'Emmaboda Glas AB, Scanglas A/S, Böckmann A/S, Scandi - Glass A/S et Si-Glass A/S. Voir fiches de renseignements.
Détient également : Vetrotech Scan-Gobain A/S - Danemark (50 %). Vitrage antifeu. Esbjerg Glas - Danemark (100 %). Baltiklaas - Estonie (100 %). Länsilasi Oy - Finlande (100 %) Verinvest Oy - Finlande (82,7 %). Négoce et transformation de vitrage pour le Bâtiment.

■ BÖCKMANN A/S (NORVÈGE)

Production de vitrage isolant.
Usines à Frederikstad et Gjøvik.
Ventes 1999 : 278 millions de couronnes norvégiennes.
Personnel : 229.

■ EMMABODA GLAS AB (SUÈDE)

Production de vitrage isolant et de verre trempé.
Usine à Emmaboda.
Ventes 1999 : 307 millions de couronnes suédoises.
Personnel : 309.
Détient : 100 % de Glashuset Y Uddevalla - Suède. Négoce de verre.

■ SCANGLAS A/S (DANEMARK)

Production de vitrage isolant et de verre trempé.
Usines à Korsør et Kjellerup.
Ventes 1999 : 206 millions de couronnes danoises.
Personnel : 257.
Détient : 100 % de VG Glas A/S - Danemark. Négoce de verre.

■ SCANDI-GLASS (NORVÈGE)

Production de vitrage isolant.
Usine à Sem.
Ventes 1999 : 58 millions de couronnes norvégiennes.
Personnel : 44.

■ SI-GLASS A/S (NORVÈGE)

Production de verre feuilleté et trempé.
Usine à Sauda.
Ventes 1999 : 64,5 millions de couronnes norvégiennes.
Personnel : 59.

■ SEKURIT SAINT-GOBAIN SCANDINAVIA AB (SUÈDE)

Participation 100 % par Sekurit Saint-Gobain Deutschland GmbH.
Production de vitrage trempé et feuilleté pour l'automobile. Usine à Eslöv.
Ventes 1999 : 394,6 millions de couronnes suédoises.



Personnel : 385.
Détient : 100 % d'Elvex - Estonie. 100 % de Glases - Suède. Production de pare-brise de remplacement.

■ GULLFIBER AB (SUÈDE)

Participation 90,1 % par International Saint-Gobain + 9,9 % par Isover SA.
Fabrication et commercialisation de produits isolants.
Usines à Billesholm et Vrena.
Ventes 1999 : 869 millions de couronnes suédoises.
Personnel : 563.
Détient : Ecophon AB - Suède. Isover Oy - Finlande. Gullfiber Polska - Pologne. Voir fiches de renseignements.

■ ECOPHON AB (SUÈDE)

Participation 100 % par Gullfiber AB.
Production et commercialisation de plafonds acoustiques.
Usine à Hyllinge.
Ventes 1999 : 818 millions de couronnes suédoises.
Personnel : 517.
Détient : 100 % d'Ecophon Production A/S - Danemark. Production de produits acoustiques. 50 % d'Ecophon France. - France. Voir Saint-Gobain Isover. 60 % d'Ecophon CertainTeed - USA. Voir CertainTeed.

■ ISOVER OY (FINLANDE)

Participation 100 % par Gullfiber AB.
Production et commercialisation de produits isolants.
Usines à Hyvinkää et Forssa.
Ventes 1999 : 421 millions de marks finlandais.
Personnel : 322.
Détient : 72,4 % d'Isover Klaasvill - Estonie. 100 % de SIA Isover - Lettonie. 100 % d'UAB Isover - Lituanie. 100 % de Zao Isover - Russie. Commercialisation de produits isolants.

■ GLASULD A/S (DANEMARK)

Participation 100 % par Grünzweig + Hartmann AG.
Fabrication et commercialisation de produits isolants.
Usine à Vamdrup.
Ventes 1999 : 380 millions de couronnes danoises.
Personnel : 260.
Détient : Saint-Gobain UK - GB. Voir fiche de renseignements. 100 % de Glasuld Ireland. Détient 50 % de Moy Isover - Irlande. Production et commercialisation de produits isolants.

■ NORTON A/S (NORVÈGE)

Participation 100 % par SEPR.
Fabrication et vente de produits de carbure de silicium.
Usines à Lillesand et Arendal.
Personnel : 371.

Détient : Intermat SA (99,9 %) - Belgique. Process de carbure de silicium et corindons pour les industries réfractaires et des abrasifs. Usine à Hody. Personnel : 29.
Industria Norton de Venezuela (100 %) - Venezuela. Production de carbure de silicium. Norton Lianyang Grains (100 %) - Chine. Casil (50 %) - Brésil.
Voir Santa Veronica.

AMÉRIQUE DU NORD

1€ = 1,067 dollar US

■ SAINT-GOBAIN CORPORATION

Participation 100 % par Spafi.
Détient : 100 % de Saint-Gobain Delaware Corporation - USA. Holding contrôlant CertainTeed, Ball Foster Glass Container, Calmar Inc et Norton - USA.
Voir fiches de renseignements.

■ CERTAINTEED CORPORATION

Participation 100 % par Saint-Gobain Delaware Corporation.
Ventes 1999 : 2 340 millions de dollars.
Personnel : 8 438.
Les ventes et le personnel de CertainTeed incluent ceux de Vetrotex Certain Teed, Bayex Inc., PermaGlas-Mesh Inc., Ludowici-Roof Tile, Air Vent Inc., CerBay.
Produits d'isolation. Usines à Athens (Georgie), Chowchilla (Californie), Kansas City (Kansas), Mountaintop (Pennsylvanie), Winter Haven (Floride).
Matériaux de construction. Ce secteur comprend cinq activités :

- Revêtements et fenêtres en PVC. Usines à Williamsport (Maryland), McPherson (Kansas), Wixom, Jackson (Michigan), Grinnell (Iowa), Nesquehoning (Pennsylvanie), Social Circle (Georgie), Auburn (Washington), Richmond (Virginie).
- Matériaux de toiture asphaltés (shingles). Usines à Milan (Ohio), Oxford (Caroline du Nord), Shakopee (Minnesota) ;
- Systèmes d'aération. Usines à Clinton (Iowa), Dallas (Texas), Lincolton (Caroline du Nord).
- Usine de polymérisation à Sulphur (Louisiane) ;
- Tuyaux et clôtures en PVC. Usines à McPherson (Kansas), Waco (Texas), Social Circle (Georgie), Buffalo (New York), Lodi et Santa Ana (Californie).

Filiales & Participations

- Vetrotex CertainTeed, Norton - USA. Mexalit - Mexique. Voir fiches de renseignements.
- Bayex Inc. - USA (100 %). Production et commercialisation de produits industriels pour le renforcement. Usine à Albion (New York). Détient : 50 %

de CerBay Company - USA. Usine à Wichita Falls (Texas). Tissage.

- PermaGlas-Mesh Inc. - USA (100 %). Production et commercialisation de produits industriels et d'accessoires pour l'industrie des portes et fenêtres. Usines à Cadiz et Dover (Ohio).
- Ludowici-Roof Tile, Inc. - USA (100 %). Fabrication de tuiles en terre cuite. Usine à New Lexington (Ohio).
- Air Vent Inc. - USA (100 %). Production de systèmes d'aération pour greniers et soupentes. Usines à Clinton (Iowa), Dallas (Texas) et Lincoln (Caroline du Nord).
- Insulate Inc. - USA (100 %). Production et commercialisation de portes et de fenêtres en vinyl. Usine à Auburn (Washington).
- Ecophon CertainTeed USA (40 %). Commercialisation de plafonds acoustiques.
- Bird Inc. - USA (100 %). Production de shingles et roofing. Usine à Norwood (Massachusetts).
Détient 100 % de GS Roofing Products Company Inc. Usines à Charleston Heights (Caroline du Sud), Chester (Pennsylvanie), Ennis (Texas), Peachtree (Georgie), Portland (Oregon), Shreveport (Louisiane), Southgate et Wilmington (Californie) et Little Rock (Arkansas).
- CertainTeed Shade Systems. Usine à Columbus (Ohio).

■ VETROTEX CERTAINTEED

Participation 100 % par CertainTeed.

Fabrication et commercialisation de fibres de verre pour le renforcement.

Usine à Wichita Falls (Texas).

Détient : 0,2 % de Vetrotex International. - Fr. Voir Vetrotex France. 50 % de CerBay Company - USA. Voir Bayex Inc. 13,8 % de Brunswick Technologies Inc. - USA.

■ NORTON COMPANY

Participation 82 % par Saint-Gobain Delaware Corporation + 18 % par CertainTeed.

Ventes 1999 : 641 millions de dollars.

Personnel : 4 874.

Production d'abrasifs agglomérés, d'abrasifs couchés et de super-abrasifs. Principales usines : Worcester (Massachusetts) ; Gainesville (Georgie) ; Littleton (New Hampshire) ; Troy, Wheatfield (New York) ; Aberdeen et Arden (Caroline du Nord) ; Brownsville, Stephenville (Texas).

Principales filiales aux États-Unis, Canada, Mexique, Australie. Détient également : SGIC - USA ; Grindwell Norton - Inde ; Norton Kabushiki Kaisha - Japon. Voir fiches de renseignements.

■ SGIC

Participation 100 % par Norton Company.

Par activités propres ou par l'intermédiaire de ses filiales, produit des céramiques techniques et avancées, des produits pour procédés chimiques, des plastiques à haute performance, des produits réfractaires électrofondus et des grains céramiques spéciaux, des produits de carbure de silicium, des cristaux, des détecteurs et des matériels électroniques pour la détection des rayonnements nucléaires.

Principales usines à Worcester et Northboro (Massachusetts), Keasbey, Wayne (New Jersey), Amherst, Niagara Falls, Granville et Wheatfield (New York), Akron, Newbury et Solon (Ohio), Louisville (Kentucky), Buckhannon (West Virginia), Brantford et Paris (Ontario), ainsi qu'à Köln (Allemagne) et Thomastown (Australie).

Ventes 1999 : 917 millions de dollars.

Ces chiffres incluent ceux des filiales consolidées.

■ BALL FOSTER GLASS CONTAINER

Participation 100 % par Saint-Gobain Delaware Corporation.

Fabrication d'emballages en verre creux (bouteille et pots industriels).

Usines à El Monte, Maywood (Californie), Henderson, Wilson (Caroline du Nord), Dolton, Lincoln (Illinois), Dunkirk, Marion (Indiana), Ruston (Louisiane), Milford (Massachusetts), Pevely (Missouri), Carteret, Sapulpa (Oklahoma), Port Allegany (Pennsylvanie), Waxahachie (Texas), Seattle (Washington), Burlington (Wisconsin).

Ventes 1999 : 1 415 millions de dollars.

Personnel : 5 915.

Les chiffres de ventes et de personnel incluent ceux de Madera Glass et de Tropicana Industrial Glass.

Filiales & Participations

- Madera Glass - USA (100 %). Production d'emballage en verre creux (bouteilles). Usine à Madera (Californie).
- Tropicana Industrial Glass - USA (50 %). Production d'emballage en verre creux (bouteilles). Usine à Bradenton (Floride).
- Heye America L. P. - USA (50 %). Production de moules pour fabrication d'articles d'emballage en verre creux.

■ CALMAR INC

Participation 100 % par Saint-Gobain Delaware Corporation.

Fabrication de pompes plastiques.

Usines à City of Industry (Californie), Lee Summit (Missouri), Courthouse (Washington).

Ventes 1999 : 173 millions de dollars.



Personnel : 1 496.

Filiales & Participations

- Calmar Wuxi - Chine (100 %). Assemblage de pompes plastiques. Usine à Wuxi.
- Pt Calmar Indonesia - Indonésie (51 %).
Assemblage de pompes plastiques. Usine à Jakarta.
- Calmar do Brazil - Brésil (99 %). Calmar Mercosul SA - Argentine (99 %). Calmar Plastics - Canada (100 %). Sociétés commerciales.
- Calmar Germany - Allemagne. Voir fiche de renseignements.

■ BAY MILLS LTD (CANADA)

Participation 100 % par Spafi.
Production et commercialisation de produits industriels et d'accessoires pour l'industrie des portes et fenêtres.
Usines à Calgary (Alberta), Brampton, Burlington, Etobicoke, Midland, St Catharines and Weston (Ontario).
Détient : Les Produits Duvernay Ltee - Canada (100 %).
Bay Mills SA de CV - Mexique (99 %).

BRÉSIL

1€ = 1,94 réal

■ SÃO LOURENÇO

Participation 99,9 %.
Holding. Détient : 42,7 % de Santa Marina et 0,3 % de Barbará - Brésil. Voir fiches de renseignements.

■ SANTA MARINA

Participation 33,9 % + 42,7 % par São Lourenço.
Société cotée à la Bourse de São Paulo.
Production et transformation de vitrage, pour le Bâtiment et l'automobile, de verre creux (bouteilles, flacons, pots industriels), de gobeletterie et de fibres de verre d'isolation et de renforcement.
Usines à Mauá, Santo Amaro, São Paulo, São Vicente, Porto Ferreira et Capivari (État de São Paulo).
Ventes 1999 : 443 millions de réals.
Personnel : 2 703.

Filiales & Participations

- Cebrace - Brésil. Voir fiche de renseignements.
- Subrasa - Brésil (90 %). Fabrication de verre creux (bouteilles). Usine à Campo Bom (Rio Grande do Sul).
Ventes : 38 millions de réals. Personnel : 143.
- Rimisa - Brésil (10 %). Fabrication de verre creux (bouteilles, pots, gobeletterie). Usine à Rio de Janeiro.
- Isotex - Argentine (100 %). Production de fibres de verre d'isolation et de renforcement. Usine à Llavallol.
Ventes : 21 millions de pesos. Personnel : 127.

■ CEBRACE

Participation 50 % par Santa Marina.
Production et transformation de vitrage.
Float à Jacarei et Caçapava.
Ventes 1999 : 285 millions de réals.
Personnel : 664.

■ BRASILIT

Participation 92,5 % par SGPPI.
Société cotée à la Bourse de São Paulo.
Fabrication de plaques et moulages en fibres-ciment.
Usines à Esteio (Rio Grande do Sul) et Caxanga (Pernambuco).
Ventes 1999 : 85 millions de réals.
Personnel : 622.
Les chiffres de ventes et de personnel incluent Ibasá.

Filiales & Participations

- Eterbras - Brésil. Voir fiche de renseignements.
- Brasilit da Amazonia - Ibasá (99,2 % + 0,8 % par São Lourenço). Plaques et moulages en fibres-ciment. Usine à Belem (Para).
- Santa Veronica (79 % + 21 % par Ibasá). Détient : 50 % de Casil- Brésil. Production de carbure de silicium. Usine à Barbacena (Minas Gerais). Ventes :
33 millions de réals. Personnel : 290. 45 % de Carborundum Abrasivos. Voir Norton Industria e Comercio Ltda. Carborundum Holding (100 %). Détient Carborundum do Brasil (100 %). Production et vente de fibres d'isolation haute température et produits réfractaires. Usine à Vinhedo. Personnel : 289.
- Argamassas Quartzolit (15 % + 15 % par Santa Veronica). Voir Weber & Broutin International.
- São Justo (32 % + 18 % par Ibasá). Détient : 77,6 % de Jundu - Brésil. Exploitation de carrières. 100 % de Santa Susana Mineração - Brésil. Recherche et exploitation de gisements de matières premières verrières.

■ ETERBRAS

Participation 55 % par Brasilit.
Fabrication de plaques et moulages en fibres-ciment.
Usines à Capivari (São Paulo), Guadalupe (Rio de Janeiro), Contagem (Minas Gerais) et Goiânia (Goiás).

Ventes 1999 : 158 millions de réals.
Personnel : 1 005.

■ BARBARÁ

Participation 67,6 % par Pont-à-Mousson SA + 6,4 % par Ibasá + 8,7 % par Santa Claudia + 0,3 % par São Lourenço.

Société cotée à la Bourse de Rio de Janeiro et à celle de São Paulo.

Fabrication de tuyaux et de raccords en fonte ductile.

Usine à Barra Mansa (Rio de Janeiro).

Ventes 1999 : 110 millions de réals.

Personnel : 865.

■ NORTON INDUSTRIA E COMERCIO LTDA

Participation 100 % par Spafi.

Production d'abrasifs agglomérés et d'abrasifs couchés.

Usines à Caieiras, Caldas, Guarulhos, Lorena, Igarassu, Paulista.

Ventes 1999 : 169 millions de réals.

Personnel : 1 038.

Détient : 100 % de Carborundum Abrasivos - Brésil.

Production d'abrasifs agglomérés et couchés. Usine à Vinhedo (São Paulo). Personnel : 214. 100 % de

Norton Argentina - Argentine. Distribution de produits abrasifs. 100 % de Carborundum - Argentine.

Production d'abrasifs agglomérés. Usine à Campana.

100 % de Winter do Brasil. Usine à Judiai (São Paulo).

MEXIQUE

1€ = 10,20 pesos

■ MEXALIT SA

Participation 10 % + 39 % par CertainTeed.

Fabrication de tuyaux, plaques et moulages en fibres-ciment, tuyaux en plastique.

Usines à Mexico, Guadalajara, Chihuahua, Villa Hermosa, Queretaro.

Ventes 1999 : 608 millions de pesos.

Personnel : 942.

Filiales & Participations

- Détient 5 % de Vidrio Saint-Gobain de Mexico - Mexique. Float à Cuautlá.
- 20,1 % de Sekurit Saint-Gobain de Mexico - Mexique. Usine à Cuautlá. Production de vitrage pour l'automobile. Détient 100 % de Desarrollo del Vidrio (Devimex) - Mexique. Encapsulation de vitrage automobile. Usine à Iztapalaca.
- 8,9 % de Comecop - Mexique. Production de tuyaux en béton précontraint. Usine à Tizayuca Hidalgo.
- 100 % de Maxitile - USA. Société de distribution

à Los Angeles.

AUTRES PAYS

■ GRINDWELL NORTON LTD

Participation 26,8 % par Norton Company + 24,2 % par SGPPI.

Production d'abrasifs agglomérés et d'abrasifs couchés.

Usines à Bangalore, Bombay, Nagpur et Tirupaty (Inde).

Personnel : 1 744.

■ HANKUK VETROTEX LTD

Participation 98,6 % par Vetrotex International.

Fabrication et commercialisation de fibres de verre pour le renforcement.

Usine à Kunsan (Corée du Sud).

Ventes 1999 : 85 milliards de wons.

Personnel : 502.

■ NORTON KABUSHIKI KAISHA

Participation 100 % par Norton Company.

Production de superabrasifs, de céramiques techniques, de plastiques à haute performance, de produits pour procédés chimiques, de céramiques électrofondues et de grains céramiques.

Usines à Chiba, Suwa et Seto (Japon).

Détient 53,6 % de Jaco - Japan Abrasives. Usine à Osaka.

Personnel : 109

■ ABRASIVES CORPORATION

Participation 100 % par Norton SA (France).

Production d'abrasifs appliqués, de super-abrasifs et de meules.

Usines à Isando et Port Elisabeth (Afrique du Sud).

Personnel : 349.



RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES

Attestation du responsable du Document de Référence

À ma connaissance, les données du présent document sont conformes à la réalité; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la Compagnie de Saint-Gobain et de son Groupe; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Le Président-Directeur Général
Jean-Louis BEFFA

Attestation des responsables du contrôle des comptes

Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables données dans le présent document en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession.

Les comptes annuels et les comptes consolidés de la Compagnie de Saint-Gobain pour les exercices 1999, 1998 et 1997 ont fait l'objet d'un audit par nos soins.

La sincérité des informations financières et comptables présentées dans les comptes annuels de la Compagnie de Saint-Gobain appelle de notre part l'observation suivante, sans remettre en cause notre opinion, nous attirons votre attention sur les notes 1, 7 et 9 de l'annexe des comptes annuels qui exposent un changement de méthode concernant la comptabilisation des comptes de l'établissement allemand de la Compagnie de Saint-Gobain.

Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité des informations financières et comptables présentées dans le présent Document de Référence.

Les Commissaires aux comptes

BEFEC – PRICE WATERHOUSE
Membre de PricewaterhouseCoopers

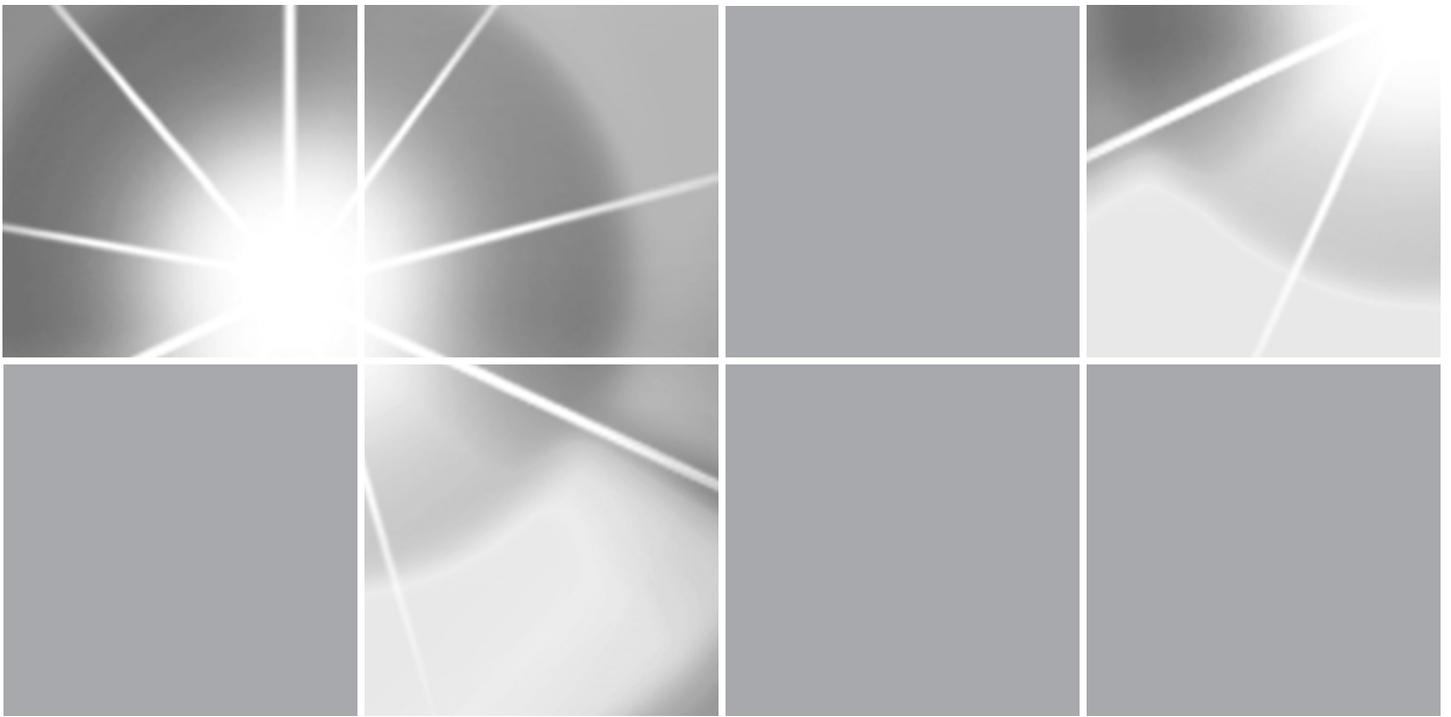
Mike MORALEE

S.E.C.E.F.

Jacques TENETTE

COB

Le présent Document de Référence a été enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 13 avril 2000 sous le numéro R.00 - 141; il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par la Commission.



Assemblée Générale Mixte du 29 juin 2000

Rapport du Conseil d'administration	140
Ordre du jour	142
Résolutions	143
Rapport spécial des Commissaires aux comptes	145



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION à l'Assemblée Générale Mixte du 29 juin 2000

I - Résolutions relevant de la compétence de la partie ordinaire de l'Assemblée

Comptes annuels et dividende

Les comptes consolidés du Groupe ainsi que les comptes annuels de la Compagnie vous sont présentés dans le Rapport sur l'Exercice 1999.

Nous vous demandons d'approuver les comptes de la Compagnie de Saint-Gobain pour l'exercice clos le 31 décembre 1999 (**1^{ère} résolution**).

L'exposé de la situation financière, de l'activité et des résultats de la Compagnie au cours de l'exercice écoulé, ainsi que les diverses informations prescrites par les dispositions légales et réglementaires en vigueur figurent également dans le rapport sur l'exercice 1999, auquel nous vous demandons de bien vouloir vous reporter.

Affectation du résultat

Le bénéfice net de la Compagnie pour l'exercice 1999 ressort à 573 860 milliers d'euros (3 764 274 milliers de francs), contre 593 887 milliers d'euros en 1998.

Compte tenu du report à nouveau de 692 945 milliers d'euros (soit 4 545 422 milliers de francs), qui tient compte de l'incidence au 1^{er} janvier 1999 du changement de statut en établissement autonome de l'établissement stable allemand (153 898 milliers d'euros) et de l'ajustement du dividende 1998 correspondant aux actions d'autocontrôle acquises entre le 25 mars 1999, date du Conseil d'arrêté des comptes, et le 29 juin 1999, date de mise en paiement de ce dividende (13 184 milliers d'euros), le bénéfice distribuable est de 1 266 805 milliers d'euros (8 309 696 milliers de francs).

Il est proposé à l'Assemblée Générale (**2^e résolution**) :

- de doter les réserves réglementées de 524 487 milliers d'euros (3 440 409 milliers de francs) ;
- de reporter à nouveau 437 513 milliers d'euros (2 869 898 milliers de francs) ;
- et de distribuer aux actionnaires 304 805 milliers d'euros (1 999 389 milliers de francs) correspondant à un dividende net de 3,60 euros (23,61 francs) par action, ce qui, compte tenu de l'impôt versé au Trésor (avoir fiscal) de 1,80 euro (11,81 francs), représente un revenu global de 5,40 euros (35,42 francs) par action.

Le dividende net de 3,60 euros sera versé pour chacune des 84 668 044 actions en circulation au 31 décembre 1999 : il sera intégralement payé en espèces, la date de détachement du coupon étant fixée au 3 juillet 2000.

Absence de convention de l'article 101

Il n'a pas été souscrit de conventions nouvelles visées aux articles 101 et suivants de la loi du 24 juillet 1966. En conséquence, le Rapport Spécial des Commissaires aux comptes fait état des seules conventions qui se sont poursuivies au cours de l'Exercice

1999.

Autorisation de rachat d'actions Saint-Gobain

La **3^e résolution** a pour objet de donner au Conseil d'administration l'autorisation de racheter nos propres actions. Les prix maximum d'achat et minimum de revente prévus sont maintenus à 205 et à 100 euros, respectivement.

L'autorisation qui est ainsi sollicitée est destinée à permettre le cas échéant à la Compagnie de mettre en œuvre les facilités de souplesse que les dispositions légales prévoient en matière de rachat d'actions : conservation ou transfert par tous moyens, notamment par échanges ou cessions de titres, gestion de trésorerie ou des fonds propres, attribution d'actions ou d'options d'achat d'actions, régularisation des cours, ou annulation des actions (cette dernière nécessitant soit l'utilisation de l'autorisation existante à concurrence de 5 % du capital social, soit une autorisation ultérieure de l'Assemblée Générale Extraordinaire).

L'autorisation de rachat qui avait été donnée l'an dernier a été mise en œuvre : il en est rendu compte à la page 59 du présent Rapport.

Nomination d'un nouvel Administrateur

Le Comité des Mandataires a proposé au Conseil d'administration, qui l'a adopté, le projet suivant de nomination soumis à votre Assemblée :

- la nomination en qualité d'Administrateur de M. Daniel BERNARD, Président-Directeur Général de Carrefour (**4^e résolution**), Cette nomination portera à quatorze le nombre d'administrateurs en fonction, nombre maximum statutaire.

Le mandat sera conféré pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée annuelle de 2006.

Vous trouverez ci-après la notice biographique du candidat administrateur.

Daniel BERNARD

Agé de 54 ans, M. Daniel BERNARD est Président-Directeur Général de Carrefour, Administrateur de plusieurs filiales du Groupe Carrefour, ainsi que d'Alcatel et de Dexia.

Né le 18 février 1946, M. Daniel BERNARD est diplômé d'H.E.C. Après avoir été directeur de la chaîne des hypermarchés Mammouth et Delta de 1975 à 1981, il a été alors nommé Directeur Général de Metro France puis, en 1989, membre du Directoire de Metro International. Il est devenu Président du Directoire de Carrefour en 1992, puis Président-Directeur Général en 1998.

**Renouvellement du mandat
d'un Commissaire aux comptes titulaire
et nomination d'un Commissaire aux comptes suppléant**

Nous vous proposons de renouveler le mandat du Commissaire aux comptes titulaire du Cabinet S.E.C.E.F. représenté par M. Jacques Tenette et de nommer Commissaire aux comptes suppléant le Cabinet Pierre-Henri Scacchi et Associés, (5^e résolution).

Ces deux mandats seront conférés pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée annuelle de 2006.

Les deux Commissaires aux comptes titulaires continueront ainsi d'être PriceWaterhouseCoopers et la S.E.C.E.F.

Révision du montant annuel des jetons de présence

Nous vous proposons de réviser le montant annuel des jetons de présence qui était fixé depuis l'Assemblée Générale du 13 juin 1995 à 2 100 000 francs et de le porter dorénavant à 2 550 000 francs (6^e résolution) afin de mieux tenir compte du nombre élevé de réunions du Conseil (sept par an) et du développement important des travaux des deux Comités d'administrateurs : Comité des Comptes et Comité des Mandataires.

**II - Résolutions relevant de la compétence
de la partie extraordinaire de l'Assemblée**

Sont soumises à votre approbation deux résolutions visant à renouveler des résolutions adoptées en 1999.

La 7^e résolution s'inscrit dans le cadre de la poursuite du développement de l'actionnariat salarié de la Compagnie qui est l'objectif constant de votre Conseil depuis douze ans.

Ainsi, en 2000, les salariés et anciens salariés des sociétés françaises et européennes du Groupe se verront offrir, sous certaines conditions, la possibilité d'adhérer à deux plans d'épargne : le PEG "Avenir" correspondant globalement au Plan d'Épargne du Groupe des années antérieures, à échéance de cinq ou de dix ans au choix, et le PEG "Développement 2000" à effet de levier permettant au plus grand nombre, avec une mise de

fonds limitée, de devenir actionnaires de votre société.

Ils pourront souscrire, directement ou indirectement, des actions avec un rabais maximum de 20 % sur le cours de Bourse moyen précédant la décision du Conseil. Par nature, cette résolution, qui permet l'émission de quatre millions d'actions au plus, implique la suppression du droit préférentiel de souscription.

La 8^e résolution a pour objet de permettre expressément à votre Conseil de faire usage des autorisations financières consenties par l'Assemblée Générale du 24 juin 1999 en cas et en période d'offre publique visant les titres de la société jusqu'à la prochaine Assemblée annuelle.

La 9^e résolution donne pouvoirs pour l'exécution des formalités liées à l'Assemblée générale.

En outre, vous trouverez ci-dessous des informations complémentaires prévues par la loi :

Franchissements de seuil

Au cours de l'exercice 1999, la Compagnie a franchi à la baisse le seuil du dixième des droits de vote dans la société Vivendi, puis en février 2000 le seuil du vingtième.

Salariés

Enfin, la part de capital et des droits de vote de la Compagnie détenue collectivement par les salariés du Groupe est indiquée à la page 56 du Rapport sur l'exercice 1999.



ORDRE DU JOUR

I - Partie ordinaire

- Approbation des comptes de l'Exercice 1999
- Affectation du résultat et détermination du dividende
- Autorisation à donner au Conseil d'administration de racheter éventuellement les actions de la société
- Nomination d'un nouvel Administrateur
- Renouvellement du mandat d'un Commissaire aux comptes titulaire et nomination d'un Commissaire aux comptes suppléant
- Révision du montant annuel des jetons de présence

II - Partie extraordinaire

- Délégation à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des émissions d'actions réservées aux adhérents des Plans d'Épargne du Groupe pour un montant nominal maximal de soixante-quatre millions d'euros
- Autorisation à donner au Conseil d'administration de faire usage des délégations d'augmenter le capital social en période d'offre publique visant les titres de la société
- Pouvoirs pour formalités

RÉSOLUTIONS

Partie ordinaire de l'Assemblée Générale

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes de l'Exercice 1999 tels qu'ils sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale, constatant que le bénéfice net de l'exercice s'élève à 573 859 902,46 euros (3 764 274 200,38 francs) et le report à nouveau à 692 945 138,01 euros (4 545 422 138,94 francs), formant un total de 1 266 805 040,47 euros (8 309 696 339,32 francs), approuve la proposition d'affectation du résultat par le Conseil d'administration et décide :

■ d'affecter à la réserve spéciale des plus-values à long terme la somme de 524 486 961,80 euros (3 440 408 940,01 francs),

■ de reporter à nouveau la somme de 437 513 120,27 euros (2 869 897 938,34 francs),

■ de prélever, pour être répartie entre les actionnaires :

- à titre de premier dividende, la somme de 69 789 400 euros (457 788 454,56 francs)

- à titre de dividende complémentaire la somme de 235 015 558,40 euros (1 541 601 006,41 francs)

- soit la somme totale de 304 804 958,40 euros (1 999 389 460,97 francs).

En conséquence, le dividende net versé à chaque action ayant jouissance courante sera de 3,60 euros (soit à titre indicatif, la contre-valeur arrondie en francs de 23,61), ce qui, compte tenu de l'impôt versé au Trésor (soit pour un avoir fiscal à 50 %), de 1,80 euro, (soit à titre indicatif, la contre-valeur arrondie en francs de 11,81), représente un revenu global de 5,40 euros (soit à titre indicatif, la contre-valeur arrondie en francs de 35,42).

Il est rappelé, conformément à la loi, que le dividende versé au titre des trois derniers exercices s'est établi ainsi :

Exercice	Nombre de titres rémunérés	Dividende net		Avoir fiscal		Revenu global	
		(en euros)	(en francs)	(en euros)	(en francs)	(en euros)	(en francs)
1996	86 642 216	2,59	17,00	1,30	8,50	3,89	25,50
1997	89 226 813	2,82	18,50	1,41	9,25	4,23	27,75
1998	83 875 788	3,20	20,99	1,60	10,50	4,80	31,49

Troisième résolution

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et de la note d'information visée par la Commission des Opérations de Bourse, autorise le Conseil à faire acheter par la société ses propres actions, conformément aux articles 217-2 et suivants de la loi du 24 juillet 1966, en une ou plusieurs fois, par tous moyens y compris, le cas échéant, de gré à gré et par mécanismes optionnels, en vue soit de leur conservation ou de leur transfert par tous moyens, notamment par échanges ou cessions de titres, soit de la gestion de sa trésorerie ou de ses fonds propres, soit de l'attribution d'options d'achat d'actions, soit de l'attribution d'actions aux salariés, soit de la régularisation des cours, soit en vue de leur annulation sous réserve pour ce dernier cas d'une autorisation de l'Assemblée extraordinaire, selon les modalités suivantes :

■ prix maximum d'achat : 205 euros

■ prix minimum de vente : 100 euros

■ nombre maximum d'actions : 10 % du nombre total des actions composant le capital social à la date de la mise en œuvre de l'autorisation.

La présente autorisation est donnée pour une période de 18 mois à compter de ce jour ; elle annule, pour la partie non utilisée et la période non écoulée, et remplace l'autorisation donnée aux termes de la quatrième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 24 juin 1999.

L'Assemblée donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour mettre en œuvre la présente autorisation, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de tous organismes et généralement faire ce qui est nécessaire.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale nomme en qualité d'Administrateur M. Daniel BERNARD.

Ce mandat est conféré pour une durée de six années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'Exercice 2005.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, constatant que le mandat de Commissaire aux comptes titulaire du Cabinet S.E.C.E.F. – Société d'Expertise Comptable Economique et Financière - et celui du Commissaire aux comptes suppléant de la Compagnie Fiduciaire de Contrôle, conférés par l'Assemblée Générale Mixte du 16 juin 1994, viennent à expiration ce jour, renouvelle le mandat de Commissaire aux comptes titulaire du Cabinet S.E.C.E.F. - Société d'Expertise Comptable Economique et Financière - société anonyme ayant son siège social 3, rue de Turique, 54000



Nancy, et nomme Commissaire aux comptes suppléant le Cabinet Pierre-Henri Scacchi et Associés, ayant son siège social 23, rue d'Anjou, 75008 Paris, pour une durée de six exercices sociaux qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2005.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale décide de porter à 2 550 000 francs le montant annuel maximum des jetons de présence alloués aux administrateurs pour l'exercice social en cours et les exercices suivants, jusqu'à ce qu'il en soit autrement décidé.

Partie extraordinaire de l'Assemblée Générale

Septième résolution

Statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée extraordinaire, l'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément d'une part aux dispositions de la loi sur les sociétés commerciales et, notamment, de son article 186-3, et d'autre part à celles des articles L.443-1 et suivants du Code du travail :

1/ Délègue au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois sur ses seules délibérations, par émission d'actions ordinaires réservées aux adhérents à des plans d'épargne d'entreprise. Cette décision entraîne renonciation expresse, par les actionnaires, à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au profit des adhérents aux plans.

2/ Décide que les bénéficiaires des augmentations de capital présentement autorisées seront les adhérents à des plans d'épargne d'entreprise de la Compagnie de Saint-Gobain et de tout ou partie des sociétés et groupements qui lui sont liés au sens de l'article 208-4 de la loi du 24 juillet 1966, et qui remplissent, en outre, les conditions éventuellement fixées par le Conseil d'administration.

3/ Fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée Générale la durée de validité de la présente délégation.

4/ Décide de fixer à soixante-quatre millions d'euros le montant nominal maximal des actions qui pourront être ainsi émises.

5/ Décide que le prix des actions souscrites par les bénéficiaires visés ci-dessus, en application de la présente délégation, ne pourra être inférieur de plus de 20 % à la moyenne des premiers cours cotés de l'action ancienne sur le premier marché de la Bourse de Paris lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration fixant la date d'ouverture de l'adhésion.

6/ Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus à l'effet, notamment, de :

- fixer les conditions que devront remplir les bénéficiaires des actions nouvelles à provenir des augmentations de capital, objet de la présente résolution ;

- arrêter les conditions de l'émission ;

- décider le montant à émettre, le prix d'émission, les dates et modalités de chaque émission ;

- fixer le délai accordé aux adhérents pour la libération de leurs titres ;

- arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ;

- constater ou faire constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites ou décider de majorer le montant de ladite augmentation de capital pour que la totalité des souscriptions reçues puissent être effectivement servies ;

- à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever, sur ce montant, les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital, après chaque **a u g m e n t a t i o n** ;

- prendre toutes mesures pour la réalisation des augmentations de capital, procéder aux formalités consécutives à celles-ci et apporter aux statuts les modifications corrélatives à ces augmentations de capital.

7/ Prend acte que la présente délégation annule, pour la partie non utilisée et la période non écoulée, et remplace la délégation accordée par l'Assemblée Générale du 24 juin 1999 dans sa treizième résolution.

Huitième résolution

Statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée extraordinaire, l'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide que les délégations données au Conseil d'administration par l'Assemblée Générale Mixte du 24 juin 1999 et relatives à des augmentations de capital non réservées à des bénéficiaires dénommés, pourront, sur ses seules décisions, être utilisées, en tout ou partie, par le Conseil d'administration, en période d'offre publique d'achat et/ou d'échange sur les valeurs mobilières émises par la société, pendant une période comprise entre la date de réunion de la présente Assemblée et celle de la prochaine Assemblée appelée à statuer sur les comptes annuels de la société.

Neuvième résolution

Statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée extraordinaire, l'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour effectuer tous dépôts et formalités où besoin sera.

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 1999

Aux Actionnaires de la Compagnie de Saint-Gobain

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966.

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Conventions conclues avec la société Vivendi

En vertu des conventions conclues en 1998, la Compagnie de Saint-Gobain a cédé durant l'exercice clos le 31 décembre 1999, 2 321 492 actions de la société Vivendi à cette dernière au prix de 171,8182 euros par action. De son côté, Vivendi a cédé 3 000 000 d'actions de la Compagnie de Saint-Gobain à cette dernière au prix de 160,9099 euros par action.

Conventions conclues avec la société Pont-à-Mousson

Convention d'intégration fiscale

La convention d'intégration fiscale conclue le 24 juillet 1998 avec la société Pont-à-Mousson s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 1999.

Contrat d'assistance générale

En application du contrat d'assistance générale du 18 septembre 1991 et de ses avenants, votre société a perçu de Pont-à-Mousson des redevances pour un montant de 10 763 000 euros.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Paris le 30 mars 2000

Les Commissaires aux comptes

BEFEC – PRICE WATERHOUSE
Membre de PricewaterhouseCoopers

Mike Moralee

S.E.C.E.F.

Jacques Tenette

Principaux sites Internet

PÔLE VERRE

SAINT-GOBAIN VITRAGE
www.saint-gobain-vitrage.com

SAINT-GOBAIN GLASS
www.saint-gobain-glass.com

SEKURIT SAINT-GOBAIN
www.sekurit.com

VEGLA
www.vegla.de

SAINT-ROCH
www.saint-roch.com

SAINT-GOBAIN VETROTECH
www.vetrotech.com

SOLAGLAS
www.solaglas.co.uk/

SAINT-GOBAIN EMBALLAGE
www.saint-gobain-emballage.fr

SAINT-GOBAIN DESJONQUERES
www.saint-gobain-desjonqueres.fr

VG EMBALLAGE
www.vg-emballage.com

BALL-FOSTER GLASS
www.ball-foster.com

OBERLAND GLAS
www.oberlandglas.de

SAINT-GOBAIN ISOVER
www.isover.fr

EUROCOUSTIC
www.eurocoustic.com

ECOPHON
www.ecophon.saint-gobain.fr
www.ecophon.se
www.ecophonct.com

G + H ISOVER
www.bau.net/isover/

BALZARETTI
www.balzaretti-modigliani.it

ISOVER
www.isover.saint-gobain.com
www.isover.fr
www.isover.at
www.isover.be
www.isover.ch
www.isover.fi
www.isover.pl
www.isover.nl
www.isover.net
www.isotex.com
www.isover.com.br
www.bejingisover.com.cn

GLASULD
www.glasuld.dk

GULLFIBER
www.gullfiber.se

Cem-FIL
www.u-net.com/~cem-fil/home.html

VETROTEX CERTAINTEED
www.vetrotexcertainteed.com

BAY COMPUTER
www.baycomp.com

BAYEX
www.bayex.com

PERMAGLAS-MESH
www.permaglas-mesh.com

PÔLE MATÉRIAUX HAUTE PERFORMANCE

CRISMATEC
www.crismatec.com

NORTON DESMARQUEST
www.ndfc.saint-gobain.com

SNMI
www.snmi.com

ANNAWERK
www.annawerk.de

NORTON
www.nortonkeramik.de
www.nortoncppc.com
www.nortonpakco.com
www.nortonplastics.com
www.nortonsic.com
www.nortonasti.com
www.nortonrefractories.com
www.nortondiamondfilm.com
www.sgceramics.com

CARBORUNDUM
www.carbobn.com

CERBEC
www.cerbec.com

CRYSTAR
www.crystar.com

HAMILTON PORCELAINS
www.hamiltonporcelains.com

TYGON
www.tygon.com

NORTON
www.norton.sgna.com
www.nortonabrasives.com

CARBORUNDUM
www.industry.net/carborundum abrasives

UNICORN
www.unicorn-int.com/

WINTER
www.winter-diamantwerk-saint-gobain.de

ESSILOR INTERNATIONAL
www.essilorgroup.com
www.essilor.com

PÔLE HABITAT

TUILES TBF
www.tbf.fr

GUIRAUD FRERES
www.guiraud.fr

WEBER & BROUTIN
www.weber-bROUTIN.com

LAPEYRE
www.lapeyre.fr

K PAR K
www.kpark.fr

LES ZELLES
www.leszelles.fr

CERTAINTEED
www.certainteed.com
www.vinylsiding.com
www.airvent.com

ASHLAND-DAVIS
www.ashland-davis.com

BUFFTECH
www.bufftech.com

LUDOWICI
www.ludowici.com

PONT-A-MOUSSON SA
www.pont-a-mousson.com

COMETA
www.cometapam.cz

HALBERGERÜTTE
www.halberg.de

SEVA
www.seva.tm.fr

STANTON
www.stanton.plc.uk

SAINT-GOBAIN
www.saint-gobain.com

DÉLÉGATION ALLEMAGNE ET EUROPE CENTRALE
www.saint-gobain.de

DÉLÉGATION GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE
www.saint-gobain.co.uk

DÉLÉGATION BRÉSIL
www.saint-gobain.com.br

Conception et réalisation : ALTEDIA COMMUNICATION - Paris
Photos : photothèque SAINT-GOBAIN, Jean DALBAN, Gilles DEFAIX, X
Document réalisé par la Direction des Relations Extérieures du Groupe Saint-Gobain
Les Miroirs - 92096 La Défense Cedex